

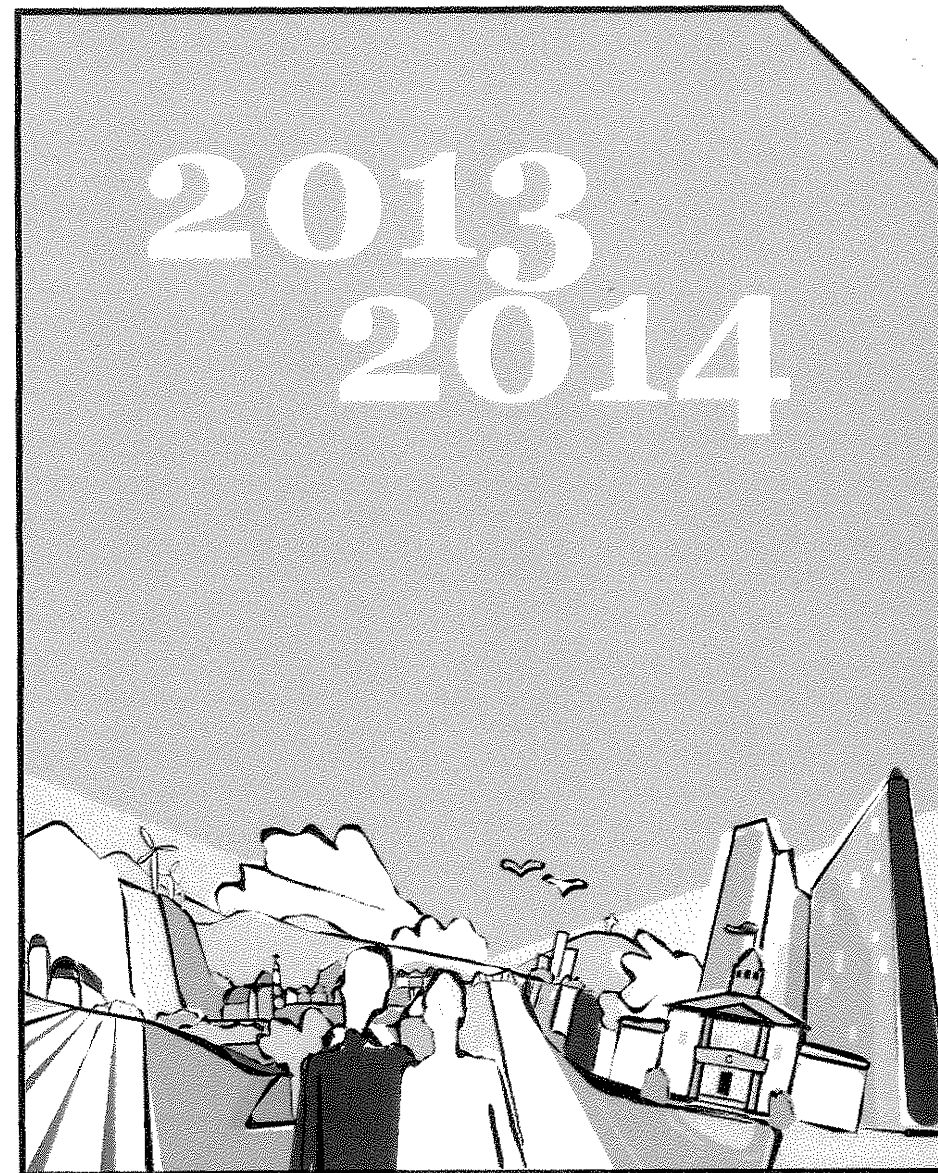
Étude des crédits

Demande de renseignements particuliers

VOLUME 3

DEMANDES 44 À 49

Février 2013



Québec 

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Bureau de projet sur les véhicules hors route	2	Le mandat du comité directeur est d'assurer la coordination des travaux en suivi du mandat confié au MTQ pour la mise en place de sentiers permanents de VHR.	MAMROT, MDDEFP, MRN, MTQ, Tourisme Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 20 avril, le 24 mai, le 20 juin, le 4 octobre et le 7 novembre 2012.
Cadre de prévention des risques naturels majeurs	2	Mise en œuvre d'un cadre de prévention sur les risques naturels. Assurer la cohérence des actions des ministères et organismes en matière de prévention, établir des priorités d'intervention, préciser les orientations et les attentes gouvernementales en matière de sécurité publique dans les zones exposées à certains risques naturels, élaborer les outils nécessaires au MRC et aux municipalités locales pour assumer leurs responsabilités en cette matière, etc. Compléter et assurer la pérennité du Plan de gestion du risque d'inondation (PGRI) de l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) qui a pour but de préciser les contributions des divers intervenants québécois qui ont un rôle à jouer à l'égard de ce risque, en cohérence avec le Plan national de sécurité civile.	MSP, MAMROT, MDDEP, MRNF, MSP et MTQ, MAPAQ, CEHQ, Hydro-Québec, MSSS, SHQ, Services Québec et Sûreté du Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Mise en œuvre du cadre de prévention : poursuite des travaux d'analyses de risques (cartographies et cadres normatifs), d'analyses de solutions et de mise en œuvre de solutions. Glissements de terrains : 2 rencontres Inondations : 2 rencontres Aménagement du territoire (érosion des berges) : 3 rencontres Coordination des aléas : 2 rencontres
Comité aviseur des Villages-Relais	3	Suivre la mise en œuvre de la mesure notamment en examinant les dossiers de candidature des municipalités et en étudiant les demandes de reconduction de l'appellation.	MTQ (coordonne ce comité), MAMROT, MTO, FQM, UMQ, SRQ	Aucun coût pour le MAMROT	La mesure des Villages-Relais est en place depuis fin 2006. Pour l'année 2012, le MTQ a reconnu 2 Villages-Relais, pour un total à ce jour d'environ 40. De plus, 11 villages-relais sont en attente d'accréditation.
Comité conjoint MAMROT-MDDEFP pour les projets de mise aux normes	2	Faire le suivi des projets de mise aux normes des installations de production d'eau potable ciblées par le MDDEFP.	MAMROT, MDDEFP	Aucun coût pour le MAMROT	Le suivi des différents dossiers est assuré par le comité. Deux rencontres ont été tenues depuis le printemps 2012.
Comité conjoint sur la démocratie municipale	3	Le comité analyse différentes problématiques relatives à la démocratie municipale et formule des recommandations aux instances des deux regroupements de municipalités et du gouvernement du Québec.	UMQ, FQM, MAMROT, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, villes de Montréal et de Québec	Repas : 302,74 \$ Autres : 58,40 \$ (cafés et jus)	Au cours de l'année 2012-2013, ce comité a tenu une rencontre, le 4 octobre 2012.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité consultatif en sécurité civile et en sécurité incendie	3	Le comité consultatif en sécurité civile et en sécurité incendie conseille le ministère de la Sécurité publique sur toute question relative à la sécurité civile et incendie. Il conseille également relativement à toute question que le ministre lui soumet.	MSP, MAMROT, FQM, UMQ, ADGMRCQ, ADGMQ, AARQ, RBQ, associations représentatives des intervenants en sécurité incendie	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni les 12 avril 2012 et 15 novembre 2012. Un Forum sur la sécurité incendie a également eu lieu les 12 et 13 juin 2012. Les dossiers majeurs portent sur la prévention, les schémas de couverture de risques en sécurité incendie, les schémas de deuxième génération, les centres d'appels d'urgence 911, les résidences privées pour personnes âgées, etc. Il est prévu de tenir en moyenne deux rencontres par année.
Comité consultatif sur l'implantation de la modernisation de l'évaluation foncière	3	Sous la responsabilité du Ministère, ce comité a pour mandat de servir de lieu d'échange et de concertation quant aux actions à privilégier pour implanter avec succès les nouvelles dispositions réglementaires et normatives.	Représentants de 23 organisations concernées par l'implantation de la modernisation de l'évaluation foncière. Ils proviennent de domaines variés, soit des évaluateurs et des représentants d'autres disciplines déterminantes, telles l'enseignement, le développement informatique, la gestion municipale, etc.	Repas : 620,05 \$	Formé à l'automne 2011, ce comité a tenu quatre réunions à ce jour. Les échanges qui y ont eu lieu ont notamment permis de : identifier les éléments susceptibles d'être nuisibles à l'implantation attendue et proposer des solutions à cet effet; planifier les communications appropriées à ce sujet, à l'intention des dirigeants et élus municipaux ; résoudre les difficultés de transmission électronique des données prescrites ; apporter des précisions pertinentes au Manuel d'évaluation foncière ; orienter l'adaptation des programmes d'enseignement de niveau collégial. Il est prévu que ce comité durera jusqu'en 2015, soit jusqu'à la fin de la période transitoire fixée par la réglementation.
Comité consultatif sur les finances municipales (CCFM)	3	Comité permanent où sont abordées diverses questions et problématiques relatives à la présentation de l'information financière municipale et à différents aspects des finances municipales.	OCPAQ, COMAQ, ADMQ, Association des directeurs généraux des MRC du Québec (AGFMQ), UMQ, FQM, ADGMRCQ, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Évolution en matière de présentation de l'information financière municipale et des finances municipales en accord avec le milieu municipal.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité consultatif sur les municipalités et les administrations locales de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ)	3	Conseiller l'Observatoire de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) sur la mise en œuvre et le suivi d'enquêtes statistiques sur les dépenses et les activités des administrations municipales dans le domaine de la culture et du patrimoine.	Observatoire de la culture et des communications du Québec de l'Institut de la statistique (ISQ), municipalités, UMQ et FQM, organismes les Arts et la Ville, chercheurs universitaires	Déplacement : 42,25 \$	Publication annuelle de l'enquête sur les dépenses de fonctionnement des municipalités en matière de culture depuis 2007. Une rencontre s'est tenue à Trois-Rivières le 27 avril 2012.
Comité d'élaboration de la Stratégie de l'économie numérique du Québec (SÉNQ)	2	Collaborer à la préparation d'une stratégie du numérique pour le Québec, participer aux chantiers « Accès » et « Usages ».	SCT, MAMROT, MFE, CSPQ, MCC, MFE, ISQ Le SCT coordonne les travaux de la SÉNQ	Aucun coût pour le MAMROT	Cartographier les infrastructures de télécommunication pour les MRC pilotes. Amorcer le développement d'une application de cartographie des infrastructures et services Internet très haute vitesse (ITHV). Identifier les besoins de branchement/de rehaussement prioritaires dans la MRC d'Argenteuil. Informier le milieu municipal des orientations et des priorités gouvernementales en lien avec la stratégie.
Comité d'expertise sur les glissements de terrain	2	Assurer la cohérence des actions des ministères et organismes en matière de prévention des risques de glissements de terrain, établir des priorités d'intervention, préciser les orientations et les attentes gouvernementales en matière de sécurité publique dans les zones exposées aux glissements de terrain, élaborer les outils nécessaires aux MRC et aux municipalités locales pour assumer leurs responsabilités en cette matière, etc.	MSP, MAMROT, MTQ, MRN, MDDEFP	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a eu lieu en novembre 2012.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de coordination de l'Université rurale du Québec	3	Faire le choix des lieux et des thématiques de l'Université rurale québécoise qui se tient tous les 2 ans et assurer le suivi général de la tenue et de l'évaluation de l'évènement.	Représentants des différentes constituantes de l'Université du Québec, CLD, SADC, SRQ, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	L'évènement aura lieu en Estrie, du 9 au 13 septembre 2013, sur les territoires des MRC du Granit, du Haut-Saint-François et des Sources.
Comité de coordination des projets de connaissances du Développement nordique	2	Assurer la coordination interministérielle des projets de connaissances des milieux nordiques ; coordonner les projets d'acquisition des données, les projets de production et de diffusion des produits de connaissances des milieux nordiques.	MRN, MDDEFP, MAMROT, MTQ, MSP, MAPAQ, MTO	Aucun coût pour le MAMROT	Fréquence mensuelle.
Comité de coordination du Programme multipartenaires d'enfouissement des réseaux câblés sur des sites d'intérêt patrimonial et culturel	3	Prioriser les demandes de subvention retenues dans le cadre du programme et proposer à l'administration supérieure d'Hydro-Québec une liste de projets qui pourraient être réalisés. Évaluer les demandes de subvention dans le cadre du programme.	Présidé par Hydro-Québec. Composé de : MAMROT, Bell Canada, Télus, Vidéotron, Télébec, Cogeco	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est rencontré une fois en 2012-2013.
Comité de direction stratégique de la Stratégie de l'économie numérique du Québec (SENQ)	2	Le comité de direction stratégique convient des orientations et des objectifs recherchés. Il arrime et harmonise l'ensemble des travaux de la SENQ. Il s'assure qu'ils soient conformes aux orientations du projet.	SCT, MAMROT, MDEIE, MCCCCF, MELS, MRNF, CSPQ, ISQ	Aucun coût pour le MAMROT	Les membres participent à la réflexion et l'élaboration de la Stratégie de l'économie numérique du Québec. Le comité se réunit chaque trimestre ou au besoin. Cette année, deux rencontres ont été organisées en janvier et en mars 2012.
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur l'infrastructure (programme FIMR)	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMROT, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC) et Infrastructure Canada	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité de gestion se réunit trois à quatre fois par année.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur l'infrastructure (programme FIMR)	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMROT, DEC, Infrastructure Canada	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité de gestion se réunit trois à quatre fois par année aux fins du suivi de l'entente.
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur l'infrastructure (programme TICQ-2000)	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMROT, MTQ, DEC	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité de gestion se réunit trois à quatre fois par année aux fins de suivi de l'entente.
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur le FCIS (Québec – contrôle des débordements à la rivière Saint-Charles)	3	Assurer la gestion de l'entente.	MAMROT, DEC, Infrastructure Canada	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité de gestion se réunit une fois par année.
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur les volets Collectivités et Grandes Villes du Fonds Chantiers Canada-Québec	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMROT, DEC, Infrastructure Canada	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité de gestion se réunit trois à quatre fois par année aux fins du suivi de l'entente.
Comité de gestion des ententes Canada-Québec sur le volet Grands Projets du Fonds Chantiers Canada	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMROT, Infrastructure Canada	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité de gestion se réunit trois à quatre fois par année aux fins du suivi de l'entente.
Comité de gestion du Programme de redistribution aux municipalités des redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles	3	Veiller à la mise en œuvre du programme de redistribution aux municipalités de 85 % de la redevance permanente à l'élimination et de 33 % de la redevance à l'élimination supplémentaire perçues en application du Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles.	MDDEFP, FQM, Recyc-Québec, UMQ, CMM, Ville de Montréal, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Les modalités de versement du programme ainsi que celles relatives aux demandes de révision ont été ajustées.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur le FCIS (Montréal - mise aux normes de deux usines de traitement de l'eau potable)	3	Assurer la gestion de l'entente.	MAMROT, DEC, Infrastructure Canada	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité de gestion se réunit une fois par année.
Comité de l'Étude environnementale stratégique (CEES) sur le gaz de schiste	3	Le mandat du comité, d'une durée de 18 à 30 mois, est de définir le plan de réalisation de l'évaluation environnementale stratégique et de mener les travaux qui en découlent afin de répondre aux objectifs proposés par la commission du BAPE : l'évaluation économique établissant la pertinence socioéconomique de l'exploitation de la ressource gazière; l'évaluation des impacts et des risques environnementaux, des facteurs influant sur l'acceptabilité sociale et des méthodes de mitigation appropriées; la définition des orientations et paramètres d'une réglementation encadrant l'évaluation environnementale des projets, applicable à la vallée du Saint-Laurent et, si possible, ailleurs au Québec; l'évaluation de la pertinence de mettre en place des observatoires scientifiques.	Les membres du Comité proviennent, en plus du MAMROT, du MDDEFP, du MRN, de la société civile, des milieux environnemental, municipal, privé et universitaire	Aucun coût pour le MAMROT	Dépôt de la version finale du Plan de réalisation de l'Étude environnementale stratégique sur le gaz de schiste en avril 2012. Participation aux comités de travail notamment sur les impacts sociaux et la participation publique.
Comité de la TQM pour le suivi de l'OVT	3	Alimenter les réflexions du MAMROT et de la TQM, fournir des points d'information et suivre les travaux en cours en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT), notamment en ce qui a trait à l'élaboration des indicateurs d'OVT.	FQM, UMQ, SRQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Au cours de l'année 2012-2013, ce comité a tenu trois rencontres : 27 juin 2012, 18 octobre 2012 et une rencontre téléphonique le 19 novembre 2012. Parmi les résultats atteints, mentionnons la contribution du comité à l'élaboration de la première liste d'indicateurs OVT.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
--------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de mise en œuvre de la Stratégie pancanadienne pour la gestion des effluents d'eaux usées municipales	2	Élaboration de la version technique d'un projet de règlement sur les attestations d'assainissement pour les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (AAM) permettant de mettre en œuvre la Stratégie pancanadienne. Le comité a également pour mandat d'évaluer les impacts organisationnels et autres, d'évaluer les modifications à apporter au Suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux (SOMAE), d'élaborer un modèle d'AAM, des outils de mise en œuvre et toute autre activité liée à la Stratégie.	MDDEFP, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Analyse du projet de règlement fédéral. Le règlement OMAE devrait être publié par le MDDEFP. Le Comité poursuit ses travaux pour la mise en œuvre du règlement.
Comité de mise en œuvre de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable (SEEP)	3	S'assurer, avec les partenaires municipaux, de la mise en œuvre de la SEEP.	MAMROT, Ville de Québec, Ville de Montréal, UMQ, FQM	Aucun coût pour le MAMROT	État de mise en œuvre de la SEEP.
Comité de mise en œuvre du régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective	3	S'assurer de la bonne mise en œuvre du régime de compensation et, au besoin, y apporter des modifications qui ne sont pas de nature réglementaire.	Recyc-Québec, MDDEFP, FQM, UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, RecycleMédias, Éco Entreprises Québec, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Suivi de la mise en œuvre des modalités du nouveau régime.
Comité de négociation sur le renouvellement de l'Entente 2007-2013 sur le partenariat fiscal et financier avec les municipalités	3	Discuter des orientations du futur pacte fiscal. Superviser la réalisation des travaux techniques.	MAMROT, MFQ, UMQ, FQM, Ville de Montréal, Ville de Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Bilan de l'Entente 2007-2013. Examen des questions à prendre en considération dans le cadre de la nouvelle entente.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de partage en information géographique	3	Échanger sur les projets de géomatique de la Métropole.	Ville de Montréal, Ville de Longueuil, Ville de Laval, Société de transport de Montréal, Réseau de transport de Longueuil, Société de transport de Laval, Agence métropolitaine de transport, Administration portuaire de Montréal, CMM, MAMROT, MDDEFP, MTQ, MRN, Hydro-Québec, Gaz Métropolitain, Info Excavation, Commission des services électriques de Montréal, Urgences-Santé	Aucun coût pour le MAMROT	Ce comité se réunit trois fois par année. Faire le bilan des projets géomatiques et en information géographique touchant la Métropole.
Comité de pilotage « Enjeux municipaux » PACC-26 - Ouranos	3	Le comité de pilotage assure le développement harmonieux et cohérent de la programmation scientifique de la thématique « Enjeux municipaux » du PACC-26. Il fournit avis, conseils et expertise. Il est chargé de suivre les étapes de réalisation des projets, d'en assurer la coordination, d'en faire rapport au comité directeur et de lui formuler des recommandations.	MAMROT, MDDEFP, Ouranos	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni une fois en 2012-2013. La rencontre visait l'identification de mesures concrètes pour favoriser l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les ministères et organismes gouvernementaux.
Comité de pilotage Adresses Québec	2	Produire la géobase d'adresses Québec à partir des données de mission des partenaires.	DGE, MTQ, MRN, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Ce comité se réunit aux deux mois. Diffuser la version mensuelle de la base de données aux partenaires.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de pilotage de ClicSÉCUR-Entreprises	2	Le comité a pour mandat de réunir les pilotes de tous les M/O utilisateurs de ClicSÉCUR-Entreprises. Il y traite des questions de fonctionnement et d'évolution de la solution d'authentification.	RRQ, SAAQ, MF, MAMROT, RQ, Services Québec, MESS, RAMQ, MDDEFP, OPC, Commission de l'équité salariale (CES), Autorité des marchés financiers (AMF)	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité se réunit une fois par mois, pour les suivis en lien avec le mandat.
Comité de programme OURANOS « environnement nordique »	3	Conseiller OURANOS sur les objectifs des programmes et évaluer la pertinence des projets de recherche.	OURANOS, MAMROT, MTQ, MDDEFP, ARK, AINC, CEN, ArcticNet	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité a tenu une rencontre sur l'état d'avancement des projets de recherche nordique supervisés par Ouranos, du financement de la recherche par RNCAN et de la participation du secteur minier aux prochaines rencontres.
Comité de révision de la Position ministérielle PO-19	2	Mise à jour du document qui date de 1996 définissant le partage des coûts des tranchées communes entre le MTQ et le MAMROT.	MTQ (Service de la gestion des projets routiers), MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Une première rencontre a eu lieu le 2 octobre 2012.
Comité de sélection du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée	3	Sélectionner des projets déposés et suivi, en partenariat avec le MRI, du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée.	MRIFCE, MAMROT, ministères sectoriels concernés, Délégation générale du Québec à Paris, Consulat général de France à Québec, Ministère des Affaires étrangères et européennes (France), Association des Régions de France	Aucun coût pour le MAMROT	Le nouvel appel à projets du FFQCD- Biennium 2013-2014, est clôturé depuis le 19 octobre 2012. 39 projets ont été déposés et une sélection préliminaire a été effectuée. La sélection finale des projets se fera d'ici le mois de mars 2013.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de suivi de la mise en oeuvre et de l'évaluation de la politique <i>À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité.</i>	3	Assurer le suivi du Plan global de mise en oeuvre de la politique gouvernementale « <i>À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité</i> ».	OPHQ, MELS, MAMROT, MSSS, MESS, MF, MTQ, Confédération des organismes provinciaux de personnes handicapées du Québec (COPHAN), Réseau international sur le Processus de production du handicap (RIPPH), Association du Québec pour l'intégration sociale (AQIS)	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 22 juin 2012.
Comité de suivi du portail géographique du Québec	2	Assurer le suivi du portail.	Le MRN préside ce comité. MRN, MSSS, MELS, MAMROT, MESS	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a lieu une fois par année.
Comité de suivi du projet de recherche sur l'aménagement du territoire et la gestion durable de la ressource eau souterraine	2	Assurer le suivi des travaux de recherche de l'Université Laval portant sur l'aménagement du territoire et la gestion durable de la ressource eau souterraine.	MDDEFP, MAMROT, AARQ	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a eu lieu en octobre 2012.
Comité de suivi du régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective	3	Proposer, au besoin, des modifications réglementaires au nouveau régime à la suite de l'analyse de problématiques particulières.	MDDEFP, FQM, Recyc-Québec, UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, RecycleMédias, Éco Entreprises Québec, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Discussions sur les modalités du régime et examen de la problématique liés au volume et aux coûts des matières non visées par le régime.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de suivi et d'évaluation de l'entente de principe de septembre 2008 sur la décentralisation	3	Créé en vertu de l'article 6.4 de l'entente, ce comité a pour mandat principal d'évaluer la mise en œuvre de la délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État. Il doit en assurer le suivi sur le plan des moyens, des façons de faire et de la qualité de la gestion.	MAMROT, MRN, MFÉ, Conseil du trésor, UMQ, FQM	Aucun coût pour le MAMROT	Une réunion a été tenue le 26 janvier 2012 pour faire le point sur les ententes de délégation conclues avec les MRC jusqu'à maintenant (34 au total) et pour favoriser de nouvelles adhésions.
Comité de suivi interministériel de lutte contre l'homophobie	2	Assurer le suivi du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et veiller à l'arrimage des autres politiques et plans d'action gouvernementaux ou ministériels qui peuvent avoir une incidence sur la lutte contre l'homophobie.	SCF, Secrétariat aux aînés, MAMROT, MELS, MESS, MICC, MJQ, MSSS, MSP, MTRAV, SAA, SAJ, Directeur de l'état civil	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 7 mai et le 23 octobre 2012.
Comité de travail sur les biosolides municipaux dans le cadre de la table de concertation sur le recyclage	3	Comité découlant de la gestion des matières résiduelles afin d'atteindre les cibles.	MDDEFP, MAMROT, Ville de Montréal, Ville de Québec, Ville de Gatineau, Ville de Saguenay, UPA, UDA, Réseau environnement, LINSPI, Nature Québec, RNCREQ, Coop fédéré, divers entreprises privées.	Aucun coût pour le MAMROT	Dépôt de pistes de solutions pour régler les problématiques reliées au recyclage.
Comité de travail sur les infrastructures	3	Mise à jour des différentes fiches descriptives sur les infrastructures et élaborer divers guides.	CERIU, MAMROT, Consultants spécialisés Universitaires	Aucun coût pour le MAMROT	Fiches mises à jour et guides produits sur les infrastructures.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
--------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité des gestionnaires—Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012	2	Le rôle du comité des gestionnaires est d'effectuer l'interface entre le comité des sous-ministres adjoints et celui des répondants ministériels dans la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012. Investir pour l'avenir au sein du gouvernement du Québec et des réseaux des différents ministères, afin d'atteindre les objectifs à l'intérieur du délai prévu.	MSSS, MELS, MAPAQ, Famille, MAMROT, MESS, MTQ, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Institut national de santé publique du Québec, Office de la protection du consommateur	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 30 mai 2012.
Comité des outils communs de l'Approche de coopération en réseau pour l'information géographique (ACRIGéo)	2	Développer un plan d'expertise et de partage de services Web, au gouvernement, dans le cadre de l'ACRIGéo.	Ministères et organismes du gouvernement du Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Ce comité se réunit deux fois par année. Faire le portrait du déploiement actuel des services Web géographiques au gouvernement du Québec.
Comité des partenaires de la ruralité	3	Conseiller le ministre dans la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 et assurer une synergie dans les actions menées par les différents partenaires ainsi que faciliter la diffusion de l'information et la promotion de la ruralité.	Présidé par le ministre. Composé des présidents de Solidarité rurale du Québec, de la FQM, de l'ACLDQ et du premier vice-président de l'UMQ.	Aucun coût pour le MAMROT	Le Comité a tenu deux rencontres : le 14 juin et le 1 ^{er} novembre 2012. Il y a eu aussi deux rencontres du comité technique, qui soutient les travaux du Comité.
Comité des répondants interministériels de la Politique pour une saine alimentation au Québec	2	Développer une Politique de la saine alimentation au Québec (PSAQ), dont le lancement est prévu au printemps 2013.	MSSS, MAMROT, MDDEFP, MAPAQ, MFE	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni les 19 avril, 9 mai, 30 mai, 18 juin, 4 octobre et 7 novembre 2012. Ces réunions ont permis d'échanger sur les orientations très préliminaires de la Politique.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité des répondants ministériels - Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012	2	Assurer la mise en œuvre des actions du plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012 afin d'atteindre les objectifs à l'intérieur du délai prévu.	MSSS, MELS, MAPAQ, Famille, MAMROT, MESS, MTQ, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Institut national de santé publique du Québec, Office de la protection du consommateur	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 15 mai et le 26 septembre 2012 de façon à assurer le suivi des interventions en matière de saines habitudes de vie.
Comité des sous-ministres adjoints - Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012	2	Effectuer le suivi des orientations du plan d'action gouvernemental et du Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie.	MSSS, MELS, MAPAQ, Famille, MAMROT, MESS, MTQ, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Institut national de santé publique du Québec, Office de la protection du consommateur	Aucun coût pour le MAMROT	En 2012-2013, le comité s'est réuni le 11 avril 2012 de façon à assurer le suivi de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.
Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	2	Approuver les orientations gouvernementales en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle.	Secrétariat à la condition féminine (SCF), MJQ, MSSS, MSP, MESS, MELS, MF, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), Secrétariat aux aînés, MICC, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni à une reprise et a procédé à l'adoption des engagements gouvernementaux au sein du plan d'action 2012-2017 en matière de violence conjugale.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité directeur d'Adresses Québec	3	Assurer la gestion de l'entente de partenariat (MTQ, DGE, MRN et MAMROT) et établir les modalités de diffusion des données produites.	MTQ, DGE, MRN, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Ce comité se réunit neuf fois par année. Les données sont diffusées sur une base mensuelle.
Comité directeur de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026	2	Le Comité directeur de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026 (CDE) doit assurer la mise en œuvre du Plan d'action Saint-Laurent et la mise en place de mécanismes de coordination et de rencontres. Il doit faire entériner par les deux gouvernements les modifications aux annexes ou l'ajout d'annexes. Le CDE est imputable de la gestion de l'Entente et doit également rendre compte aux citoyens des progrès accomplis à l'égard des engagements convenus dans l'Entente. De plus, le CDE s'est doté de deux outils de mise en œuvre, soit le forum Saint-Laurent et les tables de concertations régionales.	Canada : Environnement Canada, Pêches et Océans Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Transports Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Agence de la santé publique du Canada, Agence spatiale canadienne, Agence canadienne d'évaluation environnementale Québec : MAPAQ, MAMROT, MDDEFP, MRN, MSP, MSSS, MFE, MTQ	Aucun coût pour le MAMROT	Le CDE a tenu trois rencontres en 2012-2013. Un premier forum Saint-Laurent s'est tenu le 27 mars 2012 et un second le 6 novembre dernier. Le CDE travaille à la mise sur pied des premières tables de concertation régionales.
Comité directeur de l'étude comparative de consignment publique et de collecte sélective	2	Le comité directeur a la responsabilité de choisir le gestionnaire de projet qui effectuera l'étude. Il aura aussi un rôle décisionnel dans les étapes préalables à l'étude et pour la réalisation de celle-ci. De plus, toute information présentée aux principaux intervenants concernés devra être approuvée préalablement par ce comité.	MDDEFP, MAMROT, MAPAQ, MFE, Recyc-Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité directeur a tenu une rencontre de démarrage le 23 novembre 2012. Un comité technique a été mis sur pied auquel le MAMROT a été invité à participer.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité directeur de la Banque de données sur les statistiques officielles sur le Québec	2	En vue de faire toute recommandation à l'Institut de la statistique du Québec, le Comité directeur a le mandat de : consolider le partenariat de la BDSO dans une perspective de complémentarité et de cohérence, de déterminer la stratégie de mise en œuvre, compte tenu du contexte gouvernemental, d'analyser et assurer le règlement de toute demande de changement de portée, d'orientation et d'échéance, d'assurer le suivi de projet de haut niveau et faire rapport de leur déroulement et de prendre connaissance des orientations en matière de contenu et de normalisation.	CGAP, CSF, ISQ, MCC, MF, MSSS, MSP, MAPAQ, MELS, MESS, MICC, MAMROT, MFE, MRIFCE, MRN, MTQ, MDDEFP, MTRAV, OPHQ, RAMQ, RRQ, RQ, SAAQ, SHQ, CSST, CNT, Recyc-Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Ce comité se réunit 2 fois par année. Il informe les partenaires sur différents sujets ayant trait à la statistique officielle.
Comité directeur québécois sur la gestion environnementale des sels de voirie	3	Élaborer la stratégie québécoise pour une gestion environnementale des sels de voirie.	MTQ, MAMROT, MDDEFP, UMQ, FQM	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre a eu lieu en juin 2012 En septembre 2012, le MTQ a consulté le MAMROT sur le projet de Guide de gestion des zones vulnérables aux sels de voirie.
Comité du Bureau de normalisation du Québec (BNQ) sur l'aménagement des stationnements pour lutter contre les îlots de chaleurs	3	Élaboration d'un guide sur la conception d'aires de stationnement limitant les îlots de chaleur.	BNQ, MAMROT, INSPQ, MAPAQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, Société parcs auto du Québec, Université du Québec à Montréal, Université de Montréal, École polytechnique de Montréal	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni à deux reprises en 2012-2013. Des consultations ont eu lieu au cours de l'été 2012 pour recueillir des commentaires sur le projet de guide élaboré par le BNQ et ses partenaires, dont le MAMROT qui a réalisé une annexe du guide. Le lancement du guide est prévu pour le début 2013.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité exécutif et conseil d'administration de Solidarité rurale du Québec	3	Promouvoir la revitalisation et le développement du monde rural, de ses villages et de ses communautés, de manière à renverser le mouvement de déclin et de déstructuration des campagnes québécoises.	FQM, ACLDQ, Réseau québécois des Villes et Villages en santé, Coop fédérée, Ordre des agronomes du Québec, Fédération des commissions scolaires du Québec, Fédération des cégeps, Assemblée des évêques catholiques du Québec, Cercles de fermières, CSQ, FTQ, CSN, Coalition urgence rurale du Bas-Saint-Laurent, Fédération des Caisses Desjardins, UPA, Association québécoise d'établissements de SSS, UMQ, Regroupement des sociétés d'aménagement forestier du Québec, Université du Québec, Union paysanne, Table nationale des Corporations de développement communautaire et MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Le Comité veille à la bonne gestion de l'organisme. Trois rencontres ont eu lieu en 2012-2013.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel Baie Missisquoi	2	Faire le suivi des actions requises pour améliorer la qualité de l'eau du bassin versant de la Baie Missisquoi.	MAMROT, MDDEFP, MAPAQ, MSSS, FAPAQ, MTQ, CBVBM	Aucun coût pour le MAMROT	Rapport annuel préparé par le MDDEFP. Une rencontre annuelle.
Comité interministériel concernant la révision de certains articles du Code de gestion des pesticides	2	Révision de certains articles du Code de gestion des pesticides.	MDDEFP, MAPAQ, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre en novembre 2012 pour discuter du principe de protection de certains usages au regard de l'utilisation de pesticides et pour coordonner les actions gouvernementales à ce sujet.
Comité interministériel d'évaluation du PAG – Solidarité et inclusion sociale	2	Le rôle du comité d'évaluation est d'assurer la réalisation des travaux d'évaluation du PAG, lequel est mis en œuvre au sein du gouvernement du Québec et des réseaux des différents ministères impliqués, dans le but d'atteindre les objectifs à l'intérieur du délai prévu.	MESS, MCE, SHQ, OPHQ, MAMROT, MTQ, Travail, MICC, Finances, MELS, MSSS, MFA	Aucun coût pour le MAMROT	Évaluation du PAG.
Comité interministériel de coordination en économie sociale	1	Veiller à ce que les acteurs régionaux et locaux soient en mesure d'utiliser efficacement les outils mis à leur disposition dans le cadre du plan d'action en vue de leur permettre de répondre aux enjeux et aux défis auxquels ils doivent faire face. Faire le point sur la mise en œuvre du plan d'action. Assurer une intervention coordonnée, efficace et uniforme du gouvernement dans le soutien et la mise en valeur de l'économie sociale au Québec. Échanger sur des problématiques et des enjeux sectoriels ou transversaux liés au développement de l'économie sociale. Prendre connaissance de l'information relative aux travaux des groupes de travail et des comités interministériels.	MAMROT, MESS, MCCCC, MDEIE, MFA, MICC, MSSS, SAA, SAJ	Aucun coût pour le MAMROT	Partage des informations concernant les activités de la dernière année et validation d'un tableau de bord.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
--------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	2	Assurer le suivi du plan d'action en matière de violence conjugale de même que celui du plan d'action en matière d'agression sexuelle. Assurer la concertation, la cohérence et la complémentarité de l'action gouvernementale en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle. Proposer les orientations, les priorités et les moyens d'action en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle.	Secrétariat à la condition féminine (SCF), MJQ, MSSS, MSP, MESS, MELS, MF, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), Secrétariat aux aînés, MICC, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 3 mai, le 17 mai, le 21 juin et le 31 octobre 2012. Le MAMROT a participé aux travaux d'élaboration du prochain plan d'action 2012-2017 en matière de violence conjugale.
Comité interministériel de la Route verte	2	S'assurer de l'harmonisation des différents programmes afin de faciliter la réalisation de la Route verte. Analyser et accepter les tracés et les ajouts à la Route verte. Recommander au gouvernement les mesures, les programmes ou les dépenses susceptibles d'assurer la réalisation de la Route verte, sa promotion et sa mise en marché.	MTQ, MAMROT, MRN, MESS, MFE, MELS, Tourisme, MDDEFP, MAPAQ, SAJ, Vélo Québec Association	Aucun coût pour le MAMROT	Suivi de l'état d'avancement de la Route verte et acceptation des nouveaux tracés proposés.
Comité interministériel de suivi de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées	2	Dans le cadre de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées, échanger de l'information sur les mesures prises par les différents ministères, identifier et analyser les problématiques rencontrées lors de la mise en œuvre de cette Stratégie. Aussi, le comité effectue le suivi de l'application des engagements des ministères dans le cadre de la Stratégie.	MESS, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), MAMROT, MELS, MESRST, OPHQ, SCT, MF, Secrétariat aux aînés, MFE, MSSS	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 22 novembre 2012.
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	2	Le CIDD est un lieu d'échanges, d'information et de promotion du développement durable. Il soutient le MDDEFP dans la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Le CIDD participe à la coordination du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.	MDDEFP, ministères et organismes du gouvernement du Québec	Aucun coût pour le MAMROT	En 2012-2013, le CIDD s'est rencontré le 26 septembre 2012. Il s'est notamment penché sur la formation d'un comité directeur en développement durable, sur la production des rapports associés à la Loi sur le développement durable et a adopté le Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation au développement durable 2012-2013.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel pour une action concertée en milieu défavorisé	2	Assurer la concertation, la cohérence et le suivi de la mise en œuvre des actions réalisées dans le cadre des différents partenariats et des actions visant à intervenir en milieu défavorisé.	MESS, MAMROT, SRM, MFA, MCE, MELS, MICC	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité a permis un partage d'information sur les démarches en cours des ministères en ce qui concerne les milieux défavorisés. Proposition au comité directeur d'orientations communes pour guider les interventions en milieu défavorisé (Fonds et programmes en cours).
Comité interministériel sur l'action communautaire	2	Assurer la transparence et l'harmonisation des pratiques administratives gouvernementales en ce qui concerne les organismes communautaires. Répondre à des mandats particuliers, notamment collaborer à la détermination d'orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et bénévole.	MESS, MELS, SHQ, MDDEFP, MCCC, MSSS, MICC, MCE, MFE, Justice, MSG, OPHQ, MFA, SAAQ, MRIFCE, MSP	Aucun coût pour le MAMROT	Les travaux du comité interministériel ont principalement porté sur la mise à jour de Cadre de référence en matière d'action communautaire.
Comité interministériel sur l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)	2	Le comité interministériel a le mandat de soutenir la réalisation des projets ADS et les équipes désignées, de participer à la conception et l'implantation d'une approche gouvernementale répondant à la fois au principe de l'égalité entre les sexes et à l'amélioration des services publics à la population, de participer à l'élaboration et à la mise en place d'une instrumentation pertinente pour le personnel concerné de la fonction publique et de faire des recommandations au comité directeur pour faciliter l'introduction progressive de l'ADS dans les ministères et organismes ainsi que dans les instances locales et régionales.	MAMROT, Secrétariat à la condition féminine (SCF), MCC, MCE, MFE, MSSS, MESS, MELS, Institut de la Statistique du Québec (ISQ), MTQ, MF, Secrétariat aux aînés, MICC, MJQ, MSP, OPHQ, SAA, SAJ, CSST, RRQ	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 5 avril et le 18 octobre 2012.
Comité interministériel sur la gestion intégrée de l'eau	2	Contribuer à l'élaboration des orientations fondamentales de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), incluant des mécanismes de suivi ; participer au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre de ces orientations ; assurer la cohérence entre la GIRE et les activités des ministères ; contribuer aux initiatives visant à améliorer la gestion des connaissances sur l'eau.	MDDEFP, MAMROT, MAPAQ, SAA, MRN, MSP, MSSS, MTQ, MTO, MELS, MRI	Aucun coût pour le MAMROT	La première rencontre s'est tenue en janvier 2012. Les travaux se poursuivent.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel sur la recherche et l'innovation (CIRI)	2	Concertar les interventions gouvernementales en matière de recherche et d'innovation.	MAMROT, MAPAQ, MCC, MDDEFP, MFE, MELS, MESS, MFQ, MFA, MICC, Justice, MRQ, MRIFCE, MRNF, MSG, MSSS, MSP, MTQ, MTRAV	Aucun coût pour le MAMROT	Actions gouvernementales davantage concertées.
Comité interministériel sur les biocarburants et les bioénergies	2	Comité qui permet le partage d'informations sur les projets soumis et/ou soutenus dans différents programmes gouvernementaux, ainsi que le partage d'informations générales sur les biocarburants et les bioénergies.	MAPAQ, MRNF, MDDEP, MDEIE, MAMROT, CRIQ	Aucun coût pour le MAMROT	Des rencontres ont eu lieu le 28 novembre, le 26 septembre et le 16 mai 2012.
Comité interministériel sur les infrastructures	2	Ce comité a pour mandat de faire le point sur les ententes relatives aux infrastructures et de se pencher, le cas échéant, sur les problématiques rencontrées par les intervenants québécois lors de la négociation ou la mise en œuvre des ententes.	MFÉ, SAIC, MTQ, MAMROT, MCCCCF, MDDEFP, SHQ, Infrastructure Québec, MELS, MSSS, SCT	Aucun coût pour le MAMROT	Les rencontres du comité interministériel sur les infrastructures se tiennent par conférences téléphoniques à des dates non statutaires. Elles ont plutôt lieu lorsque des besoins à l'égard des programmes d'infrastructures sont exprimés par le Secrétariat du Conseil du trésor ou les ministères impliqués dans ces programmes.
Comité MTQ-MAMROT coordination des travaux d'infrastructures	2	Coordonner les travaux conjoints devant être réalisés par les municipalités avec l'aide financière du MAMROT et du MTQ.	MTQ, MAMROT (DGI)	Aucun coût pour le MAMROT	Comité récemment formé. Une prochaine rencontre est prévue le 10 janvier 2013.
Comité organisateur et technique INFRA 2010 (CERIU)	3	Organisation du congrès annuel.	CERIU, Universités, consultants, municipalités, organismes du milieu, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Le congrès du CERIU se tient annuellement en novembre. Le Prix du MAMROT est également remis lors de ce congrès. Le comité se réunit au besoin.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité permanent de liaison environnement-municipalités formé du COPEM et du COPEM technique	3	Diffuser l'information et assurer la concertation sur des problématiques environnementales, ainsi que sur les politiques et projets du MDDEFP impliquant le milieu municipal. Le COPEM s'intéresse surtout aux grands enjeux et orientations, tandis que le COPEM technique met l'accent sur les aspects techniques et de mise en œuvre, de même que sur l'identification de problématiques.	MDDEFP, UMQ, FQM, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Les réunions du COPEM (formé des sous-ministres du MAMROT et du MDDEFP ainsi que des DG des associations municipales) et du COPEM technique (formé de professionnels du MAMROT et MDDEFP et ceux des associations municipales) sont tenues sur une base statutaire depuis plusieurs années. Ceux-ci traitent de tous les dossiers impliquant le MDDEFP et les municipalités. Le premier s'est réuni à deux occasions tandis que le second s'est réuni à trois reprises. Le COPEM a assuré l'échange d'informations sur les problématiques et les solutions, principalement sur la gestion des matières résiduelles, les différents programmes qui s'y rattachent ainsi que les dossiers impliquant une réglementation municipale (qualité de l'eau potable, gestion des eaux usées, etc.).
Comité permanent du suivi sur les eaux usées de la Ville de Montréal	3	Suivi de l'avancement des travaux d'assainissement sur l'Île de Montréal.	Ville de Montréal, MAMROT, MDDEFP, plusieurs ZIP Ville Marie, ZIP Jacques Cartier, CRÉ, STOP, AIEM (industriels de l'Est de Montréal)	Aucun coût pour le MAMROT	Rencontres régulières soit quatre fois par année afin d'assurer le suivi.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité sur l'établissement des facteurs de rajustements	3	<p>Dans le cadre de la modernisation du Manuel d'évaluation foncière du Québec, la simplification du relevé des renseignements descriptifs relatifs aux bâtiments non résidentiels a entraîné une restructuration du barème des coûts qui leur est associé. Ces modifications nécessitent maintenant la révision de certains facteurs de rajustement, jusqu'alors établis en fonction des versions, du relevé descriptif et du barème, antérieures aux travaux de modernisation. Afin d'assurer la crédibilité et la transparence de cette opération, il a été retenu de créer un comité qui encadrerait les analyses s'y rapportant.</p> <p>Ce comité a spécifiquement pour mandat de réviser les facteurs d'envergure, de classe et économiques, nécessaires aux rajustements du coût de base des bâtiments non résidentiels.</p>	<p>Le Comité est composé de près d'une dizaine de membres, soit principalement des évaluateurs, mais également d'autres experts du milieu de l'évaluation foncière. Ils proviennent des organisations suivantes : MAMROT, Ville de Québec, Ville de Montréal, Servitech, Évimbec, Ordre des évaluateurs agréés du Québec (OEAQ), Université Laval, Association de l'Aluminium du Canada, Association minière du Québec et Conseil de l'industrie forestière du Québec.</p>	Repas : 150 \$	<p>Le Comité a tenu sa première rencontre au mois de novembre 2012. Une autre rencontre est prévue pour décembre 2012. Au besoin, ses membres se rencontreront à nouveau en 2013.</p> <p>La première rencontre a permis de présenter certaines données et de discuter des méthodologies à utiliser pour remplir le mandat du comité.</p>
Comité sur la formation des opérateurs de stations d'épuration	2	Évaluer le niveau de formation requise pour les opérateurs de stations d'épuration (en lien avec le projet de règlement du MDDEFP).	MDDEFP, MAMROT, MESS	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité en est au début de ses travaux. Une prochaine rencontre est prévue au début janvier 2013.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité sur la révision des exigences de rejets des stations d'épuration	2	Officialiser les modifications à apporter aux exigences de rejets des stations d'épuration pour tenir compte de la mise en œuvre de la Stratégie pancanadienne pour la gestion des effluents d'eaux usées municipales. Officialiser également la formulation des exigences de rejets pour les nouvelles technologies de traitement des eaux usées.	MDDEFP, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Comité nouvellement formé.
Comité sur les mesures d'économie d'eau potable avec le Centre des technologies de l'eau (CTE)	3	Participer aux activités du Centre afin d'identifier des mesures d'économie d'eau potable dans les institutions d'enseignement et de santé.	CTE, MAMROT, CEGEP	Aucun coût pour le MAMROT	Trois rencontres par année.
Comité sur les nouvelles technologies de traitement des eaux usées (CNTTEU)	3	Favoriser et encadrer la reconnaissance des nouvelles technologies de traitement des eaux usées.	MDDEFP, MAMROT, Universités (Coordination par le MDDEFP)	Aucun coût pour le MAMROT	Production de fiches techniques sur les technologies. Ces fiches sont disponibles sur le site Web du MDDEFP.
Comité sur les technologies de traitement de l'eau potable (CTTEP)	3	Favoriser et encadrer la reconnaissance des nouvelles technologies de traitement de l'eau potable.	MDDEFP, MAMROT, Chaire de l'eau potable	Aucun coût pour le MAMROT	Production de fiches techniques sur les technologies. Ces fiches sont disponibles sur le site Web du MDDEFP.
Comité technique de la Table Québec-Régions	3	Préparer la rencontre de la TQR. Échanger avec les représentants gouvernementaux sur les principaux dossiers qui concernent les CRÉ.	Directeurs généraux des CRÉ, MAMROT, autres M/O en fonction des rencontres	Repas : 164 \$	Le comité technique de la TQR s'est réuni à trois reprises et a notamment permis d'appuyer la TQR dans ses travaux.
Comité technique du Programme de redistribution aux municipalités des redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles	3	Élaborer, pour adoption par le comité de gestion, une vision à long terme de ce que doit être la redistribution sur la base de la performance et des critères qui devraient la composer. Proposer, en fonction des données disponibles, des critères applicables au calcul des subventions des municipalités.	MDDEFP, FQM, Recyc-Québec, UMQ, CMM, Ville de Montréal, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Examen des données liées au programme, préparation de rapports et de documents pour le Comité de gestion, soumission de propositions au Comité de gestion.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité technique permanent de la Table Québec-municipalités	3	Le comité technique permanent a pour mandat de préparer les rencontres de la Table Québec-municipalités et d'assurer le suivi de ces décisions. Plus particulièrement, le comité technique doit : proposer un plan de travail annuel et un calendrier des rencontres; assurer et/ou pourvoir à la préparation des dossiers; procéder à l'analyse technique des dossiers; établir les liens avec les comités de travail sectoriels (ceux existants, notamment le Comité permanent de liaison Environnement-Municipalités (COPLM), le Comité de partenariat en transport avec le milieu municipal (CPTMM), le Comité permanent sur les infrastructures (COPI) et le Comité conjoint sur la démocratie municipale (CCDM, et ceux à venir), se tenir informé de l'évolution de leurs travaux, recevoir leurs rapports pour discussion en vue de la préparation des dossiers; faire le suivi des décisions et des dossiers et faire rapport de façon statutaire à la TQM.	MAMROT, FQM, UMQ, Ville de Montréal et Ville de Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité technique s'est réuni à deux reprises pour discuter des ordres du jour en vue des TQM.
Comité technique pour la mise en œuvre de recommandations du Groupe de travail sur la gestion des cours d'eau	1	Élaborer un plan d'action et faire le suivi de la réalisation des actions qu'il contient.	FQM, UMQ, MAMROT, MSP, MDDEFP, MAPAQ	Aucun coût pour le MAMROT	En préparation de la Table Québec-municipalités du 2 juin 2012, un plan d'action préliminaire a été élaboré puis accepté par les ministères concernés. Le comité technique a élaboré un plan complet durant l'automne et adoptera celui-ci lors de sa réunion du 4 décembre 2012. Des actions ont été entreprises au fur et à mesure de l'élaboration du plan. Certaines sont réalisées.
Conseil d'administration des Fleurons du Québec	3	La Corporation des Fleurons du Québec a le mandat d'organiser et de promouvoir la classification horticole auprès de toutes les municipalités du Québec.	FQM, FSHEQ, MAPAQ, FIHOQ, UMQ, MAMROT, AREVQ et FIHOQ	Aucun coût pour le MAMROT	Deux rencontres ont eu lieu depuis le début de l'année.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Conseil de gestion de l'approche de coopération en réseau pour information géographique (ACRIGéo)	2	Assumer la gestion courante de la coopération interministérielle en vue de mettre en application les décisions de la Table gouvernementale de coopération en information géographique.	MRN, MTQ, MSP, MAMROT, MDDEFP, SCT, DGEQ, MAPAQ, MELS	Aucun coût pour le MAMROT	Ce comité se réunit huit fois par année. Développer l'approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique.
Groupe de partage et de veille sur la recherche en développement durable	2	Mise sur pied de mécanismes de partage, de collecte et de diffusion de résultats de recherche et d'innovation en développement durable au bénéfice de la réalisation des actions des M/O contribuant à la démarche gouvernementale de développement durable.	MDDEFP, MFE, MAMROT, MAPAQ, MTQ, MELS, MRNF, MESS, MFQ, MSSS, MICC	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité a été mis sur pied le 23 février 2012. Il a amorcé ses travaux à l'automne 2012.
Groupe de travail sous la responsabilité du Comité interministériel pour une action concertée en milieu défavorisé	2	Établir un état de situation des différents fonds qui ont une incidence territoriale.	MESS, MAMROT, MFamille, MCE, MELS, MICC	Aucun coût pour le MAMROT	Une étude exploratoire sur l'action gouvernementale en milieu défavorisé a été diffusée en mai 2012. Le groupe de travail s'est réuni à deux reprises afin d'examiner l'étude exploratoire, d'en dégager les principaux constats et de proposer des pistes de réflexion au Comité interministériel.
Groupe de travail technique sur le renouvellement de l'Entente 2007-2013 sur le partenariat fiscal et financier avec les municipalités	3	Réaliser les travaux et conduire les discussions d'ordre technique en vue du renouvellement de l'Entente.	MAMROT, MFQ, MTQ, UMQ, FQM, Ville de Montréal, Ville de Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Réalisation de travaux préalables à la conclusion d'une nouvelle entente : la situation du financement des municipalités ; le bilan des mesures de l'Entente 2007-2013 ; l'examen des mesures et des questions à aborder lors de la négociation.
Groupe de travail concernant la mise en œuvre du système électronique d'appel d'offres (SEAO) du gouvernement du Québec	3	Veiller à des ajustements et aux améliorations apportées sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) relativement aux besoins de nos partenaires, aux capacités du système et par souci d'amélioration continue.	SCT, MAMROT, Réseau santé et éducation, Ville de Montréal en tant qu'utilisateur municipal du SEAO	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité a été mis sur pied le 1 ^{er} mars 2012. Trois rencontres ont été organisées depuis sa création, soit le 22 mars, le 12 avril et le 19 juin derniers.
Groupe de travail MAMROT-MRN pour l'élaboration d'orientations gouvernementales en aménagement en matière de mise en valeur des ressources minérales	1	Élaborer des orientations gouvernementales en aménagement en matière de développement durable des ressources minérales en vue de mettre en œuvre certaines dispositions du PL 14 (Loi sur la mise en valeur des ressources minérales dans le respect des principes du développement durable).	MAMROT, MRN	Aucun coût pour le MAMROT	Deux rencontres ont eu lieu en 2012-2013.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail pour le renouvellement des orientations gouvernementales en matière d'aménagement	1	Produire de nouvelles orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire sur les thématiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • mobilité durable; • santé et saines habitudes de vie. 	MAMROT, MAPAQ, MDDEFP, SHQ, MFE, MTQ, MSSS	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre en juin 2012 pour faire état de l'avancement des travaux. Une rencontre en octobre 2012 pour présenter le contexte, le diagnostic et échanger pour les suites.
Groupe de travail prospectif en économie sociale	3	Ce groupe de travail aura pour mandat de faire le point sur la place qu'occupe l'économie sociale dans l'économie québécoise et de réfléchir sur les nouvelles avenues de développement. Il sera également chargé de proposer des orientations en vue du prochain plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat collectif.	MAMROT, MFE, MESS, chantier de l'économie sociale, Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, CRISES, CIRIEC, UMQ, FQM et Investissement Québec	Repas : 240 \$ Autres : 96 \$ (location salles)	Un rencontre a eu lieu en 2012-2013. Elle a permis d'amorcer la démarche de réflexion en vue du prochain Plan d'Action. Les travaux se poursuivront en janvier 2013.
Groupe de travail sur la présentation de l'information financière municipale	3	Répondre aux interrogations soulevées à la suite de l'application des normes de l'Institut canadien des comptables agréés. Améliorer les formulaires financiers pour les fins de reddition de comptes.	OCPAQ, COMAQ, ADMQ, AGFMQ, ADGMRCQ, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Préparation de documents didactiques pour fins de formation des membres par les associations. Dépôt sur le site Web du Ministère de la documentation traitant de divers sujets liés à la comptabilité municipale. Améliorations apportées aux formulaires : rapport financier et prévisions budgétaires. Mise à jour du manuel de la présentation de l'information financière municipale.
Groupe de travail sur le portrait statistique de l'économie sociale au Québec	1	Examiner les voies à privilégier, les moyens requis pour dresser un portrait statistique de l'économie sociale au Québec, de même que le calendrier des travaux à réaliser.	MAMROT, ISQ, MESS, SACAIS, MFE, MAPAQ, MFQ, Chantier de l'économie sociale, CQCM et RQ-ACA	Aucun coût pour le MAMROT	Deux rencontres ont eu lieu. Une étude de faisabilité a été réalisée et déposée aux membres.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur le rapport quinquennal— Eau	2	Groupe de travail dont l'objectif est de répondre aux exigences de la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection, qui demande qu'un rapport soit transmis au ministre sur l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques tous les 5 ans.	MDDEFP, MAPAQ, MSSS, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre s'est tenue en novembre 2012 pour faire état des travaux de mars à novembre 2012.
Groupe de travail sur les indicateurs de gestion	3	Réaliser divers travaux concernant les indicateurs de gestion, entre autres l'utilisation et l'interprétation des indicateurs ainsi que l'identification de nouveaux indicateurs.	OCPAQ, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, AGFMQ, UMQ, FQM, ADGMRCQ, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Travaux en vue de répondre aux questionnements des gestionnaires relatifs à l'interprétation et au calcul des indicateurs. Suggérer des ajustements ou de nouveaux indicateurs.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur les infrastructures municipales	3	<p>Effectuer une revue de la littérature existante afin de prendre en considération les analyses et autres rapports ayant été réalisés au cours des dernières années.</p> <p>Dresser un portrait financier des municipalités afin d'y exposer l'évolution depuis l'an 2000 des divers éléments relatifs aux infrastructures municipales tels que : le coût des infrastructures, la valeur nette comptable, la dette brute, la dette nette et le coût du financement.</p> <p>Effectuer une analyse de différentes méthodes de préparation et de suivi des plans triennaux d'immobilisations et des plans d'intervention sur les infrastructures afin d'identifier les meilleures pratiques.</p> <p>Dresser un inventaire de différents indicateurs, ratios et indices utilisés touchant les infrastructures, la décision d'investissement et la gestion de projets. Identifier ceux qui sont le mieux adaptés, apporter s'il y a lieu des ajustements et proposer l'ajout de nouveaux indicateurs.</p> <p>Analyser les résultats des indicateurs sur la santé financière transmis jusqu'en 2010 afin d'établir des pratiques de planification et de gestion et des valeurs critiques ou balises par rapport aux immobilisations et à l'endettement.</p> <p>Préparer un guide d'aide à la gestion des infrastructures municipales à l'intention des élus et des gestionnaires.</p>	OCPAQ, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, AGFMQ, AIMQ, UMQ, FQM, CERIU, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	<p>Deux réunions ont été tenues. Les membres ont exposé leurs idées quant au contenu et à la forme du guide.</p> <p>Une revue de la littérature sur le projet a été présentée aux membres.</p> <p>Une table des matières a été proposée.</p>
Groupe de travail sur les modes de transport actifs-alternatifs (marche, vélo, autres)	2	Formuler des recommandations à la Table québécoise de la sécurité routière (TQSR) ayant trait à la promotion des modes de transport actifs-alternatifs tout en visant l'amélioration du bilan routier impliquant ces usagers de la route.	MTQ, représentants des usagers de la route, des milieux policier et municipal, des ministères et organismes gouvernementaux	Aucun coût pour le MAMROT	Le groupe de travail se réunit régulièrement.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
--------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur les rejets d'eaux usées lors de travaux aux ouvrages municipaux d'assainissement des eaux (OMAE)	2	Proposer une façon de clarifier l'encadrement réglementaire et de standardiser les approches acceptables lors de travaux sur des OMAE nécessitant des déversements de plus de 48 heures.	MDDEFP, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité a été formé au printemps 2009. Il a préparé différents documents pour encadrer la démarche à suivre lors de demande d'autorisation de travaux sur des OMAE qui nécessitent des déversements de plus de 48 heures. Le MDDEFP a officialisé ces documents au printemps.
Groupe de travail sur les technologies conventionnelles de traitement des eaux usées.	2	Réviser le Guide pour l'étude des technologies conventionnelles de traitement des eaux usées d'origine domestique.	MDDEFP, MAMROT	Aucun coût pour le MAMROT	Le Comité a tenu trois réunions en 2010-2011. Certaines modifications ont déjà été apportées et d'autres sont en cours d'élaboration. Le travail se poursuivra en 2013-2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe des partenaires pour la solidarité	3	Conseiller le ministre sur toute question relative à la mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental et des ententes régionales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et sur la répartition budgétaire annuelle de l'enveloppe disponible entre le palier national et régional et les organisations autochtones désignées. Recommander au ministre le financement des projets de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale à portée nationale et la mise en oeuvre des actions les plus porteuses en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans une perspective d'adéquation entre les besoins et les moyens.	Centraide Québec et Chaudière-Appalaches, Réseau de l'Action Bénévole du Québec, Table nationale des corporations de développement communautaire, Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre, Grands refuges pour personnes itinérantes, CRÉ, Ville de Montréal, CSSSPNQL, ARK, Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, MAMROT, MSSS	Aucun coût pour le MAMROT	Le Groupe s'est réuni à trois reprises. Ces rencontres ont permis de faire le point sur la signature des Alliances pour la solidarité et leur évolution, de partager différentes expériences et études en matière de lutte contre la pauvreté, de définir les orientations relativement à l'analyse de projets nationaux.
Groupe interministériel de soutien à la consultation des Autochtones	2	Soutenir les ministères dans l'application du Guide intérimaire en matière de consultation des Autochtones.	MAMROT, SAA, MRN, MTQ, MDDEFP, MJQ	Aucun coût pour le MAMROT	Gestion en continu des cas soumis. Élaboration d'outils d'aide à la décision. Il s'est réuni 4 fois en 2012.
Plan d'affectation du territoire public (PATP)	2	Comité de coordination en vue de l'intégration des différents PATP élaborés en région dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau PATP – Québec.	MRN, MDDEFP, MAMROT, Hydro-Québec, MTO, MAPAQ, MSP, MTQ, MCC, MFE	Aucun coût pour le MAMROT	Deux rencontres ont eu lieu dans l'année de 2012-2013, pour assurer la mise en application des plans approuvés par le gouvernement.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques (RVIPP)	2	Stimuler la veille dans les ministères et organismes et favoriser la mise en commun de l'information, notamment au moyen d'une plate-forme électronique d'échanges (extranet).	MCE, Bureau de la Capitale Nationale, CSPQ, Conseil de gestion de l'assurance parentale, Conseil permanent de la jeunesse, Curateur public du Québec, Institut de la statistique du Québec, MAPAQ, MELS, MESS, MICC, MCC, MFA, MJQ, MSSS, MSP, MAMROT, MFQ, MRIFCE, MRN, MSG, MTQ, MDDEFP, MTO, MTRAV, Office de la protection du consommateur, Revenu Québec, SCT, SHQ	Cotisation : 1 750 \$	Production de documents de veille. L'ensemble des ministères et organismes participants ont déposé 57 documents dans le site du RVIPP entre le 1 ^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012. Le MAMROT a pour sa part déposé dix documents dans le site du RVIPP entre le 1 ^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012.
Réseau des partenaires jeunesse	2	Dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014, échanger de l'information relativement aux programmes et enjeux jeunesse concernant l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement.	SAJ, MAMROT, MAPAQ, MCC, MDDEFP, MELS, MESS, MFA, MFQ, MICC, MRIFCE, MSSS, MSP, MTRAV, SAA et autres organismes gouvernementaux	Aucun coût pour le MAMROT	Le réseau s'est réuni le 24 mai 2012. Il a notamment été question des projets des partenaires et du bilan de mil-parcours de la Stratégie d'action jeunesse.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Réseau des répondants sur le développement des jeunes enfants	2	Avoir une meilleure connaissance des programmes, politiques et interventions développés par les autres ministères et organismes qui ont un impact sur le développement des jeunes enfants. Voir à la complémentarité de ces programmes, politiques et interventions, autant sur le plan provincial que régional. Encourager le partage de l'expertise respective des différents ministères et organismes impliqués ainsi que le partage des bons coups relevant des différents réseaux de partenaires. Identifier certaines interventions jugées prometteuses et, au besoin, recommander le déploiement de nouvelles interventions jugées manquantes.	MESS, MSSS, MELS, SAJ, MICC, MAMROT, MF	Aucun coût pour le MAMROT	Le réseau s'est réuni le 2 octobre 2012.
Réseau des responsables en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2	Effectuer le suivi des engagements des M/O impliqués dans le cadre du plan d'action 2011-2015 « Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait ». Encourager le partage de l'expertise respective des différents M/O impliqués ainsi que le partage des bons coups relevant des différents réseaux de partenaires.	ARQ, SCF, MESS, MELS, MF, SHQ, MSP, MJQ, SAA, MICC, MTRAV, CSST, MAMROT, SHQ, MAPAQ, MTQ, MDDEFP, MCE, MRN, MRIFCEFC, SCT, MCC, MESRST, MFE, MSSS, Tourisme Québec, RRQ, OPHQ, Commission de l'équité salariale, Commission de la construction du Québec, CDPDJ, Office des professions du Québec, Curateur public	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 17 octobre 2012 et la rencontre a permis d'assurer le suivi du plan d'action et de favoriser le partage d'information.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Réseau gouvernemental de la politique familiale	2	Assurer le suivi des mesures au sein du Bilan 2006-2010 des réalisations en faveur des familles et des enfants, tout en permettant la concertation des M/O en ce qui concerne les divers programmes touchant les familles.	MF, MAMROT, OPHQ, MELS, MTRAV, SAA, RRQ, MCC, MICC, MJQ, MSSS, MFE, MESS, MSP, SAJ, SHQ	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 31 mai 2012.
Sous-comité sur la prévention des intoxications au monoxyde de carbone lors de travaux aux explosifs	2	Formuler des recommandations techniques relatives aux pratiques de sautage en milieu résidentiel et proposer des mesures législatives et réglementaires pour assurer leur mise en œuvre.	MSSS, MDDEFP, MTQ, MSP, MAMROT, RBQ, CSST	Aucun coût pour le MAMROT	Une rencontre en novembre 2012.
Stratégie gouvernementale d'intégration durable en sécurité routière	3	Favoriser la cohabitation sécuritaire et harmonieuse de tous les usagers de la route, quel que soit leur moyen de déplacement, en accordant la priorité à l'usager le plus vulnérable, notamment en développant une approche inspirée du Code de la rue. Offrir à la population de réelles alternatives sécuritaires au déplacement en automobile, notamment en redéployant la Politique québécoise du transport collectif.	Commission des transports du Québec, MFA, MSSS, MAMROT, MTQ, OPHQ, SPVM, SAAQ, SQ	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni le 27 avril 2012, le 31 mai 2012 et le 27 août 2012. Les travaux se poursuivront en 2013.
Table d'accompagnement conseil en développement durable auprès des organismes municipaux (TACOM)	3	Sous la coordination conjointe du MAMROT et du MDDEFP, ce comité a le mandat de produire et de mettre en œuvre un plan comprenant des actions concrètes d'accompagnement des organismes municipaux dans leurs démarches de développement durable.	MAMROT, MDDEFP, MAPAQ, MCC, Famille, MRN, MSP, MTQ, RECYC-QUÉBEC, UMQ, FQM, Ville de Québec, Ville de Montréal	Aucun coût pour le MAMROT	En 2012-2013, la TACOM s'est réunie le 25 avril et le 20 novembre 2012 afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour l'accompagnement conseil des organismes municipaux dans leurs démarches de développement durable (2009-2013). Parmi les principaux résultats figurent la mise en ligne d'un répertoire d'outils et de programmes en développement durable à l'intention des organismes municipaux et la collaboration au projet sur les démarches intégrées de développement durable en milieu municipal et régional.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table d'échanges entre le MAMROT et les services d'évaluation des neuf grandes villes du Québec	3	Le mandat de cette Table d'échanges consiste à : partager des façons de faire pouvant bénéficier à l'ensemble des organisations qui y sont représentées; permettre aux participants d'exposer leurs préoccupations quant à la pratique de l'évaluation foncière municipale au Québec; approfondir les discussions relatives aux interventions pouvant être requises pour les résoudre; amorcer la définition de lignes directrices, nouvelles ou révisées, dans le respect des principes d'équité, de transparence et d'efficacité.	Directeurs des services d'évaluation des villes de Montréal, Québec, Laval, Sherbrooke, Trois-Rivières, Lévis, Longueuil, Gatineau et Saguenay Directeur de la DEF, avec un professionnel (secrétaire de la Table)	Repas : 326,35 \$	Cette Table d'échanges tient deux réunions par année depuis sa création, en 2005. Les discussions qui y ont eu cours ont conduit à des changements majeurs et bénéfiques à l'ensemble des municipalités du Québec. Cela est notamment attribuable au climat de concertation et d'écoute qui s'y est graduellement implanté et qui a eu ensuite un impact positif sur les relations de ces villes avec les autres ministères.
Table de gouvernance en gestion des connaissances de l'eau	2	La Table de gouvernance en gestion des connaissances sur l'eau a pour mandat principal d'assurer une meilleure coordination entre les différents services qu'offre le gouvernement en termes de partage, de collaboration et de diffusion des connaissances sur l'eau.	MAMROT, MTQ, MSSS, MRNF, MDEIE, MAPAQ, MDDEFP, MSP	Aucun coût pour le MAMROT	Une seule rencontre d'introduction de la Table a eu lieu le 23 mars 2012. Tous les ministères participants étaient présents. La date de la prochaine rencontre n'est pas connue, mais la Table entend se rencontrer au moins une fois par année.
Table des ministères et organismes (M/O) utilisateurs de ClicSÉCUR-Entreprises	2	Orienter le responsable ClicSÉCUR sur les préoccupations d'affaires des ministères et organismes, utilisant les services clicSÉCUR et de mieux situer lesdits M/O sur le positionnement du service dans le gouvernement en ligne et l'évolution stratégique du service (volets citoyens et entreprises).	SCT, RRQ, SAAQ, MF MAMROT, RQ, Services Québec, MESS, RAMQ, MDDEFP, CSST, OPC, DEC, CES	Aucun coût le MAMROT	Ce comité se réunit une fois aux deux mois. Identifier les préoccupations d'affaires (attentes, besoins, enjeux, visions) des M/O.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table des partenaires – femmes et politique municipale	1-3	Concertation entre des intervenants issus du milieu municipal et des organisations assurant la promotion des droits des femmes au Québec afin d'optimiser les initiatives visant à favoriser la participation des femmes à la politique municipale québécoise. De plus, la Table assure le suivi de la mise en œuvre du plan d'action de la Table des partenaires-Femmes et politique municipale 2010-2013, dont l'objectif consiste à augmenter le nombre de femmes élues aux élections municipales.	MAMROT, SCF, CSF, CRÉ de Montréal, Conseil des Montréalaises, DGEQ, FQM, Femmes et politique municipale de l'Estrie, Groupe Femmes, Politique et Démocratie, Réseau des élués municipales de la Montérégie Est, UMQ, Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec, Ville de Québec	Repas : 212,50 \$ Autres : 24 \$ (cafés)	La Table s'est réunie le 21 juin et le 11 octobre 2012. Ces réunions ont permis d'échanger sur les actions envisagées afin de promouvoir la participation des femmes à la politique municipale.
Table gouvernementale aux affaires territoriales	1	La Table gouvernementale aux affaires territoriales a pour mandat de favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement visés par la Loi sur le vérificateur général (chapitre V-5.01) et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	MAMROT, MELS, MAPAQ, CSPQ, MCC, MDDEFP, MESS, MSSS, MF, MICC, MRN, MSP, SAJ, SAA, SHQ, TQ, MTQ, MELS, MFE, IQ, SRCN, SRM, STQ, Services Québec, Sepaq, SCT, AMT, Hydro-Québec, Justice Québec	Repas : 118 \$	Les membres se sont réunis à deux reprises. Les travaux ont notamment porté sur la Stratégie et la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires ainsi que sur le projet de Loi-cadre sur la décentralisation.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT)	1	Faire avancer les dossiers plus opérationnels en occupation et en vitalité des territoires (OVT), lorsque requis, et alimenter les travaux de la TGAT à cet égard.	MAMROT, MELS, MAPAQ, CSPQ, MCC, MDDEFP, MESS, MSSS, MF, MICC, MRN, MSP, SAJ, SAA, SHQ, TQ, MTQ, MELS, MFE, IQ, SRCN, SRM, STQ, Services Québec, Sepaq, SCT, AMT, Hydro-Québec, Justice Québec	Aucun coût pour le MAMROT	Au cours de l'année 2012-2013, ce comité a tenu une rencontre, soit le 2 octobre 2012. Parmi les résultats atteints, mentionnons la contribution du Réseau de répondants à l'élaboration d'un guide de soutien aux M/O pour la planification pluriannuelle en OVT et de la première liste d'indicateurs OVT.
Table gouvernementale de l'Approche de Coopération en Réseau pour l'information géographique (ACRIGéo)	2	Développer des partenariats interministériels pour la production et la mise à jour en réseau de données géographiques et de produits à valeur intégrée.	MSP, MDDEFP, MAMROT, MELS, SCT, Sûreté du Québec, MRN, CPTAQ, MSSS, DGE, MF, MTQ, MAPAQ, MTO, FADQ, SHQ, CT, ISQ, CSPQ, MESS, SQ, MCC	Aucun coût pour le MAMROT	Ce comité se réunit quatre fois par année. Définir l'approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique.
Table jeunes et démocratie municipale	3	Le mandat de la Table est de favoriser la concertation des principaux acteurs en matière de participation des jeunes entre 18 et 35 ans aux élections municipales, autant au niveau du vote que des candidatures. La Table s'intéressera également au volet éducatif entourant les jeunes et la démocratie municipale. De plus, elle devra développer une stratégie axée sur la relève municipale concertée entre les partenaires.	MAMROT, SAJ, DGE, FQM, UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec, Place aux jeunes en région	Repas : 175 \$ Autres : 36 \$ (cafés)	La Table s'est réunie une fois au cours de l'année et elle a procédé à l'adoption de son plan d'action 2012-2015.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
--------------	--

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table Québec-Cris sur la gouvernance de la Baie James	3	Négocier une entente finale sur la gouvernance de la Baie James.	Mandataires du gouvernement : Daniel Gagnier (MCE), Florent Gagné, SAA, MAMROT, MRN, MJQ	3 700 \$	Le gouvernement et les Cris ont signé l'entente le 24 juillet 2012.
Table Québec-municipalités	3	La Table Québec-municipalités (TQM) est le lieu privilégié où les représentants du milieu municipal et du gouvernement discutent des dossiers concernant la place, le rôle, les responsabilités et l'administration des municipalités. Plus précisément, la TQM est un mécanisme de concertation et de partenariat ayant pour but d'identifier les enjeux et d'en débattre, de dégager les consensus et d'élaborer des propositions dont bénéficieront les municipalités et les contribuables québécois.	MAMROT, FQM, UMQ, Ville de Montréal et Ville de Québec	Repas : 4 922 \$ Déplacement : 607 \$ Autres : 9 139 \$ (audio-visuel, salles, vestiaires et cafés)	Voir fiche RP 41.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table québécoise de la sécurité routière / Groupe de travail sur les limites de vitesse en milieu municipal	3	Le mandat du groupe de travail consiste à : évaluer les expériences actuelles en matière de limites de vitesses inférieures à 50 km/h au Québec et ailleurs; définir les guides et outils techniques dont les municipalités pourraient s'inspirer pour gérer la vitesse des véhicules dans leur territoire. Les aspects examinés seraient notamment : la détermination des différentes limites de vitesse; les aménagements modérateurs de la vitesse; la signalisation des limites de vitesse; la surveillance policière; amorcer un processus de suivi de l'application des dispositions introduites par le projet de loi n° 42 en matière de réglementation des vitesses.	MTQ, SAAQ, CSST, MSSS, FQM, UMQ, CAA Québec, MAMROT, Ville de Montréal, Ville de Sherbrooke, Ville de Québec, ENAP, Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, Fédération des commissions scolaires du Québec, Groupement des assureurs automobiles, Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi, représentants des usagers de la route, des milieux policier et municipal	Aucun coût pour le MAMROT	Le comité s'est réuni une seule fois en 2012.
Table québécoise sur la sécurité routière	3	Formuler des propositions en matière de sécurité routière visant à améliorer le bilan routier au Québec.	MTQ, représentants des usagers de la route des milieux policier et municipal, des ministères et organismes gouvernementaux	Aucun coût pour le MAMROT	La Table s'est réunie deux fois en 2012.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 44

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table Québec-Québec métropolitain sur l'aménagement et le développement	2	Mise en place par la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. Cette table vise à favoriser la concertation pour assurer l'efficacité de l'action publique en vue de l'aménagement et du développement durable de la région métropolitaine de Québec.	Ministre du MAMROT, Ministres responsables des régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, CMQ, mairesse de Lévis, préfets des MRC de La Côte-de-Beaupré, de La Jacques-Cartier et de L'Île-d'Orléans	Aucun coût pour la DGUAT	Une rencontre a eu lieu en juin 2012 pour discuter de l'entrée en vigueur du PMAD de la CMQ et de sa mise en œuvre.
Table Québec-Régions	3	Conseiller le ministre sur toute question qu'il lui soumet. Échanger sur les mandats que le ministre peut confier aux CRÉ ainsi que sur les activités gouvernementales qui ont une incidence sur les régions.	Présidents et présidentes des CRÉ, ministre du MAMROT, Bureau de la Capitale-Nationale et Secrétariat à la région métropolitaine	Repas : 1 069 \$ Autres : 12 423 \$ (location de salles, traduction simultanée et audio-visuel)	La TQR s'est réunie à deux reprises et les travaux ont notamment permis d'échanger sur la Stratégie et la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires de même que sur le dossier de la décentralisation.
Table sur les filières bioénergies	3	Ce comité a pour but de favoriser le réseautage et le partage d'information afin d'appuyer le développement de la filière bioénergie.	MRNF, FQCF, CIFQ, FP Innovation FERIC, Université Laval, APCQ, CTRI, RNCREQ, CQVB, MDDEP, FPBQ, AQPER, CTGN	Aucun coût pour le MAMROT	Des rencontres ont eu lieu le 25 avril et le 29 mai 2012.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 45

Liste des municipalités qui reçoivent une compensation financière par catégorie de programme, en indiquant le montant reçu pour 2012-2013 pour : a. Paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers; b. Paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux; c. Paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaire, secondaire, collégiale et universitaire); d. Paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.

- A) paiement tenant lieu de taxes à l'égard du réseau de la santé et des services sociaux;
- B) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaire, secondaire, collégiale et universitaire);
- C) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec;
- D) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers.

Voir documents en annexe

PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES À L'ÉGARD DES IMMEUBLES
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
EXERCICE FINANCIER 2012-2013

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Canton de Cleveland	50 169,00 \$
Canton de Low	1 573,00 \$
Canton de Shefford	6 201,00 \$
Cantons-Unis de Stoneham-et-Tewkesbury	3 092,00 \$
M.R.C. de La Vallée-de-l'Or	489,00 \$
Municipalité d'Ange-Gardien	6 431,00 \$
Municipalité d'Ascot Corner	3 444,00 \$
Municipalité de Baie-James	6 400,00 \$
Municipalité de Beaumont	2 368,00 \$
Municipalité de Blanc-Sablon	220 845,00 \$
Municipalité de Boischatel	7 134,00 \$
Municipalité de Bolton-Est	13,00 \$
Municipalité de Bonne-Espérance	846,00 \$
Municipalité de Brigham	10 661,00 \$
Municipalité de Campbell's Bay	21 606,00 \$
Municipalité de Cantley	597,00 \$
Municipalité de Caplan	30 717,00 \$
Municipalité de Cap-Saint-Ignace	50 214,00 \$
Municipalité de Chelsea	7 081,00 \$
Municipalité de Chénéville	7 496,00 \$
Municipalité de Chertsey	8 736,00 \$
Municipalité de Compton	2 722,00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	75 988,00 \$
Municipalité de Crabtree	5 356,00 \$
Municipalité de Deschaillons-sur-Saint-Laurent	18 278,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Dixville	19 702,00 \$
Municipalité de Duhamel-Ouest	861,00 \$
Municipalité de Fortierville	58 474,00 \$
Municipalité de Franklin	2 843,00 \$
Municipalité de Grande-Vallée	24 247,00 \$
Municipalité de Gros-Mécatina	20 950,00 \$
Municipalité de Grosse-Île	1 553,00 \$
Municipalité de Havre-Saint-Pierre	174 903,00 \$
Municipalité de Hébertville	27 032,00 \$
Municipalité de Hinchinbrooke	3 226,00 \$
Municipalité de Huberdeau	58 051,00 \$
Municipalité de Kazabazua	1 924,00 \$
Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	1 589,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard	7 694,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	4 379,00 \$
Municipalité de la paroisse de Sainte-Élisabeth	26 007,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès	4 355,00 \$
Municipalité de la paroisse de Sainte-Ursule	2 150,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Moïse	2 782,00 \$
Municipalité de La Patrie	2 499,00 \$
Municipalité de La Pêche	91 671,00 \$
Municipalité de la Présentation	6 362,00 \$
Municipalité de Labelle	24 422,00 \$
Municipalité de Lac-au-Saumon	136 471,00 \$
Municipalité de Lac-Beauport	12 675,00 \$
Municipalité de Lac-Bouchette	8 298,00 \$
Municipalité de Lac-Etchemin	205 016,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Lambton	18 762,00 \$
Municipalité de L'Ange-Gardien	10 813,00 \$
Municipalité de Lanoraie	39 441,00 \$
Municipalité de L'Anse-Saint-Jean	8 676,00 \$
Municipalité de Larouche	6 809,00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes	2 416,00 \$
Municipalité de L'Islet	32 614,00 \$
Municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	5 306,00 \$
Municipalité de Lorrainville	2 228,00 \$
Municipalité de Lyster	9 736,00 \$
Municipalité de Mansfield-et-Pontefract	34 425,00 \$
Municipalité de Maria	355 187,00 \$
Municipalité de Matapédia	57 164,00 \$
Municipalité de McMasterville	28 198,00 \$
Municipalité de Morin-Heights	2 804,00 \$
Municipalité de Napierville	7 689,00 \$
Municipalité de New Carlisle	58 565,00 \$
Municipalité de Palmarolle	14 837,00 \$
Municipalité de Papineauville	6 928,00 \$
Municipalité de Piedmont	33 837,00 \$
Municipalité de Pierreville	26 304,00 \$
Municipalité de Pointe-à-la-Croix	2 736,00 \$
Municipalité de Pointe-Calumet	6 759,00 \$
Municipalité de Pontiac	1 979,00 \$
Municipalité de Rawdon	8 657,00 \$
Municipalité de Rigaud	23 275,00 \$
Municipalité de Rivière-au-Tonnerre	15 964,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Rivière-Bleue	44 398,00 \$
Municipalité de Rivière-Ouelle	44 065,00 \$
Municipalité de Rivière-Saint-Jean	4 603,00 \$
Municipalité de Rougemont	3 980,00 \$
Municipalité de Roxton Pond	7 726,00 \$
Municipalité de Sacré-Coeur	744,00 \$
Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	2 553,00 \$
Municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska	58 275,00 \$
Municipalité de Saint-Amable	13 051,00 \$
Municipalité de Saint-André-Avellin	117 344,00 \$
Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil	4 553,00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	32 670,00 \$
Municipalité de Saint-Apollinaire	20 398,00 \$
Municipalité de Saint-Augustin	18 693,00 \$
Municipalité de Saint-Bernard	6 072,00 \$
Municipalité de Saint-Blaise-sur-Richelieu	6 441,00 \$
Municipalité de Saint-Boniface	6 264,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno	10 739,00 \$
Municipalité de Saint-Calixte	7 179,00 \$
Municipalité de Saint-Casimir	59 015,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-Borromée	1 082 187,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Bellechasse	3 466,00 \$
Municipalité de Saint-Côme-Linière	3 831,00 \$
Municipalité de Saint-Cyprien	28 826,00 \$
Municipalité de Saint-Damase	6 163,00 \$
Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu	5 128,00 \$
Municipalité de Saint-Dominique	6 517,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Donat	36 231,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade	20 777,00 \$
Municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval	6 479,00 \$
Municipalité de Sainte-Claire	40 378,00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde	1 604,00 \$
Municipalité de Sainte-Croix	22 892,00 \$
Municipalité de Saint-Édouard	3 776,00 \$
Municipalité de Sainte-Germaine-Boulé	6 627,00 \$
Municipalité de Sainte-Julienne	18 181,00 \$
Municipalité de Sainte-Luce	6 980,00 \$
Municipalité de Sainte-Lucie-de-Beauregard	124,00 \$
Municipalité de Saint-Elzéar	4 537,00 \$
Municipalité de Sainte-Martine	5 363,00 \$
Municipalité de Sainte-Perpétue	48 402,00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie	10 261,00 \$
Municipalité de Saint-Esprit	5 620,00 \$
Municipalité de Sainte-Thècle	28 005,00 \$
Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	5 161,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	1 753,00 \$
Municipalité de Saint-Ferdinand	71 921,00 \$
Municipalité de Saint-Flavien	18 305,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier	715,00 \$
Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	3 625,00 \$
Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham	4 064,00 \$
Municipalité de Saint-Gervais	16 855,00 \$
Municipalité de Saint-Henri	2 646,00 \$
Municipalité de Saint-Hippolyte	5 458,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Honoré	5 044,00 \$
Municipalité de Saint-Hugues	5 773,00 \$
Municipalité de Saint-Isidore	26 255,00 \$
Municipalité de Saint-Jacques	31 092,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Baptiste	6 925,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu	13 460,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	2 664,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	86 156,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	67 201,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac	7 614,00 \$
Municipalité de Saint-Liboire	4 231,00 \$
Municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu	2 545,00 \$
Municipalité de Saint-Michel	2 196,00 \$
Municipalité de Saint-Michel-des-Saints	21 425,00 \$
Municipalité de Saint-Pacôme	51 563,00 \$
Municipalité de Saint-Paul-d'Abbotsford	3 845,00 \$
Municipalité de Saint-Philippe	22 795,00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets	19 759,00 \$
Municipalité de Saint-Polycarpe	13 981,00 \$
Municipalité de Saint-Prime	6 553,00 \$
Municipalité de Saint-Prosper	38 063,00 \$
Municipalité de Saint-Raphaël	31 545,00 \$
Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	6 647,00 \$
Municipalité de Saint-Siméon	35 427,00 \$
Municipalité de Saint-Sylvère	1 189,00 \$
Municipalité de Saint-Sylvestre	12 778,00 \$
Municipalité de Saint-Thomas	6 682,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Victor	3 997,00 \$
Municipalité de Shannon	5 030,00 \$
Municipalité de Shawville	126 466,00 \$
Municipalité de Stoke	1 329,00 \$
Municipalité de Val-des-Bois	1 147,00 \$
Municipalité de Val-des-Monts	9 655,00 \$
Municipalité de Val-Morin	34,00 \$
Municipalité de Verchères	8 431,00 \$
Municipalité de Weedon	49 290,00 \$
Municipalité de Wotton	12 164,00 \$
Municipalité de Yamaska	4 595,00 \$
Municipalité d'East Broughton	21 542,00 \$
Municipalité d'Eastman	3 417,00 \$
Municipalité des Bergeronnes	77 884,00 \$
Municipalité des Coteaux	10 745,00 \$
Municipalité des Escoumins	121 723,00 \$
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	565 227,00 \$
Municipalité d'Henryville	5 271,00 \$
Municipalité d'Oka	2 548,00 \$
Municipalité d'Ormstown	68 523,00 \$
Municipalité du village de la Guadeloupe	29 669,00 \$
Municipalité Saint-Denis-de-Brompton	4 051,00 \$
Municipalité Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	26 911,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel	9 526,00 \$
Paroisse de Ragueneau	5 850,00 \$
Paroisse de Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	774,00 \$
Paroisse de Saint-Antonin	19 727,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan	17 261,00 \$
Paroisse de Sainte-Hénédine	21 521,00 \$
Paroisse de Saint-Fabien-de-Panet	30 706,00 \$
Paroisse de Saint-Frédéric	8 862,00 \$
Paroisse de Saint-Lambert-de-Lauzon	8 613,00 \$
Paroisse de Saint-Liguori	12 750,00 \$
Paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!	24 548,00 \$
Paroisse de Saint-Martin	6 154,00 \$
Paroisse de Saint-Maurice	2 381,00 \$
Paroisse de Saint-Michel-du-Squatec	12 491,00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse	12 110,00 \$
Paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne	21,00 \$
Paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington	3 954,00 \$
Village d'Ayer's Cliff	4 045,00 \$
Village de Baie-Trinité	31 642,00 \$
Village de Grenville	8 631,00 \$
Village de Hemmingford	4 740,00 \$
Village de Laurier-Station	57 420,00 \$
Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	21 700,00 \$
Village de Saint-Célestin	49 622,00 \$
Village de Sainte-Madeleine	7 280,00 \$
Village de Val-David	8 600,00 \$
Ville d'Acton Vale	96 531,00 \$
Ville d'Alma	471 547,00 \$
Ville d'Amos	522 962,00 \$
Ville d'Amqui	141 255,00 \$
Ville d'Asbestos	181 263,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Baie-Comeau	819 676,00 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	408 115,00 \$
Ville de Beaconsfield	117 629,00 \$
Ville de Beauceville	223 724,00 \$
Ville de Beauharnois	67 780,00 \$
Ville de Beaulieu	314 472,00 \$
Ville de Bécancour	9 983,00 \$
Ville de Bedford	76 599,00 \$
Ville de Beloeil	168 209,00 \$
Ville de Berthierville	9 695,00 \$
Ville de Blainville	46 910,00 \$
Ville de Boisbriand	50 677,00 \$
Ville de Bois-des-Filion	14 208,00 \$
Ville de Bonaventure	23 659,00 \$
Ville de Boucherville	92 865,00 \$
Ville de Brossard	151 050,00 \$
Ville de Brownsburg-Chatham	5 310,00 \$
Ville de Candiac	33 452,00 \$
Ville de Cap-Chat	80 594,00 \$
Ville de Carignan	3 916,00 \$
Ville de Carleton-sur-Mer	7 487,00 \$
Ville de Causapscal	5 069,00 \$
Ville de Chambly	270 016,00 \$
Ville de Chandler	469 975,00 \$
Ville de Chapais	60 667,00 \$
Ville de Charlemagne	10 568,00 \$
Ville de Châteauguay	1 519 956,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Chibougamau	275 663,00 \$
Ville de Clermont	61 763,00 \$
Ville de Coaticook	112 686,00 \$
Ville de Contrecoeur	56 854,00 \$
Ville de Cookshire-Eaton	6 218,00 \$
Ville de Coteau-du-Lac	45 482,00 \$
Ville de Côte-Saint-Luc	629 449,00 \$
Ville de Cowansville	403 263,00 \$
Ville de Danville	1 570,00 \$
Ville de Daveluyville	3 695,00 \$
Ville de Dégelis	10 158,00 \$
Ville de Delson	13 395,00 \$
Ville de Deux-Montagnes	8 081,00 \$
Ville de Disraeli	69 910,00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	537 450,00 \$
Ville de Dollard-des-Ormeaux	5 605,00 \$
Ville de Donnacona	156 573,00 \$
Ville de Dorval	147 000,00 \$
Ville de Drummondville	782 218,00 \$
Ville de Farnham	66 163,00 \$
Ville de Fermont	29 856,00 \$
Ville de Forestville	100 018,00 \$
Ville de Gaspé	437 034,00 \$
Ville de Gatineau	3 993 664,00 \$
Ville de Gracefield	16 186,00 \$
Ville de Granby	579 844,00 \$
Ville de Grande-Rivière	8 441,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Hudson	5 834,00 \$
Ville de Huntingdon	51 738,00 \$
Ville de Joliette	263 273,00 \$
Ville de Kirkland	55 866,00 \$
Ville de La Malbaie	258 044,00 \$
Ville de La Pocatière	179 991,00 \$
Ville de La Prairie	58 457,00 \$
Ville de La Sarre	226 747,00 \$
Ville de La Tuque	407 301,00 \$
Ville de Lac-Brome	5 719,00 \$
Ville de Lachute	285 098,00 \$
Ville de Lac-Mégantic	350 002,00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	21 495,00 \$
Ville de L'Assomption	207 255,00 \$
Ville de Laval	3 517 065,00 \$
Ville de Lavaltrie	13 462,00 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	56 295,00 \$
Ville de L'Épiphanie	13 328,00 \$
Ville de Lévis	1 478 325,00 \$
Ville de L'Île-Perrot	54 871,00 \$
Ville de Longueuil	3 098 590,00 \$
Ville de Lorraine	14 870,00 \$
Ville de Louiseville	380 394,00 \$
Ville de Macamic	148 691,00 \$
Ville de Magog	443 930,00 \$
Ville de Malartic	360 102,00 \$
Ville de Maniwaki	235 399,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Marievalle	131 292,00 \$
Ville de Mascouche	49 340,00 \$
Ville de Matagami	141 024,00 \$
Ville de Matane	412 145,00 \$
Ville de Mercier	9 577,00 \$
Ville de Métabetchouan - Lac-à-la-Croix	121 468,00 \$
Ville de Mirabel	62 011,00 \$
Ville de Mont-Joli	568 960,00 \$
Ville de Mont-Laurier	208 920,00 \$
Ville de Montmagny	576 236,00 \$
Ville de Montréal	36 567 788,00 \$
Ville de Montréal-Ouest	6 921,00 \$
Ville de Mont-Saint-Hilaire	23 178,00 \$
Ville de Mont-Tremblant	18 542,00 \$
Ville de Mont-Tremblant (Agglomération)	13 593,00 \$
Ville de Murdochville	16 017,00 \$
Ville de Neuville	4 699,00 \$
Ville de New Richmond	4 967,00 \$
Ville de Nicolet	224 672,00 \$
Ville de Normandin	68 396,00 \$
Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	19 548,00 \$
Ville de Notre-Dame-des-Prairies	6 021,00 \$
Ville de Paspébiac	46 623,00 \$
Ville de Pincourt	22 036,00 \$
Ville de Plessisville	96 901,00 \$
Ville de Pohénégamook	46 667,00 \$
Ville de Pointe-Claire	554 490,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Pont-Rouge	109 346,00 \$
Ville de Port-Cartier	204 036,00 \$
Ville de Prévost	25 766,00 \$
Ville de Princeville	11 745,00 \$
Ville de Québec	17 744 401,00 \$
Ville de Repentigny	715 011,00 \$
Ville de Richelieu	32 978,00 \$
Ville de Richmond	71 394,00 \$
Ville de Rimouski	1 279 987,00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	564 610,00 \$
Ville de Rivière-Rouge	426 021,00 \$
Ville de Roberval	988 871,00 \$
Ville de Rosemère	77 017,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	808 475,00 \$
Ville de Saguenay	3 392 982,00 \$
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures	36 812,00 \$
Ville de Saint-Basile-le-Grand	17 735,00 \$
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	113 787,00 \$
Ville de Saint-Césaire	17 552,00 \$
Ville de Saint-Colomban	22 521,00 \$
Ville de Saint-Constant	31 608,00 \$
Ville de Sainte-Adèle	163 364,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	404 670,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts (Agglomération)	142 917,00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	7 569,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts	438 677,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	21 231,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Sainte-Catherine	18 424,00 \$
Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	4 866,00 \$
Ville de Sainte-Julie	52 605,00 \$
Ville de Sainte-Marie	191 031,00 \$
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	12 118,00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	336 520,00 \$
Ville de Saint-Eustache	725 603,00 \$
Ville de Saint-Félicien	63 616,00 \$
Ville de Saint-Gabriel	64 457,00 \$
Ville de Saint-Georges	548 509,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	1 479 475,00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	773 597,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	1 054 016,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	34 312,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Sorel	4 648,00 \$
Ville de Saint-Lambert	78 731,00 \$
Ville de Saint-Lazare	3 591,00 \$
Ville de Saint-Lin-Laurentides	87 099,00 \$
Ville de Saint-Marc-des-Carrières	90 194,00 \$
Ville de Saint-Pamphile	18 100,00 \$
Ville de Saint-Pascal	24 967,00 \$
Ville de Saint-Pie	6 720,00 \$
Ville de Saint-Raymond	141 242,00 \$
Ville de Saint-Rémi	51 492,00 \$
Ville de Saint-Tite	42 930,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	883 937,00 \$
Ville de Senneterre	63 738,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Sept-Îles	407 015,00 \$
Ville de Shawinigan	1 127 541,00 \$
Ville de Sherbrooke	5 068 292,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	793 120,00 \$
Ville de Stanstead	3 508,00 \$
Ville de Sutton	35 879,00 \$
Ville de Témiscaming	51 497,00 \$
Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	156 685,00 \$
Ville de Terrebonne	1 830 337,00 \$
Ville de Thetford Mines	728 708,00 \$
Ville de Thurso	7 917,00 \$
Ville de Trois-Pistoles	163 139,00 \$
Ville de Trois-Rivières	3 316 268,00 \$
Ville de Valcourt	55 221,00 \$
Ville de Val-d'Or	452 389,00 \$
Ville de Varennes	101 474,00 \$
Ville de Vaudreuil-Dorion	65 891,00 \$
Ville de Victoriaville	818 818,00 \$
Ville de Ville-Marie	83 667,00 \$
Ville de Warwick	28 849,00 \$
Ville de Waterloo	34 489,00 \$
Ville de Westmount	373 009,00 \$

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Windsor	79 652,00 \$
Ville d'East Angus	35 451,00 \$
Ville d'Otterburn Park	15 327,00 \$
Total au 30 novembre 2012	124 196 305,00 \$

PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES À L'ÉGARD DES IMMEUBLES DU RÉSEAU DE L'ÉDUCATION
EXERCICE FINANCIER 2012-2013

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Canton d'Amherst	2 276,00 \$
Canton d'Arundel	2 916,00 \$
Canton de Clermont	1 146,00 \$
Canton de Cleveland	3 395,00 \$
Canton de Cloridorme	9 698,00 \$
Canton de Godmanchester	22,00 \$
Canton de Gore	2 872,00 \$
Canton de Guérin	1 305,00 \$
Canton de Ham-Nord	3 349,00 \$
Canton de Landrienne	4 328,00 \$
Canton de Launay	1 227,00 \$
Canton de Low	1 048,00 \$
Canton de Natashquan	948,00 \$
Canton de Nédélec	2 144,00 \$
Canton de Potton	2 486,00 \$
Canton de Saint-Camille	758,00 \$
Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton	2 046,00 \$
Canton de Shefford	10,00 \$
Canton de Stratford	2 335,00 \$
Canton de Trécession	1 525,00 \$
Cantons-Unis de Latulipe-et-Gaboury	6 980,00 \$
Cantons-Unis de Stoneham-et-Tewkesbury	10 415,00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Beaupré	15 918,00 \$
M.R.C. de La Matapédia	553,00 \$
M.R.C. de Manicouagan	882,00 \$
M.R.C. de Matawinie	9 157,00 \$
Municipalité d'Adstock	2 947,00 \$
Municipalité d'Aguanish	2 791,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité d'Albanel	9 584,00 \$
Municipalité d'Albertville	1 138,00 \$
Municipalité d'Ange-Gardien	2 894,00 \$
Municipalité d'Armagh	3 072,00 \$
Municipalité d'Ascot Corner	4 499,00 \$
Municipalité d'Aston-Jonction	1 136,00 \$
Municipalité d'Auclair	3 202,00 \$
Municipalité d'Audet	3 023,00 \$
Municipalité d'Austin	19 197,00 \$
Municipalité d'Authier-Nord	1 416,00 \$
Municipalité de Baie-des-Sables	2 158,00 \$
Municipalité de Baie-du-Febvre	3 369,00 \$
Municipalité de Baie-James	5 022,00 \$
Municipalité de Baie-Johan-Beetz	980,00 \$
Municipalité de Baie-Sainte-Catherine	2 461,00 \$
Municipalité de Barraute	20 251,00 \$
Municipalité de Batiscau	1 293,00 \$
Municipalité de Béarn	4 004,00 \$
Municipalité de Beaulac-Garthby	2 279,00 \$
Municipalité de Beaumont	5 161,00 \$
Municipalité de Bégin	4 188,00 \$
Municipalité de Berry	951,00 \$
Municipalité de Berthier-sur-Mer	3 170,00 \$
Municipalité de Biencourt	2 209,00 \$
Municipalité de Blanc-Sablon	35 735,00 \$
Municipalité de Blue Sea	656,00 \$
Municipalité de Boischatel	10 935,00 \$
Municipalité de Bois-Franc	1 654,00 \$
Municipalité de Bolton-Est	13,00 \$
Municipalité de Bolton-Est	3 295,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Bonne-Espérance	25 217,00 \$
Municipalité de Bonsecours	1 426,00 \$
Municipalité de Bouchette	80,00 \$
Municipalité de Brigham	4,00 \$
Municipalité de Bury	145,00 \$
Municipalité de Cacouna	10 898,00 \$
Municipalité de Campbell's Bay	28 118,00 \$
Municipalité de Cantley	2 189,00 \$
Municipalité de Caplan	4 599,00 \$
Municipalité de Cap-Saint-Ignace	9 021,00 \$
Municipalité de Cayamant	605,00 \$
Municipalité de Chambord	7 461,00 \$
Municipalité de Champlain	2 196,00 \$
Municipalité de Charette	4 823,00 \$
Municipalité de Chelsea	13 521,00 \$
Municipalité de Chénéville	7 304,00 \$
Municipalité de Chertsey	11 574,00 \$
Municipalité de Chesterville	3 156,00 \$
Municipalité de Chute-Saint-Philippe	997,00 \$
Municipalité de Clarendon	22,00 \$
Municipalité de Colombier	13 783,00 \$
Municipalité de Compton	9 868,00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	44 763,00 \$
Municipalité de Courcelles	2 209,00 \$
Municipalité de Crabtree	6 936,00 \$
Municipalité de Déléage	875,00 \$
Municipalité de Deschaillons-sur-Saint-Laurent	6 091,00 \$
Municipalité de Deschambault-Grondines	3 198,00 \$
Municipalité de Dixville	2 006,00 \$
Municipalité de Dosquet	1 692,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Dudswell	1 524,00 \$
Municipalité de Dupuy	2 466,00 \$
Municipalité de Durham-Sud	751,00 \$
Municipalité de Ferland-et-Boileau	3 035,00 \$
Municipalité de Ferme-Neuve	6 971,00 \$
Municipalité de Frampton	2 117,00 \$
Municipalité de Franklin	2 097,00 \$
Municipalité de Franquelin	2 653,00 \$
Municipalité de Frelighsburg	209,00 \$
Municipalité de Frontenac	9,00 \$
Municipalité de Fugèreville	1 969,00 \$
Municipalité de Gallichan	44,00 \$
Municipalité de Girardville	8 929,00 \$
Municipalité de Grande-Vallée	25 883,00 \$
Municipalité de Grand-Remous	1 327,00 \$
Municipalité de Grenville-sur-la-Rouge	21 379,00 \$
Municipalité de Gros-Mécatina	17 626,00 \$
Municipalité de Grosse-Île	6 108,00 \$
Municipalité de Grosses-Roches	3 292,00 \$
Municipalité de Havre-Saint-Pierre	42 933,00 \$
Municipalité de Hébertville	25 981,00 \$
Municipalité de Hinchinbrooke	115,00 \$
Municipalité de Hope Town	4,00 \$
Municipalité de Howick	7 911,00 \$
Municipalité de Huberdeau	1 806,00 \$
Municipalité de Kamouraska	1 211,00 \$
Municipalité de Kazabazua	1 024,00 \$
Municipalité de Kiamika	1 020,00 \$
Municipalité de La Corne	1 274,00 \$
Municipalité de La Minerve	2 058,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de La Morandière	2 597,00 \$
Municipalité de La Motte	1 059,00 \$
Municipalité de la paroisse de la Doré	8 160,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Adelme	2 387,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard	5 335,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Arsène	5 507,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	51 818,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Édouard-de-Fabre	196,00 \$
Municipalité de la paroisse de Sainte-Élisabeth	1 147,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès	8 758,00 \$
Municipalité de la paroisse de Sainte-Ursule	3 333,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Isidore	4 625,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon	3 488,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Marc-de-Figuery	1 109,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Moise	1 733,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski	5 347,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-Mékinac	1 703,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Séverin	2 562,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Sulpice	7 050,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval	2 448,00 \$
Municipalité de la paroisse Saint-Jean-de-Cherbourg	1 145,00 \$
Municipalité de La Patrie	8 864,00 \$
Municipalité de La Pêche	23 203,00 \$
Municipalité de la Présentation	3 107,00 \$
Municipalité de La Reine	32,00 \$
Municipalité de Labelle	3 063,00 \$
Municipalité de Labrecque	7 201,00 \$
Municipalité de Lac-au-Saumon	5 242,00 \$
Municipalité de Lac-Beauport	11 714,00 \$
Municipalité de Lac-Bouchette	4 482,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Lac-des-Aigles	3 777,00 \$
Municipalité de Lac-des-Écorces	3 779,00 \$
Municipalité de Lac-Drolet	2 117,00 \$
Municipalité de Lac-Etchemin	9 678,00 \$
Municipalité de Lacolle	5 636,00 \$
Municipalité de Lac-Sainte-Marie	895,00 \$
Municipalité de Lac-Supérieur	1 412,00 \$
Municipalité de Laforce	1 519,00 \$
Municipalité de Lamarche	3 159,00 \$
Municipalité de Lambton	3 174,00 \$
Municipalité de L'Ange-Gardien	502,00 \$
Municipalité de Lanoraie	7 954,00 \$
Municipalité de L'Anse-Saint-Jean	17 494,00 \$
Municipalité de Larouche	7 409,00 \$
Municipalité de L'Ascension	2 288,00 \$
Municipalité de Laurierville	2 511,00 \$
Municipalité de L'Avenir	572,00 \$
Municipalité de Laverlochère	2 179,00 \$
Municipalité de Leclercville	775,00 \$
Municipalité de Lejeune	1 582,00 \$
Municipalité de L'Île-d'Anticosti	7 442,00 \$
Municipalité de L'Île-du-Grand-Calumet	992,00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes	7 084,00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Coudres	8 844,00 \$
Municipalité de L'Islet	20 608,00 \$
Municipalité de L'Isle-Verte	13 841,00 \$
Municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	8 540,00 \$
Municipalité de Longue-Rive	9 247,00 \$
Municipalité de Lorrainville	38 350,00 \$
Municipalité de Lotbinière	1 065,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Lyster	1 920,00 \$
Municipalité de Mandeville	1 420,00 \$
Municipalité de Manseau	2 188,00 \$
Municipalité de Mansfield-et-Pontefract	20 474,00 \$
Municipalité de Maria	14 820,00 \$
Municipalité de Martinville	1 003,00 \$
Municipalité de Maskinongé	2 336,00 \$
Municipalité de Matapédia	32 742,00 \$
Municipalité de McMasterville	60 391,00 \$
Municipalité de Messines	851,00 \$
Municipalité de Moffet	1 683,00 \$
Municipalité de Mont-Carmel	1 868,00 \$
Municipalité de Montcerf-Lytton	1 877,00 \$
Municipalité de Montebello	7 836,00 \$
Municipalité de Mont-Saint-Grégoire	2 928,00 \$
Municipalité de Mont-Saint-Michel	1 036,00 \$
Municipalité de Morin-Heights	3 548,00 \$
Municipalité de Namur	2 864,00 \$
Municipalité de Nantes	2 037,00 \$
Municipalité de Napierville	23 347,00 \$
Municipalité de New Carlisle	23 993,00 \$
Municipalité de Nominigüe	1 430,00 \$
Municipalité de Normétal	9 460,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours	228,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci	563,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix	1 063,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette	4 167,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes	3 533,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Montauban	4 952,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain	849,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Notre-Dame-des-Bois	1 403,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Monts	3 452,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Stanbridge	1 675,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Laus	1 638,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Nord	29 837,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Portage	3 736,00 \$
Municipalité de Nouvelle	5 992,00 \$
Municipalité de Padoue	3 513,00 \$
Municipalité de Palmarolle	5 707,00 \$
Municipalité de Papineauville	74 549,00 \$
Municipalité de Péribonka	1 643,00 \$
Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François	3 500,00 \$
Municipalité de Petit-Saguenay	7 621,00 \$
Municipalité de Pierreville	6 615,00 \$
Municipalité de Plaisance	2 385,00 \$
Municipalité de Pointe-à-la-Croix	7 465,00 \$
Municipalité de Pointe-Calumet	21 779,00 \$
Municipalité de Pontiac	9 609,00 \$
Municipalité de Port-Daniel-Gascons	13 772,00 \$
Municipalité de Portneuf-sur-Mer	11 452,00 \$
Municipalité de Poularies	2 931,00 \$
Municipalité de Preissac	945,00 \$
Municipalité de Racine	1 056,00 \$
Municipalité de Rapide-Daniseur	21 093,00 \$
Municipalité de Rawdon	68 553,00 \$
Municipalité de Rigaud	97 669,00 \$
Municipalité de Ripon	2 584,00 \$
Municipalité de Rivière-à-Pierre	3 390,00 \$
Municipalité de Rivière-au-Tonnerre	6 643,00 \$
Municipalité de Rivière-Beaudette	1 036,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Rivière-Bleue	10 296,00 \$
Municipalité de Rivière-Éternité	4 664,00 \$
Municipalité de Rivière-Héva	1 429,00 \$
Municipalité de Rivière-Ouelle	2 820,00 \$
Municipalité de Rivière-Saint-Jean	2 372,00 \$
Municipalité de Roquemaure	1 456,00 \$
Municipalité de Rougemont	3 087,00 \$
Municipalité de Roxton Pond	8 976,00 \$
Municipalité de Sacré-Coeur	444,00 \$
Municipalité de Saint-Adalbert	1 479,00 \$
Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	36,00 \$
Municipalité de Saint-Adrien	1 188,00 \$
Municipalité de Saint-Adrien-d'Irlande	7,00 \$
Municipalité de Saint-Agapit	49 916,00 \$
Municipalité de Saint-Aimé-des-Lacs	2 228,00 \$
Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	52,00 \$
Municipalité de Saint-Alban	1 407,00 \$
Municipalité de Saint-Albert	1 506,00 \$
Municipalité de Saint-Alexandre	5 415,00 \$
Municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska	16 151,00 \$
Municipalité de Saint-Alexis-de-Matapédia	2 695,00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse	2 921,00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse-de-Granby	5 563,00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez	3 748,00 \$
Municipalité de Saint-Amable	48 470,00 \$
Municipalité de Saint-Ambroise	8 117,00 \$
Municipalité de Saint-André	2 314,00 \$
Municipalité de Saint-André-Avellin	9 643,00 \$
Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil	4 756,00 \$
Municipalité de Saint-Anicet	2 075,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Anselme	56 383,00 \$
Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly	2 010,00 \$
Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu	5 904,00 \$
Municipalité de Saint-Apollinaire	6 932,00 \$
Municipalité de Saint-Armand	951,00 \$
Municipalité de Saint-Athanase	1 062,00 \$
Municipalité de Saint-Aubert	1 464,00 \$
Municipalité de Saint-Augustin	12 479,00 \$
Municipalité de Saint-Benjamin	1 525,00 \$
Municipalité de Saint-Benoît-Labre	2 319,00 \$
Municipalité de Saint-Bernard	4 356,00 \$
Municipalité de Saint-Bernard-de-Michaudville	759,00 \$
Municipalité de Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 776,00 \$
Municipalité de Saint-Bonaventure	899,00 \$
Municipalité de Saint-Boniface	10 202,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno	11 421,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues	3 276,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno-de-Kamouraska	864,00 \$
Municipalité de Saint-Calixte	17 981,00 \$
Municipalité de Saint-Casimir	6 398,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-Borromée	14 010,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Bellechasse	25 437,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Bourget	3 749,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-sur-Richelieu	1 747,00 \$
Municipalité de Saint-Chrysostome	5 944,00 \$
Municipalité de Saint-Claude	1 672,00 \$
Municipalité de Saint-Clet	1 766,00 \$
Municipalité de Saint-Côme-Linière	5 699,00 \$
Municipalité de Saint-Cuthbert	2 726,00 \$
Municipalité de Saint-Cyprien	3 956,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover	5 797,00 \$
Municipalité de Saint-Damase	5 881,00 \$
Municipalité de Saint-David	2 285,00 \$
Municipalité de Saint-David-de-Falardeau	2 058,00 \$
Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu	3 500,00 \$
Municipalité de Saint-Dominique	4 107,00 \$
Municipalité de Saint-Dominique-du-Rosaire	1 274,00 \$
Municipalité de Saint-Donat	5 895,00 \$
Municipalité de Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 576,00 \$
Municipalité de Sainte-Angèle-de-Méridi	3 264,00 \$
Municipalité de Sainte-Angèle-de-Monnoir	3 434,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle	1 503,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade	3 855,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	6 980,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-du-Lac	2 422,00 \$
Municipalité de Sainte-Auréli	1 172,00 \$
Municipalité de Sainte-Béatrix	2 311,00 \$
Municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville	4 591,00 \$
Municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval	8 810,00 \$
Municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley	1 673,00 \$
Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton	4 844,00 \$
Municipalité de Sainte-Cécile-de-Whitton	2 282,00 \$
Municipalité de Sainte-Claire	8 596,00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde	4 211,00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Beauce	2 287,00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton	2 480,00 \$
Municipalité de Sainte-Croix	48 010,00 \$
Municipalité de Saint-Edmond-les-Plaines	2 060,00 \$
Municipalité de Saint-Édouard	1 203,00 \$
Municipalité de Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 899,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Sainte-Eulalie	2 428,00 \$
Municipalité de Sainte-Félicité	6 811,00 \$
Municipalité de Sainte-Florence	985,00 \$
Municipalité de Sainte-Françoise	1 511,00 \$
Municipalité de Sainte-Germaine-Boulé	2 571,00 \$
Municipalité de Sainte-Gertrude-Manneville	2 267,00 \$
Municipalité de Sainte-Hedwidge	1 357,00 \$
Municipalité de Sainte-Hélène	3 316,00 \$
Municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot	2 237,00 \$
Municipalité de Sainte-Julienne	76 591,00 \$
Municipalité de Sainte-Justine	18 317,00 \$
Municipalité de Sainte-Justine-de-Newton	1 728,00 \$
Municipalité de Saint-Élie-de-Caxton	2 184,00 \$
Municipalité de Sainte-Luce	9 147,00 \$
Municipalité de Sainte-Lucie-de-Beauregard	6 317,00 \$
Municipalité de Saint-Elzéar	9 683,00 \$
Municipalité de Saint-Elzéar-de-Témiscouata	907,00 \$
Municipalité de Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 281,00 \$
Municipalité de Sainte-Marie-de-Blandford	1 104,00 \$
Municipalité de Sainte-Martine	7 384,00 \$
Municipalité de Sainte-Mélanie	3 509,00 \$
Municipalité de Sainte-Monique	8 230,00 \$
Municipalité de Sainte-Paule	1 145,00 \$
Municipalité de Sainte-Perpétue	3 628,00 \$
Municipalité de Saint-Éphrem-de-Beauce	6 505,00 \$
Municipalité de Saint-Épiphanie	2 711,00 \$
Municipalité de Sainte-Rita	3 903,00 \$
Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford	1 500,00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie	19 030,00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax	1 684,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Esprit	5 449,00 \$
Municipalité de Sainte-Thècle	6 898,00 \$
Municipalité de Sainte-Thérèse-de-Gaspé	6 210,00 \$
Municipalité de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	100,00 \$
Municipalité de Saint-Étienne-de-Beauharnois	1 723,00 \$
Municipalité de Saint-Eugène	737,00 \$
Municipalité de Saint-Eugène-d'Argentenay	3 168,00 \$
Municipalité de Saint-Eugène-de-Guigues	2 329,00 \$
Municipalité de Saint-Évariste-de-Forsyth	2 370,00 \$
Municipalité de Sainte-Victoire-de-Sorel	1 657,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Dalquier	2 301,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey	1 656,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	57 987,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	3 539,00 \$
Municipalité de Saint-Ferdinand	4 626,00 \$
Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges	4 036,00 \$
Municipalité de Saint-Flavien	1 494,00 \$
Municipalité de Saint-François-d'Assise	4 234,00 \$
Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	6 548,00 \$
Municipalité de Saint-François-de-Sales	8 671,00 \$
Municipalité de Saint-François-du-Lac	5 701,00 \$
Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Viger	1 363,00 \$
Municipalité de Saint-Fulgence	7 340,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Rimouski	4 378,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier	9 173,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-Lalemant	1 863,00 \$
Municipalité de Saint-Gédéon	4 275,00 \$
Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	5 801,00 \$
Municipalité de Saint-Georges-de-Clarenceville	2 381,00 \$
Municipalité de Saint-Georges-de-Windsor	2 214,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham	6 386,00 \$
Municipalité de Saint-Gervais	11 329,00 \$
Municipalité de Saint-Guillaume	2 268,00 \$
Municipalité de Saint-Henri	16 086,00 \$
Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon	2 351,00 \$
Municipalité de Saint-Hippolyte	15 273,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré	58 478,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré-de-Shenley	3 610,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré-de-Témiscouata	4 437,00 \$
Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	6 018,00 \$
Municipalité de Saint-Hugues	2 084,00 \$
Municipalité de Saint-Isidore	3 465,00 \$
Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton	2 421,00 \$
Municipalité de Saint-Jacques	42 178,00 \$
Municipalité de Saint-Jacques-de-Leeds	1 979,00 \$
Municipalité de Saint-Jacques-le-Mineur	2 447,00 \$
Municipalité de Saint-Janvier-de-Joly	1 485,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Baptiste	8 367,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu	8 384,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	6 175,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	7 316,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	3 751,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac	7 589,00 \$
Municipalité de Saint-Jude	2 241,00 \$
Municipalité de Saint-Just-de-Bretenières	2 686,00 \$
Municipalité de Saint-Juste-du-Lac	5 095,00 \$
Municipalité de Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	2 601,00 \$
Municipalité de Saint-Lazare-de-Bellechasse	3 706,00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston	34 338,00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf	1 605,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Liboire	3 908,00 \$
Municipalité de Saint-Louis	1 310,00 \$
Municipalité de Saint-Ludger	2 314,00 \$
Municipalité de Saint-Ludger-de-Milot	1 860,00 \$
Municipalité de Saint-Magloire	3 401,00 \$
Municipalité de Saint-Maio	1 586,00 \$
Municipalité de Saint-Marcel	2 142,00 \$
Municipalité de Saint-Marcel-de-Richelieu	2 188,00 \$
Municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu	4 053,00 \$
Municipalité de Saint-Mathias-sur-Richelieu	8 532,00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu	3 233,00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu-d'Harricana	668,00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc	1 312,00 \$
Municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis	19 822,00 \$
Municipalité de Saint-Médard	1 276,00 \$
Municipalité de Saint-Michel	2 359,00 \$
Municipalité de Saint-Michel-de-Bellechasse	12 403,00 \$
Municipalité de Saint-Michel-des-Saints	8 560,00 \$
Municipalité de Saint-Modeste	3 549,00 \$
Municipalité de Saint-Nazaire	9 087,00 \$
Municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska	2 520,00 \$
Municipalité de Saint-Onésime-d'Ixworth	1 345,00 \$
Municipalité de Saint-Pacôme	5 414,00 \$
Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage	4 720,00 \$
Municipalité de Saint-Paul	7 179,00 \$
Municipalité de Saint-Paul-d'Abbotsford	3 441,00 \$
Municipalité de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 132,00 \$
Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy	19 526,00 \$
Municipalité de Saint-Paulin	4 901,00 \$
Municipalité de Saint-Philippe	8 427,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Pierre-de-Broughton	2 635,00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets	30 166,00 \$
Municipalité de Saint-Placide	3 300,00 \$
Municipalité de Saint-Polycarpe	39 406,00 \$
Municipalité de Saint-Prime	10 519,00 \$
Municipalité de Saint-Prosper	46 474,00 \$
Municipalité de Saint-Raphaël	10 167,00 \$
Municipalité de Saint-René-de-Matane	7 648,00 \$
Municipalité de Saint-Robert	3 000,00 \$
Municipalité de Saint-Robert-Bellarmin	2 316,00 \$
Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	53 104,00 \$
Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu	2 039,00 \$
Municipalité de Saint-Romain	4 237,00 \$
Municipalité de Saint-Samuel	1 010,00 \$
Municipalité de Saint-Sébastien	3 849,00 \$
Municipalité de Saint-Siméon	5 710,00 \$
Municipalité de Saint-Simon	2 203,00 \$
Municipalité de Saint-Stanislas	3 082,00 \$
Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka	1 912,00 \$
Municipalité de Saint-Sylvère	1 637,00 \$
Municipalité de Saint-Sylvestre	3 966,00 \$
Municipalité de Saint-Théophile	1 680,00 \$
Municipalité de Saint-Thomas	3 691,00 \$
Municipalité de Saint-Thomas-Didyme	4 474,00 \$
Municipalité de Saint-Tite-des-Caps	6 469,00 \$
Municipalité de Saint-Ubalde	2 939,00 \$
Municipalité de Saint-Ulric	4 444,00 \$
Municipalité de Saint-Urbain-Premier	2 432,00 \$
Municipalité de Saint-Valère	2 109,00 \$
Municipalité de Saint-Valérien-de-Milton	3 938,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Vallier	2 614,00 \$
Municipalité de Saint-Vianney	202,00 \$
Municipalité de Saint-Victor	7 986,00 \$
Municipalité de Saint-Wenceslas	3 431,00 \$
Municipalité de Saint-Zacharie	3 968,00 \$
Municipalité de Saint-Zénon	1 325,00 \$
Municipalité de Saint-Zotique	23 577,00 \$
Municipalité de Sayabec	23 013,00 \$
Municipalité de Scott	4 872,00 \$
Municipalité de Shannon	14 419,00 \$
Municipalité de Shawville	24 652,00 \$
Municipalité de Shigawake	34,00 \$
Municipalité de Stoke	6 427,00 \$
Municipalité de Stornoway	1 625,00 \$
Municipalité de St-Télesphore	1 421,00 \$
Municipalité de Taschereau	3 025,00 \$
Municipalité de Terrasse-Vaudreuil	13 046,00 \$
Municipalité de Tingwick	2 632,00 \$
Municipalité de Tourville	1 156,00 \$
Municipalité de Val-Alain	2 267,00 \$
Municipalité de Val-Brillant	4 297,00 \$
Municipalité de Val-des-Monts	23 269,00 \$
Municipalité de Vallée-Jonction	4 580,00 \$
Municipalité de Val-Morin	17 240,00 \$
Municipalité de Verchères	9 024,00 \$
Municipalité de Villeroy	849,00 \$
Municipalité de Weedon	3 592,00 \$
Municipalité de Wickham	3 330,00 \$
Municipalité de Wotton	2 348,00 \$
Municipalité de Yamachiche	7 439,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Yamaska	3 449,00 \$
Municipalité d'East Broughton	9 176,00 \$
Municipalité d'East Hereford	691,00 \$
Municipalité d'Eastman	3 297,00 \$
Municipalité d'Entrelacs	865,00 \$
Municipalité des Bergeronnes	49 850,00 \$
Municipalité des Cèdres	15 588,00 \$
Municipalité des Coteaux	7 502,00 \$
Municipalité des Éboulements	2 229,00 \$
Municipalité des Escoumins	9 449,00 \$
Municipalité des Hauteurs	2 591,00 \$
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	187 011,00 \$
Municipalité des Méchins	5 803,00 \$
Municipalité d'Escuminac	2 127,00 \$
Municipalité d'Esprit-Saint	1 402,00 \$
Municipalité d'Henryville	2 961,00 \$
Municipalité d'Inverness	2 451,00 \$
Municipalité d'Oka	27 937,00 \$
Municipalité d'Ormstown	33 171,00 \$
Municipalité du village de la Guadeloupe	6 772,00 \$
Municipalité du Village de Price	8 126,00 \$
Municipalité du Village de Roxton Falls	6 356,00 \$
Municipalité d'Upton	2 777,00 \$
Municipalité Saint-Denis-de-Brompton	4 819,00 \$
Municipalité Saint-Pierre-de-l'Ile-d'Orléans	4 342,00 \$
Paroisse de Hérouxville	3 185,00 \$
Paroisse de La Durantaye	3 543,00 \$
Paroisse de La Rédemption	2 989,00 \$
Paroisse de Lac-aux-Sables	296,00 \$
Paroisse de L'Ascension-de-Notre-Seigneur	6 820,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	2 711,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes	1 535,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-des-Pins	2 738,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel	6 051,00 \$
Paroisse de Packington	4 317,00 \$
Paroisse de Parisville	941,00 \$
Paroisse de Plessisville	2 616,00 \$
Paroisse de Ragueneau	16 685,00 \$
Paroisse de Saint-Adelphe	4 604,00 \$
Paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	9 207,00 \$
Paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare	4 607,00 \$
Paroisse de Saint-Antonin	8 904,00 \$
Paroisse de Saint-Augustin	5 450,00 \$
Paroisse de Saint-Augustin-de-Woburn	2 539,00 \$
Paroisse de Saint-Barnabé	855,00 \$
Paroisse de Saint-Barthélemy	4 608,00 \$
Paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle	1 742,00 \$
Paroisse de Saint-Camille-de-Lellis	4 482,00 \$
Paroisse de Saint-Charles-Garnier	1 509,00 \$
Paroisse de Saint-Clément	1 497,00 \$
Paroisse de Saint-Côme	1 683,00 \$
Paroisse de Saint-Cyprien	2 051,00 \$
Paroisse de Saint-Cyrille-de-Lessard	2 204,00 \$
Paroisse de Saint-Damase	1 323,00 \$
Paroisse de Saint-Damien	2 406,00 \$
Paroisse de Saint-Denis	1 180,00 \$
Paroisse de Saint-Didace	938,00 \$
Paroisse de Saint-Donat	4 059,00 \$
Paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois	568,00 \$
Paroisse de Sainte-Apolline-de-Patton	2 531,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults	1 010,00 \$
Paroisse de Sainte-Cécile-de-Lévrard	234,00 \$
Paroisse de Sainte-Christine	1 361,00 \$
Paroisse de Saint-Édouard-de-Lotbinière	148,00 \$
Paroisse de Sainte-Françoise	1 826,00 \$
Paroisse de Sainte-Genève-de-Batiscan	26 774,00 \$
Paroisse de Sainte-Genève-de-Berthier	3 302,00 \$
Paroisse de Sainte-Hélène-de-Mancebourg	1 592,00 \$
Paroisse de Sainte-Hénédine	1 769,00 \$
Paroisse de Sainte-Irène	843,00 \$
Paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc	2 573,00 \$
Paroisse de Saint-Éloi	2 494,00 \$
Paroisse de Sainte-Louise	2 359,00 \$
Paroisse de Sainte-Marguerite	2 780,00 \$
Paroisse de Sainte-Marie-Salomé	1 740,00 \$
Paroisse de Sainte-Perpétue	1 763,00 \$
Paroisse de Sainte-Praxède	11,00 \$
Paroisse de Sainte-Rose-du-Nord	2 700,00 \$
Paroisse de Sainte-Sophie-de-Lévrard	2 844,00 \$
Paroisse de Saint-Eugène-de-Ladrière	848,00 \$
Paroisse de Saint-Eusèbe	2 317,00 \$
Paroisse de Saint-Fabien	5 077,00 \$
Paroisse de Saint-Fabien-de-Panet	2 764,00 \$
Paroisse de Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 725,00 \$
Paroisse de Saint-Frédéric	2 722,00 \$
Paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon	13 210,00 \$
Paroisse de Saint-Gilles	5 896,00 \$
Paroisse de Saint-Hilarion	3 169,00 \$
Paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola	1 102,00 \$
Paroisse de Saint-Irénée	2 025,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	7,00 \$
Paroisse de Saint-Joachim	3 012,00 \$
Paroisse de Saint-Joachim-de-Shefford	1 836,00 \$
Paroisse de Saint-Joseph-de-Kamouraska	1 265,00 \$
Paroisse de Saint-Justin	3 173,00 \$
Paroisse de Saint-Lambert-de-Lauzon	8 500,00 \$
Paroisse de Saint-Léandre	2 462,00 \$
Paroisse de Saint-Léon-le-Grand	6 959,00 \$
Paroisse de Saint-Liguori	2 170,00 \$
Paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague	3 480,00 \$
Paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!	5 852,00 \$
Paroisse de Saint-Majorique-de-Grantham	4 069,00 \$
Paroisse de Saint-Malachie	2 555,00 \$
Paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long	1 984,00 \$
Paroisse de Saint-Martin	49 174,00 \$
Paroisse de Saint-Mathieu-de-Rioux	1 201,00 \$
Paroisse de Saint-Maurice	4 542,00 \$
Paroisse de Saint-Michel-du-Squatec	37 923,00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse	3 910,00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage	2 002,00 \$
Paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton	2 226,00 \$
Paroisse de Saint-Nérée	4 638,00 \$
Paroisse de Saint-Norbert	1 158,00 \$
Paroisse de Saint-Octave-de-Métis	1 589,00 \$
Paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne	3 982,00 \$
Paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington	3 772,00 \$
Paroisse de Saint-Paul-de-la-Croix	1 504,00 \$
Paroisse de Saint-Philémon	2 667,00 \$
Paroisse de Saint-Philippe-de-Néri	2 445,00 \$
Paroisse de Saint-Pierre-Baptiste	2 934,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	5 308,00 \$
Paroisse de Saint-Roch-des-Aulnaies	1 857,00 \$
Paroisse de Saint-Rosaire	1 164,00 \$
Paroisse de Saints-Anges	2 330,00 \$
Paroisse de Saint-Siméon	4 266,00 \$
Paroisse de Saint-Simon	2 437,00 \$
Paroisse de Saint-Tharcisius	2 443,00 \$
Paroisse de Saint-Théodore-d'Acton	1 728,00 \$
Paroisse de Saint-Urbain	4 402,00 \$
Paroisse de Saint-Valérien	1 629,00 \$
Paroisse de Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	1 054,00 \$
Village d'Ayer's Cliff	16 351,00 \$
Village de Baie-Trinité	11 100,00 \$
Village de Fort-Coulonge	22 821,00 \$
Village de Godbout	3 618,00 \$
Village de Grenville	13 625,00 \$
Village de Hébertville-Station	5 579,00 \$
Village de Hemmingford	6 045,00 \$
Village de Laurier-Station	8 257,00 \$
Village de Lawrenceville	832,00 \$
Village de Marsoui	9 750,00 \$
Village de Massueville	3 107,00 \$
Village de North Hatley	3 059,00 \$
Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	2 966,00 \$
Village de Pointe-aux-Outardes	7 713,00 \$
Village de Pointe-Lebel	14 454,00 \$
Village de Saint-Alexis	2 744,00 \$
Village de Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	7 236,00 \$
Village de Saint-Célestin	4 583,00 \$
Village de Sainte-Jeanne-d'Arc	3 233,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Village de Sainte-Madeleine	8 164,00 \$
Village de Saint-Noël	2 956,00 \$
Village de Senneville (Ville de Montréal - arrondissement)	278 013,00 \$
Village de Tadoussac	10 687,00 \$
Village de Tring-Jonction	3 618,00 \$
Village de Val-David	9 568,00 \$
Ville d'Acton Vale	68 994,00 \$
Ville d'Alma	593 230,00 \$
Ville d'Amos	208 254,00 \$
Ville d'Amqui	130 636,00 \$
Ville d'Asbestos	58 908,00 \$
Ville de Baie-Comeau	555 803,00 \$
Ville de Baie-D'Urfé	37 465,00 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	61 402,00 \$
Ville de Beaconsfield	200 039,00 \$
Ville de Beauceville	68 707,00 \$
Ville de Beauharnois	93 674,00 \$
Ville de Beaufort	39 066,00 \$
Ville de Bécancour	20 912,00 \$
Ville de Bedford	30 453,00 \$
Ville de Belleterre	1 726,00 \$
Ville de Beloeil	134 142,00 \$
Ville de Berthierville	86 458,00 \$
Ville de Blainville	229 728,00 \$
Ville de Boisbriand	193 734,00 \$
Ville de Bois-des-Filion	49 458,00 \$
Ville de Bonaventure	61 388,00 \$
Ville de Boucherville	166 185,00 \$
Ville de Bromont	19 124,00 \$
Ville de Brossard	264 192,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Brownsburg-Chatham	11 009,00 \$
Ville de Candiac	67 277,00 \$
Ville de Cap-Chat	18 858,00 \$
Ville de Cap-Santé	8 067,00 \$
Ville de Carignan	10 367,00 \$
Ville de Carleton-sur-Mer	95 945,00 \$
Ville de Causapscal	50 382,00 \$
Ville de Chambly	94 308,00 \$
Ville de Chandler	100 420,00 \$
Ville de Chapais	102 373,00 \$
Ville de Charlemagne	13 388,00 \$
Ville de Châteauguay	441 686,00 \$
Ville de Château-Richer	9 920,00 \$
Ville de Chibougamau	183 848,00 \$
Ville de Clermont	11 058,00 \$
Ville de Coaticook	102 509,00 \$
Ville de Contrecoeur	7 546,00 \$
Ville de Cookshire-Eaton	9 871,00 \$
Ville de Coteau-du-Lac	17 138,00 \$
Ville de Côte-Saint-Luc	264 713,00 \$
Ville de Cowansville	185 729,00 \$
Ville de Danville	9 271,00 \$
Ville de Daveluyville	21 564,00 \$
Ville de Dégelis	75 050,00 \$
Ville de Delson	38 335,00 \$
Ville de Desbiens	4 279,00 \$
Ville de Deux-Montagnes	148 578,00 \$
Ville de Disraeli	60 565,00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	251 059,00 \$
Ville de Doliard-des-Ormeaux	274 440,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Donnacona	119 602,00 \$
Ville de Dorval	196 911,00 \$
Ville de Drummondville	626 493,00 \$
Ville de Dunham	4 440,00 \$
Ville de Duparquet	2 835,00 \$
Ville de Farnham	61 112,00 \$
Ville de Fermont	45 115,00 \$
Ville de Forestville	52 508,00 \$
Ville de Gaspé	449 551,00 \$
Ville de Gatineau	4 483 878,00 \$
Ville de Gracefield	12 706,00 \$
Ville de Granby	412 707,00 \$
Ville de Grande-Rivière	182 983,00 \$
Ville de Hampstead	34 723,00 \$
Ville de Hudson	29 549,00 \$
Ville de Huntingdon	50 064,00 \$
Ville de Joliette	670 764,00 \$
Ville de Kingsey Falls	6 521,00 \$
Ville de Kirkland	62 291,00 \$
Ville de La Malbaie	162 871,00 \$
Ville de La Pocatière	498 963,00 \$
Ville de La Prairie	201 813,00 \$
Ville de La Sarre	165 247,00 \$
Ville de La Tuque	157 118,00 \$
Ville de Lac-Brome	13 332,00 \$
Ville de Lachute	190 862,00 \$
Ville de Lac-Mégantic	118 735,00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	112 945,00 \$
Ville de L'Assomption	510 637,00 \$
Ville de Laval	3 755 092,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Lavaltrie	75 915,00 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	64 520,00 \$
Ville de L'Épiphanie	22 651,00 \$
Ville de Léry	339,00 \$
Ville de Lévis	2 011 962,00 \$
Ville de L'Île-Perrot	63 872,00 \$
Ville de Longueuil	4 834 614,00 \$
Ville de Lorraine	39 075,00 \$
Ville de Louiseville	91 685,00 \$
Ville de Macamic	21 181,00 \$
Ville de Magog	122 505,00 \$
Ville de Malartic	110 568,00 \$
Ville de Maniwaki	127 813,00 \$
Ville de Marieville	64 559,00 \$
Ville de Mascouche	233 514,00 \$
Ville de Matagami	55 594,00 \$
Ville de Matane	557 836,00 \$
Ville de Mercier	28 685,00 \$
Ville de Métabetchouan - Lac-à-la-Croix	51 620,00 \$
Ville de Métis-sur-Mer	3 552,00 \$
Ville de Mirabel	124 533,00 \$
Ville de Mont-Joli	147 402,00 \$
Ville de Mont-Laurier	177 277,00 \$
Ville de Montmagny	182 581,00 \$
Ville de Montréal	64 426 241,00 \$
Ville de Montréal-Ouest	77 652,00 \$
Ville de Mont-Royal	174 506,00 \$
Ville de Mont-Saint-Hilaire	156 599,00 \$
Ville de Mont-Tremblant	35 972,00 \$
Ville de Mont-Tremblant (Agglomération)	26 368,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Murdochville	6 273,00 \$
Ville de Neuville	9 608,00 \$
Ville de New Richmond	26 495,00 \$
Ville de Nicolet	163 610,00 \$
Ville de Normandin	64 946,00 \$
Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	13 392,00 \$
Ville de Notre-Dame-des-Prairies	11 826,00 \$
Ville de Paspébiac	56 577,00 \$
Ville de Percé	25 214,00 \$
Ville de Pincourt	107 215,00 \$
Ville de Plessisville	101 552,00 \$
Ville de Pohénégamook	68 892,00 \$
Ville de Pointe-Claire	298 564,00 \$
Ville de Pont-Rouge	29 815,00 \$
Ville de Port-Cartier	91 980,00 \$
Ville de Portneuf	7 521,00 \$
Ville de Prévost	27 786,00 \$
Ville de Princeville	24 889,00 \$
Ville de Québec	23 245 823,00 \$
Ville de Repentigny	641 921,00 \$
Ville de Richelieu	7 839,00 \$
Ville de Richmond	56 221,00 \$
Ville de Rimouski	1 995 020,00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	692 082,00 \$
Ville de Rivière-Rouge	19 777,00 \$
Ville de Roberval	212 467,00 \$
Ville de Rosemère	137 635,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	1 086 902,00 \$
Ville de Saguenay	4 316 893,00 \$
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures	865 912,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Saint-Basile	3 944,00 \$
Ville de Saint-Basile-le-Grand	35 650,00 \$
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	224 165,00 \$
Ville de Saint-Césaire	38 234,00 \$
Ville de Saint-Colomban	40 593,00 \$
Ville de Saint-Constant	110 648,00 \$
Ville de Sainte-Adèle	62 058,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	114 315,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts (Agglomération)	47 194,00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Beaupré	4 083,00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	1 481 968,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts	87 931,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	83 140,00 \$
Ville de Sainte-Catherine	96 210,00 \$
Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	59 192,00 \$
Ville de Sainte-Julie	179 870,00 \$
Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	5 664,00 \$
Ville de Sainte-Marie	102 439,00 \$
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	71 357,00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	971 661,00 \$
Ville de Saint-Eustache	140 521,00 \$
Ville de Saint-Félicien	415 655,00 \$
Ville de Saint-Gabriel	14 492,00 \$
Ville de Saint-Georges	717 942,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	1 961 333,00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	860 235,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	1 245 863,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	62 468,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Sorel	7 802,00 \$
Ville de Saint-Lambert	514 856,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Saint-Lazare	71 772,00 \$
Ville de Saint-Lin-Laurentides	62 531,00 \$
Ville de Saint-Marc-des-Carrières	43 117,00 \$
Ville de Saint-Ours	4 093,00 \$
Ville de Saint-Pamphile	43 798,00 \$
Ville de Saint-Pascal	83 919,00 \$
Ville de Saint-Pie	13 589,00 \$
Ville de Saint-Raymond	54 481,00 \$
Ville de Saint-Rémi	24 651,00 \$
Ville de Saint-Sauveur	8 933,00 \$
Ville de Saint-Tite	45 237,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	792 927,00 \$
Ville de Schefferville	8 144,00 \$
Ville de Scotstown	2 251,00 \$
Ville de Senneterre	55 818,00 \$
Ville de Sept-Iles	390 919,00 \$
Ville de Shawinigan	824 851,00 \$
Ville de Sherbrooke	7 913 298,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	521 355,00 \$
Ville de Stanstead	66 102,00 \$
Ville de Sutton	5 355,00 \$
Ville de Témiscaming	29 506,00 \$
Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	96 891,00 \$
Ville de Terrebonne	1 013 169,00 \$
Ville de Thetford Mines	768 635,00 \$
Ville de Thurso	12 050,00 \$
Ville de Trois-Pistoles	105 066,00 \$
Ville de Trois-Rivières	4 991 763,00 \$
Ville de Valcourt	25 108,00 \$
Ville de Val-d'Or	412 642,00 \$

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Varennes	241 254,00 \$
Ville de Vaudreuil-Dorion	224 464,00 \$
Ville de Victoriaville	993 460,00 \$
Ville de Ville-Marie	19 191,00 \$
Ville de Warwick	39 766,00 \$
Ville de Waterloo	51 904,00 \$
Ville de Waterville	35 617,00 \$
Ville de Westmount	1 850 023,00 \$
Ville de Windsor	80 026,00 \$
Ville d'East Angus	69 958,00 \$
Ville d'Otterburn Park	17 720,00 \$
Total au 30 novembre 2012	164 730 355,00 \$

PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES À L'ÉGARD DES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2012-2013

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Canton d'Amherst	356,00 \$
Canton de Cloridorme	1 716,00 \$
Canton de Godmanchester	899,00 \$
Canton de Potton	421,00 \$
Canton de Ristigouche-Partie-Sud-Est	246,00 \$
Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton	469,00 \$
Canton de Shefford	16 866,00 \$
Canton de Stratford	691,00 \$
Canton d'Orford	53 560,00 \$
Cantons-Unis de Stoneham-et-Tewkesbury	29 805,00 \$
M.R.C. d'Antoine-Labelle	42 951,00 \$
M.R.C. de Charlevoix	11 598,00 \$
M.R.C. de Charlevoix-Est	2 548,00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Beaupré	1 573,00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Gaspé	413,00 \$
M.R.C. de La Haute-Côte-Nord	1 833,00 \$
M.R.C. de La Haute-Gaspésie	42 690,00 \$
M.R.C. de La Jacques-Cartier	10 631,00 \$
M.R.C. de La Matapédia	727,00 \$
M.R.C. de La Vallée-de-la-Gatineau	6 743,00 \$
M.R.C. de Manicouagan	265,00 \$
M.R.C. de Matane	245,00 \$
M.R.C. de Matawinie	19 554,00 \$
M.R.C. de Pontiac	2 094,00 \$
M.R.C. de Portneuf	7 930,00 \$
M.R.C. de Témiscamingue	4 219,00 \$
M.R.C. du Fjord-du-Saguenay	8 482,00 \$

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité d'Ascot Corner	1 751,00 \$
Municipalité d'Aston-Jonction	339,00 \$
Municipalité d'Austin	83,00 \$
Municipalité de Baie-du-Febvre	54,00 \$
Municipalité de Baie-James	68 719,00 \$
Municipalité de Bégin	425,00 \$
Municipalité de Blanc-Sablon	4 560,00 \$
Municipalité de Bolton-Ouest	66,00 \$
Municipalité de Bonne-Espérance	226,00 \$
Municipalité de Brigham	278,00 \$
Municipalité de Cacouna	987,00 \$
Municipalité de Caplan	923,00 \$
Municipalité de Cap-Saint-Ignace	2 371,00 \$
Municipalité de Chambord	422,00 \$
Municipalité de Champlain	2 081,00 \$
Municipalité de Chelsea	16 324,00 \$
Municipalité de Deschambault-Grondines	38 371,00 \$
Municipalité de Ferme-Neuve	2 003,00 \$
Municipalité de Grande-Vallée	219,00 \$
Municipalité de Gros-Mécatina	8 483,00 \$
Municipalité de Havre-Saint-Pierre	7 571,00 \$
Municipalité de la paroisse de la Doré	540,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard	181,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	54,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès	141,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon	31,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski	4 499,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Séverin	54,00 \$
Municipalité de La Patrie	1 562,00 \$

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de La Pêche	1 519,00 \$
Municipalité de Lac-au-Saumon	85,00 \$
Municipalité de Lac-des-Écorces	10 125,00 \$
Municipalité de Lac-Échemin	997,00 \$
Municipalité de Lac-Supérieur	15 129,00 \$
Municipalité de L'Ange-Gardien	716,00 \$
Municipalité de L'Anse-Saint-Jean	1 314,00 \$
Municipalité de L'Ascension	1 777,00 \$
Municipalité de L'Avenir	405,00 \$
Municipalité de L'Île-d'Anticosti	84 027,00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Coudres	1 399,00 \$
Municipalité de L'Islet	1 827,00 \$
Municipalité de L'Isle-Verte	3 633,00 \$
Municipalité de Longue-Rive	4 633,00 \$
Municipalité de Maria	156,00 \$
Municipalité de Maskinongé	10 564,00 \$
Municipalité de Matapédia	1 684,00 \$
Municipalité de Morin-Heights	493,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain	1 065,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Bois	1 108,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Laus	2 275,00 \$
Municipalité de Nouvelle	60 987,00 \$
Municipalité de Papineauville	1 328,00 \$
Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François	2 170,00 \$
Municipalité de Petit-Saguenay	3 201,00 \$
Municipalité de Plaisance	31 144,00 \$
Municipalité de Pointe-à-la-Croix	4 303,00 \$
Municipalité de Pontiac	1 259,00 \$
Municipalité de Port-Daniel-Gascons	310,00 \$

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Rapide-Danseur	536,00 \$
Municipalité de Rigaud	1 182,00 \$
Municipalité de Rivière-à-Pierre	1 311,00 \$
Municipalité de Rivière-au-Tonnerre	2 214,00 \$
Municipalité de Rivière-Éternité	30 761,00 \$
Municipalité de Roxton Pond	134 241,00 \$
Municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska	223,00 \$
Municipalité de Saint-Alexis-de-Matapédia	27,00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse de-Granby	282,00 \$
Municipalité de Saint-Ambroise	41,00 \$
Municipalité de Saint-André	149,00 \$
Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil	90,00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	501,00 \$
Municipalité de Saint-Benjamin	1 638,00 \$
Municipalité de Saint-Boniface	563,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues	26 176,00 \$
Municipalité de Saint-Célestin	3 235,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-Borromée	127,00 \$
Municipalité de Saint-Cyprien	44,00 \$
Municipalité de Saint-Cyprien-de-Napierville	2 392,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade	1 870,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	405,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-du-Lac	1 522,00 \$
Municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville	313,00 \$
Municipalité de Sainte-Eulalie	4 070,00 \$
Municipalité de Sainte-Hedwidge	937,00 \$
Municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot	930,00 \$
Municipalité de Saint-Élie-de-Caxton	76,00 \$
Municipalité de Sainte-Luce	18 017,00 \$

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	2 435,00 \$
Municipalité de Sainte-Perpétue	453,00 \$
Municipalité de Saint-Épiphanie	91,00 \$
Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford	919,00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie	47,00 \$
Municipalité de Sainte-Thérèse-de-Gaspé	124,00 \$
Municipalité de Saint-Étienne-de-Beauharnois	42,00 \$
Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	23 083,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	1 695,00 \$
Municipalité de Saint-Ferdinand	179,00 \$
Municipalité de Saint-François-du-Lac	1 812,00 \$
Municipalité de Saint-Fulgence	366,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier	363,00 \$
Municipalité de Saint-Guillaume	447,00 \$
Municipalité de Saint-Henri	625,00 \$
Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon	14 412,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré	106 367,00 \$
Municipalité de Saint-Hugues	691,00 \$
Municipalité de Saint-Isidore	2 300,00 \$
Municipalité de Saint-Jacques	78,00 \$
Municipalité de Saint-Jacques-le-Mineur	303,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	1 229,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-des-Érables	734,00 \$
Municipalité de Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	209,00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston	235,00 \$
Municipalité de Saint-Luc-de-Vincennes	683,00 \$
Municipalité de Saint-Ludger-de-Milot	1 756,00 \$
Municipalité de Saint-Mathias-sur-Richelieu	549,00 \$
Municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis	23 664,00 \$

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Michel	1 311,00 \$
Municipalité de Saint-Michel-de-Bellechasse	13 988,00 \$
Municipalité de Saint-Michel-des-Saints	1 125,00 \$
Municipalité de Saint-Modeste	83 355,00 \$
Municipalité de Saint-Pacôme	619,00 \$
Municipalité de Saint-Paul	185,00 \$
Municipalité de Saint-Prime	92,00 \$
Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu	181,00 \$
Municipalité de Saint-Roch-Ouest	1 083,00 \$
Municipalité de Saint-Siméon	5 067,00 \$
Municipalité de Saint-Simon	102,00 \$
Municipalité de Saint-Stanislas	111,00 \$
Municipalité de Saint-Théophile	1 614,00 \$
Municipalité de Saint-Thomas	386,00 \$
Municipalité de Saint-Ubalde	46,00 \$
Municipalité de Scott	4 142,00 \$
Municipalité de Taschereau	4 385,00 \$
Municipalité de Trois-Rives	1 341,00 \$
Municipalité de Val-Brillant	836,00 \$
Municipalité de Val-des-Monts	1 946,00 \$
Municipalité de Verchères	91,00 \$
Municipalité de Weedon	7 694,00 \$
Municipalité de Yamachiche	498,00 \$
Municipalité d'East Farnham	142,00 \$
Municipalité d'East Hereford	51,00 \$
Municipalité des Cèdres	6 458,00 \$
Municipalité des Éboulements	2 749,00 \$
Municipalité des Escoumins	2 733,00 \$
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	2 647,00 \$

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité d'Escuminac	255,00 \$
Municipalité d'Inverness	1 890,00 \$
Municipalité d'Oka	80 249,00 \$
Municipalité d'Ormstown	1 617,00 \$
Municipalité du Village de Price	119,00 \$
Municipalité Rapides-des-Joachims	1 709,00 \$
Paroisse de Lac-aux-Sables	4 249,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	313,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-des-Pins	1 321,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	21,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel	2 135,00 \$
Paroisse de Ragueneau	213,00 \$
Paroisse de Sacré-Coeur-de-Jésus	508,00 \$
Paroisse de Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	4 067,00 \$
Paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle	597,00 \$
Paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière	69,00 \$
Paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults	82,00 \$
Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier	53 841,00 \$
Paroisse de Sainte-Hénédine	1 312,00 \$
Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine	2 267,00 \$
Paroisse de Sainte-Praxède	15 542,00 \$
Paroisse de Saint-Eugène-de-Ladrière	7 149,00 \$
Paroisse de Saint-Eusèbe	141,00 \$
Paroisse de Saint-Frédéric	1 020,00 \$
Paroisse de Saint-Joachim-de-Shefford	3 032,00 \$
Paroisse de Saint-Lambert-de-Lauzon	9 009,00 \$
Paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 026,00 \$
Paroisse de Saint-Marcellin	886,00 \$
Paroisse de Saint-Philippe-de-Néri	9 469,00 \$

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Saints-Anges	4,00 \$
Paroisse de Saint-Siméon	127,00 \$
Village d'Angliers	12 654,00 \$
Village de Chute-aux-Outardes	1 119,00 \$
Village de Godbout	172,00 \$
Village de Grandes-Piles	22 876,00 \$
Village de Mont-Saint-Pierre	522,00 \$
Village de Pointe-aux-Outardes	42 338,00 \$
Village de Pointe-Fortune	529,00 \$
Village de Tadoussac	46 260,00 \$
Village de Tring-Jonction	6 261,00 \$
Village nordique d'Akulivik	264 592,00 \$
Village nordique d'Aupaluk	153 018,00 \$
Village nordique de Kangiqsualujjuaq	332 922,00 \$
Village nordique de Kangiqsujauq	364 871,00 \$
Village nordique de Kangirsuk	285 264,00 \$
Village nordique de Kuujjuaq	2 189 574,00 \$
Village nordique de Kuujjuarapik	321 407,00 \$
Village nordique de Puvirnituq	909 397,00 \$
Village nordique de Quaqtaq	221 028,00 \$
Village nordique de Salluit	711 100,00 \$
Village nordique de Tasiujaq	189 755,00 \$
Village nordique d'Inukjuak	780 228,00 \$
Village nordique d'Ivujivik	189 831,00 \$
Village nordique d'Umiujaq	244 608,00 \$
Ville d'Acton Vale	1 195,00 \$
Ville d'Alma	585,00 \$
Ville d'Amos	1 041,00 \$
Ville d'Amqui	629,00 \$

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Baie-Comeau	8 425,00 \$
Ville de Baie-D'Urfé	7 604,00 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	1 740,00 \$
Ville de Beaconsfield	682,00 \$
Ville de Beauceville	2 841,00 \$
Ville de Beauharnois	13 227,00 \$
Ville de Beaupré	5 867,00 \$
Ville de Bécancour	6 600,00 \$
Ville de Beloeil	279,00 \$
Ville de Berthierville	1 128,00 \$
Ville de Boisbriand	2 717,00 \$
Ville de Bonaventure	36 872,00 \$
Ville de Boucherville	128 367,00 \$
Ville de Brossard	111 502,00 \$
Ville de Candiac	1 449,00 \$
Ville de Cap-Chat	66,00 \$
Ville de Carignan	788,00 \$
Ville de Carleton-sur-Mer	1 957,00 \$
Ville de Causapscal	904,00 \$
Ville de Chambly	1 494,00 \$
Ville de Chandler	10 103,00 \$
Ville de Charlemagne	1 465,00 \$
Ville de Châteauguay	25 471,00 \$
Ville de Château-Richer	2 603,00 \$
Ville de Chibougamau	17 339,00 \$
Ville de Clermont	3 061,00 \$
Ville de Coaticook	56 022,00 \$
Ville de Contrecoeur	110,00 \$
Ville de Cookshire-Eaton	141,00 \$

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Dégelis	21 799,00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	469,00 \$
Ville de Dorval	188 730,00 \$
Ville de Drummondville	621,00 \$
Ville de Farnham	699,00 \$
Ville de Gaspé	58 262,00 \$
Ville de Gatineau	73 708,00 \$
Ville de Gracefield	806,00 \$
Ville de Granby	1 432,00 \$
Ville de Grande-Rivière	35 471,00 \$
Ville de Joliette	123 966,00 \$
Ville de Kingsey Falls	95,00 \$
Ville de La Malbaie	1 236,00 \$
Ville de La Pocatière	6 152,00 \$
Ville de La Tuque	5 430,00 \$
Ville de Lachute	995,00 \$
Ville de Lac-Mégantic	2 127,00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	1 172,00 \$
Ville de L'Assomption	444,00 \$
Ville de Laval	126 062,00 \$
Ville de Lavaltrie	160,00 \$
Ville de Léry	1 309,00 \$
Ville de Lévis	250 725,00 \$
Ville de L'Île-Perrot	29 001,00 \$
Ville de Longueuil	17 148,00 \$
Ville de Louiseville	850,00 \$
Ville de Macamic	982,00 \$
Ville de Magog	872,00 \$
Ville de Maniwaki	361,00 \$

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Marieville	1 097,00 \$
Ville de Mascouche	1 210,00 \$
Ville de Matagami	85 398,00 \$
Ville de Matane	104 384,00 \$
Ville de Mercier	10 524,00 \$
Ville de Mirabel	16 338,00 \$
Ville de Mont-Joli	4 528,00 \$
Ville de Mont-Laurier	7 603,00 \$
Ville de Montmagny	2 628,00 \$
Ville de Montréal	9 467 962,00 \$
Ville de Montréal-Ouest	867,00 \$
Ville de Mont-Saint-Hilaire	7 088,00 \$
Ville de Mont-Tremblant	1 273,00 \$
Ville de Mont-Tremblant (Agglomération)	993,00 \$
Ville de New Richmond	6 494,00 \$
Ville de Nicolet	893 435,00 \$
Ville de Normandin	24 702,00 \$
Ville de Paspébiac	1 667,00 \$
Ville de Percé	83 388,00 \$
Ville de Pincourt	1 919,00 \$
Ville de Pohénégamook	82,00 \$
Ville de Pointe-Claire	1 245,00 \$
Ville de Port-Cartier	24,00 \$
Ville de Portneuf	211,00 \$
Ville de Prévost	4 933,00 \$
Ville de Princeville	623,00 \$
Ville de Québec	4 452 052,00 \$
Ville de Repentigny	2 618,00 \$
Ville de Richelieu	351,00 \$

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Richmond	465,00 \$
Ville de Rimouski	85 134,00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	4 026,00 \$
Ville de Rivière-Rouge	4 395,00 \$
Ville de Rosemère	579,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	18 122,00 \$
Ville de Saguenay	45 675,00 \$
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures	23 445,00 \$
Ville de Saint-Basile	589,00 \$
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	18 034,00 \$
Ville de Sainte-Adèle	3 330,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	657,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts (Agglomération)	188,00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Beaupré	4 781,00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	104 981,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts	8 063,00 \$
Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	3 906,00 \$
Ville de Sainte-Julie	152,00 \$
Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	1 279,00 \$
Ville de Saint-Eustache	569,00 \$
Ville de Saint-Georges	11 808,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	739 536,00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	16 378,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	1 063,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	3 155,00 \$
Ville de Saint-Lin-Laurentides	587,00 \$
Ville de Saint-Pie	337,00 \$
Ville de Saint-Raymond	7 684,00 \$
Ville de Saint-Sauveur	356,00 \$

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	8 797,00 \$
Ville de Senneterre	2 335,00 \$
Ville de Sept-Iles	21 393,00 \$
Ville de Shawinigan	6 070,00 \$
Ville de Sherbrooke	40 743,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	8 152,00 \$
Ville de Stanstead	214,00 \$
Ville de Témiscaming	76,00 \$
Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	35 888,00 \$
Ville de Terrebonne	7 224,00 \$
Ville de Thetford Mines	18 175,00 \$
Ville de Trois-Rivières	47 904,00 \$
Ville de Val-d'Or	7 957,00 \$
Ville de Varennes	429,00 \$
Ville de Vaudreuil-Dorion	24 436,00 \$
Ville de Victoriaville	11 567,00 \$
Ville de Ville-Marie	574,00 \$
Ville de Warwick	680,00 \$
Ville de Waterloo	2 758,00 \$
Ville de Westmount	50 286,00 \$
Total au 30 novembre 2012	26 737 710,00 \$

PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES À L'ÉGARD DES IMMEUBLES DES GOUVERNEMENTS DES AUTRES
PROVINCES ET DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS
EXERCICE FINANCIER 2012-2013

D

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal	200 246,00 \$
Commission scolaire des Découvreurs	1 425,00 \$
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	15 162,00 \$
Ville de Beaconsfield	12 108,00 \$
Ville de Gatineau	93 233,00 \$
Ville de Montréal	2 286 354,00 \$
Ville de Mont-Royal	12 196,00 \$
Ville de Québec	184 499,00 \$
Ville de Westmount	108 828,00 \$
Total au 30 novembre 2012	2 914 051,00 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 46

Pour 2012-2013, sommes allouées et détaillées dans le cadre du Programme d'aide au fonctionnement des MRC, prévisions pour 2013-2014.

Les sommes allouées dans le cadre du programme d'aide aux municipalités régionales de comté (MRC) sont de 9 115 425 \$ pour l'année financière 2012-2013.

Pour l'exercice financier 2013-2014, les sommes prévues pour ce programme d'aide sont de 9 115 425 \$.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 47

Liste des municipalités et/ou MRC qui ont adopté un budget spécial pour l'année financière 2012 et les dépenses totales prévues pour chacun de ces budgets spéciaux.

En 2012, la Municipalité de Léry a modifié son budget. Les dépenses supplémentaires prévues sont de l'ordre de 510 000 \$.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 48

Sommes engagées en 2012-2013 pour promouvoir la démocratie municipale et prévisions des sommes pour 2013-2014.
 Préciser les moyens mis de l'avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes.

Nom	Sommes engagées 2012-2013 (30 novembre 2012)	Moyens
Stratégie des Élections municipales 2013	0 \$	Depuis 2005, le Ministère diffuse, dans son site Internet, les candidatures et les résultats électoraux pour toutes les municipalités en élection. Les données recueillies permettent d'effectuer un suivi sur certains indicateurs (nombre de candidats et d'élus sans opposition, participation électorale) et de dresser différents portraits statistiques (des candidats et des élus). Les données peuvent également être transmises aux médias qui souhaitent les diffuser dans Internet ou à la télévision.
Stratégie de communication-Élections municipales 2013	4 340 \$	<p>Entrevues téléphoniques auprès d'élus municipaux – SOM</p> <p>En prévision des élections municipales qui auront lieu le 3 novembre 2013, le Ministère a réalisé une stratégie de communication visant à promouvoir les mises en candidature. Pour ce faire, plusieurs moyens seront déployés tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Étude qualitative (pré-test) • Événements en partenariat • Lancement médiatique • Placement publicitaire • Web <ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour du site Internet - Manchettes Intranet - Médias sociaux - Capsules web • Mise à jour de documents d'information • Relations publiques

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 48

Sommes engagées en 2012-2013 pour promouvoir la démocratie municipale et prévisions des sommes pour 2013-2014.
Préciser les moyens mis de l'avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes.

Nom	Sommes engagées 2012-2013 (30 novembre 2012)	Moyens
Table jeunes et démocratie municipale	200 \$	<p>Le Ministère a créé la Table jeunes et démocratie municipale au cours de l'été 2011. Elle a pour objectif de favoriser la cohésion et la mise en commun des actions et le partage d'expériences de différents partenaires nationaux du milieu municipal et de la jeunesse.</p> <p>Le Ministère et le Secrétariat à la jeunesse coprésident cette table composée également du Directeur général des élections du Québec, de la FQM, de l'UMQ, des villes de Montréal et de Québec, de la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec et de Place aux jeunes en région.</p> <p>Un budget de fonctionnement de 2 000 \$ est prévu ainsi qu'un montant de 10 000 \$ pour financer la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec afin qu'elle réalise un guide à l'intention des forums jeunesse dans le cadre des élections municipales de 2013. Ce guide les aidera à établir une stratégie et à entreprendre des initiatives afin d'encourager et d'augmenter chez les jeunes la participation électorale, l'émergence de candidatures, l'éducation et le développement de l'expertise en matière électorale.</p>
Programme d'aide financière concernant les projets régionaux en égalité (femmes et politique municipale)	19 990 \$	<p>Une somme de 2 000 \$ par territoire de CRÉ, à l'exception de l'Administration régionale Kativik et Crie, est disponible annuellement dans ce programme.</p> <p>Cette somme permet de soutenir les activités organisées par les groupes de femmes au Québec afin de sensibiliser les élues, les candidates et la population en général à l'importance d'encourager et d'accroître la présence des femmes au sein des instances électives municipales.</p> <p>Ces activités visent l'information, la formation, le réseautage et le mentorat des élues municipales ou de futures candidates, ainsi que des actions de sensibilisation des acteurs sociaux.</p>

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 49

Liste des rencontres tenues par la CAR en 2012-2013. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2013-2014.

7Conférence administrative régionale (CAR)	Rencontres tenues : nombre, dates et lieux
01 - Bas-Saint-Laurent	4 rencontres : 25 mai 2012, 10 juillet 2012, 19 octobre 2012 et 29 octobre 2012, toutes à Rimouski. Le procès-verbal et la liste des présences du 29 octobre sont non disponibles.
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 rencontres : 16 mai 2012 (Petit-Saguenay), 12 juin 2012 (La Baie), 20 novembre 2012 (Jonquière) et 14 décembre 2012 (Chicoutimi). Le procès-verbal du 14 décembre est non disponible.
03 - Capitale-Nationale	Relève du Bureau de la Capitale-Nationale
04 - Mauricie	3 rencontres : 1 ^{er} juin 2012 (St-Sévère), 14 septembre 2012 (Trois-Rivières) et 30 novembre 2012 (Trois-Rivières).
05 - Estrie	2 rencontres : 15 juin 2012 et 21 septembre 2012, toutes à Sherbrooke.
06 - Montréal	Relève du Secrétariat à la région métropolitaine.
07 - Outaouais	2 rencontres : 15 octobre 2012 (Gatineau) et 10 décembre 2012 (Gatineau).
08 - Abitibi-Témiscamingue	2 rencontres : 11 mai 2012 et 7 décembre 2012, toutes à Rouyn-Noranda. Le procès-verbal du 7 décembre est non disponible.
09 - Côte-Nord	2 rencontres : 6 juin 2012 (Baie-Comeau) et 22 novembre 2012 (Sept-Îles).
10 - Nord-du-Québec	2 rencontres : 6 juin 2012 (Chibougamau) et 4 octobre 2012 (en visioconférence).
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3 rencontres : 11 et 12 avril 2012 (New Richmond), 27 septembre 2012 (Ste-Anne-des-Monts) et 26 novembre 2012 (Gaspé).
12 - Chaudière-Appalaches	2 rencontres : 8 juin 2012 (Montmagny) et 7 décembre 2012 (Lévis). Le procès-verbal du 7 décembre est non disponible.
13 - Laval	Relève du Secrétariat à la région métropolitaine.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 49

Liste des rencontres tenues par la CAR en 2012-2013. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2013-2014.

Conférence administrative régionale (CAR)	Rencontres tenues : nombre, dates et lieux
14 - Lanaudière	1 rencontre : 25 avril 2012 (Saint-Liguori).
15 - Laurentides	1 rencontre : 20 avril 2012 (St-Jérôme).
16 - Montérégie	2 rencontres : 29 mai 2012 et 13 décembre 2012, toutes à Longueuil. L'ordre du jour, le procès-verbal et la liste des présences du 13 décembre sont non disponibles.
17 - Centre-du-Québec	2 rencontres : 15 juin 2012 (Bécancour) et 14 décembre 2012 (Nicolet). Le procès-verbal du 14 décembre est non disponible.

Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent
le 25 mai 2012, dès 9 h
Salle du MELS, 337, rue Moreault, 2^e étage, Rimouski

Ordre du jour

- | | |
|---------|---|
| 9 h | 1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE |
| 9 h 05 | 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR |
| 9 h 10 | 3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DU 24 FÉVRIER 2012 ET SUIVI |
| 9 h 15 | 4. NOUVEAU PLAN STRATÉGIQUE DU MAPAQ (45 MINUTES)
Mme Johanne Martel |
| 10 h | PAUSE |
| 10 h 15 | 5. CONCILIATION TRAVAIL – FAMILLE ET ENTENTE SUR
L'ÉTABLISSEMENT DES JEUNES AU BAS-SAINT-LAURENT (45
MINUTES)
Mme Annie Lachance |
| 11 h | 6. APPROVISIONNEMENT ACCESSIBLE AUX PERSONNES HANDICAPÉES
(10 MINUTES)
M. Léandre Lagacé |
| 11 h 10 | 7. POINT D'INFORMATION DE LA CRÉ (20 MINUTES)
M. Gérald Beaudry |
| 11 h 30 | 8. POINT D'INFORMATION DU MAMROT (20 MINUTES)
M. Gilles Julien |
| 11 h 50 | 9. AUTRES SUJETS |
| 12 h 00 | 10. PROCHAINE RENCONTRE |
| 12 h 10 | 11. LEVÉE DE LA RÉUNION |



Liste des présences
CAR – BAS-SAINT-LAURENT
25 mai 2012
9 h 00 à 11 h 30
Lieu : Salle de conférence du MELS
 Sous la présidence de Gilles Julien
 Nancy Robichaud, secrétaire de la CAR BSL

		Remplacé-e ou accompagné-e (+)	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	Informations supplémentaires
Arsenault, André	SIQ		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Beaudry, Gérald	CRÉ BSL		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Beaulieu, Lucie	Investissement Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Bédard, Gérard	MELS		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Bélanger, Bruno	Fin. agricole		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Bélanger, Jacques	Sécurité publique (séc civile)	Marie-Ève Dufour	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Bergeron, Mario	MTQ	Lise Therriault	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Bernier, Frédéric	Investissement Québec		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Blais, Josée	MAPAQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Blanchette, Johanne	OPHQ		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Boudreault, Valérie	MCE- Aff. Autochtones		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Boulanger, Jules	MDDEP-CCEQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Carbonneau, Marie-Andrée	CSPQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Caron, Mona	SAAQ		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Chabot, Christine	CSF		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Cyr, Viateur	Justice		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Demers, Claude	OQLF		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Deschênes, Élise	MTO		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Dionne, Jean-Marie	MDDEP		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Doyle, Yvon	MICC		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Dubé, Diane	Télé-Québec		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Simon	CSST		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Fournier, Christian	CNT		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Goulet, Denis	MDEIE		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Julien, Gilles	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Lagacé, Léandre	OPHQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Landry, Louis	MCCCF	Euchariste Morin	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Lepage, Michel	Min. Revenu		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Lévasseur, Michel	MSQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Malo, Isabelle	ASSS		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Martel, Johanne	MAPAQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Paquet, Nicole	MFA		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Pineault, Charles	Régie du bâtiment		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Rioux, Christiane	Services Québec		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Robichaud, Nancy	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Sirois, Guylaine	Attachée politique		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
St-Laurent, Paul	MRNF	Charles Banville	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Trudelle, Claude	MRI		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Vallières, Diane	MESS		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	

Liste des présences
CAR – BAS-SAINT-LAURENT
9 h à 12 h
Lieu : 337, rue Moreault, S.-S. 14
Sous la présidence de Gilles Julien
Nancy Robichaud, secrétaire de la CAR BSL

		Remplacé-e ou accompagné-e (+)		Informations supplémentaires
Arsenault, André	SIQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaudry, Gérald	CRÉ BSL		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Luc Lavoie
Beaulieu, Lucie	Investissement Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bédard, Gérard	MELS		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bélanger, Bruno	Fin. agricole		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Bélanger, Jacques	Sécurité publique (séc civile)		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Marie-Ève Dufour, Remplaçante
Bernier, Frédéric	Investissement Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Blais, Josée	MAPAQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Blanchette, Johanne	OPHQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	Léandre Lagacé Fournir documentation
Bouchard, Sylvie	CSF		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Boudreault, Valérie	MCE- Aff. Autochtones		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Boulanger, Jules	MDDEFP-CCEQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Carbonneau, Marie-Andrée	CSPQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Caron, Mona	SAAQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Guy Viel Remplaçant
Chabot, Christine	CSF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Cyr, Viateur	Justice		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Deschênes, Élise	Tourisme Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dionne, Jean-Marie	MDDEFP		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dionne, Richard	MTQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Doyle, Yvon	MICC		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Diane	Télé-Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Simon	CSST		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Fournier, Christian	CNT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Goulet, Denis	MFE		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Julien, Gilles	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Landry, Louis	MCC		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Euchariste Morin
Lepage, Michel	Revenu Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Lévasseur, Michel	MSQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Malo, Isabelle	ASSS		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Présente à 10 h Marie-Josée Pineault
Martel, Johanne	MAPAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Picard, Jean-François	MF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	Fournir documentation
Pineault, Charles	Régie du bâtiment		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Rioux, Christiane	Services Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Robichaud, Nancy			Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
St-Laurent, Paul	MRN		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Charles Banville Remplaçant
Trudelle, Claude	MRI		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Vallières, Diane	MTESS		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Ward, Salim	OQLF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI, 25 MAI 2012, DÈS 9 H
AU MELS, AU 337, RUE MOREAULT, 2^E ÉTAGE, RIMOUSKI**

Sous la présidence de :

M. Gilles Julien, directeur régional, MAMROT Bas-Saint-Laurent, président de la CAR

Ont participé :

CRÉ	M. Gérald Beaudry	MCE-Affaires Autochtones
CSF	Mme Christine Chabot	Mme Valérie Boudreault
CSPQ	Mme Marie-André Carboneau	MDDEP
IQ	Mme Lucie Beaulieu	MSP
MAPAQ	Mme Johanne Martel	MSQ
MCCCCF	M. Euchariste Morin	MTQ
		OPHQ
		M. Léandre Lagacé

Étaient aussi présentes :

Mme Annie Lachance, CRÉBSL
Mme Nancy Robichaud, MAMROT

1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre

M. Gilles Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant bon anniversaire à Mme Lucie Beaulieu et en souhaitant la bienvenue à toutes les personnes présentes, dont Mmes Valérie Boudreault du ministère du Conseil exécutif – Affaires autochtones et Marie-Ève Dufour, du ministère de la Sécurité publique qui se joignent à la CAR pour la première fois.

Il mentionne qu'afin de réduire l'émission de gaz à effet de serre, le Ministère tiendra dorénavant des CAR carboneutres. Ainsi, lors de chaque rencontre, les personnes présentes seront invitées à compléter un tableau indiquant le moyen de transport utilisé et le nombre de kilomètres parcourus.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté. La présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs – Bas-Saint-Laurent et les activités à venir au cours de la prochaine année au CSF sont les sujets ajoutés au point 9.

3. Adoption du compte rendu du 24 février 2012 et suivi

M. Julien rappelle que tous ont reçu le compte rendu. Il ajoute que le courriel transmis par Mme Marie-Claude Jean du MESS et répondant à une question posée lors de notre rencontre du 9 décembre 2011 sur les perspectives démographiques a été envoyé à tous.

Faisant suite à la rencontre du 21 novembre 2011 de la Table vitalité des territoires, Mme Lucie Beaulieu mentionne que le Centre de développement et de recherche en

imagerie numérique (CDRIN) a reçu une aide financière de 223 000 \$ d'Investissement Québec.

4. Nouveau plan stratégique du MAPAQ

Mme Johanne Martel, directrice régionale, présente le *Plan stratégique 2011-2014* du MAPAQ et les programmes d'aide financière. Ce plan s'inscrit notamment dans le virage proposé par le livre vert pour une politique bioalimentaire intitulé « Donner le goût du Québec ». La mission et la vision organisationnelle du Ministère ont aussi été actualisées pour amorcer le virage proposé. Le plan présente les orientations et les priorités d'action du Ministère pour les trois prochaines années. Le MAPAQ vise l'atteinte de douze objectifs définis autour des quatre grands enjeux suivants :

- des aliments du Québec au goût des consommateurs;
- une industrie bioalimentaire contribuant à une économie prospère;
- un développement en harmonie avec les attentes de la société;
- une organisation performante.

De plus, trente-deux indicateurs ont été identifiés. Toutefois, cette planification ne tient pas compte de l'adoption de la récente *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*. Un avenant sera possiblement rédigé. Ce plan marque un virage par rapport au passé.

Notons que la planification stratégique précédente couvrait initialement les années 2005 à 2008. Or, celle-ci a été prolongée trois fois.

Par ailleurs, le MAPAQ dispose de différents programmes d'aide financière dont le *Programme pilote d'appui à la multifonctionnalité de l'agriculture* qui vise à encourager les exploitants agricoles à mettre sur pied des projets qui profiteront autant à leur entreprise qu'à leur collectivité locale et le programme *Commercialisation et Diversification en circuit court en région* qui vise à encourager ce secteur à offrir davantage de produits différenciés et à l'aider à rapprocher des entreprises de production et de transformation des consommateurs et des citoyens. De plus, le programme de soutien financier Prime-Vert existe toujours. Il vise notamment à aider les producteurs agricoles à relever les défis que représentent le respect de l'environnement, la cohabitation harmonieuse sur le territoire, etc. Également, le MAPAQ soutient les MRC qui souhaitent réaliser un Plan de développement de la zone agricole (PDZA).

La présentation de Mme Martel est jointe au compte rendu.

5. Conciliation Travail – Famille (CTF) et Entente sur l'établissement des jeunes au Bas-Saint-Laurent

Conciliation Travail – Famille (CTF)

M. Beaudry précise que dans le but de mieux connaître les besoins en matière de conciliation travail-famille, la CRÉ, avec le soutien financier du MFA et de la Commission jeunesse, a confié le mandat à Mme Arlette Lauzier de réaliser une démarche de consultation dans le milieu municipal auprès de 206 travailleuses et travailleurs, 93 employeurs et 14 personnes élues.

Mme Annie Lachance, agente de concertation et de développement à la CRÉ présente quelques faits saillants, orientations et pistes d'action issus de cette consultation.

Les travailleuses et travailleurs :

- Chez ces personnes, 88 % ont des enfants d'âge mineur et 23 % prennent soin de parents ou de proches sur une base régulière;
- Les travailleuses et travailleurs s'entendent généralement avec leur supérieur immédiat lorsqu'ils ont des besoins de CTF. Plusieurs souhaitent cependant que le cadre de cette gestion soit clarifié, officialisé et reconnu afin de ne pas avoir l'impression de demander une faveur;
- Les besoins à l'égard des réseaux de soutien familial et social sont comblés en bonne partie pour 80 % des personnes. Lors d'une situation nécessitant la

conciliation, les hommes ont davantage recours à leur conjointe alors que celles-ci ont davantage recours à leur réseau social;

- Neuf mesures sont privilégiées :
 - Semaine de travail comprimée volontaire (semaine de 4 jours);
 - Horaire flexible;
 - Choix des dates de vacances payées;
 - Congés rémunérés pour raisons familiales;
 - Horaires et lieux de travail prévisibles;
 - Horaire d'été;
 - Congés différés ou sans solde pour raisons familiales;
 - Reprise des heures supplémentaires en congés;
 - Possibilité de refuser de faire des heures supplémentaires.
- Un constat, chez les parents, ressort soit, la difficulté de planifier et d'organiser la période estivale compte tenu de la fermeture de certains services;
- La situation des personnes proches aidantes tend à devenir de plus en plus problématique : les soins à domicile ne sont pas toujours disponibles et même s'ils le sont, les parents vieillissants préfèrent recevoir, en priorité, le soutien de leurs enfants;
- La présence de mesures de conciliation travail-famille dans le milieu de travail est un critère considéré par 60 % des personnes dans la décision de conserver ou non leur emploi actuel, dont 31 % qui y accordent beaucoup d'importance. Les femmes accordent à ce critère une importance beaucoup plus forte que les hommes.

Les employeurs :

- Il n'y a pas de consensus chez les employeurs sur l'importance des mesures de conciliation travail-famille quant à leur impact sur la gestion des personnes dans leur organisation. Chez les gestionnaires qui y voient des bénéfices, les principaux impacts soulignés sont l'augmentation du rendement, de l'implication et du sentiment d'appartenance du personnel tout comme la diminution du stress au travail.

Les personnes élues :

Près du tiers des personnes élues consultées ne pensent pas renouveler leur mandat à cause de la lourdeur de la conciliation. Cette décision est toutefois prise à contrecœur, car le désir d'implication est fort.

Quatre orientations ont été retenues :

- Viser l'intégration de la CTF dans les valeurs et pratiques organisationnelles;
- Encourager le développement et le maintien de services à la communauté en matière de conciliation travail-implication-famille;
- Conscientiser les personnes à l'importance de l'équilibre entre le travail, l'implication citoyenne et la famille;
- Encourager l'implication des jeunes et des femmes dans le développement des communautés locales.

Il est souhaité que les ministères et organismes gouvernementaux (M/O) s'approprient les orientations identifiées. Enfin, il est aussi mentionné qu'il peut être problématique pour les parents de jeunes handicapés de concilier travail et famille. À cet effet, le MFA a mis en place le *Programme de soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans*.

Pour en savoir plus, il est possible de consulter le rapport complet et la brochure à l'adresse suivante : <http://www.crebsl.org/promotion/conciliation-travail-famille-a-l-agenda>.

Entente sur l'établissement des jeunes au Bas-Saint-Laurent

Initiée par la Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent, l'Entente a pour objectifs de développer le sentiment d'appartenance des jeunes face à la région ainsi que de favoriser leur établissement et leur enracinement au Bas-Saint-Laurent. Pour ce faire, différentes initiatives ont vu le jour.

Lauréat du concours *Chante ta toune* grâce à une chanson portant sur le Bas-Saint-Laurent, sa région natale, Steve St-Amant profite du lancement de son disque pour sensibiliser les jeunes sur les perspectives de carrières et les informer des nombreux avantages à vivre au Bas-Saint-Laurent. Il invite aussi les jeunes à visiter son site Internet, www.stevestamant.com et à interagir par l'entremise de son compte Facebook. À ce jour, 5 000 jeunes ont été sensibilisés.

Aussi, en visitant le site Web [Je suis le Bas-Saint-Laurent.com](http://Je.suis.le.Bas-Saint-Laurent.com), les internautes découvrent une variété d'outils dynamiques pour témoigner et partager leur attachement au Bas-Saint-Laurent. Tous les M/O sont invités à utiliser le matériel promotionnel.

Également, une campagne sous le thème : *Le Bas-Saint-Laurent pour vivre à temps plein*, a débuté à l'automne 2010 et vise à promouvoir la région auprès des jeunes de 18 à 35 ans établis dans les grands centres de la province et à susciter leur intérêt à venir ou à revenir s'établir au Bas-Saint-Laurent. Un site a également été développé. Il peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.vivreatempsplainbsl.com/>. On y trouve notamment l'information relative aux bourses contact, aux séjours exploratoires, des offres d'emploi, un répertoire de tous les CPE, garderies et bureaux coordonnateurs, etc.

L'Entente prendra fin sous peu. Une évaluation est en cours et sera disponible sur le site de la CRÉ.

La présentation de Mme Lachance est jointe au compte rendu.

6. Approvisionnement accessible aux personnes handicapées

M. Léandre Lagacé précise que le 17 décembre 2004, l'Assemblée nationale du Québec adoptait la *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale*. L'article 61.3 se lit comme suit : « Les ministères, les organismes publics et les municipalités tiennent compte dans leur processus d'approvisionnement lors de l'achat ou de la location de biens et de services, de leur accessibilité aux personnes handicapées. » Cela suppose que les biens et services pourront être utilisés par le plus grand nombre possible de personnes sans devoir recourir à des adaptations spécifiques.

Afin de faire connaître cette loi et de donner des exemples concrets de produits et services accessibles en fonction de tous les types d'incapacité, l'OPHQ publie, deux fois l'an, le bulletin *L'Approvisionnement accessible*. Il est disponible à l'adresse suivante : <http://www.ophq.gouv.qc.ca/documentation-et-publications/publications/bulletin-lapprovisionnement-accessible.html>

Les centres de réadaptation peuvent aider les organisations à choisir des produits adaptés. De plus, le CSPQ a transmis une liste des différents biens faisant partie de ses regroupements d'achats à l'OPHQ afin que ce dernier évalue ces produits en fonction de leur accessibilité pour les personnes handicapées. À la suite de cette analyse, le CSPQ apportera les modifications nécessaires afin que les responsables des acquisitions dans la fonction publique soient en mesure d'identifier plus facilement les produits accessibles offerts. Une liste devrait être rendue disponible dès l'automne 2012 sur le site du CSPQ.

7. Point d'information de la CRÉ

M. Gérald Beaudry mentionne que la CRÉ a débuté les travaux visant l'élaboration du Plan quinquennal de développement 2012-2017. À cet effet, des échanges CAR-CRÉ se tiendront cet automne.

8. Point d'information du MAMROT

Les ententes spécifiques faisant l'objet de critiques répétées de la part des intervenants concernés, notamment en ce qui a trait à la longueur du processus menant à leur conclusion, le ministre s'est engagé, lors de la rencontre de la Table Québec-Régions du 11 novembre 2011, à réviser le cadre des ententes. Un comité de travail composé de représentants de CRÉ et du MAMROT a été formé. De plus, les M/O seront consultés. M. Sylvain Boucher, sous-ministre, a écrit, à cet effet, à tous ces collègues. Il est notamment envisagé de proposer un modèle type où se retrouverait

d'un côté la majorité des clauses juridiques ne devant pas faire l'objet de modification et, de l'autre, le cœur de l'entente (objet, objectif, engagements des parties, etc.). Il est également envisagé de proposer un nouveau processus de conclusion des ententes spécifiques. Notons que le 11 janvier 2012, *l'Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Bas-Saint-Laurent 2011-2015* a été conclue. De plus, des discussions sont en cours afin de signer de nouvelles ententes en matière d'innovation et d'immigration.

Le 5 avril 2012, le ministre annonçait l'adoption, par les membres de l'Assemblée nationale, du projet de loi n° 34 - Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. M. Julien rappelle que cette loi vise à modifier le cadre de gestion des M/O afin que ces derniers puissent mieux répondre aux particularités des régions. Cette loi amènera les ministères et les organismes publics concernés à concourir à l'atteinte des objectifs de la Stratégie, en se guidant sur ses principes. À compter de 2013, les M/O élaboreront une planification. Un bilan régional de l'ensemble des interventions gouvernementales devra être effectué. À cet effet, le sous-ministre a aussi écrit à ses collègues pour les en informer. La Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT) et le ministre responsable de la région auront un rôle à jouer. Cela reste toutefois à préciser. La CAR contribuera à l'élaboration des plans quinquennaux de développement. Enfin, une fois l'an, une rencontre CAR, CRÉ et ministre responsable de la région devra être tenue.

9. Autres sujets : Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs – Bas-Saint-Laurent et activités à venir au cours de la prochaine année au CSF

Mme Christine Chabot souligne qu'un tableau faisant état de la présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs a été produit pour chacune des régions administratives. Ils sont disponibles sur le site du CSF. Il est possible de consulter celui du Bas-Saint-Laurent à l'adresse suivante : <http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-37-1591.pdf>. Notons que la proportion des femmes présentes au sein des conseils municipaux, au conseil d'administration de l'ASSS du Bas-Saint-Laurent, aux conseils d'administration des centres de santé et de services sociaux, aux conseils des commissaires, à l'université, au conseil d'administration du Forum jeunesse et au conseil des représentants de la Fédération des caisses populaires y est plus grande qu'au Québec.

Mme Chabot mentionne qu'un avis sur le Plan Nord devrait être rendu public d'ici la fin juin. Quels en seront les impacts sur les femmes ? Celles-ci seront touchées : emplois du secteur primaire réservés aux hommes, emplois féminins dans les services, disparités salariales, manque de places en garderie, manque de logements sociaux, violence, prostitution, drogues. Tous ces enjeux ont des impacts sur les conditions de vie des femmes. De plus, quel sera l'impact du « fly-in, fly-out » sur les femmes, les hommes et les communautés ?

Également, le CSF rendra public, d'ici quelques jours, un avis sur la prostitution et un autre avis sur les crimes d'honneur devrait être publié à l'automne.

10. Prochaine rencontre

Comme prévu au calendrier des rencontres déjà transmis, la prochaine réunion de la CAR se tiendra le vendredi, 19 octobre 2012, dès 9 h.

11. Levée de la réunion

La réunion est levée à 12 h.

TABLE ÉCONOMIQUE DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DU BAS-SAINT-LAURENT

Mardi 10 juillet 2012 à 9 heures

337, rue Moreault à Rimouski
Salle RC.04 (MDEIE)

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption du projet d'ordre du jour
3. Lecture et adoption du procès-verbal du 18 janvier 2012
4. Suivis au procès-verbal du 18 janvier 2012
5. Transformation des produits du bois (état de situation)
6. Diagnostic sur l'industrie de la transformation du peuplier au Bas-Saint-Laurent
7. Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat
8. ACCORD
 - a) Comité régional ACCORD
 - b) Créneau Valorisation de la tourbe et des activités agroenvironnementales
 - c) Créneau Ressources, sciences et technologies marines
 - d) Créneau Écoconstruction
9. Dossiers majeurs : Papier White Birch, Centre de transformation de la viande du Bas-Saint-Laurent, Station touristique Mont-Citadelle, Les Produits PBM, etc.
10. Activités à venir
11. Varia
 - a) Comité emploi BSL
 - b) Stratégie de l'emploi Mauricie
 - c) Logie

COMPTE RENDU DE LA TABLE ÉCONOMIQUE DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DU BAS-SAINT-LAURENT

RENCONTRE TENUE DANS LES LOCAUX DU MDEIE

Le 10 juillet 2012

Étaient présents :

Charles Banville	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)
Bruno Bélanger	Financière agricole du Québec
Claude Côté	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Jean-Marie Dionne	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)
Denis Goulet	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Gilles Julien	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Johanne Martel	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
Pierre Roberge	Développement économique Canada
Louise Vachon	Services Québec
Diane Vallières	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)

Étaient absents :

Gérald Beaudry	Conférence régionale des éluEs du Bas-Saint-Laurent (CRÉBSL)
Frédéric Bernier	Investissement Québec (IQ)
Louis Landry	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF)
Christiane Rioux	Services Québec

1. Mot de bienvenue

M. Denis Goulet souhaite la bienvenue.

2. Lecture et adoption du projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption du projet d'ordre du jour
3. Lecture et adoption du procès-verbal du 18 janvier 2012
4. Suivis au procès-verbal du 18 janvier 2012
5. Transformation des produits du bois (état de situation)
6. Diagnostic sur l'industrie de la transformation du peuplier au Bas-Saint-Laurent
7. Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat
8. ACCORD
 - a) Comité régional Accord
 - b) Valorisation de la tourbe et des technologies agro-environnementales (VTTA)
 - c) Ressources, sciences et technologies marines (RSTM)
 - d) Écoconstruction
9. Dossiers majeurs : Papier White Birch, Centre de transformation de la viande du Bas-Saint-Laurent, Station touristique Mont-Citadelle, Les Produits PBM Ltée, etc.
10. Activités à venir
11. Varia
 - a) Comité emploi Bas-Saint-Laurent
 - b) Défi emploi Mauricie
 - c) Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire
 - d) Plan Nord
 - e) Vigie régionale
 - f) Congrès mondial acadien 2014

3. Lecture et adoption du procès-verbal du 18 janvier 2012

La lecture du procès-verbal du 18 janvier 2012 est faite et celui-ci est accepté à l'unanimité.

4. Suivis au procès-verbal du 18 janvier 2012

Concernant le point traitant de la vigie régionale, M. Goulet indique que les conseillers du MDEIE ont échangé avec les conseillers d'Emploi-Québec pour la réalisation d'un sondage portant sur la délocalisation potentielle d'entreprises situées au Bas-Saint-Laurent. Le bilan global de la situation met en lumière que parmi les entreprises identifiées il n'y a pas de risques jusqu'à présent.

5. Transformation des produits du bois (état de situation)

M. Denis Goulet présente la problématique au niveau des surplus de copeaux de bois dans la région. Cette situation est tributaire des difficultés observées dans le secteur des pâtes et papier dont Cedrico qui n'a pas encore redémarré ses activités faute de pouvoir vendre ses copeaux. Actuellement, les emplois en forêt sont en baisse. Beaucoup d'efforts ont été déployés pour résoudre les problèmes financiers de plusieurs usines de transformation.

M. Bruno Bélanger souligne que nous devrions être proactifs et ne pas attendre d'être en situation de crise pour essayer de trouver d'autres avenues pour l'industrie de la transformation des produits du bois, ce qui permettrait d'éviter les crises cycliques de l'industrie.

6. Diagnostic sur l'industrie de la transformation du peuplier au Bas-Saint-Laurent

M. Denis Goulet présente le diagnostic sur l'industrie de la transformation du peuplier au Bas-Saint-Laurent qui a été réalisé par la firme Foresterie Kekeko inc., une firme de consultants en génie forestier.

Le mandat de cette firme consistait à réaliser une étude de la situation économique de ce secteur en y incluant les aspects des approvisionnements, de la technologie, des marchés, des finances et des interconnexions dans cette filière. Plusieurs constats ont été établis par cette firme. Parmi ceux-ci, notons, entre autres, l'accumulation de déficits par plusieurs usines. Les efforts déployés pour gérer cette situation se sont traduits par des coûts de revient trop élevés. Le BAIA est trop faible et même négatif dans certains cas et les entreprises font face à une crise de liquidité. En dépit d'indices positifs, rien n'indique que la situation qui prévaut se redressera à l'intérieur d'un horizon à court terme.

L'industrie de la composante de palettes de bois doit composer avec un marché qui a une capacité d'absorption limitée. La ressource forestière disponible ne permet pas de fournir à toutes les usines une quantité de bois ronds de qualité à un prix qui pourrait leur permettre de demeurer compétitives. Plus la demande de bois rond augmente, plus les prix sont élevés, ce qui empêche les usines de se rentabiliser.

Le consultant fait ressortir que le secteur forestier dans sa globalité est en crise et que celle-ci engendre, par les forces du marché, la rationalisation de tous les secteurs (sciage, résineux, pâtes et papiers). L'industrie du peuplier dans le Bas-Saint-Laurent doit réagir pour mettre en place les conditions gagnantes garantissant sa pérennité et son rôle socio-économique. Les organismes de soutien doivent identifier et soutenir les entreprises les mieux outillées pour faire face aux conditions difficiles du marché pour quelques années encore.

7. Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat

M. Denis Goulet indique que la Table régionale d'action en entrepreneuriat au Bas-Saint-Laurent devrait débiter ses travaux au cours du mois de septembre 2012. Le MDEIE complète actuellement un portrait de l'entrepreneuriat pour chacune des régions du Québec.

8. ACCORD

a) Comité régional ACCORD

M. Denis Goulet souligne que le Comité régional ACCORD s'est réuni le 8 mai dernier. Lors de cette rencontre les médias ont été invités à une conférence de presse, dans le cadre de laquelle les bilans de chacun des créniaux d'excellence ont été présentés. M. Goulet indique que ceux-ci seront déposés lors d'une prochaine rencontre de la Table économique.

Par ailleurs, il nous informe que M. Martin Beaulieu, directeur des opérations chez InnoVactiv et président du crénial Ressources, sciences et technologies marines au Bas-Saint-Laurent, agira comme président du comité régional Accord. Il remplace M. Bruno Gagnon qui a remis sa démission.

b) Valorisation de la tourbe et des technologies agroenvironnementales (VTTA)

L'évaluation du crénial VTTA a été complétée au cours de l'automne 2011. Ce crénial a été autorisé par le ministre à poursuivre ses travaux et à procéder à une révision de la stratégie et du plan d'action pour les 5 prochaines années. Le nouveau plan d'action devra intégrer davantage d'activités en lien avec les technologies agroenvironnementales et l'innovation.

M. Goulet spécifie que les différents ministères concernés seront appelés à commenter la version finale de la nouvelle stratégie du plan d'action avant son adoption par le ministre. Si tout va bien, on croit être en mesure de signer une nouvelle entente de mise en œuvre avec le crénial cours du mois de décembre 2012.

M. Jean-Marie Dionne souligne que le MDDEP a demandé aux MRC de cartographier les projets de développements résidentiels qui pourraient être à proximité de tourbières. L'objectif est de s'assurer que celles-ci ne soient pas affectées par ces nouveaux projets. Il mentionne que MDDEP a été mis au courant de projets dans les municipalités de St-Arsène et de St-Antonin.

c) Ressources, sciences et technologies marines (RSTM)

L'évaluation du crénial Ressources, sciences et technologies marines a été complétée au cours de l'hiver 2012. Ce crénial a été autorisé par le ministre à poursuivre ses travaux et à procéder à une révision de la stratégie et du plan d'action. Dans le cadre du nouveau plan d'action, le crénial devra s'assurer de mettre en place des moyens visant à favoriser des échanges entre les différentes filières du crénial et assurer une meilleure concertation entre les 3 régions du Québec maritime. Le ministre a réaffirmé sa volonté de recevoir un seul plan d'action pour l'ensemble du territoire couvert par le Québec maritime.

Les premières rencontres avec les différents acteurs du crénial RSTM pour la réalisation d'un nouveau plan d'action ont débuté au mois de juin 2012. Les directeurs du crénial Ressources, sciences et technologies marines prévoient déposer une version préliminaire de celui-ci au cours du mois de novembre 2012. Si tout va bien, on croit être en mesure de déposer une version finale du plan d'action au début de l'année 2013. Les ministères concernés devraient être consultés au cours du mois de mars 2013 ou avant.

d) Écoconstruction

Le créneau écoconstruction travaille présentement à mettre en place une vitrine régionale portant sur l'écoconstruction. Au cours du mois de juin, le créneau a présenté aux médias d'information son nouveau site Web ainsi que le **Répertoire des produits du bois du Bas-Saint-Laurent**. Le développement de cet outil et du site Web a été rendu possible grâce au financement provenant du Programme d'appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence du MDEIE et de la CRÉ.

On peut consulter le site Web du créneau et le répertoire des produits du bois au Bas-Saint-Laurent à l'adresse suivante : <http://www.creneau-ecoconstruction.com/>

9. Dossiers majeurs

Des informations sont données par les participants concernées pour les différents dossiers suivants :

- a) Papiers White Birch
- b) Centre de transformation de la viande du Bas-Saint-Laurent
- c) Les Produits PBM Ltée
- d) Station touristique Mont-Citadelle
- e) Uniboard Canada
- f) Premier Tech Ltée
- g) Méridien Maritime
- h) Groupe CNP inc.
- i) Relance de l'usine Emballages RockTenn
- j) Groupe Lebel
- k) Glendyne

10. Activités à venir

Aucune activité particulière n'est à signaler.

11. Varia

a) Comité emploi Bas-Saint-Laurent

Compte tenu du départ massif de plusieurs personnes à la retraite (environ 18 000 départs) d'ici 2015, et des effets anticipés du Plan Nord, la Conférence régionale des éluEs du Bas-Saint-Laurent et Emploi-Québec ont formé un comité de travail. Un consultant a été engagé pour développer une stratégie visant à s'assurer que la région puisse combler les postes laissés vacants. Les prochaines étapes prévues sont la mobilisation de tous les acteurs concernés par cette problématique et la promotion des emplois disponibles dans la région.

b) Défi emploi Mauricie

Madame Diane Vallières nous informe que madame Julie Boulet, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la région de la Mauricie a annoncé, le 9 juillet dernier, l'octroi d'une somme de 8 M\$ sur deux ans pour la réalisation de la Stratégie DÉFI Emploi Mauricie. Cette somme provient des budgets d'Emploi-Québec et du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

c) Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire

M. Pierre Roberge effectue une brève présentation du Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire qui sera administré par Développement économique Canada. L'annonce de ce fonds a été effectuée par le ministre Denis Lebel, le 5 juillet dernier. Ce programme s'adresse avant tout aux organismes à but non lucratif, aux organismes publics et parapublics et au Gouvernement d'une Première Nation. Les projets présentés doivent être complétés au plus tard le 31 mars 2014.

d) Plan Nord

M. Denis Goulet mentionne qu'à la suite de la venue du Premier ministre du Québec à Rivière-du-Loup le 27 février dernier dans le cadre du plan Nord, la Chambre de Commerce et de l'Industrie Rimouski-Neigette et la SOPER souhaitent réaliser, en collaboration avec le MDEIE, une activité de maillage avec les entreprises de la région.

Un comité de travail a été mis en place. Des démarches ont été entreprises auprès de différents donneurs d'ordre. Malheureusement, ces derniers n'étaient pas en nombre suffisant pour organiser une telle activité. Les membres du comité ont convenu qu'ils allaient travailler à la réalisation d'un répertoire des entreprises du Bas-Saint-Laurent. Ce répertoire devrait être lancé au cours de l'automne 2012.

e) Vigie Régionale

Madame Diane Vallières fait état des dossiers qui ont retenu l'attention des centres locaux d'emploi (CLE) dans chacune des MRC du Bas-Saint-Laurent.

f) Congrès mondial acadien 2014

Du 8 au 23 août 2014 se tiendra sur le territoire regroupant le Témiscouata, le nord-ouest du Nouveau-Brunswick et le nord de l'État du Maine le Congrès mondial acadien. Une somme de plus de neuf millions de dollars a été accordée au comité organisateur pour la réalisation de plusieurs activités. Le gouvernement du Canada a accordé une somme de 4 M\$, les gouvernements du Nouveau-Brunswick et du Québec ont versé chacun 2 M\$. À ces sommes s'ajoute l'octroi d'un montant de 1 M\$ octroyé par l'État du Maine.

Les directions régionales du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine du MDEIE collaboreront à la préparation de cet événement. Soulignons que le président du comité organisateur du Congrès mondial acadien 2014 est monsieur Emilien Nadeau de Dégelis. Pour des renseignements additionnels : <http://mrctemiscouata.gc.ca/la>

La rencontre se termine à 12 heures.

Préparé par Claude Côté
2 août 2012

*Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent
le 19 octobre 2012, dès 9 h
Salle SS-14, 337, rue Moreault, Rimouski*

Ordre du jour

- | | |
|---------|--|
| 9 h | 1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE |
| 9 h 05 | 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR |
| 9 h 10 | 3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DU 25 MAI 2012 ET SUIVI |
| 9 h 15 | 4. PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE CONDUISANT À
L'ÉLABORATION DU PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT
DE LA CRÉ 2013-2018
<i>Par M. Gérald Beaudry et M. Luc Lavoie</i> |
| 9 h 45 | 5. TOUR DE TABLE SUR LES ENJEUX MINISTÉRIELS |
| 10 h 15 | PAUSE |
| 10 h 30 | 6. TOUR DE TABLE SUR LES ENJEUX MINISTÉRIELS (SUITE) |
| 11 h | 7. BILAN ET PERSPECTIVES - PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE
PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE ET DE PRÉVENTION DES
PROBLÈMES RELIÉS AU POIDS (PAG)
<i>Par Mmes Isabelle Malo et Marie-Josée Pineault</i> |
| 11 h 45 | 8. AUTRES SUJETS :
- LOI SUR LE PATRIMOINE CULTUREL
<i>Par M. Louis Landry et M. Euchariste Morin</i> |
| 11 h 55 | 9. PROCHAINE RENCONTRE LE 14 DÉCEMBRE 2012
À LA SALLE DU MELS |
| 12 h | 10. LEVÉE DE LA RÉUNION |



**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI, 19 OCTOBRE 2012, DÈS 9 H
AU 337, RUE MOREAULT, SALLE SS.14, À RIMOUSKI**

Sous la présidence de :

M. Gilles Julien, directeur régional, MAMROT Bas-Saint-Laurent, président de la CAR

Ont participé :

ASSS	Mme Isabelle Malo	MDDEFP-CCEQ	M. Jules Boulanger
CNT	M. Christian Fournier	MFE	M. Denis Goulet
CRÉ	M. Gérald Beaudry	MELS	M. Gérard Bédard
CSPQ	Mme Marie-André Carbonneau	MICC	M. Yvon Doyle
CSST	M. Simon Dubé	MRN	M. Charles Banville
IQ	Mme Lucie Beaulieu	MSP	Mme Marie-Ève Dufour
	M. Frédéric Bernier	MTESS	Mme Diane Vallières
MAPAQ-DGSAIA	Mme Josée Blais	MFE – Tourisme	Mme Élise Deschênes
MCC	M. Louis Landry	MTQ	Mme Lise Therriault
MCE-Affaires Autochtones	Mme Valérie Boudreault	SAAQ	M. Guy Viel
MDDEFP-CCEQ	M. Jean-Marie Dionne	SIQ	M. André Arsenault
		Services Québec	Mme Christiane Rioux

Étaient aussi présents :

M. Mme Marie-Josée Pineault, ASSS
M. Luc Lavoie, CRÉ
Mme Nancy Robichaud, MAMROT

1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre

M. Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant la bienvenue à toutes les personnes présentes, dont Mme Élise Deschênes de Tourisme Québec qui se joint à la CAR pour la première fois.

M. Julien félicite le MSP qui a été retenu à titre de nominé, catégorie « Partenariat », dans le cadre de la première édition des prix de reconnaissance Distinction MSP.

Il rappelle qu'afin de réduire l'émission de gaz à effet de serre, le Ministère tiendra dorénavant des CAR carboneutres. Ainsi, un tableau indiquant le moyen de transport utilisé et le nombre de kilomètres parcourus est à compléter.

Mme Marie-Josée Pineault de l'ASSS, et M. Luc Lavoie de la CRÉ se joindront à nous au cours de la rencontre.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté. Un point concernant la nouvelle Loi sur le patrimoine culturel, d'ailleurs adoptée aujourd'hui, sera présentée au point 9, autres sujets.

3. Adoption du compte rendu du 25 mai 2012 et suivi

M. Julien précise que le compte rendu a été transmis. Il est conforme aux échanges.

4. Présentation de la démarche conduisant à l'élaboration du Plan quinquennal de développement 2013-2018

M. Gérald Beaudry souligne que la CRÉ a débuté la démarche visant l'élaboration du Plan quinquennal de développement 2013-2018. Il souligne qu'il s'agit d'un plan régional et non du plan de la CRÉ.

M. Luc Lavoie présente démarche d'élaboration de Plan de développement régional 2013-2018. La présentation est jointe au compte rendu.

5. Tour de table sur les enjeux ministériels

MFE

M. Denis Goulet mentionne que le ministère des Finances et de l'Économie (MFE) a été créé. Il regroupe Investissement Québec et l'ancien ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE). Le nouveau ministère est toujours responsable des volets exportation et innovation. Par cette réorganisation, il est souhaité joindre les services conseils et financiers. Au palier régional, la réorganisation est à réaliser. Un projet de loi créant la Banque de développement économique du Québec sera présenté cet automne en vue d'une adoption en février ou mars 2013. Il visera notamment à simplifier l'octroi de l'aide financière aux entreprises, y compris celles œuvrant dans le domaine de l'économie sociale. Mme Élane Zakaïb, ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec, était de passage à Rivière-du-Loup, le 11 octobre dernier, elle en a profité pour partager sa vision du développement économique et entendre les commentaires des entrepreneurs et intervenants. Rappelons que Mme Zakaïb a été présidente-directrice générale des Fonds régionaux de solidarité FTQ.

Par ailleurs, bien qu'étant toujours dans une situation difficile, il semble que les entreprises forestières du Bas-Saint-Laurent, ayant réussi à demeurer en opération, bénéficient d'une certaine accalmie.

En ce qui concerne les créneaux ACCORD, les évaluations des créneaux *Valorisation de la tourbe et des technologies agroenvironnementales* (VTTA) et *Ressources, sciences et technologies marines* (RSTM) sont complétées. Ces créneaux ont été autorisés à poursuivre leurs travaux et à procéder à une révision de leurs plans d'action. M. Goulet précise que les différents ministères concernés seront appelés à commenter lesdits plans d'action avant leur adoption par le Ministère.

On se souviendra que *La Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat : Foncez ! Tout le Québec vous admire !* prévoyait la mise en place, dans chacune des régions, d'une table d'action en entrepreneuriat. Celle-ci a été créée et sera présidée par M. Bernard Bélanger, président du conseil et chef de la direction de Premier Tech. Les actions seront amorcées au cours des prochains mois.

Enfin, les gouvernements fédéral et provincial ainsi que la CRÉ ont retiré leur financement à la *Corporation régionale de promotion des exportations du Bas-Saint-Laurent* (Corpex), laquelle était en opération depuis une quinzaine d'années. Interrogé cette semaine par les médias, le président de la CRÉ, M. Michel Lagacé a précisé que cette décision faisait suite aux résultats d'une étude réalisée auprès des entreprises, laquelle faisait état d'insatisfaction de la part des entrepreneurs. Le conseil d'administration a mis fin aux opérations de l'organisme, le 7 juin 2012. Trois ou quatre employés sont touchés par cette fermeture. Il a été recommandé que les services soient dorénavant offerts par la *Corporation de soutien au développement technologique* (CSDT) - PME. Celle-ci devrait soumettre une offre de services sous peu.

MDDEFP

M. Jean-Marie Dionne mentionne que le secteur faune fera dorénavant partie du Ministère. Pour le moment, le personnel est toujours localisé au MRN. L'intégration se fera au cours des prochains mois.

Compte tenu du rôle crucial que jouent les milieux humides (étangs, marais, marécages ou tourbières), la *Loi concernant des mesures de compensation pour la*

réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique a été adoptée en mai 2012. Dorénavant, le ministre pourra exiger une compensation pour la perte de milieux humides.

Par ailleurs, en Gaspésie, deux projets d'importance, qui interpellent le Ministère, sont en développement. Il y a d'abord le projet d'Orbite Aluminae, lequel prévoit dans un premier temps mettre sur pied une mine d'alumine à Grande-Vallée et le projet de cimenterie de Port-Daniel. De plus, les projets d'exploitation pétrolière menés par Junex, Pétrolia et Gastem sollicitent aussi le Ministère.

Le gouvernement a l'obligation de réhabiliter les terrains contaminés sous sa responsabilité, ou pouvant relever de sa responsabilité. On retrouve de nombreux sites orphelins soit des sites dont le responsable de la contamination est inconnu, introuvable, non solvable ou refuse de prendre ses responsabilités. Ce passif environnemental représente plus de trois milliards de dollars. Dorénavant, le Ministère accordera une attention encore plus accrue aux différents projets afin d'éviter d'endetter davantage le gouvernement.

MRN

M. Charles Banville mentionne que les modifications apportées à la structure du Ministère auront des impacts éventuellement pour les employés associés au secteur de la faune. Actuellement c'est le statu quo et la clientèle n'est pas affectée. D'ailleurs, la CRÉ a écrit au ministre des Ressources naturelles pour lui signifier l'importance de poursuivre l'approche de gestion intégrée.

C'est le 1^{er} avril 2013 qu'entrera en vigueur le nouveau régime forestier. En plus d'être responsable de la planification forestière en forêt publique, le Ministère deviendra également responsable de la certification forestière des territoires publics sous aménagement. Également, le MRN mettra en place un système de gestion environnementale qui satisfait aux exigences de la norme internationale ISO 14001.

SIQ

M. Arsenault souligne que les récentes élections n'ont pas modifié la structure de la SIQ.

CSST

M. Dubé mentionne que suite aux récentes élections provinciales nous ne savons pas ce qu'il adviendra du projet de loi qui visait à moderniser le régime de santé et sécurité au travail. Ainsi, ces modifications législatives et réglementaires qui devaient être apportées à la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* ainsi qu'à la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* sont reportées. Ces modifications visent à mettre au goût du jour la gestion de la santé et de la sécurité au travail. De plus, elles prévoyaient accorder, aux employés domestiques, la protection de la CSST. Il reste à voir qu'elle sera la position du nouveau gouvernement dans ce dossier.

MDDEFP - CCEQ

M. Jules Boulanger mentionne que déjà les répercussions de la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'en renforcer le respect*, qui est entrée en vigueur le 4 novembre 2011, se font sentir. On se souviendra que cette loi renforce le régime pénal, donne de nouveaux pouvoirs administratifs et instaure un régime de sanctions administratives pécuniaires (SAP).

IQ

Tel que mentionné précédemment, un projet de loi créant la Banque de développement économique du Québec sera présenté cet automne en vue d'une adoption en février ou mars 2013. Le personnel du MFE et d'IQ a été rencontré par Mme Elaine Zakaïb, ministre, lors de son passage à Rivière-du-Loup. Elle a précisé que la nouvelle banque sera un guichet unique, lequel devrait rendre plus accessibles les services financiers destinés aux entreprises. Le développement de l'économie verte et de l'économie sociale sera priorisé. Les CLD, quant à eux, poursuivront leurs interventions de première ligne.

M. Frédéric Bernier souligne que pour chacune des interventions d'IQ un questionnaire est rempli en lien avec le développement durable.

IQ poursuit ses actions afin que les décisions en matière de financement tiennent compte des principes de développement durable. Ainsi, IQ peut inciter les entreprises clientes à poser des gestes qui favoriseront un développement durable.

Par ailleurs, IQ a retiré ses outils promotionnels reliés au Plan Nord, mais continue de soutenir les entreprises qui réalisent des projets sur la côte nord comme partout ailleurs au Québec.

CRÉ

M. Beaudry souligne que l'arrivée d'un nouveau gouvernement amène des questionnements. Notamment, qu'en sera-t-il de la loi-cadre sur l'occupation du territoire et la décentralisation.

MICC

M. Doyle mentionne que M. Jacques Beauchemin a été nommé sous-ministre associé à la langue française. Il sera notamment responsable de l'application de la politique linguistique. Mme Diane De Courcy, en plus d'être ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles sera ministre responsable de la Charte de la langue française. Elle souhaite d'ailleurs venir prendre le pouls des acteurs régionaux, dont la CRÉ, afin d'échanger sur les façons de mieux intégrer les personnes immigrantes.

Par ailleurs, des démarches ont été entreprises afin de conclure une nouvelle entente spécifique en matière de régionalisation de l'immigration.

CNT

M. Fournier précise que Mme Marie-Claude Champoux a été nommée présidente et directrice générale par intérim de la Commission des normes du travail. Mme Champoux était sous-ministre du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. La CNT relève maintenant de la ministre, Mme Agnès Maltais.

Dans le dernier budget, la mise en place des Régimes volontaires d'épargne retraite avait été annoncée afin d'amener les travailleurs qui n'ont pas un régime de retraite chez leur employeur à épargner. N'ayant pas été entériné par l'ancien gouvernement, ce dossier est sur la glace.

La CNT intervient en matière de prévention du harcèlement psychologique, de vols en entreprises, de violence physique, etc. Également, des actions sont menées auprès des municipalités afin d'assainir, dans certains cas, les relations entre élus et directeurs généraux. Deux séminaires sur le harcèlement en milieu de travail se tiendront la semaine prochaine soit, un à l'Hôtel Rimouski et l'autre à l'Hôtel Universel de Rivière-du-Loup. Quelques places sont encore disponibles.

SAAQ

L'arrivée du nouveau gouvernement n'amène pas de changement à la Société.

Pause

6. Tour de table sur les enjeux ministériels (suite)

MTESS

Mme Agnès Maltais est notamment ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la Condition féminine. Les volets « travail » et « solidarité sociale » seront traités séparément. Deux sous-ministres en titre ont été nommés. Le volet « condition féminine » sera intégré à l'Emploi et à la Solidarité sociale. Mme Maltais a le mandat de contribuer à assurer la paix sociale en matière de relations de travail, d'accélérer la formation des travailleurs pour combler l'importante pénurie de main-d'œuvre spécialisée, de lutter contre la pauvreté et de poursuivre le travail du gouvernement précédent pour faire en sorte que l'égalité entre les femmes et les hommes devienne une réalité concrète le plus rapidement possible.

Au Bas-Saint-Laurent, 18 000 emplois seront à combler d'ici 2015 puisque 20 % de la main-d'œuvre sera à renouveler. Il s'agit du plus haut taux de renouvellement au Québec. D'une part, des employeurs recherchent des travailleurs qualifiés et d'autre part, des personnes sont en chômage. Emploi-Québec poursuit ses actions pour rendre actives sur le marché du travail quelque 5 000 personnes.

Services Québec

M. Stéphane Bédard, Président du Conseil du trésor est aussi responsable de Services Québec. Il a communiqué ses orientations. Notamment, il souhaite poursuivre la décentralisation des services gouvernementaux et accélérer le développement des points de services. Au Bas-Saint-laurent, un point reste à déployer soit celui d'Amqui.

MELS

Le ministère a été scindé en deux. Ainsi, Mme Marie Malavoy a été nommée ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Afin de réduire le décrochage, elle aura notamment pour mandat d'instaurer la maternelle à quatre ans pour les enfants des milieux défavorisés. M. Pierre Duchesne est, quant à lui, le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. La semaine prochaine, les deux sous-ministres rencontreront les directeurs régionaux afin d'échanger sur les changements à venir.

MTQ

Mme Therriault précise que le nouveau ministre des Transports, M. Sylvain Gaudreault, aura comme mandat de transformer le ministère en agence.

M. Richard Dionne a récemment été nommé à titre de directeur régional Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Il oeuvrait auparavant comme directeur régional au même ministère, mais dans la région de la Mauricie-Centre-du-Québec. Il remplace M. Mario Bergeron.

Par ailleurs, quelque 2 000 postes d'ingénieurs et de techniciens en travaux publics seront à combler au Ministère, d'ici 2017. Ils contribueront à maintenir et à renforcer l'expertise. Ces efforts en matière de recrutement s'inscrivent directement dans le cadre des travaux et des actions pour renforcer la lutte contre la collusion et la corruption.

Enfin, un problème de qualité du béton entraîne présentement la suspension des travaux de construction de viaducs sur l'autoroute 20 au sud de l'Isle-Verte.

MCC

M. Landry mentionne que la responsabilité de la condition féminine incombe maintenant à Mme Agnès Maltais, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et que la responsabilité de la langue appartient à Mme Diane De Courcy, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles. Le nouveau ministre de la Culture et des Communications est M. Maka Kotto. Il a un mandat important soit celui de rapatrier les pouvoirs et les budgets fédéraux en la matière.

MCE

Alors qu'au sein du gouvernement Charest, un ministre responsable des Affaires autochtones avait été désigné, au sein du présent gouvernement, une ministre déléguée aux Affaires autochtones a été nommée. Mme Élisabeth Larouche aura le mandat d'accompagner les nations autochtones dans leur développement économique, social et culturel. Le chef de l'Assemblée des Premières nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, a récemment pressé le nouveau gouvernement d'organiser un sommet autochtone sur le territoire et les ressources ce à quoi le gouvernement a acquiescé.

Enfin, Mme Marois se rendra à Rome pour assister, le 21 octobre 2012, à la canonisation de Kateri Tekakwitha.

CSPQ

Mme Carbonneau souligne qu'une campagne de recrutement sera tenue cet hiver. De plus, les ateliers du leadership se poursuivent.

MSP

Mme Dufour mentionne que M. Stéphane Bergeron est le nouveau ministre de la Sécurité publique.

Il est envisagé de rapprocher les volets sécurité civile et sécurité incendie. On espère qu'il n'y aura pas de changements de cap quant à l'obligation d'application, pour les MRC, du cadre normatif.

Près de deux ans après les grandes marées de décembre 2010, la presque totalité des demandes de réclamations adressées à Québec par des sinistrés ont été traitées.

MAPAQ-DGSAIA

Mme Blais indique que M. François Gendron est le nouveau ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. Il a entre autre comme mandat de faire le suivi de la politique bioalimentaire. M. Gendron occupe aussi les fonctions de vice-premier ministre.

Par ailleurs, le Ministère est particulièrement préoccupé par la salubrité des aliments, et ce d'autant plus, dans un contexte où des cas d'infection à la bactérie E. coli associé au bœuf de XL Foods ont été confirmés.

Mme Blais invite les membres de la CAR à écouter le reportage de JE qui sera diffusé, sur les ondes de TVA, ce soir à 19h. Il y sera notamment question des abattoirs du Québec. L'émission fait ressortir que les abattoirs provinciaux font l'objet d'une surveillance serrée de la part des inspecteurs du MAPAQ, alors que les abattoirs dits de proximité échappent pratiquement à tout contrôle.

IQ

Mme Beaulieu mentionne que la création de la Banque de développement économique du Québec vise à faciliter l'accessibilité aux services, aux entrepreneurs et notamment aux entrepreneurs de l'économie sociale. Le démarrage d'entreprises et le soutien à la relève seront priorisés. De plus, Mme Zakaïb souhaite que soit développée une approche par projet plutôt que par programme. En ce sens, la nouvelle banque devrait avoir plus de latitude.

Par ailleurs, les gouvernements québécois et français ont signé une déclaration d'intention sur la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'économie sociale.

Tourisme Québec

Mme Deschênes mentionne que Tourisme Québec fait maintenant partie du MFE. Le ministre délégué au tourisme est M. Pascal Bérubé, qui est également ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent. Mme Suzanne Giguère qui était sous-ministre du ministère du Tourisme a été nommée sous-ministre associée au Tourisme. Le *Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020 : un itinéraire vers la croissance*, lancé en mai 2012, est toujours d'actualité. De plus, l'image de marque touristique du Québec soit *Québec original* demeure.

ASSS

M. Réjean Hébert a été nommé ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable des Aînés. Mme Véronique Hivon a, quant à elle, été nommée ministre déléguée à la Santé publique et à la Protection de la jeunesse. Or, elle vient d'annoncer sa démission.

MAMROT

M. Julien mentionne qu'en plus d'être ministre des Transports, M. Sylvain Gaudreault est le nouveau ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. M. Gaétan Lelièvre a été nommé, quant à lui, ministre délégué aux Régions et ministre responsable de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Il a notamment le mandat de proposer la troisième Politique nationale de la ruralité, laquelle devrait inclure des mesures particulières pour soutenir les municipalités dévitalisées. M. Marc-Urbain Proulx a été nommé sous-ministre associé aux Régions.

Processus de révision des ententes spécifiques

Le 25 avril 2012, M. Sylvain Boucher, sous-ministre, transmettait une correspondance à ses collègues afin de les informer de la démarche visant à revoir le processus de conclusion des ententes spécifiques. À cet effet, un comité de représentants ministériels a été mis en place ainsi qu'un comité MAMROT - CRÉ. Les DR seront invités à commenter cette proposition en novembre. De plus, des représentants de différents ministères ont été ou seront consultés.

Des participants soulignent l'importance de traiter la question de la modulation et de l'adaptation des programmes et mesures aux particularités régionales.

Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires

Le 25 avril 2012, M. Sylvain Boucher, sous-ministre, transmettait une correspondance à ses collègues afin de les informer des actions réalisées en matière d'occupation du territoire. La Loi est entrée en vigueur en mai 2012. Le nouveau gouvernement s'est engagé à la modifier et à y inclure des mesures de décentralisation. Quelle que soit la suite des choses, il n'est pas question de retourner en arrière. Pour l'instant, les ministères et organismes (M/O) sont tenus d'adopter une planification pluriannuelle et de rendre publiques leurs contributions à la Stratégie. Un guide est en élaboration afin d'outiller les différents M/O. de plus, une liste d'indicateurs d'occupation et de vitalité des territoires devrait être connue sous peu. La CAR sera consultée à cet effet.

Ruralité

Le 2 novembre prochain se tiendra la Journée nationale de la ruralité. À cette occasion, le Ministère réunira des intervenants afin de notamment discuter du renouvellement de la Politique.

7. Bilan et perspectives – Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids (PAG)

Le bilan et les perspectives sont présentés. La présentation est jointe au compte rendu.

8. Autres sujets :

- Loi sur le patrimoine culturel

M. Louis Landry présente les grandes lignes de la Loi et rappelle qu'elle a été adoptée aujourd'hui. Le communiqué diffusé sera transmis aux membres de la CAR.

9. Prochaine rencontre le 14 décembre 2012 à la salle du MELS

Comme prévu au calendrier des rencontres déjà transmis, la prochaine réunion de la CAR se tiendra le vendredi, 14 décembre 2012, dès 9 h.

10. Levée de la réunion

La réunion est levée à 12 h 10.

Préparé par Nancy Robichaud
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent

TABLE ÉCONOMIQUE DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DU BAS-SAINT-LAURENT

Lundi 29 octobre 2012 à 13 h 30

337, rue Moreault à Rimouski
Salle RC.04 (MFE)

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption du projet d'ordre du jour
3. Lecture et adoption du procès-verbal du 10 juillet 2012
4. Suivis au procès-verbal du 10 juillet 2012
5. Transformation des produits du bois (état de situation)
6. États de situation
 - a) Ministère des Ressources naturelles (MRN)
 - b) Ministère des Finances et de l'Économie (MFE)
7. Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat
 - a) Table d'action en entrepreneuriat du Bas-Saint-Laurent
 - b) Présentation du Portrait régional en entrepreneuriat du Bas-Saint-Laurent
8. ACCORD
 - a) Comité régional ACCORD
 - b) Créneau Valorisation de la tourbe et des activités agroenvironnementales
 - c) Créneau Ressources, sciences et technologies marines
 - d) Créneau Écoconstruction
9. Dossiers majeurs : Papier White Birch, Centre de transformation de la viande du Bas-Saint-Laurent, Station touristique Mont-Citadelle, Les Produits PBM, Relance de l'usine RockTenn de Matane, etc.
10. Activités à venir
11. Varia
 - a)
 - b)

Visite de la Conférence administrative régionale (CAR) à Petit-Saguenay

Le *Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées* est un mandat interministériel que le MAMROT a la responsabilité de coordonner. Ce plan vise à donner aux communautés dévitalisées les outils qui leur permettront d'atteindre une occupation dynamique et durable du territoire.

Depuis 2009, la Direction régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean du MAMROT accompagne la municipalité dévitalisée de Petit-Saguenay dans la définition d'une vision et l'élaboration d'un plan de diversification et de développement. Après plusieurs années d'efforts, le milieu est enfin prêt à accueillir les ministères et organismes membres de la CAR-02 afin de présenter son ambitieux plan de diversification et de développement.



La municipalité de Petit-Saguenay vous invite...

En collaboration avec la communauté de Petit-Saguenay, la direction régionale du MAMROT vous invite à une visite organisée de Petit-Saguenay au cours de laquelle les principaux chantiers de développement vous seront présentés. Nous espérons, par cette visite, mobiliser les représentantes et les représentants des ministères et organismes gouvernementaux autour de la démarche de revitalisation de *Petit-Saguenay 2020*.

Les détails de la visite

Un autobus sera nolisé pour cette journée de visite. Le départ aura lieu à l'Édifice Marguerite-Belley à 9 h pour un retour possible à 17 h. Nous vous proposons de réaliser la visite le 16 mai prochain. Une lettre d'invitation vous sera acheminée prochainement.

L'ensemble des ministères est invité à participer à l'activité. Plusieurs projets de revitalisation du milieu interpellent plus directement les M/O suivants :

- Agence de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
- Ministère de la Famille et des Aînés
- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
- Ministère des Transports
- Ministère du Tourisme
- SÉPAQ
- Société d'Habitation du Québec

LISTE DES PARTICIPANTS **VISITE DE LA CAR À PETIT-SAGUENAY**

16 MAI 2012

Nom	Confirmations	Ministère/organisme
Frédéric Beaulieu	Absent	Ràj
Sylvie Denis	Absente	MAPAQ
Cheldi Lakhali	X	MAPAQ
Jean-Luc Bessette	Absent	Tourisme
André Gariépy	X	CLE La Baie (prévoir arrêt)
Lison Rhéaume	X	MESS
Johanne Bilodeau	X	Agence
Chantal-Anne Moreau	Absente	Agence
Marc Dubé	Décliné	CRÉ
Marie-Claude Néron	X	MRNF - Charlevoix
Jacques J. Tremblay	X	MRNF - Charlevoix
Johanne Faucher	Absente	MFA
Martin Duval	X	MCCCCF
Donald Turgeon	X	MTQ
David Blouin	X	OPDQ (prévoir La Baie)
Robert Lavoie	Absent	OPDQ
Mario Dubé	X	MRNF
Suzanne Girard	Absente	MELS
Daniel Langlois	X	Parc Marin
Nathaël Bergeron	X	Parc Marin
Dominique Gobeil	X	Parc Marin
André Nepton	X	SADC
Camil Morin	X	SADC
Marie Tremblay	X	CLD Fjord (directement sur place)
Donald Hudon	X	DEC
Mme Cloutier	Absente	SHQ
Dominique Dufour	X	Engagement Jeunesse
Daniel Groleau	X	SÉPAQ
Jean Dionne	X	MAMROT
Marie-Josée Gravel	X	MAPAQ
6 aménagistes du MAPAQ	Invités spéciaux	MAPAQ
David Jean	X	MAMROT

Mme la Mairesse, Philôme La France, Michel Bloch, Ginette Côté, Mathieu Vaillancourt

PROJETS PRÉSENTÉS DANS LE CADRE DE PETIT-SAGUENAY 2020

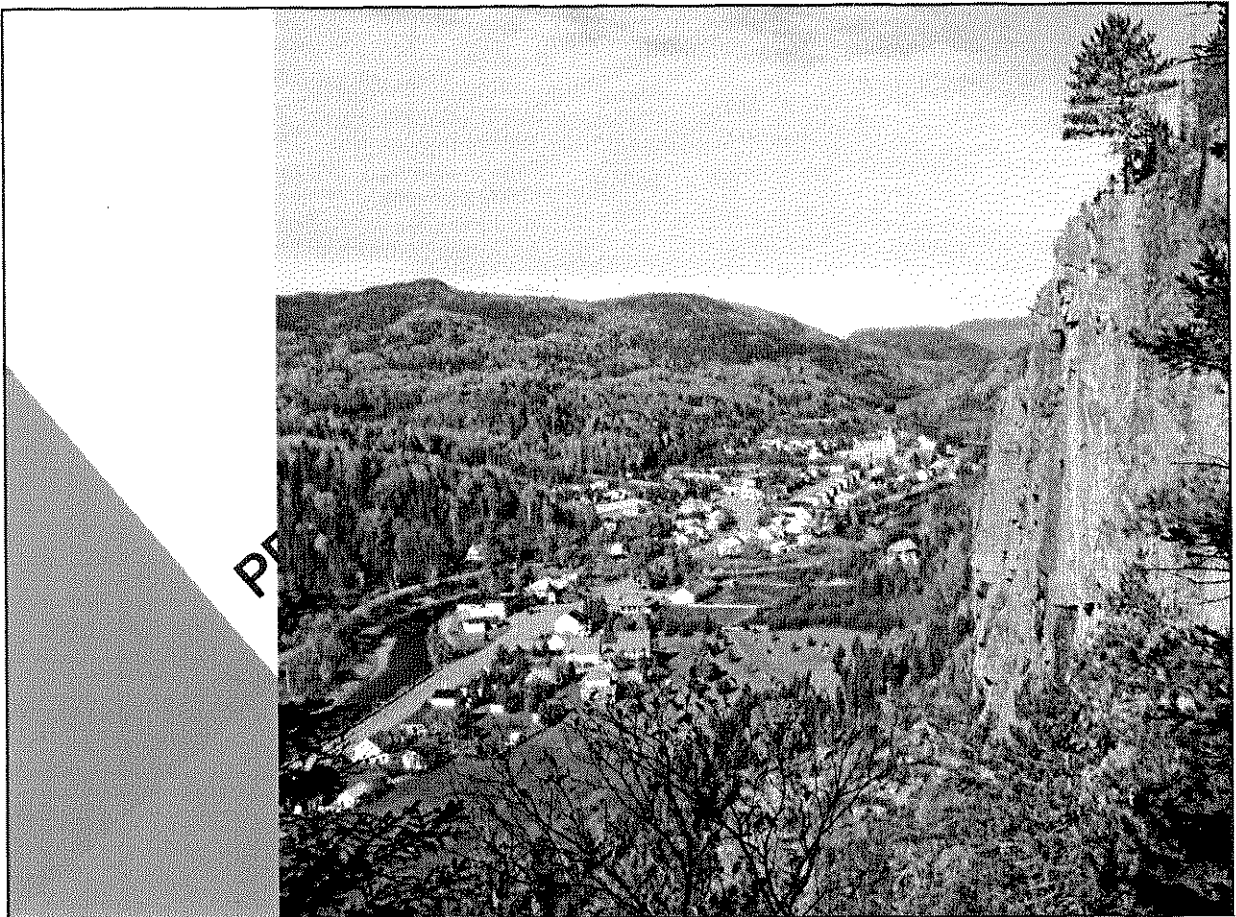
Ministères et organismes	Projets ciblés par Petit-Saguenay 2020
Agence de la Santé et des Services sociaux	- Entreprise jeunesse du Cœur du village - Centre communautaire de Petit-Saguenay
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	- Remise en culture de terres en friche - Diversification de l'industrie agricole
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	- Entreprise jeunesse du Cœur du village - Centre communautaire de Petit-Saguenay
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	- Entreprise jeunesse du Cœur du village - Maison des familles de Petit-Saguenay - Relance de l'usine de sciage
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	- Écomusée du patrimoine - Recyclage de l'Église - Stratégie de mise en valeur du patrimoine - Spectacle de la Falaise des Murmures
Ministère de la Famille et des Aînés	- Centre communautaire de Petit-Saguenay - Résidence pour personnes âgées
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	- Relance de l'usine de sciage - Projet éolien
Ministère des Transports	- Halte routière de Saint-Antoine - Stratégie d'interception du Cœur du village - Développement du pôle du quai
Ministère du Tourisme	- Stratégie d'interception du Cœur du village - Spectacle de la Falaise des Murmures - Développement du pôle du quai
SÉPAQ	- Développement du pôle du quai
Société d'Habitation du Québec	- Résidences pour personnes âgées

ANNEXE

Horaire de la journée

9 h 00	Départ en autobus de l'édifice Marguerite-Belley
10 h 45	Arrivée à Petit-Saguenay
11 h 00	Mot de bienvenue de la mairesse
11 h 05	Présentation de la démarche <i>Petit-Saguenay 2020</i>
11 h 30	Présentation du chantier développement et du chantier tourisme
<hr/>	
12 h 00	Dîner
<hr/>	
13 h 00	Présentation du chantier qualité de vie
13 h 15	Visite guidée du milieu <ul style="list-style-type: none">– Le cœur du village– Club des Messieurs– Visite Saint-Antoine– Église
15 h 15	Retour en grand groupe, collation et remerciements
17 h 00	Retour au Saguenay

Rencontre de la CAR du Saguenay-Lac-Saint-Jean
du 16 mai 2012



HORAIRE DE LA JOURNÉE

11h00 Mot de bienvenue
11h00 La démarche Petit-Saguenay 2020
11h30 Le chantier développement
11h45 Le chantier tourisme
12h00 Dîner
13h00 Le chantier qualité de vie
13h15 Visite du milieu
15h15 Conclusion
15h45 Départ

OBJECTIFS DE LA RENCONTRE

- Présenter les principaux enjeux de la démarche de revitalisation et de diversification
- Prendre connaissances des principaux projets de développement
- Partager sur la stratégie de développement et trouver des solutions concrètes aux défis à relever

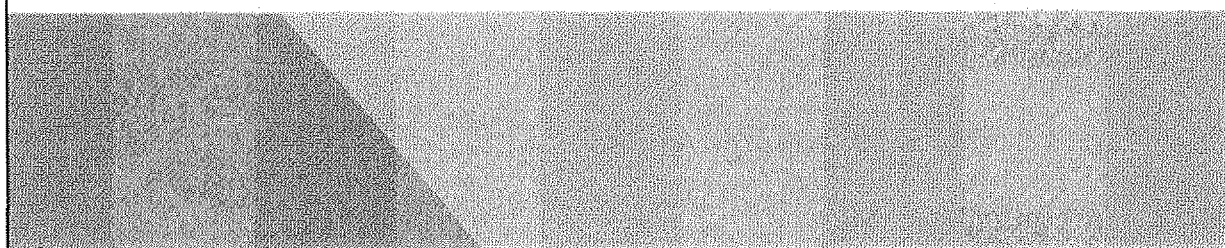


30 ANS D'EFFORTS DE DÉVELOPPEMENT

- Depuis 30 ans, le milieu se mobilise pour diversifier son économie et contrer le déclin démographique
- Des problématiques structurelles majeures affectent la vitalité du milieu
- La démographie demeure le défi central
- Le maintien des services de proximité, la création d'emplois et le développement de nouvelles activités économiques sont tous essentiels à la réussite de la revitalisation

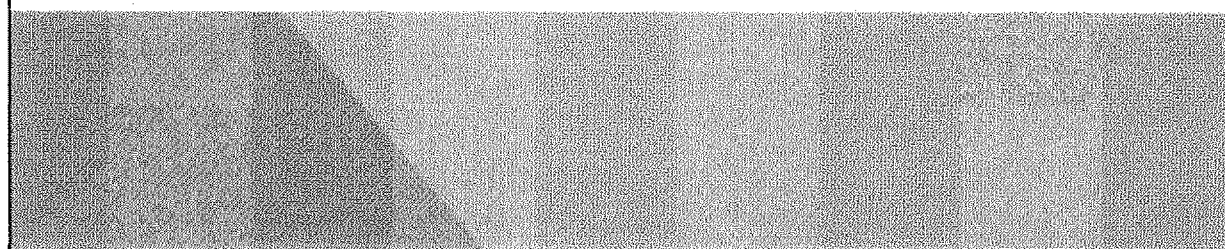
UNE VISION DE PETIT-SAGUENAY EN 2020

Village accueillant et dynamique au cœur du Fjord du Saguenay, où la qualité de vie et l'entraide sont recherchés par les familles, les entrepreneurs et les touristes qui veulent vivre des expériences riches et durables, Petit-Saguenay propose l'Aventure. *L'Aventure Petit-Saguenay... naturellement!*



STRATÉGIE GLOBALE DE DÉVELOPPEMENT

- Concentrer l'énergie et les ressources sur des projets structurants, consolidant ou créant des emplois, dans les secteurs d'activité suivants:
 - La forêt
 - Le tourisme
 - L'agroalimentaire
 - Les énergies renouvelables
 - Les services
 - L'image de marque



UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

- Les plan d'action de Petit-Saguenay 2020 a été élaboré par les citoyens lors de 5 sommets socio-économiques et 2008-2009
- Le comité de pilotage est composé des représentants de la municipalité et des citoyens impliqués dans les 3 chantiers
- Une centaine de citoyens participent aux rencontres régulières des différents comités de travail qui préparent les projets de développement
- Des rencontres publiques régulières sont tenues, avec grand succès, pour faire la reddition de compte et prendre des orientations générales

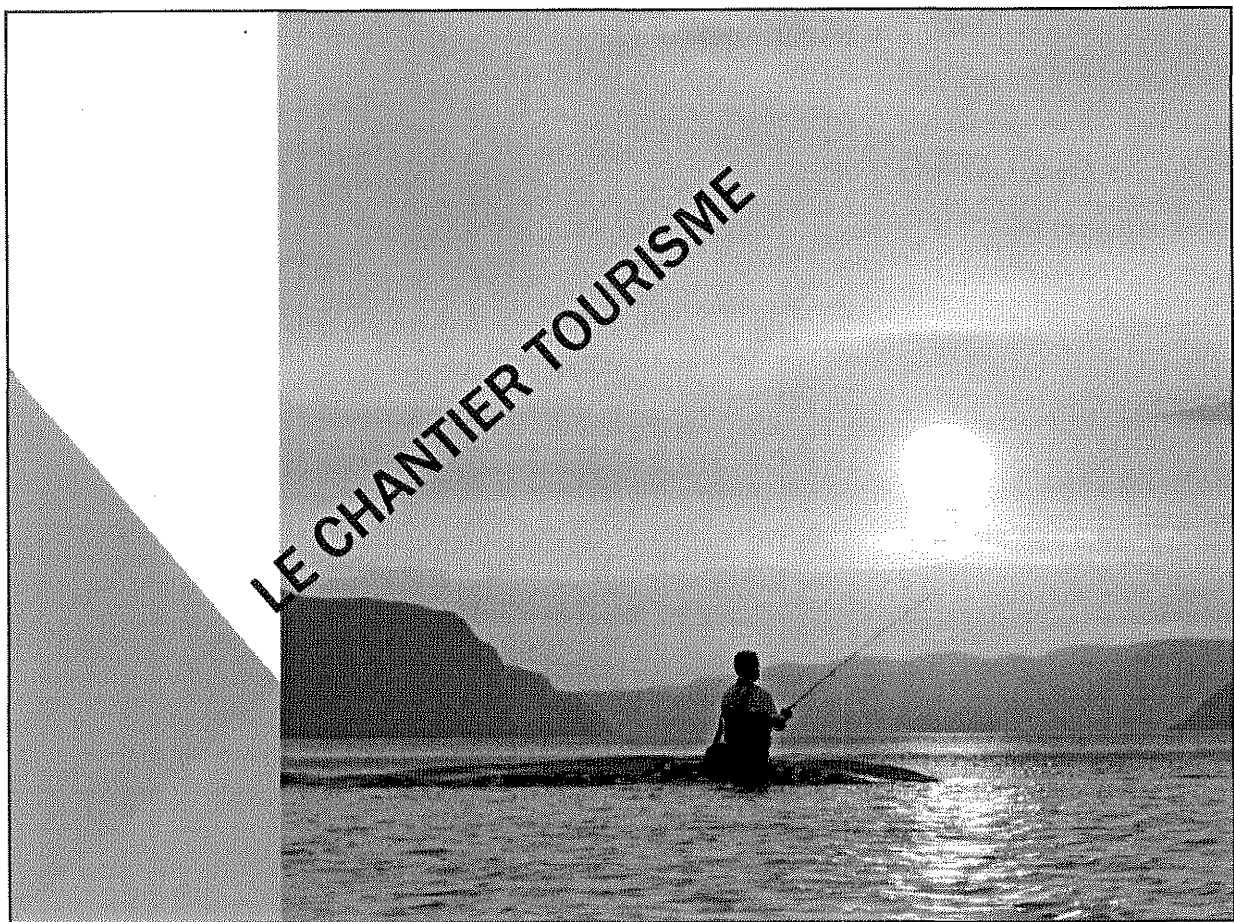


L'IMPORTANCE DES RESSOURCES

- Le village de Petit-Saguenay s'est développé autour des ressources forestières et agricoles
- La forêt est dégradée et a besoin d'interventions pour être remise en état
- L'agriculture est le seul secteur d'activité prospère de la municipalité, mais aucune activité de transformation n'est faite sur place
- Le potentiel de développement éolien est phénoménal

METTRE EN VALEUR CES RESSOURCES

- La relance de l'usine de sciage permettra de ramener progressivement la forêt à son état naturel et de développer des nouvelles activités de transformation
- La réalisation d'un projet de transformation agricole maximisera les retombées de cette industrie, notamment en terme d'emplois
- Les projets de villégiature et de développement résidentiel vise une occupation dynamique du territoire
- Ces projets se font dans un esprit de concertation avec l'ensemble des utilisateurs du territoire



UNE LONGUE EXPÉRIENCE EN TOURISME

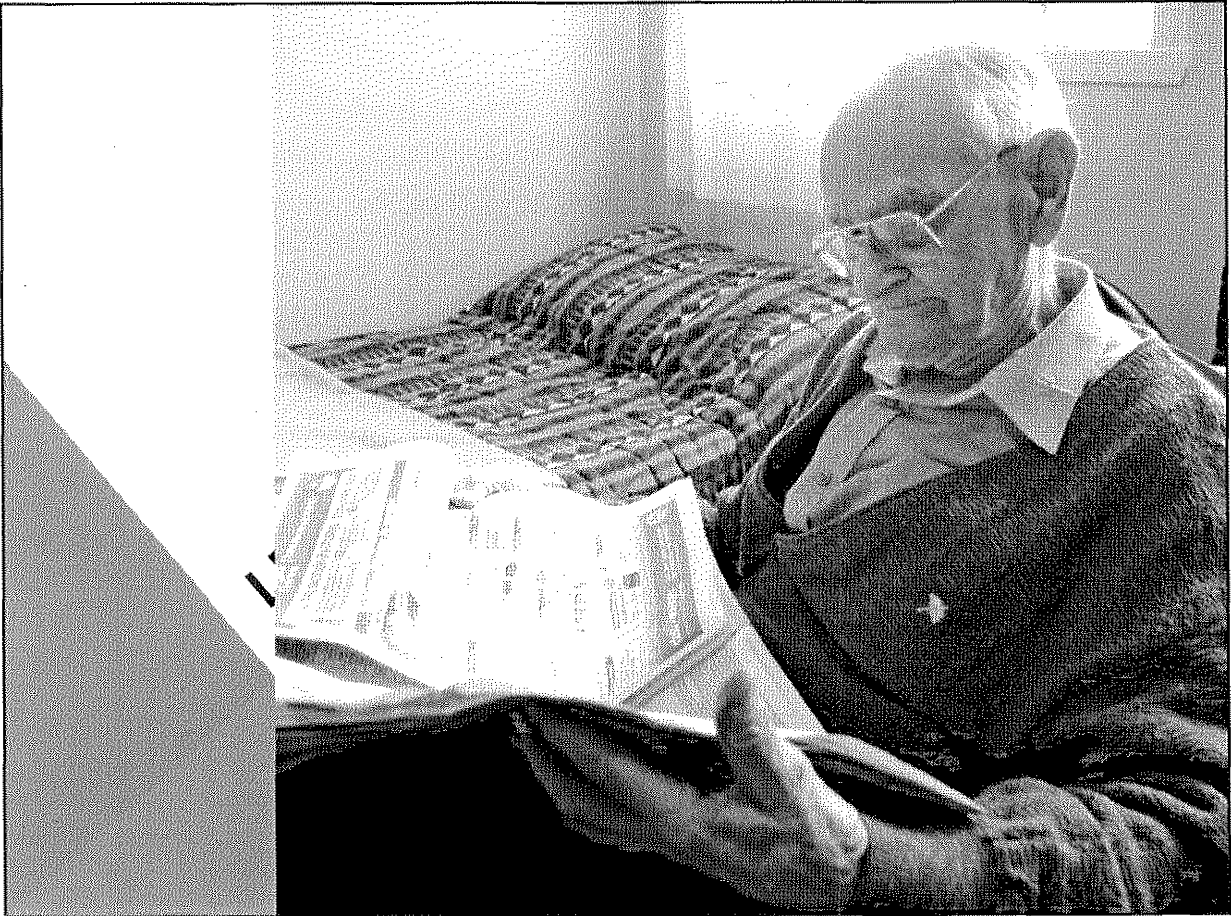
- L'histoire du développement touristique à Petit-Saguenay est longue et remonte jusqu'au Dumas Fishing Club au 19^e siècle
- Trois principaux pôles touristique existent présentement : la Rivière Petit-Saguenay, le Parc du Fjord-du-Saguenay et le Village Vacances Petit-Saguenay
- Petit-Saguenay offre une grande diversité d'activités touristiques de toutes sortes et a des attraits majeurs
- Le potentiel de développement touristique est très grande compte tenu de la beauté des paysages et de la diversité des activités offertes

DES DIFFICULTÉS À SURMONTER

- Petit-Saguenay manque de reconnaissance au niveau touristique et est continuellement en retrait du développement régional
- L'essentiel des ressources locale en matière de promotion et de développement touristique sont monopolisées par les opérations du Bureau d'information touristique
- Le milieu n'a pas les moyens d'investir seul dans des projets structurants tels que le développement du quai, la construction d'une nouvelle route pour le Village Vacances ou le spectacle de la Falaise des Murmures

LA STRATÉGIE D'INTERCEPTION

- Les activités et les attraits son nombreux, mais ils sont à l'écart de la route 170
- Dans l'immédiat, le milieu a priorisé le développement du cœur du village, dans l'axe de la rivière, entre le site de la Rivière Petit-Saguenay et le quai municipal
- L'objectif est de rendre le village attrayant et de multiplier les occasions d'intercepter les touristes de passage
- Chaque interception peut être le point de départ d'une nouvelle activité touristique dans le village et augmente d'autant la rétention touristique

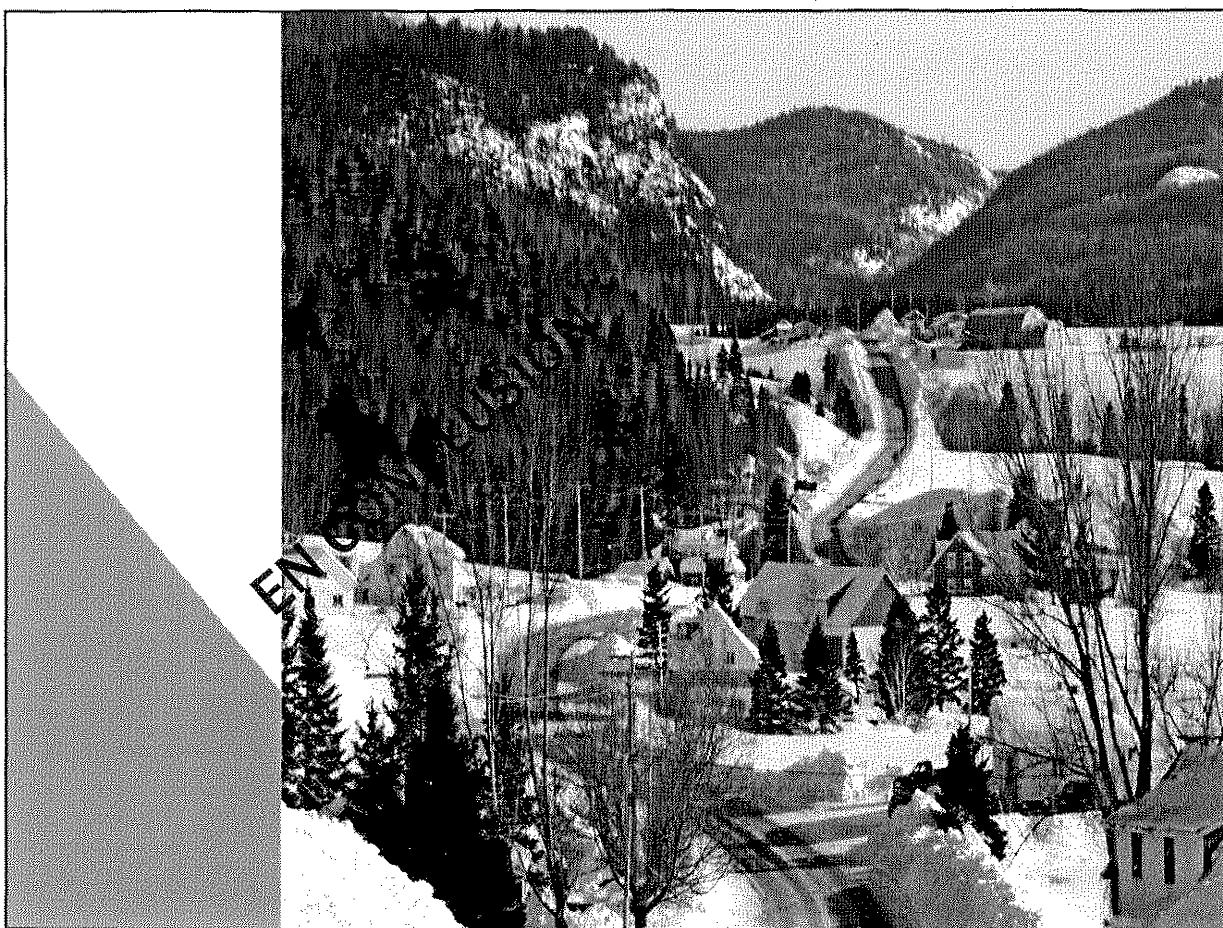


LES CONDITIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES

- Depuis 30 ans, la population a diminué de 38%
- Cet exode s'explique par le manque d'emplois et de services à la population
- De manière générale, les gens qui partent sont les plus scolarisés, les plus qualifiés pour travailler ou les plus en mesure d'investir
- Les conditions socio-économiques sont de plus en plus difficiles et le milieu a de moins en moins de ressources pour améliorer sa situation

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE

- Il est primordial de travailler au maintien et à l'amélioration des services à la population et de développer des projets qui amélioreront la qualité de vie
- Le chantier propose donc des projets pour soutenir les jeunes dans leur cheminement scolaire et pour leur offrir des conditions pour s'épanouir
- Les services aux personnes âgées se développent également afin de « garder notre monde » le plus longtemps possible
- Il faut trouver des moyens de rejoindre les familles défavorisées en leur offrant des services communautaires



10 ANS POUR RENVERSER LA VAPEUR

- Le déclin démographique de Petit-Saguenay se poursuit à l'heure actuelle et nécessite une plus grande attention
- Le village est en manque de jeunes familles et de jeunes semi-retraités
- La culture entrepreneuriale n'est pas suffisamment développée
- Les opportunités sont nombreuses mais les moyens sont limités
- La démarche de revitalisation et de diversification *Petit-Saguenay 2020* a comme objectif de renverser cette tendance sur une période de 10 ans en:
 - Augmentant le nombre de résidents
 - Assurant la vitalité et le dynamisme de l'école et en offrant des services adaptés aux besoins des personnes âgées
 - Développant plusieurs nouvelles entreprises développées par des jeunes
 - Se réinventant grâce à l'engagement et la détermination des citoyens

LE MILIEU RÉPOND PRÉSENT

- La mobilisation et la participation citoyenne n'a cessé de s'accroître depuis le début de la démarche
- Les projets sont menés à bout de bras par l'ensemble des acteurs avec des moyens limités
- La concertation évite les conflits, canalise la critique et permet de concentrer les énergies sur les projets réalisables
- La municipalité a multiplié par 3 les sommes dévouées au développement des projets de *Petit-Saguenay 2020*

PETIT-SAGUENAY A BESOIN DE SOUTIEN

- Le village manque de ressources humaines et n'a pas tous les soutiens techniques nécessaires à la réussite de ses projets
- Les menaces de fermeture d'entreprises sont constantes et ont tendance à se multiplier
- Plusieurs projets sont innovants mais le milieu n'a pas la capacité d'investir pour les réaliser seul

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean (CAR-02)

Tenue le 12 juin 2012 de 9 h à 12 h

Salle du conseil municipal, hôtel de ville de La Baie

Sont présents (es) :

M^{mes} Bouchard, Audrey, BANQ
Chabot, Christine, CSF
Denis, Sylvie, MAPAQ
Desjardins, Josée, MSP – sécurité publique
Moreau, Chantal-Anne, ASSS
Rhéaume, Lison, Emploi-Québec (MESS)
Simard, Julie, Investissement Québec

MM. Belley, Alain, CRÉ
Bessette, Jean-Luc, MTOU
Côté, Daniel, CSPQ
Dionne, Jean, MAMROT
Dufour, Dominique, Engagement jeunesse
Gauthier, Gilles, MAMROT
Gauthier, Pierre-A., MAMROT
Goudreault, Réjean, MCCCCF
Lefebvre, Yves, FAQ
Molina, Joseph, MDEIE
Morency, Guy, HQ
Poulin, Benoît, MAMROT
Tremblay, Daniel, MRNF
Turgeon, Donald, MTQ

Sont absents (es) :

M^{mes} Caron, Mona, SAAQ
Claveau, Guylaine, CNT
Cloutier, Francine, SHQ
Coulombe, Louise, Revenu Québec
Faucher, Johanne, MFA
Gagnier, Diane, CSST
Harvey, Francine, Services Québec
Larose, Diane, MRNF
Mallard, Nathalie, SHQ
Latour, Chantale, SAA
Paquet, Nicole, Famille et Aînés
Roy, Claire, CDPDJ
Tremblay, Édith, MDDEP
Vien, Margaret, OQLF

MM. Bélanger, Mario, Justice
Carrier, Alain, OPC
Dallaire, Gaston, SIQ
Dassylva, Pierre, MSP
Doyle, Yvon, MICC
Dupont, Pierre-André, RBQ
Gosselin, Roger, HQ
Groleau, Daniel, SÉPAQ
Guillot, François, SÉPAQ
Labrecque, Daniel, MDDEP
Lacroix, Robert, MRNF
Lavoie, Robert, OPHQ
Paré, Roger, MELS
Riverain, Daniel, Curateur public
Thibeault, Alain, MRNF
Trudelle, Claude, Relations internationales
Wagner, Éric, MELS

Personnes invitées :

M^{me} Audet, Nathalie, MRC Lac-Saint-Jean-Est
MM. Saint-Pierre, Martin, Centraide
Bouchard, Dany, MRC Le Domaine-du-Roy
Potvin, Jacques, MRC Maria-Chapdelaine

Sujet	Suivi
<p>1. Mot de bienvenue</p> <p>La réunion débute à 9 h, par le mot de bienvenue du nouveau président de la CAR, M. Jean Dionne.</p> <p>M. Dionne se présente aux membres de la CAR et signale l'arrivée d'un nouveau membre, M^{me} Julie Lessard d'Investissement Québec.</p>	
<p>2. Lecture et adoption de l'ordre du jour</p> <p>M. Dionne procède à la lecture de l'ordre du jour de la rencontre.</p> <p>Le point 7 de l'ordre du jour, présentation des résultats d'un groupe de discussions sur les jeunes immigrants, est reporté à une prochaine</p>	

<p>rencontre. Il est remplacé par la campagne de financement de Centraide.</p> <p>L'ordre du jour est adopté avec cette modification.</p>	
<p>3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 7 mars 2012 et éléments de suivi</p> <p>M. Dionne procède à la lecture du compte rendu de la dernière rencontre et fait part des éléments de suivi.</p> <p>Il présente un bref compte rendu de la visite de la CAR qui a eu lieu le 16 mai 2012 à Petit-Saguenay dont l'objectif principal était de présenter les trois chantiers de développement de la démarche de revitalisation Petit-Saguenay 2020. Un total de 28 représentants des ministères et organismes ont participé à cette activité, parmi lesquels on compte notamment le MAPAQ, le MRNF, Emploi-Québec, l'ASSS, le MCCCCF, le MTQ, l'OPHQ, le MAMROT, la SÉPAQ, DÉC, la SADC, le Parc marin Saguenay–Saint-Laurent et le CLD du Fjord-du-Saguenay.</p> <p>M. Dionne indique également que le bilan régional du Plan gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées est en cours et devrait être déposé lors d'une prochaine rencontre. Les ministères et organismes concernés seront sollicités afin de compléter les informations de ce bilan. Le compte rendu est adopté sans modification.</p>	
<p>4. Suivi des travaux des comités permanents</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comité desserte des services gouvernementaux <p>M. Gilles Gauthier indique que le comité ne s'est pas réuni depuis la dernière rencontre de la CAR. Il devrait se réunir au cours des prochaines semaines pour se pencher sur l'impact de la nouvelle stratégie gouvernementale sur l'occupation et la vitalité des territoires.</p> • Comité développement économique et emploi <p>M. Molina mentionne que le comité s'est réuni pour faire le point sur l'état d'avancement de deux dossiers : Mistouk sur le lac et Novelis.</p> • Comité aménagement du territoire <p>Le comité a tenu une rencontre la semaine dernière. M. Daniel Tremblay indique que l'objet principal de la rencontre a été de présenter les dossiers du MRNF. Il souhaite que le comité d'aménagement devienne un lieu d'échanges, d'information et d'action. Les rencontres du comité sont ouvertes aux professionnels.</p> • Comité santé, développement social et les personnes <p>Le comité ne s'est pas réuni depuis la dernière rencontre de la CAR. Les travaux des membres du comité permanent se sont concentrés au sein de deux sous-comités.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie <p>M^{me} Chantal-Anne Moreau, adjointe au directeur de santé publique à l'Agence, mentionne que la Table s'est réunie le 25 mai dernier.</p> <p>M^{me} Moreau a fait le point sur l'état d'avancement des deux volets du projet <u>Cultivons et cuisinons du Lac au Fjord</u>, soit « Un trésor dans mon jardin » qui s'adresse aux enfants de 2 à 5 ans et « Cultivons et cuisinons du Lac au Fjord » qui vise quant à lui la promotion d'une culture culinaire saine et savoureuse à partir d'aliments locaux.</p> – Comité interministériel sur la condition féminine <p>Le comité a tenu une réunion depuis la dernière CAR. M^{me} Christine Chabot, responsable régionale du Conseil du statut de la femme, présente un bilan des cafés-égalité organisés dans le cadre de la Journée internationale des femmes. Un rapport sur cette activité sera déposé d'ici la fin de l'été. Pour la prochaine année, le comité s'intéressera à la conciliation travail-famille dans la fonction publique.</p> 	

<ul style="list-style-type: none"> • Comité engagement jeunesse <p>M. Dominique Dufour, agent de liaison d'Engagement jeunesse, mentionne que le comité s'est réuni à deux reprises au cours des dernières semaines et il a fait le point sur l'état d'avancement des dossiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transition école vie active (TEVA); - Emploi d'été pour jeunes handicapés; - Comité bailleur de fonds en employabilité; - Groupe de discussion avec les jeunes immigrants; - Problématiques vécues par les jeunes chercheurs d'emplois. 	
<p>5. Tour de table des ministères et organismes</p> <p>Sans qu'il soit inscrit à l'ordre du jour, on procède à un tour de table des ministères et organismes qui souhaitent partager de l'information avec les autres membres de la CAR.</p> <p>CRÉ : il y a eu récemment une table Québec-Régions où on a discuté de la réalisation du Plan quinquennal des CRÉS. Il a été notamment question de la participation des CAR au Plan quinquennal.</p> <p>MTOU : ce Ministère vient de lancer son Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020 ainsi que la Stratégie touristique québécoise au nord du 49^e parallèle. Ces documents seront présentés lors d'une prochaine rencontre de la CAR.</p> <p>MCCCF : le Ministère procède actuellement à un exercice de réévaluation des musées et il annonce une mesure transitoire de soutien aux musées dotée d'une enveloppe de 2,5 M\$.</p> <p>MAPAQ : adoption du Plan stratégique 2011-2014 incluant trois axes principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les saines habitudes de vie; – le développement économique; – la cohabitation harmonieuse entre l'agriculture et l'environnement. <p>MRNF : le Ministère a fait le point sur deux ententes spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le Fonds de recherche forestière et Consorem. 	
<p>6. Fusion des points 5 et 6 : nouveau mandat du comité Tourisme, nature et culture et la LOVT versus le rôle de la CAR</p> <p>M. Jean Dionne présente des réflexions sur le fonctionnement de la CAR. Il mentionne, entre autres, qu'on constate un essoufflement des comités et que l'adoption de la nouvelle stratégie gouvernementale pour l'occupation et la vitalité des territoires va avoir un impact important sur le fonctionnement de la CAR.</p> <p>Après plusieurs échanges et discussions, on propose de mettre en place un comité de travail ayant pour mandat de réviser le fonctionnement de la CAR. Ce comité est composé de : M. Réjean Goudreault (MCCCF), M. Daniel Tremblay (MRNF), M^{me} Chantal-Anne Moreau (ASSS), M^{me} Francine Harvey (Services Québec) et de M^{me} Lison Rhéaume (E-Q).</p> <p>M. Réjean Goudreault informe les membres de la CAR de la mise sur pied d'un nouveau Comité Tourisme, nature, culture dans le but de former un lieu de concertation gouvernemental régional pour faciliter l'analyse des projets en tourisme, nature et culture et leur réalisation. Cette concertation se réalise autour des objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – partager l'information sur les dossiers régionaux et les projets en cours et à venir; – procéder à une analyse conjointe des problématiques reliées à un dossier ou projet spécifique; – assurer une plus grande cohérence de l'intervention gouvernementale en réfléchissant à des hypothèses de position commune; – réduire les délais de traitement administratif des projets. 	
<p>7. Campagne de promotion de Centraide</p> <p>M^{me} Lison Rhéaume, responsable de la campagne Centraide pour le secteur</p>	

<p>de la fonction publique québécoise, introduit le sujet de la nouvelle campagne Centraide 2012 et souligne la contribution significative des membres de la fonction publique à celle-ci.</p> <p>M. Martin Saint-Pierre, directeur général de Centraide Saguenay–Lac-Saint-Jean, nous informe des objectifs de la campagne Centraide. L'année dernière, 1,93 M\$ ont été recueillis dans la région et redistribués aux 95 organismes associés du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Il souligne la création d'une fondation communautaire dont les ressources peuvent servir différentes causes.</p>	
<p>8. Présentation du projet Corvée collective de revitalisation</p> <p>M^{me} Nathalie Audet, MM. Jacques Potvin et Danny Bouchard présentent aux membres de la CAR un projet d'entente spécifique visant la réalisation d'une corvée collective pour revitaliser, améliorer et harmoniser le cadre visuel et bâti de 35 municipalités de la région.</p> <p>Il rejoint tant les orientations et objectifs des schémas d'aménagement et de développement des MRC que ceux de la Politique nationale de la ruralité et de la « Loi-cadre » visant à soutenir l'application de la stratégie du gouvernement du Québec pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.</p> <p>Dans une première étape, il y aura un projet pilote impliquant trois municipalités de la région, soit une pour chacune des trois MRC du Lac-Saint-Jean. Les principaux ministères impliqués sont le MAMROT, le MTQ, le MCCCCF et la SHQ.</p>	
<p>9. Affaires nouvelles</p> <p>9.1 Visite des meilleures pratiques</p> <p>Le 29 mai dernier, la direction régionale du MAMROT a organisé une visite des meilleures pratiques en matière de développement local dans la région. Cette visite a permis aux leaders des municipalités de l'ensemble de la région de bénéficier d'une formation sur mesure autour de quatre thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> – consolidation des services de proximité en milieu rural; – implantation d'une résidence pour personnes âgées; – conversion d'un bâtiment religieux; – animation d'une démarche participative de revitalisation. <p>Au total, 31 personnes en provenance des quatre MRC ont participé à cette activité.</p> <p>9.2 La CAR est carboneutre</p> <p>La tenue des rencontres de la CAR est, à partir de maintenant, une activité certifiée carboneutre. C'est pourquoi on demande aux participants de nous indiquer s'ils ont utilisé le covoiturage comme moyen de transport.</p>	
<p>10. Date de la prochaine rencontre</p> <p>La prochaine rencontre de la CAR se tiendra le mardi 23 octobre 2012. L'heure et le lieu restent à déterminer.</p>	
<p>11. Fin de la rencontre</p> <p>La rencontre se termine à 12 h.</p>	

Rédigé par :

Gilles Gauthier, MAMROT
418 698-3523, poste 80203

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean (CAR-02)

Tenue le 20 novembre 2012 de 9 h à 12 h

Pavillon Mellon,
2175, boulevard Mellon, Jonquière

Sont présents (es) :

M^{mes} Chabot, Christine, CSF
Moreau, Chantal-Anne, ASSS
Gravel, Marie-Josée, MAPAQ
Harvey, Francine, Services Québec
Harvey, Gradys, MFE
Larouche, Catherine, MTQ
Lavoie, Violaine, CSST
Simard, Julie, IQ

MM. Blouin, David, OPHQ
Dallaire, Gaston, SIQ
Dassylva, Pierre, MSP
Dionne, Jean, MAMROT
Doyle, Yvon, MICC

MM Dubé, Marc, CRÉ
Dufour, Dominique, EJ
Garneau, Christian, Hydro-Québec
Gauthier, Gilles, MAMROT
Gauthier, Pierre-A., MAMROT
Goudreault, Réjean, MCCCCF
Jean, David, MAMROT
Lefebvre, Yves, FAQ
Morency, Guy, HQ
Poulin, Benoît, MAMROT
Thibeault, Alain, MRN
Tremblay, Daniel, MRNF

Personnes invitées :

M^{me} Pelletier, Kathleen, ASSS

Sujet	Suivi
<p>1. Ouverture de la réunion</p> <p>La réunion débute à 9 h par le mot de bienvenue du président de la CAR.</p> <p>M. Jean Dionne signale l'arrivée de trois nouveaux membres : M^{me} Gladys Harvey du Ministère des Finances et de l'Économie, M^{me} Violaine Lavoie de la CSST et M. Christian Garneau d'Hydro-Québec.</p>	
<p>2. Lecture et adoption de l'ordre du jour</p> <p>M. Jean Dionne procède à la lecture de l'ordre du jour de la rencontre qui est accepté sans modification.</p>	
<p>3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 12 juin 2012</p> <p>M. Jean Dionne procède à la lecture du compte rendu de la dernière rencontre et fait part des éléments de suivi.</p>	
<p>4. Suivi des comités permanents</p> <ul style="list-style-type: none">Comité desserte des services gouvernementaux M^{me} Francine Harvey, directrice régionale de Services Québec, indique que le comité devrait reprendre ses travaux autour d'un nouveau mandat en lien avec l'occupation et la vitalité des territoires et l'impact du vieillissement de la population sur la desserte des services gouvernementaux.Comité développement économique et emploi M^{me} Gladys Harvey, directrice régionale du ministère des Finances et de l'Économie, mentionne que le comité s'est réuni pour faire le point sur la Stratégie québécoise en entrepreneuriat, la Table régionale en entrepreneuriat, la reconduction des ententes de gestion MDEIE – MRC pour le financement des CLD et le renouvellement du Fonds d'aide aux municipalités monoindustrielles. M^{me} Gladys Harvey ajoute que les membres du comité se pencheront en février sur la nature du mandat du comité.	

- **Comité aménagement du territoire**

Le comité a tenu une rencontre le 8 novembre dernier. M. Daniel Tremblay, directeur régional aux affaires régionales du MRN, indique que la rencontre a permis au représentant du MAMROT de présenter le Plan de développement durable du Ministère et la mise à jour du dossier des schémas d'aménagement en région. La représentante du MAPAQ a pour sa part fait le point sur la question des îlots déstructurés en région et les Plans de développement des zones agricoles (PDZA). Trois autres ministères ont généré d'autres discussions suite à des présentations sur le BAPE (MDDEP), le Plan de mobilité durable (MTQ) et l'énergie éolienne (MRN). L'importante participation des professionnels du MTQ et du MRN est notamment très appréciée et de nature à stimuler les discussions. La prochaine rencontre devrait avoir lieu en février prochain, avec des sujets déjà programmés, tels le Portrait sur le vieillissement, les aires protégées, la Loi sur le patrimoine naturel et les saines habitudes de vie. Une fois complétée la mise à niveau de l'information en matière d'aménagement, d'ici 2 ans, les travaux de la CAR-Aménagement devraient générer davantage d'échanges et, le cas échéant, des recommandations destinées à la grande CAR. M. Tremblay profite de l'occasion pour remercier tous les ministères qui assurent le succès du comité depuis les 6 derniers mois.

- **Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie**

M^{me} Chantal-Anne Moreau, adjointe au directeur de santé publique à l'Agence, fait le point sur l'état d'avancement des projets « Un trésor dans mon jardin » et « Cultivons et cuisinons du Lac au Fjord ».

- **Comité interministériel sur la condition féminine**

Le comité ne s'est pas réuni depuis la dernière rencontre. M^{me} Christine Chabot, responsable régionale du Conseil du statut de la femme, mentionne que le comité se penchera sur la définition d'un nouveau mandat. La réalisation des prochains Café-Égalité et la conciliation Travail-Famille dans la Fonction publique seront au cœur des prochains travaux.

- **Comité engagement jeunesse**

M. Dominique Dufour, agent de liaison d'Engagement jeunesse, mentionne que le comité s'est réuni à deux reprises au cours des dernières semaines et il a fait le point sur l'état d'avancement des dossiers :

- Transition école vie active (TEVA) :

Les deux projets pilotes suivent leurs cours. Les deux écoles se sont approprié les outils et réalisent actuellement les plans préliminaires avec deux jeunes par établissement.

- Emploi d'été pour jeunes handicapés :

À la suite de l'intégration d'un jeune handicapé dans une CJS cet été, une rencontre d'évaluation a eu lieu dernièrement. Le comité se réunira à nouveau prochainement avec SEMO et Emploi-Québec afin de réfléchir sur ce qui suivra pour l'an prochain.

- Groupe de discussion avec les jeunes immigrants :

Trois groupes avaient été réalisés au Saguenay regroupant treize jeunes immigrants. Nous avons prévu un atelier d'information et d'échange sur les services gouvernementaux dans la programmation Bleuets émergents du Lac Saint-Jean.

- Plan de cheminement vers l'autonomie (PCA) :

Après un projet pilote de trois ans dans neuf régions du Québec, le Plan de cheminement vers l'autonomie est déployé dans l'ensemble de la province. Le comité directeur d'Engagement jeunesse assure la coordination régionale du déploiement du PCA pour les partenaires externes du Centre jeunesse, alors que le Centre jeunesse assure le déploiement à l'interne du PCA (auprès des éducateurs PQJ et des intervenants de l'application des mesures).

- **Comité tourisme, nature et culture**

M. Réjean Goudreault, directeur régional du ministère de la Culture et des Communications, fait état de la première rencontre du comité. Plusieurs sujets ont été abordés, dont l'entente régionale en tourisme, les suites du Forum sur le tourisme culturel de novembre 2011, la Stratégie de développement touristique de Petit-Saguenay et un partage d'information sur une série de projets régionaux en cours de réalisation. Les participants

	ont manifesté beaucoup d'enthousiasme et la prochaine rencontre du comité aura lieu le 11 décembre prochain.
<p>5. Suivi du mandat sur l'occupation et la vitalité des territoires</p> <p>M. Jean Dionne fait un survol du compte rendu de la première rencontre du groupe de travail sur la modernisation de la CAR. On précise notamment les engagements prévus par la Stratégie sur l'occupation et la vitalité des territoires et les nouvelles responsabilités que la CAR devra assumer.</p> <p>Le groupe de travail dépose à la CAR deux propositions de modernisation. Le document « Proposition de modernisation de la CAR » et l'organigramme de la CAR sont joints au compte rendu et en fait partie intégrante.</p> <p>Les membres conviennent de la pertinence des deux propositions, qui sont acceptées à l'unanimité.</p> <p>Les actions suivantes ont été réalisées suite à cette première rencontre de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M^{me} Gladys Harvey a été invitée à se joindre aux travaux du groupe de travail; - Une rencontre avec la CRÉ, au sujet de renouvellement du Plan quinquennal de développement, est prévue le 28 novembre prochain; - Une première rencontre de la CAR est prévue avec M. Stéphane Bédard, ministre responsable de la région, pour le 14 décembre prochain; - Une rencontre avec M. Marc-Urbain Proulx s'est tenue afin de l'informer des travaux de la CAR et de la disponibilité de celle-ci à collaborer à la réalisation de son mandat. 	Secrétaire de la CAR et présidents des comités : formaliser les mandats des comités
<p>6. Remaniement des ministères : changements et implications</p> <p>Les membres échangent sur les principaux changements dans les ministères, dont plus particulièrement au sein du MICC, au MAMROT, au MCC, au MRN et au ministère des Finances et de l'Économie (MFE).</p>	
<p>7. Environnements favorables aux saines habitudes de vie</p> <p>M^{me} Chantal-Anne Moreau et M^{me} Kathleen Pelletier, médecin-conseil, présentent les environnements favorables aux saines habitudes de vie.</p> <p>Il est convenu que les ministères et organismes intéressés de bénéficier d'une formation plus approfondie devront nommer un répondant qui sera contacté en janvier par l'Agence. Une réponse serait appréciée avant la fin du mois de décembre.</p>	
<p>8. Le vieillissement de la population au Saguenay–Lac-Saint-Jean : état de situation</p> <p>MM. Patrice Saint-Pierre, Paul Girard et Réjean Vallières présentent un portrait du vieillissement de la population au Saguenay–Lac-Saint-Jean.</p> <p>Le document de présentation PowerPoint « Le vieillissement au Saguenay–Lac-Saint-Jean État de situation » est joint au compte rendu et en fait partie intégrante.</p> <p>Les membres de la CAR sont invités à participer au Forum régional sur le vieillissement de la population, qui se tiendra le 11 janvier prochain au Collège d'Alma.</p>	
<p>9. Affaires nouvelles</p> <p>Aucun point n'a été ajouté aux affaires nouvelles.</p>	
<p>10. Date de la prochaine rencontre</p> <p>La prochaine rencontre de la CAR se tiendra le vendredi 14 décembre, de 11 h à 12 h, à la salle Marguerite-Tellier de la Bibliothèque municipale de Chicoutimi. La rencontre sera consacrée à une prise de contact entre la CAR et le ministre responsable de la région.</p>	
<p>11. Fin de la rencontre</p> <p>La rencontre se termine à 12 h.</p>	

PROPOSITION DE MODERNISATION DE LA CAR

RAPPEL DU MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL

- Proposer des changements qui prennent en compte les modifications apportées par la Loi et la Stratégie sur l'occupation et la vitalité des territoires;
- Proposer un mécanisme pour intégrer de nouveaux mandats et créer de nouveaux comités ad hoc;
- Proposer un mécanisme de suivi des mandats et des projets régionaux;
- Examiner la possibilité d'intégrer une participation plus active des professionnels au sein des comités;
- Proposer un mécanisme de rétroaction sur le fonctionnement de la CAR et le choix des sujets traités.

Proposition 1 :

Modifier la structure de la CAR afin d'intégrer une approche par mandat :

- Modifier la structure des comités permanents en faveur de comités *ad hoc* qui agiraient selon des mandats spécifiques.

Commentaires :

Avec cette nouvelle façon de faire, de nouveaux mandats et de nouveaux comités pourraient être ajoutés à la structure de la CAR en fonction de l'évolution des problématiques régionales. Les comités, dont les mandats seraient terminés, pourraient être dissous ou encore donner un nouveau mandat. Chaque comité de la CAR serait présidé par un directeur régional qui aurait la responsabilité de faire un suivi des travaux et des décisions aux membres de la CAR. Cette approche accorderait plus de souplesse et permettrait d'intégrer d'éventuels mandats que le ministre régional désirerait voir se concrétiser.

Proposition 2 :

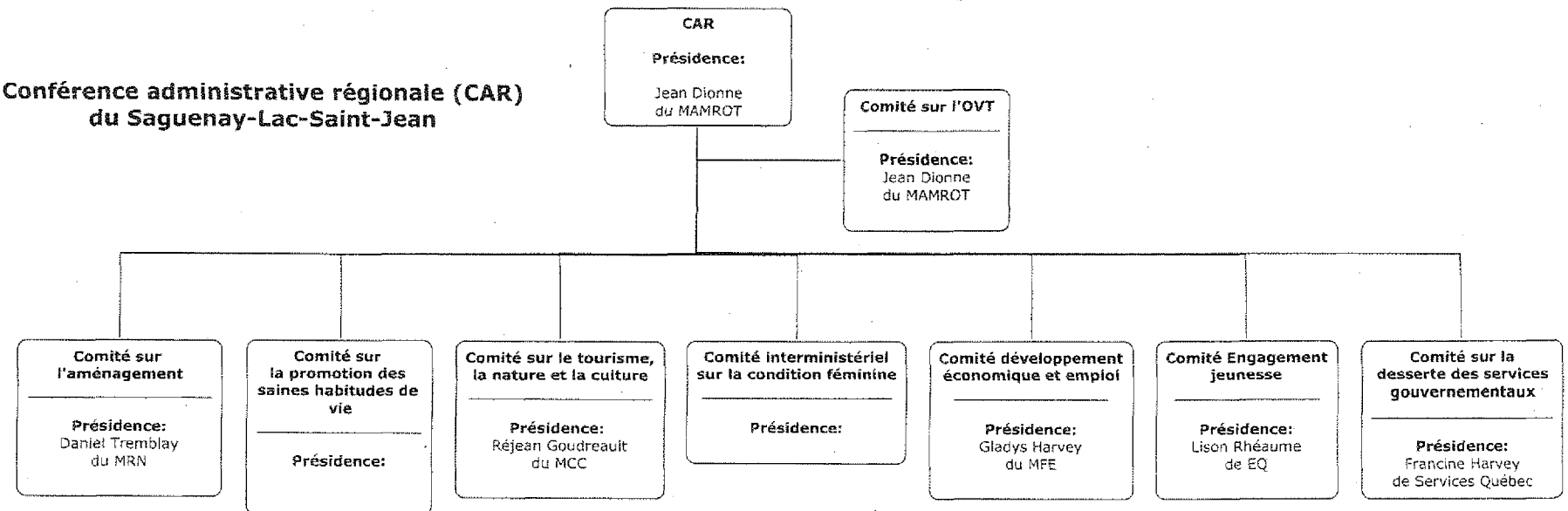
Animer un groupe de travail, sous la forme d'un comité sur l'occupation et la vitalité des territoires, qui aurait comme mandat de coordonner le fonctionnement de la CAR dans ses activités interministérielles :

- Rencontre CAR – MR;
- Rencontre CAR – CRÉ;
- Accompagnement pour renouveler le Plan quinquennal de développement;
- Mise en place de la Stratégie sur l'OVT
- Etc.

Commentaires :

Le comité pourrait définir des propositions d'actions (ex. un nouveau mandat) en vue d'être déposées à la CAR pour y être discutées et approuvées par l'ensemble des membres. Cette façon de procéder pourrait faciliter le passage du partage d'information à celui d'une instance décisionnelle et de positionnement face aux enjeux régionaux.

**Conférence administrative régionale (CAR)
du Saguenay-Lac-Saint-Jean**



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN

Date : Le vendredi, 14 décembre 2012 – de 10 h 30 à 12 h

Lieu : Salle Marguerite-Tellier, Centre des arts et de la culture
200, rue de l'Hôtel-de-Ville, Chicoutimi

Ordre du jour

1. Ouverture et accueil – Jean Dionne (10 h 30)
2. Présentation des participants – tour de table
3. Allocution du ministre responsable de la région, M. Stéphane Bédard
4. Échanges
5. Mot de la fin (11 h 50)

LISTE DES MEMBRES DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR)
DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
Rencontre du 14 décembre 2012

Membres	Présences	Absences	MINISTÈRE/ ORGANISME
Bélanger, Mario	X		Justice
Bessette, Jean-Luc		X	Tourisme
David Blouin			Office des personnes handicapées du Québec
Bouchard, Audrey	X		Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Caron, Mona			Société de l'assurance automobile du Québec
Carrier, Alain			Office de la protection du consommateur
Chabot, Christine		X	Conseil du Statut de la femme
Claveau, Guylaine			Commission des normes du travail
Cloutier, Francine		X	Société d'habitation du Québec
Côté, Mireille			Centre de services partagés du Québec
Coulombe, Jean-François	X		Éducation, Loisir et Sport
Coulombe, Louise			Revenu Québec
Couture, Martine	X		Agence de la Santé et des Services sociaux
Dallaire, Gaston		X	Société immobilière du Québec
Dassylva, Pierre	X		Sécurité publique - Sécurité civile
Denis, Sylvie	X		Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Desjardins, Josée			Sécurité publique - services correctionnels
Dessureault, Céline			Revenu Québec
Dionne, Jean	X		Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Doyle, Yvon	X		Immigration et Communautés culturelles
Dubé, Marc		X	Conférence régionale des élus
Dufour, Dominique	X		Engagement jeunesse
Dupont, Pierre-André		X	Régie du Bâtiment du Québec
Garneau, Christian		X	Hydro-Québec
Gauthier, Gilles	X		Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Gauthier, Pierre A.	X		Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Gosselin, Roger	X		Hydro-Québec
Goudreault, Réjean	X		Culture, Communications et Condition féminine
Grenier, Pierre			Régie du logement
Groleau, Daniel			Sépaq – Parc national du Saguenay
Guillot, François		X	Sépaq - Parc Pointe-Taillon
Harvey, Francine	X		Services Québec
Harvey, Gladys	X		Ministère des Finances et de l'Économie
Jean, David	X		Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Labrecque, Daniel			Dév. durable, Environnement et Parcs – Centre Contrôle env.
Lacroix, Robert		X	Ress. naturelles et Faune – Dir. des opérations intégrées
Larose, Diane	X		Ressources naturelles et Faune – Direction de l'expertise (Énergie, Faune, Forêts, Mines et Territoire)
Lavoie, Violaine		X	Commission Santé et Sécurité au Travail
Lefebvre, Yves	X		Financière agricole du Québec
Morency, Guy			Hydro-Québec
Paré, Roger			Éducation, Loisir et Sport
Picard, Jean-François p.i.		X	Famille et Aînés
Poudrier, Sylvie			Secrétariat aux affaires autochtones
Poulin, Benoît	X		Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Rhéaume, Lison	X		Emploi-Québec (MESS)
Riverin, Daniel			Curateur public
Roy, Claire			Comm. des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Simard, Julie		X	Investissement Québec
Thibault, Michel			Immigration et Communautés culturelles
Thibeault, Alain	X		Ressources naturelles et Faune – Direction générale rég.
Tremblay, Daniel	X		Ressources naturelles et Faune – Dir. affaires régionales
Tremblay, Édith	X		Dév. durable, Environnement et Parcs -Analyse et expertise
Trudelle, Claude			Relations internationales
Turgeon, Donald	X		Transports
Vien, Margaret			Office québécois de la langue française
Wagner, Eric			Éducation, Loisir et Sport (loisir et sport)
	24	12	

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi 1^{er} juin 2012 de 9 h à 12 h
Domaine et Vins Gélinas
255, St-François, St-Sévère

- | | |
|---------|---|
| 9 h | Mot de bienvenue |
| 9 h 05 | Lecture et adoption de l'ordre du jour
La CAR carboneutre |
| 9 h 10 | Adoption du compte rendu de la réunion du 23 mars 2012 |
| 9 h 15 | Le marché du travail en Mauricie et les priorités d'action <ul style="list-style-type: none">➤ M. Robert Ricard, directeur régional Emploi-Québec |
| 10 h 00 | Pause |
| 10h15 | L'offre de service du CSPQ <ul style="list-style-type: none">➤ Mme Marie-Ève Landry, responsable régionale CSPQ |
| 10h45 | Les inégalités sociales de santé <ul style="list-style-type: none">➤ M. Gilles Grenier, directeur de la santé publique |
| 11 h 15 | Les informations de la CRÉ de la Mauricie <ul style="list-style-type: none">➤ M Christian Savard, directeur général, CRÉ de la Mauricie |
| 11 h 30 | L'occupation et la vitalité des territoires <ul style="list-style-type: none">➤ M. Pierre Robert |
| 11 h45 | Autres sujets <ul style="list-style-type: none">➤➤ |
| 12 h | Fin de la réunion et date de la prochaine |

Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre tenue le 1^{er} juin 2012
Domaine et Vins Gélinas
255, St-François, Saint-Sévère (Québec)

Rédigé par Carmen Auger
Secrétaire de la CAR

Personnes présentes :

Serge Beauchamp, ASSS
Micheline Bowen, CSF
Carole Gaudet, MELS
Mario Leblanc, CNT
Denis Hébert, MDEIE
Norman Houle, MAPAQ

Marie-Ève Landry, CSPQ
Robert Ricard, Emploi-Québec

Invités

M. Gilles Grenier, directeur de la Santé publique

Christian Savard, directeur général,
CRÉ Mauricie

Pierre Robert, MAMROT
Président de la CAR

Daniel Blain, secrétaire de la CAR

Personnes excusées :

Pierre Bonenfant, MICC
Yvan Bourgeois, CSST
Nancy Charland, SAA
Jacques A. Chauvette, Hydro-Québec
Alain Comeau, RQ
Jacques Dampousse, Services correctionnels
Richard Dionne, MTQ
Sébastien Doire, Sécurité civile
Michel Falardeau, Ministère de la Justice
Isabelle Fillion, OQFL
Lise Giroux, Curateur public
Paul Grégoire, Investissement Québec

Yves Guay, Sûreté du Québec
Chantal Lussier, MICC
Denis Marceau, SIQ
Jean-Pierre Massicotte, FADQ
Hélène McGee, MCCCC
Roger Ménard, MRI
Roger Paré, MELS
René Patry, MFA
Patricia Rousseau, Services Québec
Alain Simard, MRNF
Monique Savoie, OPHQ
Pierre Boucher, par intérim, MDDEP

01. Ouverture de la réunion

Le président de la CAR souhaite la bienvenue aux participants et donne la parole à M. Serge Gélinas de Domaine et Vins Gélinas. Celui-ci présente sommairement l'entreprise, son démarrage et ses projets d'avenir. Il précise que deux de ses produits ont été honorés lors d'un concours.

02. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Après lecture par le président de la CAR, l'ordre du jour est adopté sur la proposition de M. Denis Hébert.

03. Adoption du compte rendu de la réunion du 23 mars 2012

Le président de la CAR fait un bref retour sur les sujets abordés lors de la réunion du 23 mars 2012, notamment le tableau des réalisations de chaque M/O en regard des deux premières années de mise en œuvre du plan quinquennal de développement (PQD) de la CRÉ. M. Daniel Blain précise que plusieurs M/O ont transmis leurs réalisations. Il prévoit qu'un tableau préliminaire sera retourné aux M/O, pour commentaires, pendant l'été afin qu'une présentation soit faite lors de la rencontre du conseil d'administration de la CRÉ en septembre 2012. Par ailleurs, lors d'une rencontre récente des conseillers en développement régional du MAMROT, M. Blain indique que la démarche de la CAR a suscité beaucoup d'intérêt et qu'il est possible que d'autres s'en inspirent.

Le compte rendu de la dernière réunion est adopté sur la proposition de M. Norman Houle.

04. Le marché du travail en Mauricie et les priorités d'action

M. Robert Ricard énumère les priorités d'Emploi-Québec relatives au marché du travail, à la solidarité et l'inclusion sociale, à l'adaptation et la productivité des entreprises et au partenariat régional. Il mentionne qu'un plan d'action a été adopté et qu'il doit être entériné par l'Assemblée nationale. Il précise que les indicateurs du marché de travail se comparent maintenant à ceux du Québec bien qu'aucune remontée spectaculaire n'ait été observée.

M. Ricard affirme que les enjeux régionaux demeurent importants : le peu de création d'emplois, le remplacement des personnes qui prendront leur retraite, le taux élevé de roulement dans les emplois non spécialisés, la rétention du personnel en emploi et l'impact sur les salaires versés, les chercheurs d'emploi handicapés ou immigrants. Enfin, il identifie d'autres dossiers à considérer pour Emploi-Québec et ses partenaires : le Centre d'entrepreneuriat de Shawinigan, les comités de reclassement, l'arrimage entre les personnes et les entreprises, les ententes avec les CLD, les ententes spécifiques, les municipalités dévitalisées et le Plan Nord.

Les commentaires portent sur la cohérence des actions régionales, la difficulté d'ajuster la formation aux besoins du marché du travail, la nécessité de valoriser certains emplois que les jeunes délaissent, la culture entrepreneuriale, la place des immigrants et finalement l'impact sur le marché du travail des personnes qui prendront leur retraite.

0.5 Les inégalités sociales de santé

M. Gilles Grenier explique en quoi les inégalités sociales ont un impact sur la santé et l'espérance de vie des personnes. L'étude de M. Réal Boisvert de l'ASSS a permis de cerner sept types de communauté défavorisée et de localiser les quartiers ou secteurs selon des critères définis comme étant des signes d'inégalité sociale. On y constate trois fois plus de suicides, d'utilisations de calmants et de cigarettes. Les inégalités équivalent à 300 vies perdues par année, à huit ans de différence dans l'espérance de vie des hommes, à huit fois plus de signalements à la Direction de la Protection de la Jeunesse et au décrochage scolaire.

La Santé publique entend déterminer des pistes d'action. Après avoir ciblé et localisé les inégalités sociales, les interventions doivent être adaptées à chaque communauté. M. Grenier fait valoir la nouvelle approche dans la vaccination collective au moyen des centres attitrés ayant conduit à des résultats intéressants. La situation globale peut s'améliorer si les efforts deviennent constants. Il sera possible de consulter le Rapport sur les inégalités sociales sur le site Internet de l'ASSS.

Concernant les critères utilisés pour définir une communauté défavorisée, M. Grenier explique qu'il s'agit de données précises qui proviennent d'institutions nationales. M. Blain ajoute que les municipalités dévitalisées sont définies à partir de critères comparables. D'autres commentaires concernent les actions des M/O qui auraient des incidences sur les inégalités sociales et la santé des personnes : l'alimentation de base (les petits déjeuners), la fluoration de l'eau, la scolarité et la problématique de l'emploi. Tous reconnaissent la nécessité de travailler en partenariat.

06. L'offre de services du CSPQ

Mme Marie-Ève Landry expose toute la gamme des services offerts aux ministères par le Centre de services partagés du Québec. La mission est de fournir et rendre accessibles en région des services en matière de ressources humaines. Les services sont offerts aux gestionnaires ainsi qu'au personnel de la Fonction publique.

En plus de l'assistance aux utilisateurs, le CSPQ organise des examens, des activités de développement et de formation, ainsi que des séances d'information (retraités, CARRA, CLDC). Ils participent à la concertation régionale (CAR, ORSC, PDEIPH et PAG).

Les membres s'interrogent sur les employés qui, malgré qu'ils soient compétents dans leurs fonctions, ne réussissent pas les examens pour se qualifier dans les banques de recrutement. Ils mentionnent que cette situation a un impact sur la productivité, car ils doivent recommencer le processus d'embauche. Certains suggèrent de changer les pratiques, étant donné le nombre

restreint de candidats disponibles. Mme Landry fait remarquer que certains critères ont changé dernièrement et qu'il est possible d'obtenir des services à la carte et adaptés.

10. Les informations de la CRÉ de la Mauricie

M. Christian Savard ayant eu un contretemps, il sera question du plan d'action de la CRÉ lors de la prochaine réunion de la CAR en septembre.

11. L'occupation et la vitalité des territoires

Le président de la CAR précise que la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires est entrée en vigueur le 3 mai 2012 et qu'une rencontre de la Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT) aura lieu le 12 juin. Un tableau synthèse permet de voir les principaux éléments de la mise en œuvre de la loi et de la stratégie. Des mandats sont dévolus au MAMROT dont la détermination et la publication d'indicateurs d'ici janvier 2013, aux M/O dont la précision de leur contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires et à la CAR. Il est prévu que le président de la CAR soutienne la ministre régionale et qu'un portrait régional de l'occupation et de la vitalité des territoires soit préparé. La mise en œuvre de la stratégie et de la loi repose sur l'action gouvernementale et celle des collectivités.

Plusieurs membres se demandent comment concilier les demandes des collectivités et les interventions gouvernementales et comment favoriser la cohérence régionale. Dans la région, la CRÉ dispose d'un PQD depuis l'automne 2010 et a mis en place une dynamique de concertation. L'expérience de la CRÉ va peut-être inspirer la détermination d'une stratégie mauricienne d'occupation et de vitalité des territoires qui permettrait de canaliser l'expression de besoins venant des MRC ou des municipalités. Plusieurs éléments d'une démarche d'occupation et de vitalité des territoires restent à être précisés. Il y aura des indicateurs, des contributions gouvernementales notamment par des planifications pluriannuelles et des bilans. Mais la préparation d'un portrait régional et l'interrelation avec la ministre régionale s'inscrivent dans un proche avenir. M. Houle propose la mise en place d'un projet pilote.

12. Prochaine réunion

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h. La prochaine rencontre de la CAR se tiendra le 14 septembre 2012.

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi 14 septembre 2012 de 9 h à 12 h
Hôtel Urbania
3600 boul. Gene H. Kruger, Trois-Rivières

- | | |
|---------|--|
| 9 h | Mot de bienvenue |
| 9 h 05 | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 9 h 10 | Adoption du compte rendu de la réunion du 1 ^{er} juin 2012 |
| 9 h 15 | État de la perchaude et de l'écosystème du Lac Saint-Pierre <ul style="list-style-type: none">➤ M. Philippe Brodeur, biologiste MRNF |
| 10 h 00 | Pause |
| 10h15 | La Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat <ul style="list-style-type: none">➤ M. Denis Hébert, directeur régional MDEIE |
| 10h45 | Les informations de la CRÉ de la Mauricie <ul style="list-style-type: none">➤ M. Christian Savard, directeur général, CRÉ de la Mauricie |
| 11 h 00 | Les environnements favorables à la santé <ul style="list-style-type: none">➤ M. Normand W. Bernier, formateur |
| 11 h45 | Autres sujets <ul style="list-style-type: none">➤ Bilan des réalisations des M/O qui contribuent à la mise en œuvre du Plan quinquennal de développement régional de la Mauricie 2010 – 2015➤➤ |
| 12 h | Fin de la réunion et date de la prochaine |

Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre tenue le 14 septembre 2012
Hôtel Urbania
3600, boulevard Gene-H. Kruger, Trois-Rivières (Québec)

Rédigé par Carmen Auger
Secrétaire de la CAR

Personnes présentes :

Michel Beaulac, FADQ
Julie Caron, OPHQ
Hélène Comtois, MCCC
Aurélien Couture-Boissinot, SAA
Jean Douville, MTQ
Isabelle Fillion, OFQ
Carole Gaudet, MELS

Félicité Godbout, CSF
Yves Guay, SQ
Denis Hébert, MDEIE
Norman Houle, MAPAQ
Stéphanie Lachance, MRNF
Marie-Ève Landry, CSPQ
Robert Ricard, Emploi-Québec

Invités

Normand W. Bernier, formateur
Philippe Brodeur, biologiste MRNF

Christian Savard, directeur général, CRÉ Mauricie

Pierre Robert, MAMROT
Président de la CAR

Daniel Blain, secrétaire de la CAR
Sandra Baron, conseillère en aménagement
du territoire et urbanisme

Personnes excusées :

Pierre Boucher, MDDEP
Yvan Bourgeois, CSST
Marie-Pier Boutin, Ministère du Tourisme
Alain Comeau, RQ
Jacques Damphousse, Services correctionnels
Sébastien Doire, Sécurité civile
Christian Éthier, Hydro-Québec
Michel Falardeau, Ministère de la Justice
Luc Gaboriault, CNT

Lise Giroux, Curateur public
Paul Grégoire, Investissement Québec
Chantal Lussier, MICC
Denis Marceau, SIQ
Roger Paré, MELS
René Patry, MFA
Patricia Rousseau, Services Québec
Alain Simard, MRNF

01. Ouverture de la réunion – Mot de bienvenue

Le président de la CAR souhaite la bienvenue aux participants et les invite à se présenter mutuellement.

02. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Après lecture par le président de la CAR, l'ordre du jour est adopté sur la proposition de M. Denis Hébert.

03. Adoption du compte rendu de la réunion du 1^{er} juin 2012

Le président de la CAR énumère les sujets abordés lors de la réunion du 1^{er} juin 2012, notamment les informations sur le marché du travail en Mauricie et les priorités d'action d'Emploi-Québec, les inégalités sociales de la santé, l'offre de services du CSPQ, les informations de la CRÉ et l'occupation et la vitalité des territoires. Le compte rendu de la dernière réunion est adopté sur la proposition de Mme Carole Gaudet.

04. État de la perchaude et de l'écosystème du Lac Saint-Pierre

M. Philippe Brodeur, biologiste au MRNF, accompagné de Mme Stéphanie Lachance, chef de projet, explique la problématique de l'état de la perchaude dans le lac Saint-Pierre qui a mené à la décision gouvernementale d'imposer un moratoire. Il explique le comportement des perchaudes et leur habitat aquatique notamment au printemps. Le lac St-Pierre constitue l'un des quatre sites de population des perchaudes le long du fleuve Saint-Laurent. Chiffres à l'appui, il démontre l'effondrement des populations et la diminution de la croissance des jeunes. D'autres espèces de poissons qui dépendent des herbiers aquatiques au printemps sont aussi en déclin dont la barbotte brune, le crapet-soleil et le grand brochet.

Selon monsieur Brodeur, la pêche, la compétition avec des espèces introduites (gobie à tache noire), les cormorans, les cyanobactéries benthiques provenant de l'agriculture intensive et les facteurs climatiques expliquent le déclin. Il précise que le moratoire doit être accompagné d'un plan d'action concerté qui comprendra plusieurs types d'intervention en vue d'améliorer la qualité de l'eau et des habitats aquatiques du lac St-Pierre.

Les commentaires portent sur les 4 000 hectares de terres cultivées sur le bord du fleuve et qui se trouvent dans la zone inondable au printemps. Les agriculteurs et l'UPA sont mobilisés pour agir positivement dans la recherche de solutions. Les commentaires portent aussi sur les règles d'exécution des travaux dans les fossés de drainage. Le ministère des Transports indique que des règles écologiques sont mises en place. D'autres commentaires sont relatifs au rôle des

organismes de bassins versants et du gouvernement fédéral avec son plan Saint-Laurent. Peut-être que la perchaude deviendra emblématique.

0.5 La Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat

M. Denis Hébert, directeur régional du MDEIE, explique la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat mise en place par son ministère, après plusieurs consultations. La stratégie se décline en cinq axes : valoriser l'entrepreneur et l'entrepreneuriat, développer la relève, soutenir les entrepreneurs, simplifier leur vie, mobiliser et faciliter la concertation. Elle se veut fort utile pour améliorer la perception de la population à l'égard des entrepreneurs, l'attribution des aides financières et leur reddition de compte, de même que la performance en entrepreneuriat de la région de la Mauricie.

Selon monsieur Hébert, le développement d'une culture entrepreneuriale par la valorisation du rôle des entrepreneurs, la formation des entrepreneurs, des enseignants et des étudiants, la simplification des démarches administratives et une plus grande concertation des partenaires est un élément clef. La table d'action en entrepreneuriat de la région de la Mauricie sera composée de quinze personnes dont neuf entrepreneurs. La liste de ces personnes sera transmise aux membres de la CAR. Le premier mandat de la table consistera à déterminer un plan d'action.

Les personnes présentes conviennent de l'importance du défi de l'entrepreneuriat dans la région de la Mauricie et de l'implication de plusieurs M/O. Elles adhèrent à une nouvelle approche dans ce domaine. D'autres commentaires touchent l'accompagnement des entreprises après cinq années d'existence, la séquence des rencontres de la table d'action régionale et l'implication des femmes à ce niveau. Monsieur Hébert indique qu'une représentante de Femmessor Mauricie siègera à la table et réitère l'importance de déterminer des projets structurants pour la région.

06. Les informations de la CRÉ de la Mauricie

M. Christian Savard, directeur général de la CRÉ Mauricie, présente le plan d'action de la CRÉ adopté en avril 2012 conformément à son Plan quinquennal de développement. Il énumère notamment la couverture cellulaire dans les régions rurales, le train rapide Québec-Windsor, le balisage de la rivière St-Maurice, le réservoir Gouin et sa géologie, les travaux d'aménagement forestier, le transport collectif, les sentiers récréatifs, les ententes entre la CRÉ et les M/O (la pratique artistique, l'immigration, la conciliation travail famille, le tourisme, le tourisme culturel d'expérience, l'égalité entre les hommes et les femmes, les aînés, l'agriculture et l'agro-alimentaire). Il mentionne l'implication de la CRÉ dans la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat, la mise en œuvre du plan d'action de la CRRNT, le Plan Nord et d'autres projets. Enfin, monsieur Savard rappelle l'existence du blogue régional, du vidéo promotionnel de la Mauricie qui sera diffusé au congrès de la FQM, de même que l'importance de la concertation régionale.

07. Les environnements favorables aux saines habitudes de vie

Dans la foulée du Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie, dont le renouvellement est à venir, M. Normand W. Bernier de l'Agence de la santé et des services sociaux, en partenariat avec la Fondation Chagnon, vient expliquer aux membres la formation qui sera bientôt offerte dans la région. La formation vise à outiller les intervenants et leur permettre d'identifier les environnements favorables, ou pouvant le devenir, afin de lutter contre l'obésité grandissante de la population. Quatre environnements favorables ont été identifiés : physique, socioculturel, politique et économique.

Les membres de la CAR proposent que la formation puisse se donner dans les entreprises, chez les intervenants en santé et en sécurité au travail, etc. Monsieur Bernier indique que la formation s'adresse à toutes les clientèles intéressées.

08. Autres sujets

M. Robert Ricard, directeur régional d'Emploi-Québec, précise les derniers développements du Défi Emploi en Mauricie. Il mentionne les cinq actions structurantes mises en place au début de juillet et les pistes d'action au niveau de l'industrie forestière en partenariat avec d'autres ministères.

Le président de la CAR informe les membres que la Table Québec-Régions (TQR), qui regroupe l'ensemble des présidents de CRÉ et le ministre du MAMROT, se réunira à nouveau le 25 octobre 2012. Il rappelle que la dernière rencontre avait eu lieu le 21 juin. Le bilan des réalisations des M/O suit son cours. Quatorze M/O ont donné suite à la demande et le résultat sera transmis à la CRÉ pour compléter les informations.

10. Prochaine réunion

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h 05. La prochaine rencontre de la CAR se tiendra le 30 novembre 2012.

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi 30 novembre 2012 de 9 h à 12 h
Restaurant Castel des Prés
5800, boulevard Gene-H. Kruger, Trois-Rivières

- | | |
|---------|--|
| 9 h | Mot de bienvenue |
| 9 h 05 | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 9 h 10 | Adoption du compte rendu de la réunion du 14 septembre 2012 |
| 9 h 15 | Le cadre de référence sur les indicateurs d'occupation et de vitalité des territoires <ul style="list-style-type: none">➤ M. Pierre Robert |
| 10 h 15 | Pause |
| 10h30 | Les informations de la CRÉ de la Mauricie <ul style="list-style-type: none">➤ M. Christian Savard, directeur général |
| 11h00 | Les ententes entre les M/O et la CRÉ <ul style="list-style-type: none">➤ M. Pierre Robert |
| 11 h 30 | Autres sujets <ul style="list-style-type: none">➤ Rencontre de la TQR |
| 12 h | Fin de la réunion et date de la prochaine |

Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre tenue le 30 novembre 2012
Restaurant Castel des prés
5800, boulevard Gene-H. Kruger, Trois-Rivières (Québec)

Rédigé par Carmen Auger
Secrétaire de la CAR

Personnes présentes :

Aurélie Couture-Boissinot, SAA
Jean Douville, MTQ
Isabelle Filion, OQLF
Félicité Godbout, CSF
Gilles Labrie, CCQ
Marie-Ève Landry, CSPQ

Mario Leblanc, CNT
Mélanie Poisson, MCC
Pierre Racine, MSP
Robert Ricard, Emploi Québec
Alain Simard, MRN
Céline Tremblay, MDDEFP

Invités

Christian Savard, directeur général, CRÉ Mauricie

Pierre Robert, MAMROT
Président de la CAR

Sandra Baron, conseillère en aménagement
du territoire et urbanisme

Personnes excusées :

Serge Beauchamp, ASSS
Michel Beaulac, FADQ
Sylvain Beaulieu, RQ
Yvan Bourgeois, CSST
Marie-Pier Boutin, Ministère du Tourisme
Jacques Damphousse, Services correctionnels
Christian Éthier, Hydro-Québec
Michel Falardeau, Ministère de la Justice
Carole Gaudet, MELS
Lise Giroux, Curateur public

Paul Grégoire, Investissement Québec
Yves Guay, Sûreté du Québec
Denis Hébert, MFE
Norman Houle, MAPAQ
Chantal Lussier, MICC
Denis Marceau, SIQ
Roger Paré, MELS-Québec
René Patry, MF
Patricia Rousseau, Services Québec
Monique Savoie, OPHQ

01. Ouverture de la réunion – Mot de bienvenue

Le président de la CAR souhaite la bienvenue aux participants et les invite à se présenter mutuellement.

02. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Après lecture par le président de la CAR, le projet d'ordre du jour est adopté sur la proposition de M. Alain Simard.

03. Adoption du compte rendu de la réunion du 14 septembre 2012

Après lecture par le président de la CAR, le compte rendu de la réunion du 14 septembre 2012 est adopté sur la proposition de M. Robert Ricard.

04. Le cadre de référence sur les indicateurs d'occupation et de vitalité des territoires

Texte en cours de rédaction

0.5 Les informations de la CRÉ de la Mauricie

Texte en cours de rédaction

06. Les ententes entres les ministères, les organismes et la CRÉ

Texte en cours de rédaction

07. Rencontre de la TQR

Texte en cours de rédaction

08. Autres sujets

Texte en cours de rédaction

09. Prochaine réunion

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 11 h 30. La prochaine rencontre de la CAR se tiendra le 15 février 2013.



ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

15 juin 2012 – 9 h à 12 h

Direction régionale – Emploi-Québec Estrie
70, rue King Ouest, salle Mont-Orford, au 3^e étage
Sherbrooke (Québec)

9 h	Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et dépôt du compte rendu – Pierre Poulin	1
9 h 10	Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires – Pierre Poulin	2 à 6
9 h 45	Renouvellement du Plan quinquennal de développement de l'Estrie – Marie- Hélène Wolfe et Andrée Bureau – CRÉ Estrie Période de questions et d'échange	
10 h 30	Pause	
10 h 45	Projet de loi 89 : Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'en renforcer le respect – Lise Vaillancourt - MDDEP	7
11 h 45	Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs de l'Estrie – Micheline Bowen - Conseil du statut de la femme	8
11 h 55	DIVERS	
	<ul style="list-style-type: none">Prix reconnaissance du Forum de la fonction publique du Québec en EstrieForum : mercredi le 14 novembre 2012 au Granada	9
	Prochaine rencontre	
	<ul style="list-style-type: none">21 septembre 2012	
12 h	Levée de la rencontre	



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 15 JUIN 2012

Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Bourque	Gilles	Transports Québec
Bowen	Micheline	Conseil du statut de la femme
Dionne	Marie-France	Services Québec
Éthier	Anne-Marie	Emploi et Solidarité sociale/Emploi-Québec
Jacques	Jocelyne	Culture, Communications et Condition féminine
Lussier	Chantal	Immigration et Communautés culturelles
Poulin	Pierre	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Tremblay	Roger	Éducation, loisir et sport (Éducation)
Turgeon	Johanne	Agence de la santé et des services sociaux
Vaillancourt	Lise	Dév. durable, Environnement et Parcs (analyse)

Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Anctil	Manon	Curateur public (chef de service)
Arpin	Serge	Justice
Auclair	Chantal	Régie des rentes
Beauchesne	Lynda	Société immobilière du Québec
Bilodeau	Normand	Revenu Québec
Carignan	Sonia	Tourisme Québec
Caron	Sylvain	Sûreté du Québec
Carroll	Kathleen	Sécurité publique (services correctionnels)
Desrochers	Yves	Hydro-Québec
Dupont	Jean	Office des personnes handicapées
Farhat	Élias	Régie du bâtiment
Fortin	Robert	Développement économique, Innovation et Exportation
Gaboriault	Luc	Commission des normes du travail
Gagnon	Michel-Claude	Commission des lésions professionnelles
Garneau	Pierre	Société de l'assurance automobile du Québec
Lambert	Marie-Claude	Ressources naturelles et Faune
Lemay	André-B.	Ressources naturelles et Faune
Lepage	Viviane	Centre de services partagés
Loubier	Claude	Contrôle routier
Ménard	Roger	Relations internationales
Paquin	Pierre	Dév. durable, Environnement et Parcs (analyse)
Parenteau	Serge	Investissement Québec
Patry	René	Famille et Aînés
Perras	Alain	Financière agricole du Québec
Roy	Alain	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Santucci	Anacleto	Régie du logement
Savard	Christine	Sécurité publique, Dir. gén. Séc. civile et incendie
Vallée	Guy	Commission de la santé et de la sécurité du Travail

Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
Bureau	Andrée	Conférence régionale des élus (CRÉ)
Côté	Judith	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Lamontagne	Robert	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Michaud	Jacques	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Wolfe	Marie-Hélène	Conférence régionale des élus (CRÉ)

1. Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et dépôt du compte rendu de la rencontre du 28 octobre 2011

Monsieur Pierre Poulin souhaite la bienvenue aux membres de la Conférence administrative régionale (CAR) et les remercie pour leur participation. Un tour de table permet la présentation de chacune des personnes présentes.

L'ordre du jour est modifié par l'ajout d'un point à l'élément divers « Conférence internationale sur l'évaluation de l'impact sur la santé (EIS) 2012, Prendre en compte la santé dans toutes les politiques ». L'ordre du jour amendé est adopté. Monsieur Poulin présente la liste des documents déposés.

Le compte rendu de la rencontre du 20 février 2012 est déposé et les membres ont jusqu'au 26 juin pour y apporter des corrections, s'il y a lieu.

2. Projet de loi 89 : Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement

Madame Lise Vaillancourt indique que la Loi adoptée en 1992 était devenue difficilement applicable. La Loi 89 permettra d'adapter les actions du ministère aux réalités d'aujourd'hui. La présentation du projet de loi 89 sera annexée au compte rendu.

En résumé, la présentation porte sur le renforcement du régime pénal, les nouveaux pouvoirs administratifs et le nouveau régime de sanctions administratives pécuniaires. Les principales modifications sont :

- Le renforcement du régime pénal :
 - I. Catégorisation et rehaussement des amendes;
 - II. Ajout de facteurs aggravants;
 - III. Nouveaux pouvoirs d'ordonnance d'un juge;
 - IV. Responsabilité accrue des administrateurs et des dirigeants d'entreprises;
 - V. Augmentation du délai de prescription;
 - VI. Étendue de la notion de récidive.
- Les nouveaux pouvoirs administratifs concernent :
 - I. Les motifs de refus, la modification, la suspension ou la révocation de toute autorisation;
 - II. Les pouvoirs d'ordonnance;
 - III. Les pouvoirs d'inspection et d'enquête.
- Le nouveau régime de sanctions administratives pécuniaires (SAP) :
 - I. Un régime administratif en dehors du système judiciaire;
 - II. Des sanctions financières imposées directement en région, sous la signature des directeurs régionaux.

Pour faire suite à une question posée par un membre, madame Vaillancourt précise qu'il n'y a pas de mesures aidantes. Il est important que le Ministère soit informé rapidement pour que les contraintes reliées à un projet soient considérées.

Au sujet de l'information fournie aux municipalités et aux MRC, **Monsieur Pierre Poulin en parlera avec les représentants de l'Association des directeurs municipaux du Québec,**

section Estrie. Le thème pourrait être abordé lors de leur prochaine rencontre annuelle.

Monsieur Poulin remercie madame Vaillancourt pour sa présentation.

3. Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs de l'Estrie

Madame Bowen dépose une brochure d'information statistique sur la présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs de l'Estrie. Ces informations sont présentées.

Après la présentation, un questionnaire est émis sur la faible participation des femmes lors des élections municipales et au sein de conseils d'administration.

En lien avec la participation aux élections municipales, madame Bowen indique que cette situation s'explique par le manque d'information sur la manière de s'impliquer et le manque de souplesse ou de flexibilité du processus. Il y a aussi l'horaire relié à la fonction qui limite l'intérêt des jeunes. À titre d'exemple, les nombreuses réunions en soirée rendent plus difficile la participation des mères ayant de jeunes enfants.

Pour les conseils d'administration (CA), le nombre restreint de femmes peut se justifier par plusieurs facteurs dont :

- I. La culture des lieux de pouvoir;
- II. Les pratiques institutionnelles;
- III. Le poids des doubles tâches;
- IV. Les stéréotypes sexuels;
- V. La discrimination systémique.

La présentation a été suivie d'une discussion sur diverses situations qui facilitent ou limitent les choix quant à l'intégration des femmes au sein des CA.

Avec le projet de Loi 127, loi visant à améliorer la gestion des réseaux de la santé et des services sociaux, les conseils des établissements devront respecter la parité hommes-femmes. Les personnes seront élues pour quatre ans. À l'Agence de la santé, le renouvellement du CA se fera au cours de l'été.

Pour d'autres organisations comme les Conférences régionales des élus (CRÉ), les postes au CA sont définis dans la loi constitutive des CRÉ. Dans cette loi, les deux tiers des postes au CA sont réservés aux élus municipaux.

Au cours de la discussion, il a été convenu que :

- Que madame Bowen transmettra aux membres de la CAR le lien Internet donnant accès aux données statistiques de l'Estrie.
- Que monsieur Jacques Michaud enverra à madame Chantal Lussier l'étude sur les femmes en politique dans les petites municipalités en Estrie

4. Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires (OVT)

Un document de travail découlant de la Loi sur l'occupation et la vitalité des territoires et portant sur le mandat, la composition et les responsabilités des Conférences administratives régionales (CAR) est déposé. Il est indiqué qu'à la suite des discussions du MAMROT avec la Table gouvernementale aux Affaires territoriales (TGAT) et les CAR du Québec des éléments à préciser ou d'autres opportunités seront mis en évidence.

Monsieur Poulin explique qu'il s'agit d'une loi-cadre, similaire à celle sur le développement durable. Chaque ministère doit faire état de ses activités en lien avec la Loi. Par la suite, le ministre du MAMROT devra produire le rapport gouvernemental.

Le tableau déposé fournit les éléments de la Loi qui concerne les CAR. Il met en relief la loi, le décret 107-2000 sur les CAR en vigueur et les corollaires qui s'en dégagent. Le décret de modernisation des CAR, qui remplacera le décret 107-2000, devrait faire l'objet de discussions cet automne.

Les corollaires découlant des thèmes abordés sont :

➤ Composition des CAR

Comme tous les ministères et organismes n'ont pas tous de représentants en région, on leur demandera d'identifier des représentants dans chaque région. En Estrie, elle pourrait regrouper :

- I. Les membres présents aujourd'hui ainsi que les ministères de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, de la Famille et des aînés, des Ressources naturelles et de la Faune et du Tourisme. Investissement Québec ferait aussi partie du groupe.
- II. Certains organismes seront invités, comme la Société d'habitation du Québec (SHQ), Hydro-Québec, la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ). Le ministère des Relations internationales (MRI) pourrait aussi être invité.
- III. Les autres ministères et organismes seront invités lors de sujets particuliers où leur expertise pourrait être mise à contribution.
- IV. D'autres organismes voudraient être du groupe, mais ils seront invités de façon ad hoc seulement. À titre d'exemple : Tourisme Cantons-de-l'Est.

Des organisations régionales comme la Table régionale des aînés souhaiteraient participer, mais elles ne sont pas mentionnées dans la loi.

➤ Responsabilités générales

- I. Rédiger un bilan régional annuel des actions spécifiques à l'OVT

La planification de chaque ministère et organisme devra se faire au plus tard le 31 mars 2013. Le premier bilan régional sera réalisé au printemps 2014. Les modalités et le format de ce document sont encore à définir.

En région, on aura probablement à produire un plan concernant l'OVT. Compte tenu qu'il concerne tous les ministères et organismes, il faudra définir s'il doit s'inscrire et être analysé en fonction du Plan quinquennal de la CRÉ uniquement ou s'il doit également intégrer des thèmes importants pour la région, mais qui relèvent des compétences des ministères sectoriels.

II. Collaborer au choix des indicateurs de l'OVT

Le nombre d'indicateurs devrait se situer entre 10 et 15. Idéalement, les données devraient être disponibles par municipalité régionale de comté (MRC).

- Responsabilités par rapport à la Table gouvernementale des affaires territoriales (TGAT)
La CAR pourra proposer des points à mettre à l'ordre du jour de la TGAT et le président d'une CAR pourrait y participer au besoin.
- Responsabilités par rapport aux ministres responsables des régions
Dans la Loi, une rencontre annuelle est prévue avec le ou la ministre responsable dans chaque région. Bien que le thème soit l'occupation et la vitalité du territoire, le contenu de cette rencontre devra être précisé car il y a trop de différence entre les réalités et le mode de fonctionnement politique et administratif des ministères dans les différentes régions et à l'intérieur d'une même région.

Monsieur Poulin questionne les représentants des ministères sur le mode de fonctionnement actuel entre leur organisation et la ministre responsable de la région.

À la lumière des échanges, on constate que le mode de fonctionnement entre les ministères et organismes gouvernementaux et la ministre responsable varie selon les régions et dépend de plusieurs facteurs. Il découle en partie des plans de délégation des ministères envers leur personnel en région. Pour certains, les fonctions politiques et administratives sont très séparées. Ils ne peuvent pas fournir d'information sans qu'elle ne soit validée par leur autorité. Pour d'autres, il n'y a que des échanges verbaux alors que dans certains cas des personnes sont affectées aux demandes de la ministre responsable de la région.

Les membres de la CAR soutiennent qu'il faudra bien définir les modalités de fonctionnement avant de mettre en place le concept. Ceux-ci soulignent qu'ils produisent déjà des fiches pour leur ministère. Ils espèrent être bien informés sur les attentes de la ministre responsable de la région pour être en mesure de bien se préparer.

- Responsabilités par rapport à l'action des intervenants régionaux
En ce qui concerne les CRÉ, il est prévu de tenir une rencontre annuelle CAR-CRÉ et de contribuer à l'élaboration des plans quinquennaux de développement.

I. Rencontre CAR-CRÉ

Au sujet des rencontres CAR-CRÉ, les objectifs demeurent encore à définir.

Diverses questions sont posées quant à la tenue de cette rencontre. Devrait-elle se tenir :

- En présence de la ministre responsable de la région?
- Avec tout le CA de la CRÉ ou l'exécutif ou la direction générale?
- Quels sujets pourraient être à l'ordre du jour?

Après discussion, les membres conviennent que la première rencontre pourrait avoir lieu en mars prochain avec l'exécutif de la CRÉ. Cette réunion pourrait porter sur les contributions possibles des ministères à la réalisation du nouveau Plan quinquennal et orienter le Plan d'action de la CRÉ.

Selon les membres de la CAR, la rencontre devra être bien planifiée. Les représentants des ministères devront avoir suffisamment de temps pour faire valider leurs interventions.

II. Plan quinquennal de développement

Le Plan quinquennal 2007-2012 sera prolongé d'une année. L'élaboration du prochain plan sera coordonnée par madame Andrée Bureau. Le Plan 2013-2018 sera fait avec une perspective d'actualisation de la version actuelle.

La CAR est liée à ce processus par l'entente de gestion qui associe le MAMROT et la CRÉ. Un projet d'avenant est en préparation. Le 21 septembre prochain, il est prévu que la CRÉ présente ses attentes sur la contribution des membres de la CAR. Il y aura aussi une CAR particulière sur le Plan quinquennal vers le début mars 2013.

L'échéancier de réalisation prévoit les étapes suivantes :

- 1) Le 31 août, bilan, diagnostic et aspect qualitatif terminé;
- 2) Du 29 octobre au 10 décembre, 2 rencontres de consultation avec chaque comité de la CRÉ;
- 3) Semaine du 18 février, consultation régionale;
- 4) Fin mars, adoption du Plan quinquennal.

La CAR pourrait être consultée entre le 18 février et la fin mars.

Madame Wolfe demande qu'on l'informe sur les événements majeurs qui auront lieu au cours de cette période afin d'éviter de trop solliciter les mêmes personnes durant les mêmes périodes.

Au sujet des consultations, la CRÉ n'animera pas de groupes sectoriels. Les groupes doivent s'animer par eux-mêmes et faire connaître leurs priorités aux membres des comités consultatifs de la CRÉ. Ce sont eux qui seront consultés.

III. Animation des milieux

Les contrats de territoire sont encore à l'état embryonnaire. Ils seront discutés ultérieurement.

5. Divers

I. Prix reconnaissance du Forum de la fonction publique du gouvernement du Québec en Estrie

Monsieur Poulin indique qu'il est temps de soumettre des candidatures pour les prix reconnaissance du Forum de la fonction publique. Il transmettra un courriel concernant les 4 catégories de prix. Cette année, la catégorie « Émérite » est ajoutée.

II. Forum de la fonction publique du gouvernement du Québec en Estrie

Monsieur Poulin informe les membres que le Forum de la fonction publique se tiendra le 14 novembre prochain au Théâtre Granada.

III. Forum international sur l'évaluation de l'impact des politiques publiques sur la santé

Madame Johanne Turgeon invite les gens à participer à ce Forum. Le docteur Alain Poirier est le président d'honneur. Il sera question des politiques sectorielles et de leurs effets sur la santé.

Levée de la rencontre

La réunion prend fin à 12 h 15.

Robert Lamontagne
28 juin 2012

ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

21 septembre 2012 – 9 h à 12 h

Direction régionale – Emploi-Québec Estrie
70, rue King Ouest, salle King, au 2^e étage
Sherbrooke (Québec)

9 h	Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et dépôt du compte rendu – Pierre Poulin	1 et 2
9 h 05	Jeux du Canada 2013 – Luc Fournier	3
9 h 35	Renouvellement du Plan quinquennal de développement de l'Estrie – Marie-Hélène Wolfe, CRÉ	4
10 h	Schéma d'aménagement et de développement de la Ville de Sherbrooke, Judith Côté et Miguel Herrero, MAMROT	5 et 6
10 h 15	Pause	
10 h 30	CSPQ – Offre de service et Plan de développement et de formation, Viviane Lepage	7 et 8
10 h 50	Forum et Prix reconnaissance de la fonction publique du Québec en Estrie, Viviane Lepage et Pierre Poulin	
11 h 00	Initiatives stratégiques pour le développement de l'achat public auprès des entreprises collectives – Jacques Michaud, MAMROT et Ghislain Lefebvre, Réseau d'entreprises d'économie sociale de l'Estrie	9 et 10
11 h 50	Divers <ul style="list-style-type: none"> • ZAP pour le 200 • • 	
12 h	Levée de la rencontre	



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 21 SEPTEMBRE 2012

Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme ¹
Bergeron	Gina	Revenu Québec
Bourque	Gilles	Transports Québec
Bowen	Micheline	Conseil du statut de la femme
Carignan	Sonia	Tourisme Québec
Gaboriault	Luc	Commission des normes du travail
Jacques	Jocelyne	Culture, Communications et Condition féminine
Lambert	Marie-Claude	Ressources naturelles et Faune
Lemieux	Marie-Andrée	Office des personnes handicapées
Lepage	Viviane	Centre de services partagés
Lessard	Dominique	Régie du bâtiment
Lussier	Chantal	Immigration et Communautés culturelles
Perras	Alain	Financière agricole du Québec
Poulin	Pierre	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Roy	Alain	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Savard	Christine	Sécurité publique, Dir. gén. Séc. civile et incendie
Tremblay	Roger	Éducation, loisir et sport (Éducation)
Vaillancourt	Lise	Dév. durable, Environnement et Parcs (analyse)
Wolfe	Marie-Hélène	Conférence régionale des élus (CRÉ)

Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme ¹
Anctil	Manon	Curateur public (chef de service)
Arpin	Serge	Justice
Auclair	Chantal	Régie des rentes
Beauchesne	Lynda	Société immobilière du Québec
Bilodeau	Normand	Revenu Québec
Caron	Sylvain	Sûreté du Québec
Carroll	Kathleen	Sécurité publique (services correctionnels)
Desrochers	Yves	Hydro-Québec
Dionne	Marie-France	Services Québec
Éthier	Anne-Marie	Emploi et Solidarité sociale/Emploi-Québec
Farhat	Élias	Régie du Bâtiment
Fortin	Robert	Développement économique Innovation et Exportation
Gagnon	Michel-Claude	Commission des lésions professionnelles
Garneau	Pierre	Société de l'assurance automobile du Québec
Lemay	André-B.	Ressources naturelles et Faune
Loubier	Claude	Contrôle routier
Ménard	Roger	Relations internationales
Paquin	Pierre	Dév. durable, Environnement et Parcs (analyse)
Parenteau	Serge	Investissement Québec
Patry	René	Famille et Aînés
Santucci	Anacleto	Régie du logement
Turgeon	Johanne	Agence de la santé et des services sociaux
Vallée	Guy	Commission de la santé et de la sécurité du Travail

Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme¹
Côté	Judith	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Herrero	Miguel	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Lamontagne	Robert	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Michaud	Jacques	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Ghislain	Lefebvre	Coordonnateur du Réseau d'entreprises d'économie sociale en Estrie

¹ Les noms des ministères et organismes n'ont pas été modifiés à la suite de la nomination du conseil des ministres le 19 septembre 2012.

1. Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et dépôt du compte rendu de la rencontre du 15 juin 2012

Monsieur Pierre Poulin souhaite la bienvenue aux membres de la Conférence administrative régionale (CAR) et les remercie pour leur participation. Un tour de table permet la présentation de chacune des personnes présentes.

L'ordre du jour est modifié par l'ajout à l'élément divers : dépôt du résumé de l'avis du Conseil du statut de la femme intitulé « La prostitution : il est le temps d'agir ». L'ordre du jour amendé est adopté. Monsieur Poulin présente la liste des documents déposés.

Le compte rendu de la rencontre du 15 juin 2012 est déposé et monsieur Poulin apporte la correction suivante à la page 4 : madame Bowen transfère à deux membres de la CAR à la place d'aux membres de la CAR. Les personnes qui ont des corrections à apporter au compte rendu n'ont qu'à nous les transmettre dans les prochaines semaines.

2. Jeux du Canada 2013

Monsieur Luc Fournier donne les grandes lignes de la planification des jeux et explique qu'il souhaite des associations avec les ministères. La présentation est déposée.

Les Jeux du Canada accueilleront treize délégations provenant des dix provinces et des trois territoires du pays. Le programme de compétition comprendra vingt disciplines sportives. Les compétitions seront présentées en deux blocs pour respecter la capacité d'accueil du milieu.

Monsieur Fournier indique que la proximité des sites de compétition a été un facteur déterminant pour l'obtention des Jeux à Sherbrooke. Il a mentionné que 90 % des compétitions se tiendront à l'intérieur de 15 minutes de déplacement.

Les Jeux du Canada d'été débiteront le 2 août 2013 par un spectacle d'ouverture. Ils se tiendront pour une troisième fois au Québec. Les jeux précédents ont été des jeux d'hiver et ont eu lieu à Québec en 1967 et à Chicoutimi en 1983. Le budget total est de l'ordre de 50 millions de dollars dont 30 millions serviront aux opérations et 20 millions au développement et à la mise à niveau des infrastructures.

Le comité organisateur s'assurera que les Jeux se déroulent dans le respect des humains, des langues officielles, des ressources et de l'environnement. Ils devront aussi être éducatifs et inclusifs.

En ce qui concerne l'alimentation, l'organisation a signé un contrat qui oblige le traiteur à s'approvisionner auprès des producteurs régionaux. Un pourcentage des produits à utiliser est inscrit au contrat.

Le comité des jeux souhaite rendre la cérémonie de clôture accessible à tous. Si les revenus le permettent, elle pourrait être gratuite.

Les jeux devront aussi être accessibles aux personnes handicapées et il y aura des compétitions qui seront organisées pour eux.

Pour assurer le succès de cet événement, monsieur Fournier mentionne que les collaborations ne se limitent pas aux commandites. Les contributions peuvent aussi se faire en offrant du temps pour l'organisation et la tenue de l'évènement. Il pense entre autres à approcher des entreprises, des ministères et des organismes afin que les employés soient disponibles pour certaines périodes de temps.

En ce qui a trait aux mesures d'urgence, madame Christine Savard rencontrera monsieur Fournier ultérieurement.

À la suite de la présentation, monsieur Poulin remercie monsieur Fournier.

3. Renouvellement du Plan quinquennal de développement de l'Estrie

Madame Marie-Hélène Wolfe fait le point sur l'état d'avancement des travaux de renouvellement du Plan quinquennal de développement de l'Estrie. Elle indique que la firme Raymond Chabot Grant Thornton a terminé la mise à jour du portrait socioéconomique et que les indicateurs d'avancement du Plan ont été remis à jour.

En relation avec les quatre axes du Plan quinquennal de l'Estrie 2007-2014, la CRÉ a recensé l'ensemble des réalisations faites en région. Le personnel de la CRÉ en a fait l'évaluation et vérifié le respect des obligations.

À la base, le Plan quinquennal 2007-2014 prendra ses assises sur les mêmes axes que le précédent. Les intervenants associés à la démarche pourront les préciser ou les modifier au besoin.

Madame Wolfe invite les gens à aller sur le site Internet de la CRÉ pour prendre connaissance du « Diagnostic socio-économique de l'Estrie, septembre 2012 » et du document « mise à jour des indicateurs du Plan de développement de l'Estrie 2007-2012, 10 septembre 2012 ».

Ces documents font ressortir plusieurs constats dont :

- Le vieillissement de la population;
- La faible croissance démographique;
- La diminution de l'écart entre le salaire des hommes et des femmes bien que le salaire des hommes soit encore supérieur;
- L'augmentation significative des personnes à faible revenu;
- L'amélioration du taux de diplomation;
- L'accroissement des investissements des CLD de l'Estrie dans les entreprises.

Par la suite, elle invite les gens à s'inscrire dans le processus de renouvellement du Plan de développement. Les partenaires structurels, consultatifs et stratégiques pourront le faire en participant aux divers comités qui se réuniront dans les prochaines semaines. Ces rencontres se tiendront pour :

- L'axe 1, le 9 novembre et le 14 décembre en avant-midi;
- L'axe 2, le 31 octobre en après-midi et le 30 novembre en avant-midi;
- Les axes 3 et 4, le 7 novembre en avant-midi et le 30 novembre en après-midi.

Pour les autres intervenants, ils sont invités à formuler leur avis à même le formulaire prévu à cet effet et disponible sur le site Internet de la CRÉ.

Madame Wolfe reviendra valider les données auprès des membres de la CAR. Elle précise aussi que l'analyse différenciée selon les sexes est prise en compte dans le déroulement des travaux.

4. Schéma d'aménagement et de développement de la Ville de Sherbrooke

Madame Judith Côté dépose et présente un document qui décrit les principales étapes de révision des schémas d'aménagement. Elle explique que la Ville de Sherbrooke est à effectuer la révision de son schéma d'aménagement. Elle mentionne que la Ville possède certaines compétences des municipalités régionales de comté (MRC).

En vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, à la date du 5^e anniversaire de son schéma d'aménagement une MRC ou une ville qui en a la compétence est tenue de procéder à sa révision. Le premier schéma d'aménagement de la Ville de Sherbrooke est entré en vigueur en 1988 et le processus de révision s'est amorcé en juin 1993. En 1996, la Ville a déposé son premier PSAR au gouvernement et a reçu un avis de non-conformité.

À la suite de cette mise en contexte, madame Côté présente les principales étapes de révision des schémas d'aménagement.

La Ville de Sherbrooke souhaite présenter son schéma d'aménagement modifié à l'hiver 2013. Si le gouvernement émet un avis de non-conformité, elle aura 120 jours pour s'y conformer.

Pour faciliter la démarche et la procédure d'acceptation, la Ville demande la collaboration des ministères. Elle souhaite obtenir un avis informel des directions régionales des ministères et organismes gouvernementaux pour faciliter la prise en compte et l'intégration des attentes ministérielles. L'objectif est de faciliter l'entrée en vigueur de son schéma d'aménagement révisé.

Monsieur Pierre Poulin enverra une correspondance la semaine prochaine aux ministères et organismes concernés pour les inviter à faire partie de la démarche. Les professionnels associés au processus seront mis en copie conforme.

5. CSPQ - Offre de service et Plan de développement et de formation

Madame Viviane Lepage dépose et présente l'offre de service du Centre de services partagés du Québec ainsi que la programmation des activités de développement et de formation 2012-2013. Elle explique qu'en favorisant la proximité régionale en Estrie, elle met en lien l'expertise et les compétences du personnel afin de mieux desservir la clientèle.

Les objectifs poursuivis sont de soutenir la modernisation de la fonction publique, de réduire les coûts de la formation et des services destinés à la gestion des ressources humaines ainsi que de bien servir les citoyens.

Madame Lepage présente et dépose la programmation des activités de développement et de formation 2012-2013. Au sujet des conférences midi, une première conférence sera réalisée en direct avec une conférencière du Cégep de Sherbrooke.

6. Forum et prix reconnaissances de la fonction publique

Madame Lepage mentionne que le prochain Forum de la fonction publique en Estrie se tiendra le 14 novembre prochain au Granada. Les thèmes retenus sont : la santé psychologique au travail et l'équilibre entre la vie personnelle et professionnelle.

Monsieur Poulin indique que madame Lepage fera parvenir les invitations au début d'octobre. Les gens ont jusqu'au 28 septembre prochain pour soumettre des candidatures pour les prix reconnaissances.

7. Initiatives stratégiques pour le développement de l'achat public auprès des entreprises collectives

Monsieur Jacques Michaud explique que la présentation vise à sensibiliser les membres de la CAR à l'engagement gouvernemental sur l'achat de biens et services auprès des entreprises d'économie sociale. La présentation s'inscrit dans la campagne gouvernementale de promotion et de valorisation « L'économie sociale : j'achète ».

Il rappelle qu'en 2007, le MAMROT est devenu responsable du dossier de l'économie sociale. En 2008, le gouvernement du Québec dévoilait le Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif. À l'hiver 2011, le premier ministre du Québec incitait les ministères et organismes publics à effectuer les achats courants auprès des entreprises collectives. L'engagement gouvernemental concerne les ministères et organismes gouvernementaux, les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que le milieu municipal.

Monsieur Ghislain Lefebvre présente le portrait des entreprises d'économie sociale en Estrie et des initiatives stratégiques pour le développement de l'achat public auprès de ces entreprises.

Monsieur Lefebvre situe les entreprises d'économie sociale entre l'économie privée et communautaire. Il s'agit d'entreprises qui génèrent une rentabilité par la vente de leurs produits et services et qui ont une gouvernance démocratique. Ces entreprises sont collectives et au service des membres ou de la collectivité.

Après avoir caractérisé les entreprises d'économie sociale en fonction de leur secteur d'activité et de leur chiffre d'affaires, monsieur Lefebvre mentionne qu'elles peuvent occuper une place importante dans leur milieu. Ces entreprises ont un taux de survie élevé. Elles permettent de canaliser les efforts collectifs et de dynamiser la communauté.

Monsieur Michaud fait la présentation des « Initiatives stratégiques pour le développement de l'achat public auprès des entreprises collectives ». Il mentionne que le Québec est reconnu mondialement pour son dynamisme en économie sociale. Il décrit les grandes lignes du Plan d'action gouvernemental pour l'achat collectif. Il indique que l'échéancier est de trois ans pour développer des habitudes d'achats auprès de ce type d'entreprise. Finalement, il mentionne des initiatives qui seront mises en place.

Monsieur Michaud précise qu'il ne s'agit pas de donner des avantages particuliers aux entreprises collectives, mais plutôt d'accompagner ces dernières dans la mise en valeur des biens et services qu'elles produisent. Toutes les directions régionales sont invitées à faire affaires avec les entreprises dans la mesure du possible. De plus, monsieur Michaud

interpelle le MAMROT et le MELS pour que leur réseau respectif encourage l'achat public auprès des entreprises collectives.

À la fin de la présentation, monsieur Michaud mentionne qu'il fera un suivi auprès de l'Agence de la santé et des services sociaux pour que le message soit transmis dans ce réseau.

8. Divers

- Zone d'accès public (ZAP) à l'Internet pour le 200 Belvédère Nord
Compte tenu de l'intérêt pour ce type de service, monsieur Pierre Poulin entreprendra certaines démarches pour connaître les possibilités d'implanter ce service dans l'édifice gouvernemental du 200 Belvédère Nord.
- Dépôt de l'avis du Conseil du statut de la Femme
Madame Micheline Bowen remet aux membres de la CAR le résumé de l'avis du Conseil du statut de la femme « La prostitution : il est temps d'agir ».

À la fin de la réunion, madame Christine Savard informe les membres que le Colloque régional de la sécurité civile aura lieu le 18 octobre prochain.

Levée de la rencontre

La réunion prend fin à 12 h 30.

Robert Lamontagne
2 octobre 2012

RENCONTRE DE LA CARO PROJET D'ORDRE DU JOUR

DATE: Le 15 octobre 2012
HEURE: 13 h, après le conseil d'administration de la
CRÉO
LIEU: Club de golf Tecumseh, 475, rue St-Louis,
Gatineau

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour (5 minutes)
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 27 février 2012 (5 minutes)
4. Tour de table (45 minutes)
 - Ressources humaines (H. Gonthier, 10 minutes)
5. Calendrier de rencontres (5 minutes)
6. Traitement du dossier Égalité entre les femmes et les hommes, Conseil du statut de la femme (M. Gagnon, 30 minutes)
7. Planification stratégique de la Conférence régionale des élus (M. Jomphe, 2 heures)
8. Divers :
 -
 -

Fin de la réunion à 16 h 30.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS
PROJET DE COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 15 OCTOBRE 2012
 Édifice Jos Montferrand

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M^{mes} Beugré, Anna-Charlène OPHQ
 Gagnon, Mireille CSF
 Goulet, Lise Cabinet du ministre régional
 Gendron, Claire MESS
 Gonthier, Hélène CSPQ
 Carignan, Sonia MTOUR
 Pied, Marie-Danielle SQ
 Gendron, Anne-Marie MCC
 Beaudin, Christine MF
 Perreault, Chantal MAMROT
 Lalande, Paulette CRÉO
 Boivin, Judith CRÉO
 Laferrière, Denise CRÉO
 Belleau, Chantal CRÉO
 Robillard, Karine CRÉO
 Gatien, Claudette CRÉO
 Lalande, Geneviève CRÉO
 Ste-Marie, Nicole Services Québec

MM. MacHan, Jeffrey MDEIE
 Jomphe, Melvin CRÉO
 Gignac, Yannick MAMROT
 Ménard, Pierre MRNF
 Rondeau, Pierre CRÉO
 Blais, Charles CRÉO
 Lampron, Réjean CRÉO
 Boucher, Pierre CRÉO
 Sévigny, Richard CRÉO

ÉTAIENT ABSENTS :

M^{mes} Fortuna, Christina CSST
 Viel, Réjeanne MRQ
 Lafontaine, Louise MELS

MM. Bertrand, Daniel CNT
 Céré, Jean-Bernard SIQ
 Gamache, Alain MRQ
 Germain, Denis Services correctionnels
 Dubuc, Daniel MDDEP
 Lance, Stéphane ASSSO
 Paré, Pierre MELS
 Richer, Pierre IQ
 Trudelle, Claude MRI
 Turcotte, Gilles Services judiciaires
 Viger, Jacques MSP
 Lévesque, Yves MAPAQ
 Vaillancourt, Dominic MICC
 Henry, Jacques MTQ

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Mot de bienvenue	M. Yannick Gignac ouvre la rencontre à 13h20 et souhaite la bienvenue.	
2. Adoption de l'ordre du jour	M. Gignac lit l'ordre du jour proposé.	
3. Adoption du projet de compte-rendu de la CARO du 27 février 2012	Le sujet principal de la dernière rencontre était la présentation de la loi et la stratégie sur l'occupation et la vitalité des territoires par la sous-ministre aux régions du MAMROT, Mme Linda Morin. Il n'y a pas de compte-rendu formel.	
4. Tour de table	<p>Les membres de la CARO discutent de l'arrivée du nouveau gouvernement sur le fonctionnement de la CARO, particulièrement de la liste des ministères.</p> <p>À la suite d'une demande de la CRÉO, pour la nomination d'un représentant de la CARO à l'une de ses commissions, M. Gignac a cherché s'il existait une procédure pour ces nominations à des sièges réservés aux commissions de la CRÉO. Mme Gendron nous indique que la CARO nommait parfois les représentants lors de réunions.</p> <p>De plus, avec l'adoption de la nouvelle loi sur l'occupation et la vitalité des territoires (OVT), le rôle et le fonctionnement des CAR ont été précisés. Sans s'encadrer dans une structure lourde, il faudrait préciser le fonctionnement de la CARO.</p> <p>Le tour de table se fait sur la présentation de la loi OVT dans chacun des ministères.</p>	<p>Un formulaire sera envoyé par courriel par le MAMROT pour confirmer les nouvelles dénominations des ministères.</p> <p>Un point sur le fonctionnement de la CARO sera ajouté à l'ordre du jour de la prochaine rencontre.</p>
4.1 Ressources humaines (H. Gonthier)	Madame Hélène Gonthier présente les dernières activités et nouveautés du CSPQ.	
5. Calendrier de rencontres	Un calendrier de rencontre est proposé. Après discussions, les dates sont approuvées par les membres.	<p>Les prochaines rencontres auront lieu les :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 décembre 2012 • 28 janvier 2013 • 4 mars 2013 <p>Elles auront lieu en avant-midi à partir de 8 h 30.</p>
6. Traitement du dossier Égalité entre les femmes et les hommes, Conseil du statut de la femme (M. Gagnon)	<p>Mme Gagnon se questionne sur le suivi de l'application de la politique en égalité entre les femmes et les hommes par la CARO. Les modèles de suivi sont différents selon les CAR, passant d'un comité « CAR égalité » à des suivis réguliers dans les rencontres de CAR.</p> <p>Mme Gagnon nous présente aussi la liste des dernières publications du Conseil. Ces</p>	Ce point sera discuté lors de la prochaine CARO pendant les discussions sur son fonctionnement.

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	documents se retrouvent sur leur site Internet.	
7. Planification stratégique de la Conférence régionale des élus (M. Jomphe)	<p>M. Jomphe fait un survol du processus de planification stratégie régionale et des prochaines étapes, incluant leur vision de l'avenir du fonds de développement régional, des ententes spécifiques et des propositions de collaborations plus soutenues entre la CRÉO et la CARO.</p> <p>Les membres de la CARO ont discuté particulièrement de l'un des engagements transversaux prévus soit la dimension frontalière. Effectivement, il existe un manque d'informations et de statistiques à ce sujet. Les membres de la CARO trouvent intéressant de s'engager sur cet enjeu, de se partager les informations et de développer une connaissance de l'impact frontalier sur la région.</p> <p>L'équité territoriale a aussi fait l'objet de discussions. Comment la travailler et s'en assurer sera un défi à relever.</p>	Cette discussion est à poursuivre.
Fin de la réunion vers 15h30		

Rédigé par Chantal Perreault, secrétaire de la CARO
Octobre 2012

Rencontre de la CARO Projet d'ordre du jour

DATE: Le 10 décembre 2012
HEURE: 8 h 30
LIEU: 170, Hôtel-de-Ville, salle 700-A, rez-de-chaussée
(Hull)

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour (5 minutes)
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 27 février 2012 (5 minutes)
4. Tour de table (45 minutes)
5. Entente spécifique en accueil et rétention de la main-d'œuvre (20 minutes - Chantal Belleau, CRÉO)
6. Ministère des Finances et de l'Économie (20 minutes - Jeffrey MacHan)
 - État de situation du MFE / Banque de développement économique du Québec
 - Table d'action régionale en entrepreneuriat
 - Projet de Fonds de diversification économique de l'Outaouais FDÉO
7. Informations MAMROT (15 minutes - Chantal Perreault) :
 - L'économie sociale, j'achète!
 - Projet de loi-cadre en économie sociale
 - Renouvellement de la Politique nationale de la ruralité
8. Pause
9. Fonctionnement de la CARO
10. Divers :
 -
 -

Fin de la réunion à 12 h.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS
PROJET DE COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 10 DÉCEMBRE 2012
Édifice Jos Montferrand

Étaient présents:

- Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire, M. Yannick Gignac
- Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire, Mme Chantal Perreault
- Cabinet du Ministre Stéphane Bergeron, Mme Lise Goulet
- Centre de services partagés du Québec, Mme Hélène Gonthier
- Culture et des Communications, Mme Anne-Marie Gendron
- Conférence régionale des élus de l'Outaouais, M. Melvin Jomphe
- Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, M. Daniel Dubuc
- Emploi-Québec, Mme Claire Gendron
- Famille, Mme Carole Vigneau
- Finances et Économie, M. Jeffrey MacHan
- Office des personnes handicapées du Québec, Mme Anna-Charlène Beugré
- Ressources naturelles, M. Pierre Ménard
- Revenu-Québec (Direction générale du recouvrement), M. Alain Gamache
- Sûreté du Québec, Mme Marie-Danielle Pied
- Agriculture, Pêcheries et Alimentation, M. Yves Lévesque
- Société immobilière du Québec, M. Pierre Caouette

Ministères et organismes absents :

- Agence de santé et services sociaux de l'Outaouais
- Commission de la santé et de la sécurité au travail
- Commission des normes du travail
- Conseil du statut de la femme
- Éducation, Loisir et Sport
- Immigration et Communautés culturelles
- Investissement Québec
- Justice
- Relations internationales, direction des affaires régionales et événements internationaux
- Revenu Québec
- Sécurité publique
- Services Québec
- Services judiciaires de l'Outaouais
- Société d'habitation du Québec
- Tourisme Québec
- Transport Québec

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Mot de bienvenue	M. Yannick Gignac ouvre la rencontre vers 8 h 45 et souhaite la bienvenue.	
2. Lecture de l'ordre du jour	M. Gignac lit l'ordre du jour proposé. Il n'y a pas d'ajout.	
3. Adoption du projet de compte-rendu de la CARO du 15 octobre 2012	<p>Deux modifications sont à apporter au procès-verbal :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Changer l'endroit de la rencontre de l'édifice Jos-Montferrand pour le Club de golf Tecumseh. • Ajouter Mme Nicole Ste-Marie, de Services Québec à la liste des présences. <p>L'adoption du procès-verbal est proposée par M. Melvin Jomphe et appuyée par M. Yannick Gignac.</p>	
Calendrier de rencontres	La rencontre de la CARO prévue le 28 janvier 2013 sera déplacée en février. Un Doodle sera envoyé par le MAMROT pour choisir une prochaine date.	Note du MAMROT. La rencontre suivante de la CARO était prévue pour le 4 mars 2013. Le Doodle portera sur les deux rencontres.
4. Tour de table	<p>Lors du premier tour de table, chacun des participants fait le résumé des informations disponibles à la suite du dépôt de l'étude des crédits du vendredi 7 décembre. Plusieurs ministères et organismes n'ont pas encore d'informations exactes à la suite de ce dépôt et au réaménagement des ministères. Seules les coupures au niveau des ETC ou du fonctionnement sont plus claires. Les détails devraient arriver d'ici peu.</p> <p>Le Fonds de développement régional (FDR) attribué aux CRÉ est diminué de 23 % et n'est renouvelé que pour une année. La distribution des sommes entre chaque CRÉ n'est pas encore déterminée.</p> <p>Une CRÉ peut utiliser 60% de ce fonds pour son fonctionnement et le reste sert pour les projets et les ententes spécifiques. Les coupures obligeront la CRÉO à faire une réflexion sur son fonctionnement et sur les ententes spécifiques à mettre en priorité.</p> <p>M. MacHan nous fait un suivi des activités de la commission sciences et recherche et de la commission économie — emploi de la CRÉO.</p> <p>M. Jomphe nous informe que la Planification stratégique régionale a été adoptée au dernier conseil d'administration de la CRÉO et que nous verrons dès janvier la nouvelle image de la CRÉO sur les documents officiels.</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
<p>8. Fonctionnement de la CARO</p>	<p>Le fonctionnement de la CARO a été discuté sous plusieurs angles. Les principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Outre ce qui est indiqué dans la loi du MAMROT, la mission de la CAR et l'implication et le sentiment d'appartenance de ses membres. La CARO est-elle une table d'information ou peut-elle servir de comité de travail? • Les relations de la CARO et le ministre régional. Mme Goulet nous informe qu'elle fait rapport des discussions de la CAR à son ministre. • En lien avec les deux premiers thèmes, les membres discutent de faire un « cahier de briefing » incluant les orientations et dossiers principaux ou prioritaires des diverses directions régionales. • La nomination des membres de la CARO sur les commissions de la CRÉO. • Une inquiétude est nommée face à la réception de promoteurs à la CARO. Est-ce que les promoteurs y verraient une tribune pour « s'assurer » de subventions et de rendre les directions redevables d'une orientation prise par la CARO. 	<p>Les membres de la CARO attendront les indications venant du MAMROT face au rôle de la CARO.</p> <p>Le MAMROT proposera un canevas de cahier d'informations aux membres de la CARO d'ici la prochaine rencontre. Il y sera inclus une section pour les enjeux stratégiques, les préoccupations et projets régionaux mais aussi sur les sujets d'intérêts à discuter à la CARO.</p> <p>Des démarches seront entreprises par la CRÉO et le MAMROT pour clarifier ce point.</p> <p>Les membres décident de tout d'abord faire déposer un document d'information aux membres et ensuite, les membres décideront si une rencontre est appropriée. Toute rencontre sera faite sous l'optique des orientations régionales et non sous l'angle du financement.</p>
<p>Fin de la réunion vers 11h45</p>		

Rédigé par Chantal Perreault, secrétaire de la CARO
 Décembre 2012

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du 11 mai 2012

de 9 h 30 à 12 h

Salle de conférences de la Direction régionale de la sécurité civile

170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 11 mai 2012		x	Denis Moffet	Joint
9 h 45	4. Suivis - Tableau	x		Denis Moffet	Joint
10 h 00	5. Planification stratégique régionale de la CRÉ – processus d'élaboration		x	Luc Bélisle Mélanie Corriveau	Sur place
10 h 45	6. Projet pilote en ressources humaines		x	Denis Moffet	
11 h 00	7. Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires	x		Denis Moffet	
11 h 15	8. Plan Nord – mise à jour	x		Denis Moffet	
11 h 30	9. Informations des membres	x		Denis Moffet	
11 h 50	10. Autres affaires ▪ Annonce CSPQ			Denis Moffet	
11 h 55	11. Prochaine rencontre de la CAR		x	Denis Moffet	
12 h 00	12. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

ADOPTÉ

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

COMPTE RENDU

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 11 mai 2012
Salle de conférences de la Direction régionale de la Sécurité civile

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S

Bélisle, Luc	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Drolet, Yves	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Duhaime, Monik	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Huot, Rachel	Emploi-Québec
Moffet, Denis	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Proulx, Sylvie (au téléphone)	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Roy, Patrice	Bureau de l'exploration géologique du Québec
Savard, Andrée-Ann	Centre de services partagés du Québec
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs – Direction régionale de l'analyse et de l'expertise - Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Viger, Jacques	Ministère de la Sécurité publique – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Yergeau, Yvon	Commission de la construction du Québec

ÉTAIT INVITÉE

Corriveau, Mélanie	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
--------------------	--

1. MOT DE BIENVENUE

M. Denis Moffet souhaite la bienvenue.

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le projet d'ordre du jour a été transmis avant la rencontre. M. Moffet en fait la lecture. Le point suivant est inscrit dans « AUTRES AFFAIRES » : 10.1 ANNONCE DU CSPQ

Il est proposé par M. Jacques Viger, appuyé par M. Yves Drolet, et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour modifié et de laisser le point 10 ouvert.

3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 16 MARS 2012

Le compte rendu du 16 mars 2012 a été transmis avant la rencontre. Il est proposé par M. Yves Coutu, appuyé par M. Jacques Viger, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu tel que libellé.

Suivi : Lors de la rencontre du 16 mars 2012, des modifications ont été apportées au compte rendu de la rencontre du 10 février 2012. À titre d'information, la version modifiée et adoptée a été transmise avec les documents afférents à la présente rencontre. Bien que cette version ait déjà été adoptée, M. Yves Drolet propose une reformulation du 8^e paragraphe, point 7.1, afin de mieux refléter les propos tenus lors de cette rencontre. Une nouvelle version du compte rendu du 10 février 2012 sera transmise aux membres.

4. SUIVIS – TABLEAU

→ Répertoire des salles

- Le répertoire est maintenant complet, il sera acheminé à l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux au cours de la prochaine semaine.

- *Projet pilote en ressources humaines*
 - Le sujet est inscrit à l'ordre du jour de la présente rencontre.
- *Rencontre spéciale avec le SAA afin de faire le point sur l'état des relations, l'état des besoins et l'avenir de nos relations avec les communautés autochtones comme fonction publique québécoise*
 - Il n'y a pas eu d'échange avec M. Lucien-Pierre Bouchard sur cette question depuis la dernière rencontre.
- *Relocalisation de la communauté de Kitcisakik*
 - Aucune information officielle n'a été communiquée concernant l'état des discussions ou travaux entourant la relocalisation de cette communauté.
- *Occupation et vitalité des territoires*
 - Le sujet est inscrit à l'ordre du jour de la présente rencontre.
- *Fonctionnement de la CAR*
 - La *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires* est maintenant sanctionnée. Les discussions concernant les mandats et responsabilités des CAR se poursuivent.

5. PLANIFICATION STRATÉGIQUE RÉGIONALE DE LA CRÉ – PROCESSUS D'ÉLABORATION

M. Luc Bélisle, directeur général de la CRÉ, présente le contexte. Il rappelle que l'élaboration d'une planification stratégique régionale est une obligation légale à laquelle toutes les CRÉ doivent souscrire.

La planification stratégique régionale 2013-2018 doit tenir compte :

- de la nouvelle *Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*;
- des recommandations du *Rapport du Vérificateur général du Québec* pour l'année 2010-2011;
- des recommandations du *Rapport d'évaluation de l'ÉNAP* touchant la gestion du Fonds de développement régional (FDR), outil de mise en œuvre du plan stratégique régional;
- des constats découlant du bilan de la Planification stratégique 2007–2011.

Concernant le bilan de la Planification stratégique 2007-2011, M. Bélisle mentionne que celui-ci a été fait en utilisant une formule allégée compte tenu que les rapports annuels font état de façon précise des activités réalisées et que les bulletins mensuels produits par la CRÉ traitent de l'ensemble des faits saillants. Par ailleurs, la CRÉ a mis en place les conditions nécessaires pour rejoindre plusieurs intervenants du milieu dans le cadre d'un exercice nommé bilan « dialogue ». Cette façon de procéder devrait permettre de compléter l'information et de faire des ajustements, s'il y a lieu.

L'échéancier d'élaboration de la planification stratégique de développement régional est différent pour chaque CRÉ. La CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue est en début de processus. Conséquemment, la planification actuellement en préparation sera en application à compter de 2013.

M^{me} Mélanie Corriveau, responsable de l'ensemble de la démarche, décrit le processus à l'aide du document de présentation remis sur place. Elle réitère que ce processus répond aux recommandations des différents rapports et à celles émises par la région lors de la production du bilan, dont :

- tenir compte des différentes orientations;
- limiter le nombre de priorités, identifier clairement les acteurs et se doter d'indicateurs précis;
- distinguer la planification stratégique de développement régional et la planification stratégique de la CRÉ à titre d'organisation bien que les deux processus évolueront parallèlement et s'influenceront, lorsque requis.

Il est précisé que les ministères sont interpellés dans le cadre de la planification stratégique de développement régional.

Les travaux portant sur la vision, les principes et les valeurs sont amorcés depuis le mois d'avril et les entrevues téléphoniques confidentielles prévues dans la première phase du bilan « dialogue » sont en cours. Ainsi, deux cents individus interagissant régulièrement avec la CRÉ ont été consultés sur le rôle de la planification stratégique et leur vision du rôle de la CRÉ dans le développement régional ainsi que sur divers éléments qui serviront à alimenter la planification régionale et la planification de l'organisation. Le bilan « dialogue » comporte plusieurs phases. Ainsi, les entrevues confidentielles seront suivies d'échanges avec certains individus pour consolider le dialogue et évaluer l'environnement partenarial de la CRÉ, c'est-à-dire, identifier les partenaires susceptibles de s'engager à la réalisation des enjeux régionaux retenus.

Quelques membres de la CAR font état des difficultés rencontrées pour répondre adéquatement aux questions posées lors des entrevues bilan. M^{me} Corriveau demandera aux personnes qui réalisent les entrevues de procéder à des adaptations, lorsqu'il est possible de le faire.

Les prochaines étapes sont :

- Réalisation du diagnostic devant conduire à l'identification des différents enjeux et à une planification stratégique qui tiendra compte de la transversalité des différents enjeux.
- Opération choix stratégiques et priorisation des enjeux selon les valeurs et la vision; adoption d'une approche multicritères afin de réduire le nombre de priorités.
- Conception, mise en œuvre et suivi du plan stratégique. Pour compléter cette étape, les acteurs concernés devront s'engager.
- Révision à mi-parcours afin de tenir compte de nouvelles réalités, d'apporter des correctifs ou de recadrer la démarche de la planification d'origine, s'il y a lieu. Le bilan mi-parcours sera réalisé au printemps 2015; toutefois, il sera possible de procéder à des ajustements en tout temps.
- Élaboration du bilan et évaluation des stratégies et du processus. Ces derniers seront amorcés à la fin de l'année 2017.

La CRÉ pilotera la démarche jusqu'à ce que le plan soit complété. Actuellement, un comité de réflexion composé de quatre personnes par territoire de MRC, provenant de tous les horizons et de tous les groupes d'âge, exerce une veille et suit de très près la démarche. Des membres du conseil d'administration de la CRÉ ainsi que le président de la CAR participent à cette réflexion. Par ailleurs, les acteurs qui se seront engagés constitueront le comité de mise en œuvre et ce dernier sera coordonné par la CRÉ.

À ce jour, la contribution attendue des ministères est la suivante :

- Il est prévu que le plan stratégique soit déposé à la CAR pour « avis ». Les discussions se poursuivent entre les CRÉ et le MAMROT afin de définir la nature, la raison d'être et les mécanismes de production de cet avis.
- Il est souhaité que les CAR soient le lieu de concertation interministérielle de la mise en œuvre de la Stratégie. La CRÉ et la CAR devront donc échanger sur les enjeux du plan stratégique ainsi que sur les plans d'action sectoriels des ministères.
- L'ensemble des CRÉ considère que les directions régionales des ministères doivent être partie prenante du processus d'élaboration du plan stratégique, et ce,
 - en mettant à profit leurs connaissances des différents domaines d'activité dans la réalisation du diagnostic et lors de l'identification des enjeux;
 - en examinant, avec la CRÉ, les leviers existants ou à obtenir régionalement pour agir sur les enjeux;
 - en participant, dans une approche horizontale, à l'analyse des enjeux globaux tels que la ruralité, l'urbanité, les liens entre le développement économique et le développement social, l'identité régionale dans son sens large (culture, immigration, attraction de personnes, attraction de la main-d'œuvre, etc.) et autres;
 - en travaillant ensemble pour une meilleure qualité de l'environnement régional.
- La mise en œuvre de la *Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires* pourrait elle aussi entraîner une contribution additionnelle des ministères puisqu'il y est question de modulation et d'adaptation de normes, politiques et programmes. Des échanges entre la CRÉ et la CAR seront nécessaires pour arrimer les différentes actions.

La CRÉ s'inscrit dans la vision de ce que devrait être la région en 2027. À cet effet, tant le diagnostic que l'identification des enjeux et la planification stratégique seront déterminants puisqu'il s'agit de définir ensemble ce qui doit être mis en place dès à présent pour atteindre la situation souhaitée en 2027.

Afin de réduire les lourdeurs administratives, la CRÉ prévoit se donner des outils de suivi et de reddition de compte souples, qui éviteront la multiplication des plans d'action et des bilans, et ce, tant pour la CRÉ que pour ses partenaires, ministériels ou groupes d'intérêt, engagés dans la démarche.

M. Moffet suggère que la CRÉ présente un état de situation à chacune des étapes afin de permettre aux membres de la CAR de suivre l'évolution de cette planification et il remercie M. Bélisle et M^{me} Corriveau pour leur présentation.

6. PROJET PILOTE EN RESSOURCES HUMAINES

Le projet pilote a été présenté à M^{me} Aline Sauvageau, attachée politique au bureau du ministre Pierre Corbeil. Cette dernière a réitéré l'intérêt du ministre pour ce projet et fera le suivi auprès de celui-ci.

dans le but d'obtenir une rencontre entre les membres de la CAR de l'Abitibi-Témiscamingue et M^{me} Courchesne, présidente du Conseil du trésor.

7. **LOI POUR ASSURER L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES**

La loi a été adoptée au début d'avril et sanctionnée le 3 mai dernier.

Les ministères devront présenter leur planification reliée à l'occupation et la vitalité des territoires d'ici le 31 mars 2013.

Le décret de la CAR sera revu pour préciser les nouvelles responsabilités de celle-ci. Entre autres, son rôle doit évoluer de manière à pouvoir assurer le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie. Il est précisé que l'ancien décret demeure en vigueur jusqu'à l'adoption du nouveau.

M. Moffet mentionne qu'il a été invité à présenter la nouvelle loi à des intervenants territoriaux. À la suite de ces présentations, il est prévisible que certains milieux feront des demandes de modulation. À ce jour, le processus visant à obtenir des modulations n'est pas encore défini. Dans le cadre de ce processus, M. Moffet souligne l'importance de se doter de balises précises afin de pouvoir traiter adéquatement les demandes de modulation et éviter le traitement d'un nombre important de dossiers qui n'auraient pas leur raison d'être.

8. **PLAN NORD – MISE À JOUR**

M^{me} Edith van de Walle fait le point sur les deux annonces récentes faites par son ministère. La première est l'implantation d'un bureau régional du MDDEP à Chapais. Ce bureau, composé de 4 personnes, sera relié à la Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. Il se veut une antenne sur le territoire du Nord-du-Québec. L'ouverture devrait se faire vers la fin de l'automne.

En parallèle, le ministre a annoncé l'ajout de 19 nouvelles ressources, dont 15 en région, pour le territoire du Plan Nord ainsi que la création d'un pôle d'expertise nordique et minier à la Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec. Le volet minier couvre l'ensemble du Québec alors que le volet nordique est géographiquement délimité par le Plan Nord.

M^{me} Edith van de Walle précise que le MDDEP dispose déjà de pôles d'expertise (industriel, municipal, agricole, milieu hydrique et milieu naturel) où se font la coordination, l'harmonisation, l'uniformisation des procédures et des façons de faire dans le cadre des opérations régionales, et ce, tout en gardant le lien avec les opérations centrales dans le développement de la réglementation et la planification des activités.

Le ministre a également annoncé un renouvellement de l'équipement d'échantillonnage et d'analyse mobile et la régionalisation des autorisations sectorielles pour chacune des étapes d'un projet d'une entreprise assujettie à une évaluation environnementale.

Les membres échangent sur les retombées potentielles du Plan Nord pour l'ensemble des régions ainsi que sur les impacts prévisibles et les défis auxquels auront à faire face les différentes communautés vivant sur le territoire.

9. **INFORMATIONS DES MEMBRES**

Bureau de l'exploration géologique du Québec : M. Patrice Roy indique qu'il remplace M. Sylvain Lacroix. M. Robert Marquis ayant été nommé sous-ministre associé aux mines, le recrutement pour ce poste est à venir.

Les travaux d'acquisition pour l'été prochain sont en cours. En Abitibi-Témiscamingue, un projet se déroulera à Malartic. D'autre part, en collaboration avec l'UQAT, l'école de terrain accueillera une douzaine d'étudiants finissants français et marocains pour 2 semaines de formation pratique et 3 mois de stage en entreprise. Plusieurs entreprises minières de la région engagent les stagiaires, le taux de rétention est d'environ 50 %.

CSPQ : M^{me} Andrée-Ann Savard annonce que la période d'inscription pour les cercles de gestion interministériels ou les groupes de co-développement se termine le 29 juin. Les personnes intéressées doivent s'inscrire ou peuvent obtenir des informations complémentaires auprès des Directions des ressources humaines de chaque ministère. Cette façon de faire facilite le suivi des inscriptions. M^{me} Savard précise qu'aucune publicité écrite ne sera adressée aux directions régionales.

Commission de la construction du Québec : M. Yvon Yergeau mentionne que la convention collective des employés de bureau étant échue depuis 2 ans, les moyens de pression pourraient s'accroître au cours des prochains jours.

Pour le moment, les activités de la Direction régionale de la CCQ ne sont pas affectées par le Plan Nord.

Culture, Communications et Condition féminine : M^{me} Monik Duhaime rappelle que la nouvelle *Loi sur le patrimoine culturel* entrera en vigueur en octobre prochain et qu'elle entraînera plusieurs changements. Elle propose d'en faire une présentation lors d'une prochaine rencontre de la CAR.

Elle précise que la loi a pour effet, entre autres, d'offrir aux municipalités la possibilité, si elles le souhaitent, d'être accréditées et ainsi de pouvoir s'impliquer davantage en patrimoine, en protection et en conservation des biens culturels ou autres.

Sécurité civile et sécurité incendie : M. Viger mentionne que la Direction régionale est interpellée dans le cadre du Plan Nord en raison des particularités de ce territoire tant sur le plan de la gouvernance qu'en termes de sécurité civile, sécurité sur les routes, couverture ambulancière et autres. S'ajoute à ces aspects le support au fédéral dans le cadre de plans de mesures d'urgence.

Par ailleurs, le volet de l'assistance financière pour venir en aide aux municipalités et aux citoyens lors de sinistre est décentralisé. Une ressource additionnelle a été allouée. Cette dernière est localisée à Gatineau.

MDDEP : M^{me} Édith van de Walle indique que son ministère suit de près le projet de loi omnibus fédéral puisque ce dernier comporte un volet environnemental qui introduit un aspect d'équivalence, aspect qui pourrait éventuellement permettre de négocier des ententes fédérales-provinciales.

MTQ : M. Yves Coutu souligne qu'avec une enveloppe de 112 M\$ en travaux routiers, la prochaine saison est la plus importante depuis les trois dernières années. Il dresse la liste des chantiers majeurs et mentionne les difficultés appréhendées en ce qui a trait à la disponibilité des ressources, tant du point de vue du ministère que des firmes régionales susceptibles de réaliser les travaux. Des entrepreneurs de l'extérieur viennent maintenant offrir leurs services en région.

MICC : Mme Sylvie Proulx signale que les programmes en révision ont maintenant été approuvés par le Conseil du trésor et qu'une planification stratégique 2012-2016 a été déposée à l'Assemblée nationale.

Tel qu'annoncé en janvier dernier, la nouvelle structure a été mise en place. Bien qu'il n'y ait plus de services directs à la clientèle, le rôle des conseillers en développement de partenariat a été accentué. Ils peuvent dorénavant faire de la veille, de l'encadrement ainsi que du soutien auprès des milieux qui souhaitent accueillir des personnes immigrantes et des organismes déjà habilités à favoriser l'intégration de ces personnes au marché du travail.

10. AUTRES AFFAIRES

10.1 Annonce CSPQ

Le sujet a été traité au point précédent.

11. PROCHAINE RENCONTRE DE LA CAR

Conformément au calendrier de la CAR, la prochaine rencontre aura lieu le 15 juin 2012. Le calendrier 2012-2013 sera alors déposé.

12. LEVÉE DE LA RENCONTRE

La levée de la rencontre est proposée par M. Jacques Viger, appuyé par M. Yves Coutu, à 12 h.

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

Réunion du 7 décembre 2012
de 9 h 30 à 12 h

Salle de conférences de la Direction régionale de la sécurité civile
170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 11 mai 2012		x	Denis Moffet	Joint
9 h 45	4. Suivis - Tableau	x		Denis Moffet	Joint
10 h 00	5. Dossier ressources humaines 5.1 Projet pilote en ressources humaines 5.2 Journée de l'emploi du 27 octobre 2012 5.3 Création d'un comité de promotion des emplois de la fonction publique	x x	x	Denis Moffet Julie Lefebvre Julie Lefebvre	
10 h 20	6. Information du CSPQ 6.1 Capsules de formation sur l'éthique 6.2 Programme d'accueil gouvernemental	x x		Julie Lefebvre	
10 h 30	7. Occupation et vitalité des territoires	x		Denis Moffet	
10 h 45	8. Révision du processus de conclusion des ententes spécifiques	x		Denis Moffet	
10 h 55	9. Mise à jour du calendrier 2012-2013 des rencontres de la CAR		x	Denis Moffet	Joint
11 h 00	10. Informations des membres	x		Denis Moffet	
11 h 45	11. Autres affaires			Denis Moffet	
11 h 55	12. Prochaine rencontre de la CAR		x	Denis Moffet	
12 h 00	13. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

COMPTE RENDU

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 7 décembre 2012
Salle de conférences de la Direction régionale de la Sécurité civile

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S

Bélisle, Luc	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Boissonneault, Jacques	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Dickey, Marc	La Financière agricole du Québec – Centre de services de Rouyn-Noranda et d'Amos
Drolet, Yves	Ministère des Finances et de l'Économie
Gingras, Martin	Ministère des Ressources naturelles
Guertin, Marie-Pier	Office québécois de la langue française
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment du Québec
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés du Québec
Moffet, Denis	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Riou, Francis	Emploi-Québec
Roy, Patrice	Bureau de l'exploration géologique du Québec
Sarrazin, Alain	Ministère de l'Agriculture, des Pêcherie et de l'Alimentation
Vaillancourt, Dominic (au téléphone)	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs Direction régionale de l'analyse et de l'expertise – Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec

**RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA CÔTE-NORD**

Date : Le mercredi 6 juin 2012
Heure : 9 h 00 à 16 h 00
Endroit : Hôtel Motel Hauterive, 1145, rue Nouvel, Baie-Comeau

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

- | | |
|---------|---|
| 9 h 00 | 1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences :
1.1 Accueil des nouveaux membres. |
| | 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour; |
| | 3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 28 février 2012; |
| 9 h 10 | 4. Suites au compte rendu :
4.1 Concours régional 105R4509001 (Sylvain Turbide, MSG); |
| 9 h 20 | 5. Plan Nord
5.1 Bureau régional de coordination gouvernementale de la Côte-Nord (30 min.) :
5.1.1 État de situation des principaux dossiers;
5.1.2 Candidature au prix d'excellence de la fonction publique;
5.2 Nouveau programme de cession des terres (MRNF) (15 min);
5.3 Nouveau service de recrutement de main-d'œuvre (MESS) (15 min); |
| 10 h 15 | Pause |
| 10 h 30 | Plan Nord (suite)
5.4 Stratégie de développement du Tourisme au nord du 49 ^{ème} parallèle (MTO) (25 min);
5.5 Nouveau programme d'infrastructures pour les municipalités (MAMROT) (15 min);
5.6 Transport ferroviaire et maritime (MTQ) (30 min); |



- | | | |
|---------|-----|---|
| 11 h 40 | 6. | Présentation de la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et du nouveau statut de la CAR (MAMROT) ; |
| 12 h 00 | | Pause pour le dîner
(Réservation de groupe – Brasserie Le Boucanier) |
| 13 h 30 | 7. | Séance de prévention présentée par l'Unité permanente anti-corruption (UPAC) (Gilles Martin, UPAC); |
| 14 h 30 | | Pause |
| 14 h 45 | 8. | Présentation du Plan d'affectation des terres publiques (PATP) (MRNF); |
| 15 h 40 | 9. | Plan de gestion des Ressources humaines du Secrétariat du Conseil du Trésor (Sylvain Turbide, MSG); |
| 15 h 45 | 10. | Situation municipale en Basse-Côte-Nord (MAMROT); |
| 15 h 55 | 11. | Affaires nouvelles : |
| | | 11.1 |
| | | 11.2 |
| | | 11.3 |
| | 12. | Date et lieu de la prochaine réunion; |
| 16 h 00 | 13. | Fin de la rencontre. |

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Le mercredi 6 juin 2012

Heure : 9 h à 15 h

Endroit : Hôtel-Motel Hauterive
1145, rue Nouvel, Baie-Comeau

Rédigé par : Stéphane Boudreault

Étaient présents :

M ^{me} Françoise	Aubry	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
M ^{me} Nadine	Bégin	Ministère des Services gouvernementaux (Services Québec)
M. Michel	Bérubé	Ministère des Transports du Québec
M. Jean-Luc	Bessette	Ministère du Tourisme
M. Raynald	Cloutier	Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
M. Stéphane	Boudreault	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Alain	Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M ^{me} Suzanne	Côté	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
M ^{me} Marilyn	Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M. Normand	Laprise	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
M. Yves	Melançon	Ministère de la Sécurité publique - en remplacement de M. Pierre Dassylva
M. Michel	Thibeault	Immigration Québec - en remplacement de M. Yvon Doyle
M ^{me} Candide	Tremblay	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec, - en remplacement de M. Réginald Caron
M. Jacques	Tremblay	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M ^{me} Françoise	Trudel	Hydro-Québec

Étaient invités:

M ^{me} Nathalie	Pitre	Unité permanente anticorruption (UPAC)
M. Gilles	Martin	Unité permanente anticorruption (UPAC)
M. André	Morin	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Étaient absents :

M ^{me} Sylvie	Bouchard	Conseil du statut de la femme
M. Jacques	Chiasson	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
M ^{me} Nathalie	Chouinard	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M ^{me} Jennifer	Couillard	Commission des normes du travail
M ^{me} Diane	Douville	Ministère de la Justice du Québec
M. Alain	Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M. Patrick	Hamelin	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
M ^{me} Julie	Martel	Secrétariat aux affaires autochtones
M ^{me} Karine	Noël	Investissement Québec
M ^{me} Nicole	Paquet	Ministère de la Famille et des Aînés
M. Guy	St-Pierre	Commission de la santé et de la sécurité au travail – Côte-Nord

Étaient absents :

M. Claude	Trudelle	Ministère des Relations internationales
M. Sylvain	Turbide	Centre de services partagés du Québec

Copie : aux membres de la CAR



Déroulement de la rencontre

1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences

La rencontre débute, il est 9 h 10.

M. Jacques Tremblay, à titre de président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participants et participantes. Un tour de table permet aux membres de se présenter à tour de rôle.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

M. Jacques Tremblay présente le projet d'ordre du jour en indiquant que le point concernant le « Plan de gestion des Ressources humaines du Secrétariat du Conseil du Trésor » ne pourra être présenté.

Il est également convenu d'ajouter les points suivants aux « Affaires nouvelles » :

- CAR « carboneutre »;
- Internet haute vitesse (IHV) pour la région de la Côte-Nord;
- Carte des contraintes / Érosion des berges;
- Rencontres d'information avec la Ville de Sept-Îles concernant le règlement de contrôle intérimaire;

L'ordre du jour est adopté avec ces modifications en laissant ouvert le point « Affaires nouvelles ».

Un point concernant le départ à la retraite de M. Normand Laprise est ajouté en cours de rencontre.

3. Lecture et adoption du compte-rendu de la réunion du 28 février 2012

M. Stéphane Boudreault présente sommairement les principaux éléments du compte rendu de la rencontre du 28 février 2012.

Le compte rendu est adopté sans aucune modification.

4. Suivis au compte rendu du 28 février 2012

4.1 Concours régional interministériel de recrutement (concours no. 105R-4509001)

M. Gaétan Gauthier procède à la lecture d'une note de M. Sylvain Turbide, du Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ). Ainsi, l'ouverture du concours s'est tenue du 23 mars au 15 avril 2012. Près de 1300 personnes se sont inscrites, alors que 960 ont été retenues pour les tests d'aptitudes. De ceux-ci, 54 personnes prendront part aux tests à Sept-Îles, alors que 151 y prendront part à Baie-Comeau; les autres candidats et candidates subiront les tests dans trois autres concours tenus simultanément ailleurs au Québec. La liste de déclaration d'aptitudes devrait être disponible dès le 12 juillet 2012.

4.2 Société du Plan Nord

M. Normand Laprise informe les membres de la CAR que le projet de Loi sur la Société du Plan Nord est toujours à l'étude en commission parlementaire. Le projet de Loi ne pourra fort probablement pas être adopté avant la fin de la présente session parlementaire. Le contexte actuel confirme la justesse de la mise en place du Comité Plan Nord de la CAR et de son Bureau régional de coordination. En ce sens, la CAR Côte-Nord a été « visionnaire » dans sa démarche en étant proactive et en prenant les devants, notamment concernant l'accompagnement des municipalités.

4.3 Services Québec

M^{me} Nadine Bégin indique que l'option d'offrir les services du Directeur de l'État civil au point de service de Baie-Comeau demeure toujours envisagée (alors Services Québec vise à maximiser l'utilisation de ses services « en ligne » et que ces services sont déjà offerts au bureau de Sept-Îles), compte tenu notamment des distances considérables à parcourir pour les citoyens nord-côtiers qui auraient à se procurer de tels services.

5. Plan Nord :



Déroulement de la rencontre

5.1 Bureau régional de coordination gouvernementale de la Côte-Nord

5.1.1 État de situation des principaux dossiers

M. Gaétan Gauthier à l'aide d'un support « powerpoint », fait état de l'évolution des travaux du Bureau régional de coordination. M. Gauthier indique qu'une rencontre entre le CA de la CRÉ (ou l'exécutif) et le Comité Plan Nord de la CAR devrait se tenir à l'automne 2012. Le Comité travaille de concert avec M. Claude Dahl de la CRÉ afin de préparer cette rencontre.

On fait remarquer que le Bureau régional de coordination, dans le cadre de son mandat, permet d'alimenter l'appareil gouvernemental régional simultanément à l'appareil central et aux cabinets des ministres concernés sur l'avancement réel des travaux dans les municipalités visées par le Plan Nord; évitant ainsi de continuelles recherches et transmissions d'informations entre ces différents paliers.

5.1.2 Candidature au prix d'excellence de la fonction publique

M. Gaétan Gauthier informe les membres de la CAR, qu'après concertation et avec l'appui des sous-ministres du MRNF et du MAMROT, il a été convenu que la candidature du Comité Plan Nord de la CAR et de son Bureau régional de coordination, sera déposée dans le cadre des Prix d'excellence de l'administration publique du Québec 2012, dans la catégorie « Fonction publique ».

Le Prix « Fonction publique » s'adresse aux ministères et organismes de la fonction publique québécoise et fédérale au Québec. Les prix sont remis à des personnes et à des équipes responsables de réalisations dont l'impact positif a retenu l'attention du milieu. Un *Prix Réalisation* ainsi que des *mentions spéciales* sont attribués dans chacun des secteurs de l'administration publique.

(informations : <http://66.147.244.105/~iapqcca/les-prix/prix-realisation/prix-fonction-publique/>)

5.2 Nouveau programme de cession des terres (MRNF)

MM. Normand Laprise et André Morin, du MRNF, présente le nouveau programme de cession des terres du domaine de l'État à l'intention des municipalités nordiques situées sur le territoire du Plan Nord. On sait que sur la Côte-Nord, à peine un peu plus de 1% des terres sont privées, alors que 99% des terres sont du domaine de l'État; donc sous la responsabilité de gestion du MRNF. C'est sur ces terres que se réaliseront la très grande majorité des projets annoncés dans le cadre du Plan Nord. Dans le même ordre d'idées, presque tout agrandissement des limites des municipalités, dans le cadre de projet d'infrastructures publiques, doit se faire à partir de ces terres publiques.

Le programme relatif à une cession à titre gratuit de terres du domaine de l'État en faveur des municipalités nordiques, par une cession gratuite de celles-ci (en remplacement de la valeur marchande), « *permettra aux municipalités qui doivent trouver rapidement des solutions à des défis de gestion, générés par une croissance urbaine importante, de rendre disponibles de nouveaux espaces pour le développement de secteurs résidentiels, commerciaux et industriel (de type parc industriel municipal)* ». Cependant, en ce qui concerne les projets de développement ou d'implantation d'une industrie lourde (mines, aluminerie, etc.), c'est le processus habituel directement avec le MRNF qui s'applique.

Le programme de cession de terres publiques permettra ainsi de financer, à partir des revenus générés par la vente de ces terrains, les travaux d'infrastructures d'utilité publique (rues, égouts, aqueducs, parcs, etc.). Les municipalités admissibles pourront communiquer avec la direction régionale du MRNF qui les accompagnera dans le processus. Les municipalités nordiques qui avaient préalablement obtenu une délégation de la gestion foncière des terres du domaine de l'État, telles Fermont et Port-Cartier, pourront également bénéficier de ce nouveau programme si elles le souhaitent.

Le processus de traitement des demandes, équitable et transparent, demeure relativement similaire :

- résolution des instances municipales concernées pour la réalisation de projets de développement;
- analyse du projet / de la demande d'agrandissement;
- consultation des ministères concernés et des communautés autochtones, le cas échéant;
- retour à l'instance municipale et émission d'un avis (avec ou sans considérations spécifiques);
- élaboration et signature d'un protocole entre le MRNF et l'instance municipale;
- réalisation des travaux d'arpentage et de cadastres;

(sources : <http://www.plannord.gouv.qc.ca/>)



Déroulement de la rencontre

<http://communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPQF/Avril2012/27/c9878.html>)

5.3 Nouveau service de recrutement de main-d'œuvre (MESS)

Mme Candide Tremblay informe les membres de la CAR que les nouveaux services en matière de recrutement de main-d'œuvre dans le contexte du Plan Nord, annoncés le 28 février 2012, sont maintenant disponibles. Une section désignée sur le site Internet d'Emploi-Québec ainsi qu'une ligne sans frais est désormais accessible pour les chercheuses et chercheurs d'emploi intéressés à travailler sur le territoire du Plan Nord. (informations : <http://emploi.quebec.net/grandsdossiers/plan-nord/index.asp>)

En plus des mesures habituelles en emplois, deux ressources autochtones assurent désormais le lien avec les communautés autochtones. Aussi, un comité de partenaires « Emplois Plan Nord », ainsi qu'un réseau de répondants régionaux des CLE et CJE ont également été mis sur pied. Finalement, un suivi mensuel des directions régionales concernées du MELIS, avec le sous-ministre en titre, est aussi assuré en lien avec l'activité en emploi associée au Plan Nord.

5.4 Stratégie de développement du Tourisme au nord du 49ième parallèle (MTO)

M. Jean-Luc Bessette à l'aide d'un support « powerpoint » et de documents d'informations, présente au bénéfice des membres de la CAR, la nouvelle Stratégie touristique québécoise au nord du 49e parallèle, intitulée « *Cultures et espaces à découvrir* ».

(informations : <http://www.tourisme.gouv.qc.ca/programmes-services/services/nord-du-49e/index.html>)

5.5 Nouveau programme d'infrastructures pour les municipalités (MAMROT)

M. Gaétan Gauthier informe les membres de la CAR qu'un nouveau programme d'aide financière pour les infrastructures à l'intention des municipalités du Plan Nord devrait être annoncé en 2012. Ce programme devrait viser notamment le traitement des eaux potables et usées, ainsi que les infrastructures stratégiques, encore une fois pour aider les 24 municipalités de la région situées sur le territoire du Plan Nord aux prises avec d'importants défis de gestion générés par une croissance urbaine importante.

5.6 Transport ferroviaire et maritime (MTQ)

M. Michel Bérubé, présente aux membres de la CAR, à l'aide d'un support « powerpoint », le portrait régional du transport ferroviaire et maritime dans le contexte du Plan Nord. Cette présentation fait suite à plusieurs demandes d'informations sur le sujet de la part des instances régionales.

6. Présentation de la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et du nouveau statut de la CAR (MAMROT) ;

M. Gaétan Gauthier informe les membres de la CAR, à l'aide de documents complémentaires, que la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires* (OVT) a été adoptée par l'Assemblée nationale du Québec, le 3 mai 2012. À cet égard, une correspondance du sous-ministre du MAMROT a été acheminée aux autres sous-ministres afin de les en informer. Cette correspondance remercie chacun des sous-ministres pour leur collaboration et les informe de l'obligation pour chacun des ministères de rendre publique, d'ici le 31 mars 2013, une planification pluriannuelle afin d'atteindre les objectifs de la stratégie d'OVT, dans le domaine de leurs compétences respectives.

M. Gauthier fait également part des modifications apportées au mandat des CAR qui vise à « *favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement visés par la Loi sur le vérificateur général (chapitre V-5.01) et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.* » (article 21.4.6.)

La composition des CAR est également modifiée, bien que cela ait très peu d'impact pour la CAR Côte-Nord. Ainsi, les organismes gouvernementaux suivants sont aussi invités : Agences métropolitaines de Transport, Centre des Services Partagés du Québec, Hydro-Québec, Investissement Québec, Société d'Habitation du Québec, Société des Établissements de Plein-Air du Québec, Société des Traversiers du Québec (article 4). Il est désormais possible d'inviter à participer aux rencontres des représentants de tout autre organisme dont l'action a une incidence sur l'OVT de la région (article 18). Le président de chaque CAR devra également soutenir le ministre responsable de la région (MRR) pour laquelle elle est instituée.



Déroulement de la rencontre

7. Séance de prévention présentée par l'Unité permanente anti-corruption (UPAC)

M^{me} Nathalie Pitre et M. Gilles Martin, tous deux de l'Unité permanente anti-corruption (UPAC), à l'aide d'un support « powerpoint », s'adressent aux membres de la CAR afin de présenter l'UPAC, d'exposer les principaux aspects de la Loi concernant la lutte contre la corruption, de définir les actes répréhensibles et finalement, de sensibiliser les participantes et participants sur le rôle qu'elles et qu'ils peuvent jouer. (informations : <https://www.upac.gouv.qc.ca/>)

Lors de cette présentation, il fut question d'un organisme au fédéral qui pourrait s'apparenter à l'UPAC. Après vérification, M^{me} Pitre nous informait que le gouvernement fédéral dispose d'une loi protégeant les fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles (source : <http://fairwhistleblower.ca/fr/fair/qui-sommes-nous>), ainsi que d'un organisme visant à promouvoir l'intégrité et l'imputabilité à l'intérieur du gouvernement, en habilitant les employés à parler, sans peur de représailles, lorsqu'ils font face à des actes répréhensibles. (source : <http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/prb0863-f.htm>)

8. Plan d'affectation du territoire public (PATP) (MRNF)

M. Nomand Laprise informe les membres que le Conseil des ministres a adopté, le 19 janvier 2012 (décret numéro 32-2012), le PATP pour la région de la Côte-Nord, celui-ci se voulait le 1^{er} de cette « nouvelle génération » de PATP. À cet égard, le MRNF convoquera les ministères et organismes afin de déterminer ensemble, comment l'appareil gouvernemental régional pourra donner suite à cette planification territoriale dans le cadre de nos orientations dans de nos champs de compétences respectifs. (informations : <http://www.mrnf.gouv.qc.ca/territoire/planification/planification-affectation.jsp>)

9. Plan de gestion des Ressources humaines du Secrétariat du Conseil du Trésor

Ce point n'a pu être présenté.

10. Situation municipale en Basse-Côte-Nord (MAMROT);

M. Jacques Tremblay fait part d'une note d'information à l'intention des membres de la CAR à l'effet que la municipalité de Saint Augustin, située sur le territoire de la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent, est actuellement sous administration provisoire de la Commission municipale du Québec (CMQ). Suite au constat que les mandats du maire et de 3 conseillers municipaux ont pris fin en avril 2012, la CMQ, par l'exercice de M. Richard Quirion, agit depuis mai dernier en lieu et place du conseil municipal, et ce, tant que durera l'administration provisoire. (informations : <http://www.cmq.gouv.qc.ca/>)

M^{me} Corain Driscoll, conseillère municipale, agit à titre de maire suppléante et représentera la municipalité au Conseil des maires de la MRC et à toute autre instance où le maire aurait dû siéger. Les postes actuellement vacants de maire et de conseillers ou conseillères seront comblés ultérieurement lors d'une élection partielle à confirmer.

11. Affaires nouvelles :

11.1 CAR carbo-neutre;

M. Gaétan Gauthier informe l'assemblée que les rencontres de la CAR seront désormais « carboneutres ». L'exercice consiste tenir en compte le nombre de kilomètres aller/retour parcourus pour les déplacements des participants et participantes et de faire rapport, après chacune des rencontres, au responsable du développement durable du MAMROT. La première estimation des déplacements pour la CAR de la Côte-Nord, avec 4 rencontres par année, totalisait près de 44 000 km par an.

11.2 Internet haute vitesse (IHV);

M. Stéphane Boudreault avise les membres que le portrait régional du déploiement d'Internet haute vitesse (IHV) sera présenté à la CAR, dès que les annonces en lien avec la nouvelle Stratégie de l'économie numérique du Québec, dont la réalisation de projets d'accès à Internet très haut débit, se feront pour la région de la Côte-Nord.

M. Boudreault indique que, selon les estimations, la couverture actuelle IHV pour la région de la Côte-Nord atteindrait près de 93% des citoyens, alors que des projets ont récemment été acceptés dans le



Déroulement de la rencontre

cadre du programme Communautés rurales branchées du MAMROT et que la firme TELUS a déployé des réseaux filaires dans plusieurs municipalités dans le cadre de travaux découlant de la décision de la Cour Suprême du Canada dans le litige des « comptes de report » du CRTC.
(informations : <http://www.crtc.gc.ca/fra/com100/2010/r100831.htm>)

11.3 Carte des contraintes / Érosion des berges;

M. Yves Melançon informe les membres que les MRC ont pu prendre connaissance des informations de la nouvelle cartographie des zones à risques, y incluant celles d'érosion des berges même si celle-ci n'avait pas été formalisée, alors que les aménagistes et le personnel technique des MRC avaient accès au SIGT du MRNF. Aussi, afin de réduire les inquiétudes de part et d'autre, des rencontres d'information et d'échanges sont prévues avec les instances municipales. Une rencontre se tiendra d'ailleurs avec les élus et élues de la MRC de Manicouagan le 18 juin, alors qu'une seconde rencontre avec les aménagistes et le personnel technique, se tiendra le 19 juin prochain.

Il est convenu unanimement par les membres de la CAR de remettre à l'œuvre le « sous-comité de la CAR de coordination régional sur l'érosion des berges » afin de suivre l'évolution du dossier, de partager l'information et de coordonner, au besoin, les interventions régionales.

11.4 Rencontres d'information avec la Ville de Sept-Îles concernant le Règlement de contrôles intérimaire;

M. Yves Melançon informe les membres qu'une rencontre d'information avec les représentants de la Ville de Sept-Îles se tiendra le 22 août 2012 afin de faire le point sur les difficultés d'application du règlement de contrôle intérimaire dans les zones d'érosion.

11.5 Départ à la retraite de M. Normand Laprise

M. Normand Laprise annonce son départ à la retraite; départ qui se fera avant la fin de l'été 2012. M. Laprise fait valoir, au bénéfice des membres, que son passage à la CAR de la Côte-Nord, lui fut fort agréable. À ses yeux, la CAR est un outil de travail performant et indispensable pour les ministères et organismes, surtout compte tenu des particularités avec lesquelles nous devons composer. M. Laprise remercie les membres de la CAR pour leur collaboration et souligne l'esprit d'entraide et de camaraderie qui y règne.

M. Jacques Tremblay, au nom des membres de la CAR, profite de l'occasion pour remercier M. Laprise pour son apport dynamique grandement apprécié, et souligne l'excellente collaboration de ce dernier avec tout un chacun au cours de son passage. Il lui souhaite une bonne et belle retraite.

12. Date et lieu de la prochaine rencontre

Il est convenu que la prochaine réunion de la CAR se tiendra à Sept-Îles au début de l'automne 2012.

Après consultation des membres, un avis de convocation sera acheminé y indiquant les coordonnées de la prochaine rencontre.

13. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion se termine à 16 h 20.



RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Le jeudi 22 novembre 2012
Heure : 9 h à 15 h 30
Endroit : Hôtel Gouverneur, boulevard Laure, Sept-Îles

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

- | | |
|---------|--|
| 9 h | 1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences :
1.1 Accueil des nouveaux membres. |
| | 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour; |
| | 3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 6 juin 2012; |
| 9 h 10 | 4. Suites au compte rendu :
4.1 Concours régional 105R4509001 (Sylvain Turbide, CSPQ); |
| 9 h 20 | 5. Tour de table sur les changements vécus dans les ministères et organismes gouvernementaux suite à la restructuration gouvernementale découlant de la mise en place du nouveau gouvernement et les impacts s'il y a lieu sur les directions régionales |
| 10 h 15 | Pause |



- | | | |
|---------|-------|---|
| 10 h 30 | 6. | Présentation des résultats d'un sondage panquébécois portant sur la perception de la région Côte-Nord (CRÉ) |
| 11 h | 7. | Développement nordique |
| | 7.1 | Bureau régional de coordination gouvernementale de la Côte-Nord |
| | 7.1.1 | Bilan des activités des derniers mois |
| | 7.1.2 | Échange sur les perspectives |
| | 7.2 | Secrétariat au développement nordique |
| | 7.3 | PIQM- volet 4 –État de situation (MAMROT) |
| 12 h | | Pause pour le dîner
(Réservation de groupe – Hôtel Gouverneur) |
| 13 h 15 | 7. | Développement nordique (suite) |
| 13 h 45 | 8. | État de situation – Investissements prévus pour la route 389 (MTQ) |
| 14 h 15 | 9. | Activités/nouveautés en développement des ressources humaines (MSG); |
| 14 h 30 | 10. | Présentation des résultats d'une enquête sur l'état des entreprises de la Côte-Nord (CRÉ) |
| 15 h 00 | 13. | Affaires nouvelles : |
| | 13.1 | |
| | 13.2 | |
| | 13.3 | |
| | 14. | Date et lieu de la prochaine réunion; |
| 15 h 30 | 15. | Fin de la rencontre. |

Le compte rendu de la rencontre de la CAR du 22 novembre 2012 n'est pas officiel car non encore adopté

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA CÔTE-NORD**

Date : Le jeudi 22 novembre 2012

Heure : 9 h à 15 h 30

Endroit : **Hôtel Gouverneur**
boulevard Laure, Sept-Îles

Rédigé par : _____
Gaétan Gauthier

Étaient présents :

M ^{me} Françoise	Aubry	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
M ^{me} Nadine	Bégin	Ministère des Services gouvernementaux (Services Québec)
M. Michel	Bérubé	Ministère des Transports du Québec
M. Jean-Luc	Bessette	Ministère du Tourisme
M ^{me} Suzanne	Côté	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
M ^{me} Marilyn	Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M ^{me} Linda	Tremblay	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
M. Réginald	Caron	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec,
M. Jacques	Tremblay	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M ^{me} Diane	Douville	Ministère de la Justice du Québec
M. Alain	Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Karine	Noël	Investissement Québec (à compter de 11 heures)
M. Alain	Michaud	Commission de la santé et de la sécurité au travail-CSST- en remplacement Guy St-Pierre
M. Sylvain	Turbide	Centre de services partagés du Québec
M ^{me} Janicka	Maltais	Ministère des Finances et de l'Économie (en après-midi seulement, en remplacement de Jacques Chiasson)
M. Patrick	Hamelin	CRÉ

Étaient invités:

M. André	Bernatchez	Gérant de projet - Ministère des Transports
M. Normand	Gauthier	AECOM – responsable en environnement

Étaient invités:

M ^{me} Colette	Swartz	Responsable communications – consultante pour AECOM
-------------------------	--------	---

Étaient absents :

M. Raynald	Cloutier	Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
M. Alain	Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M. Pierre	Dassylva	Ministère de la Sécurité publique
M ^{me} Sylvie	Bouchard	Conseil du statut de la femme
M. Jacques	Chiasson	Ministère des Finances et de l'Économie
M. Yvon	Doyle	Immigration Québec
M ^{me} Françoise	Trudel	Hydro-Québec
M ^{me} Nathalie	Chouinard	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M ^{me} Jennifer	Couillard	Commission des normes du travail
M ^{me} Sylvie	Poudrier	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Jean-François	Picard	Ministère de la Famille
M. Claude	Trudelle	Ministère des Relations internationales
M. Sylvain	Turbide	Centre de services partagés du Québec

Copie :

aux membres de la CAR

Déroulement de la rencontre

1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences

La rencontre débute, il est 9 h 10.

M. Jacques Tremblay, à titre de président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participants et participantes. Il profite de l'occasion pour féliciter madame Linda Tremblay, récemment nommée directrice générale régionale au Ministère des Ressources naturelles. Il souligne aussi la présence de monsieur Alain Michaud en remplacement de Guy St-Pierre. Un tour de table permet ensuite aux participants de se présenter.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

M. Jacques Tremblay présente le projet d'ordre du jour.

Celui-ci est adopté en laissant ouvert le point « Affaires nouvelles ».

3. Lecture et adoption du compte-rendu de la réunion 6 juin 2012

M. Gaétan Gauthier présente sommairement les principaux éléments du compte rendu de la rencontre du 6 juin 2012.

Le compte rendu est adopté sans aucune modification.

4. Suivis au compte rendu du 6 juin 2012

Suivi du point 4.1 Concours régional interministériel de recrutement (concours no. 105R-4509001)

M. Sylvain Turbide, du Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ) fait le point sur le dossier. 1179 personnes se sont inscrites, alors que 963 ont été retenues pour les tests d'aptitudes. 319 personnes ont été convoquées aux examens et 222 d'entre elles se sont présentées.

Au terme du processus, 96 personnes ont été déclarées aptes dont 47 de la Côte-Nord. Un poste a été comblé à date en région.

Françoise Aubry mentionne que ce concours fut l'occasion de sensibiliser ses autorités au vécu nord-côtier.

Réginald Caron mentionne qu'il avait un besoin au sein de son organisation pour un poste d'attaché d'administration (111) et qu'une personne classée 105 avait échoué le test pour ce poste.

Suzanne Côté souligne qu'elle a eu 2 postes à combler au sein de la direction régionale, mais qu'elle n'a pu faire appel à la liste étant donné que le MELS n'était pas un des partenaires du concours.

Déroulement de la rencontre

Suivi du point 5.1.2 Candidature au prix d'excellence de la fonction publique

Gaétan Gauthier mentionne que la candidature de la CAR Côte-Nord pour son initiative de mettre sur pied le Bureau régional de coordination gouvernementale de la Côte-Nord n'a pas été retenue.

Il mentionne que le prix a été alloué à Revenu Québec pour son initiative de facturation obligatoire dans le secteur de la restauration. Il souligne également que des mentions spéciales ont été accordées au MRN pour son projet « Élaboration et mise en œuvre du Plan Nord » ainsi qu'au MDDEP pour son initiative de « consolidation des réseaux de surveillance de la qualité de l'air et du climat ».

Les membres de la CAR font le constat que le projet de Bureau régional de coordination gouvernementale n'est pas du même type que ceux primés.

Suivi du point 10. Situation municipale en Basse-Côte-Nord

Jacques Tremblay souligne la problématique qui subsiste à Saint-Augustin suite aux élections municipales. Il évoque également la nomination d'une nouvelle administratrice pour la municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent qui devrait entrer en fonction le 26 novembre 2012.

Michel Bérubé fait état, pour sa part, des difficultés rencontrées par la corporation Pakatan

Suivi des points 11.3 et 11.4 Érosion des berges

Gaétan Gauthier mentionne que le sous-comité de la CAR n'a pas été remis en fonction tel que convenu et que la rencontre prévue avec la Ville de Sept-Îles n'a pas eu lieu. Selon l'information qu'il a reçue, le MSP s'apprêterait à redémarrer sous peu le comité régional de prévention.

5. Tour de table sur les changements vécus dans les ministères et organismes gouvernementaux suite à la restructuration gouvernementale découlant de la mise en place du nouveau gouvernement et les impacts sur les directions régionales s'il y a lieu.

À tour de rôle, les membres présents font état des changements apportés ou non au sein de leur organisation ainsi que des impacts pour leur direction régionale s'il y a lieu.

6. Présentation des résultats d'un sondage réalisé à travers le Québec et portant sur la perception de la région Côte-Nord

À l'aide d'une présentation « Powerpoint » Patrick Hamelin informe les membres de la CAR des résultats et des principales conclusions émanant d'un sondage commandé par la CRÉ visant à connaître la perception de la région auprès de 2183 répondants québécois.

7. Développement nordique

Déroulement de la rencontre

7.1 Bureau régional de coordination gouvernementale de la Côte-Nord

À l'aide d'une présentation « Powerpoint », Gaétan Gauthier expose le bilan des principales réalisations du Bureau au cours des derniers mois. Il propose également un certain nombre d'éléments de réflexion quant aux perspectives souhaitées pour l'organisation. Une discussion suit cette présentation.

Unaniment, les participants à la rencontre soulignent la plus-value de ce modèle régional de coordination gouvernementale. Ils font part de la pertinence d'en élargir la portée à l'ensemble des dossiers interministériels et d'en assurer la pérennité.

Jacques Tremblay informe les participants que Gaétan Gauthier fera la présentation de notre coordination régionale lors de la prochaine rencontre de la TGAT (Table gouvernementale aux Affaires territoriales) prévue le 28 novembre prochain.

7.2 Secrétariat au développement nordique

Jacques Tremblay fait état de la création du Secrétariat au développement nordique et de la nomination de monsieur Christian Dubois à sa tête.

Les membres reconnaissent la pertinence de créer rapidement des liens entre ce Secrétariat et notre Bureau régional de coordination afin d'éviter le dédoublement des activités de l'un et l'autre sur le territoire.

7.3 PIQM volet 4 – État de situation

Gaétan Gauthier dépose un document présentant les diverses demandes des municipalités de la région dans le cadre du nouveau programme PIQM-Volet 4 conçu pour répondre aux besoins urgents engendrés par la mise en œuvre du développement nordique.

Il fait état de la démarche réalisée en région et de l'état d'avancement des travaux d'analyse au sein des unités centrales du MAMROT.

Jacques Tremblay demande aux participants de traiter confidentiellement l'information qui leur a été livrée dans un esprit de transparence et de collaboration interministérielle.

8. État de situation – Investissements prévus pour la route 389

Les membres de la CAR accueillent monsieur André Bernatchez (MTQ), monsieur Normand Gauthier (AECOM) et madame Colette Swartz (chargée de projet).

Avec le support d'une présentation « Powerpoint » messieurs Bernatchez et Gauthier résument l'état d'avancement des travaux prévus pour la route 389 au plan notamment des études environnementales.

9. Activités/nouveautés en développement des ressources humaines

Déroulement de la rencontre

Sylvain Turbide informe les membres de la CAR des principales activités en développement des ressources humaines que le CSPQ organise au cours des prochains mois.

Il s'engage à faire parvenir le calendrier complet dans les meilleurs délais

10. Présentation des résultats d'une enquête sur l'état des entreprises de la Côte-Nord

À l'aide d'une présentation « Powerpoint », Patrick Hamelin présente les principaux constats qui se dégagent d'une étude sur les perspectives de développement économique des PME nord - côtières réalisée en novembre 2012.

11. Affaires nouvelles :

11.1 Rencontre possible le 18 décembre 2012 avec le sous-ministre du MRN

Linda Tremblay informe les membres du comité de la CAR en charge du Bureau régional de coordination gouvernementale de la Côte-Nord, qu'ils seront invités le 18 décembre 2012, à rencontrer le sous-ministre du MRN pour échanger sur le fonctionnement de notre organisation.

Cette rencontre permettra au sous-ministre de mieux connaître notre fonctionnement en région. Elle s'inscrit dans l'orientation déjà discutée au sein du comité de la CAR de faire état de la plus-value de notre coordination auprès de diverses autorités gouvernementales. La présence du plus grand nombre de représentants régionaux est souhaitable

11.2 Départ à la retraite de Jacques Tremblay

Jacques Tremblay informe les membres de la CAR de sa décision de prendre sa retraite à compter de janvier 2013. Il remercie les membres de la CAR de leur collaboration au fil des années. Plusieurs membres témoignent par la suite de leur appréciation à son endroit au plan personnel ainsi que dans sa façon de présider les travaux de la CAR toujours dans le respect de chacun.

12. Date et lieu de la prochaine rencontre

Il est convenu que la prochaine réunion de la CAR se tiendra à Baie-Comeau, fin février ou début mars 2013. Les membres seront consultés éventuellement afin de déterminer la date la plus appropriée.

13. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion se termine à 15 h 45.

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec
Ordre du jour
6 juin 2012
Hôtel Chibougamau, 473, 3^e Rue, Salle Jos

- | | | |
|---------|-----|---|
| 8 h 30 | 1. | Ouverture de la séance |
| 8 h 40 | 2. | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 8 h 50 | 3. | Adoption du compte rendu et suivi de la rencontre du 13 mars 2012 |
| 9 h | 4. | INFORMATION
État d'avancement des travaux des groupes de travail dans le cadre du Plan Nord, Élisabeth Harvey, MRNF |
| 9 h 45 | | Pause |
| 10 h | 5. | DISCUSSION
Réflexion de la CAR concernant ses priorités dans le cadre du Plan Nord |
| 11 h 30 | 6. | INFORMATION
Présentation du nouveau bureau régional du MDDEP à Chapais, Édith van de Walle, MDDEP |
| 12 h | | Dîner sur place |
| 13 h 15 | 7. | DISCUSSION
Plan Nord – Suivi du besoin des municipalités en infrastructures, Richard Leclerc, MAMROT |
| 13 h 30 | 8. | Table économique de la CAR, MDEIE |
| 14 h 45 | | Pause |
| 15 h | 9. | INFORMATION
État d'avancement des travaux - Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James, Richard Leclerc, MAMROT |
| 15 h 15 | 10. | INFORMATION
Révision du rôle de la CAR, Richard Leclerc, MAMROT |
| 15 h 45 | 11. | Divers |
| 16 h | 12. | Date de la prochaine rencontre |
| 16 h 5 | 13. | Levée de la rencontre |
-

*Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,
Compte rendu de la réunion tenue le 6 juin 2012
À compter de 8 h 30, à l'hôtel Chibougamau*

ÉTAIENT PRÉSENTS

Nathalie Boisvert	Présidente-directrice générale, Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (CRSSSBJ)
Frédéric Desrosiers	Conseiller, Direction des relations et du suivi des ententes, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Elizabeth Harvey	Directrice par intérim, Direction des Affaires régionales, ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)
Patricia Hébert	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Marie-Josée Marcoux	Responsable régionale, Conseil du statut de la femme (CSF)
Joseph Molina	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Alain Poirier	Adjoint exécutif, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Philippe Lemire	Directeur, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Julie Rodrigue	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Louise Séguin	Coordonnatrice, Développement touristique du Nord, ministère du Tourisme (MTO)
Raymond Thibault	Président-directeur général, Société de développement de la Baie-James (SDBJ)

ÉTAIT INVITÉ

Adel Yassa (en conférence téléphonique)	Directeur du Service de la recherche et du développement économique, Administration régionale Kativik (ARK)
--	---

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
1. Ouverture de la séance	<ul style="list-style-type: none"> La séance s'ouvre à 8 h 40. 			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> L'ordre du jour est adopté, avec un ajout au point 5 : Plan Nunavik. 			
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 13 mars 2012	<ul style="list-style-type: none"> M. Leclerc fait le point sur les différents suivis effectués depuis la dernière rencontre. Frédéric Desrosiers transmettra l'offre de formation du SAA aux membres de la CAR. Le compte rendu est adopté tel quel. 			
4. INFORMATION État d'avancement des travaux des groupes de travail dans le cadre du Plan Nord, Élisabeth Harvey, MRNF	<ul style="list-style-type: none"> Mme Harvey présente un diaporama concernant le Plan Nord. Elle explique la démarche sous-jacente au Plan Nord ainsi que la structure de partenariat. Mme Rodrigue souligne que certaines tables autochtones ne sont pas opérationnelles même si la structure demeure identique. La fréquence des rencontres des groupes de travail est très variable. Un groupe de travail concernant la main d'œuvre a été ajouté. Un second concernant la justice et la sécurité civile sera également mis sur pied. Il est souligné que le MDEIE n'est présent sur aucun groupe de travail. Les rencontres des groupes de travail ont lieu à huis clos. Les comptes rendus ne sont pas publics. Il est mentionné que le groupe de travail sur le tourisme se réunit une fois par année. Certains groupes semblent inactifs. Concernant la loi créant la Société du Plan Nord, elle est toujours à l'étude en commission parlementaire, mais il y a une volonté gouvernementale pour que la loi soit adoptée avant la fin de la session. Il est demandé au MRNF d'effectuer une présentation sur le Fonds du Plan Nord lors d'une prochaine CAR. M. Yassa signale que le groupe de travail de développement des communautés ne s'est pas réuni depuis l'an passé. La prochaine rencontre est seulement prévue en décembre. M. Leclerc doit vérifier auprès de Québec. Une question est soulevée concernant la langue de communication avec les autochtones. On demande au SAA quelle est sa position en regard de cette problématique. Le SAA fonctionne avec une traduction de courtoisie et sensibilise les ministères à en faire autant. Il n'y a pas d'obligation de traduire les documents, mais cela favorise les communications. 		Élisabeth Harvey Richard Leclerc	Septembre 2012 Juin 2012

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
<p>5. DISCUSSION</p> <p>Réflexion de la CAR concernant ses priorités dans le cadre du Plan Nord</p> <p>- Plan Nunavik</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une des priorités de la CAR devrait être de se concerter en amont des grands projets pour ne pas connaître la même situation d'urgence constatée sur la Côte-Nord. L'idée de créer un comité ou un réseau de répondants Plan Nord est soulevée. L'objectif est d'arrimer le travail des ministères et organismes. Chaque membre de la CAR sera invité à identifier un répondant Plan Nord. Le MAMROT mettra sur pied une liste. Un gabarit de fiche de projet sera élaboré conjointement par le MAMROT et le MRNF. Ces fiches pourront être un outil de communication efficace auprès des différents ministères. • La problématique, soulevée dans le journal La Sentinelle, concernant des terrains que le MRNF prévoit déléguer à la Ville de Chibougamau est discutée. L'entente de délégation est en attente de signature du ministre depuis plusieurs semaines, ce qui a soulevé le mécontentement de la mairesse de Chibougamau. • Un comité MRNF-MDDEP a été créé pour sensibiliser les minières à bien effectuer l'exploration pour éviter que des situations problématiques ne surviennent comme sur la Côte-Nord. • M. Yassa a transmis le Plan Nunavik à M. Leclerc qui le transmettra à tous les membres. Ce Plan concerne différents enjeux comme le coût de la vie et les préoccupations sociales dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Nord. 		Richard Leclerc et Élizabeth Harvey	Août 2012
<p>6. INFORMATION</p> <p>Présentation du nouveau bureau régional du MDDEP à Chapais, Édith van de Walle, MDDEP</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mme Van de Walle se joint par téléphone pour présenter le nouveau bureau régional, tel qu'annoncé le 29 avril 2012. Celui-ci sera situé à Chapais. Le bureau, constitué de 4 personnes, relèvera de la Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec située à Rouyn-Noranda. • Le MDDEP est à la recherche d'un espace à bureaux et vise une mise en place du bureau à la fin de l'automne ou au début de l'hiver. • Une quinzaine de postes additionnels seront ajoutés à la Direction régionale de Rouyn-Noranda, au bureau de Chapais et sur la Côte-Nord. • Un pôle d'expertise minier sera mis en place à Rouyn-Noranda pour l'ensemble du Québec. • Lors d'une prochaine CAR, selon l'évolution des travaux parlementaires, Mme van de Walle invitera un collègue à présenter le déploiement de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et sur le développement durable du territoire du Plan Nord. Ce projet de loi vise notamment à pérenniser et assurer la mise en œuvre de l'engagement visant à protéger 50 % du territoire nordique québécois d'ici 2035. 		Édith van de Walle	Septembre 2012
<p>7. DISCUSSION</p> <p>Plan Nord – Suivi du besoin des municipalités en infrastructures, Richard Leclerc, MAMROT</p>	<ul style="list-style-type: none"> • M. Leclerc présente la démarche qui a permis d'identifier les besoins en infrastructures des villes de Chibougamau, Chapais, Lebel-sur-Quévillon et Matagami. La Municipalité de Baie-James n'a pas répondu au questionnaire. Les différents tableaux ont été remis aux membres. 			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<ul style="list-style-type: none"> Mme Boisvert explique la problématique concernant les ambulances dans le secteur de Chibougamau-Chapais et de Matagami. M. Thibault se propose d'interpeller le futur groupe de travail Sécurité civile et justice au sujet de la desserte de services d'urgence sur différentes routes de la région. 			
8. DISCUSSION Table économique de la CAR	<ul style="list-style-type: none"> Voir compte-rendu du MDEIE. 			
9. INFORMATION État d'avancement des travaux - Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James, Richard Leclerc, MAMROT	<ul style="list-style-type: none"> M. Leclerc a été informé de la volonté gouvernementale de signer une entente d'ici le 24 juin. Les 11 membres de la partie jamésienne seront nommés par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Un projet d'entente doit être présenté aux maires dans les prochains jours. Le siège social devrait être à Matagami et la langue de travail serait le français. 			
10. INFORMATION Révision du rôle de la CAR, Richard Leclerc, MAMROT	<ul style="list-style-type: none"> M. Leclerc informe les membres que la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires amènera une modification du rôle de la CAR. Un tableau illustrant les principaux changements a été transmis aux membres. Il est suggéré d'ajouter Investissement-Québec et la future Société du Plan Nord dans la liste des participants à la CAR du Nord-du-Québec. On se questionne sur la présence et le rôle du ministre régional. 			
11. Divers	<ul style="list-style-type: none"> M. Leclerc souhaite une bonne retraite à M. Joseph Molina, directeur régional du MDEIE. 			
12. Date de la prochaine rencontre	<ul style="list-style-type: none"> À la suite des résultats du sondage préalablement envoyé aux membres, les dates des prochaines CAR seront : <ul style="list-style-type: none"> 5 septembre 2012 6 décembre 2012 13 mars 2012 			
13. Levée de la rencontre	<ul style="list-style-type: none"> La rencontre se termine à 16 heures. 			

Par : Patricia Hébert, conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec
Ordre du jour
4 octobre 2012
13h15 par visioconférence

- | | |
|---------|--|
| 13 h 15 | 1. Ouverture de la séance |
| 13 h 20 | 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 13 h 25 | 3. Adoption du compte rendu et suivi de la rencontre du 6 juin 2012 |
| 13 h 35 | 4. INFORMATION
Tour de Table – principaux dossiers régionaux |
| 14 h 30 | 5. INFORMATION
Avenir du Plan Nord |
| 15 h 00 | 6. INFORMATION
État d'avancement des travaux - Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James, Richard Leclerc, MAMROT |
| 15 h 15 | 7. Divers |
| 15 h 45 | 8. Date de la prochaine rencontre |
| 15 h 50 | 9. Levée de la rencontre |
-

*Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,
Compte rendu de la réunion tenue le 4 octobre 2012
À compter de 13 h 15, par visioconférence*


ÉTAIENT PRÉSENTS

Renée Claude Baillargeon	Directrice du soutien aux opérations et de la planification-partenariat, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Nathalie Boisvert	Présidente-directrice générale, Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (CRSSSBJ)
Yves Drolet	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Monik Duhaime	Directrice régionale, ministère de la Culture et des Communications (MCC)
Lise Gagné	Conseillère en communications, Services Québec
Mireille Gagnon	Responsable régionale, Conseil du Statut de la femme
Elizabeth Harvey	Directrice par intérim, Direction des Affaires régionales, ministère des Ressources naturelles (MRN)
Patricia Hébert	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Gaétan Lessard	Directeur régional, ministère de la Sécurité publique
Marie-Josée Marcoux	Responsable régionale, Conseil du statut de la femme (CSF)
Alain Poirier	Adjoint exécutif, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Finances et de l'Économie
Philippe Lemire	Directeur, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Donald Poirier	Directeur régional, Société immobilière du Québec (SIQ)
Julie Rodrigue	Conseillère, Direction des relations et du suivi des ententes, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Louise Séguin	Coordonnatrice, Développement touristique du Nord, ministère du Tourisme
Richard Simard	Conseiller – Relations avec le milieu, Hydro-Québec (HQ)
Raymond Thibault	Président-directeur général, Société de développement de la Baie-James (SDBJ)
Suzie Vachon	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)
Édith van de Walle	Directrice régionale, Direction de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, direction de l'analyse et de l'expertise régionales, ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
1. Ouverture de la séance	<ul style="list-style-type: none"> La séance débute à 13 h 55, dû à des problèmes techniques avec la visioconférence. 			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> L'ordre du jour est adopté tel quel. 			
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 6 juin 2012	<ul style="list-style-type: none"> Le compte rendu est adopté tel quel. 			
4. INFORMATION Tour de table des principaux dossiers régionaux	<ul style="list-style-type: none"> SAA : la nouvelle ministre déléguée est Élisabeth Larouche et la ministre responsable est la Première ministre, Pauline Marois. Le Secrétariat est en attente d'orientations. Tourisme-Québec : le ministère relève dorénavant du ministère des Finances et de l'Économie et le ministre délégué au Tourisme est Pascal Bérubé. SDBJ : la SDBJ étant une société d'État, il n'y a aucun changement à la suite de la nomination du Conseil des ministres. CSF : la nouvelle ministre responsable de la condition féminine est Agnès Maltais. Services Québec : Il n'y a aucun changement pour le moment. Sécurité publique : Il n'y a aucun changement pour le moment. MTQ : le nouveau ministre a comme mandat de transformer le ministère en agence. Les orientations ministérielles concernant la construction de la route des monts-Otish sont à venir. MELS : le ministère est dorénavant scindé et l'Enseignement supérieur fait désormais partie du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. On ne sait pas encore si les directions régionales actuelles auront la responsabilité des deux ministères. MCC : La condition féminine sera dorénavant sous la responsabilité de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Agnès Maltais. Il y a beaucoup de changement à la direction du ministère. 			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<ul style="list-style-type: none"> • MDDEFP : le volet faune fait dorénavant partie du ministère, mais les détails de l'opérationnalisation de ce transfert reste à définir. Les travaux en vue de l'ouverture d'un bureau régional à Chapais sont en cours et devraient prendre encore quelques mois. • MRN : le volet faune sera intégré au MDDEFP. Un comité a été mis sur pied pour effectuer la transition. Le nouveau régime forestier sera mis en place le 1^{er} avril 2013. Le Programme relatif à une cession à titre gratuit des terres du domaine de l'État en faveur des municipalités nordiques est en cours. À la suite du départ du géologue permanent, le ministère est à la recherche d'un géologue pour combler le poste. • MESS : la ministre Agnès Maltais est responsable du Travail également, mais il n'y a pas fusion de ministère. Plusieurs dossiers demeurent en attente dans le cadre du Plan Nord. • MFE : M. Yves Drolet informe les membres qu'il est maintenant directeur de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, qui sont deux directions distinctes. <p>Le ministère des Finances, le ministère du Tourisme ainsi que le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation sont maintenant fusionnés sous l'appellation ministère des Finances et de l'Économie. Cependant, le volet exportation est désormais sous la responsabilité du ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur, tandis que celui sur la recherche et l'innovation relève du nouveau ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.</p> <p>La ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec, Élane Zakaïb a le mandat de mettre sur pied la Banque de développement économique du Québec qui deviendra un guichet unique aux entrepreneurs. Le rôle des CLD, à savoir s'ils seront intégrés ou non à cette banque, n'est pas clair pour le moment.</p> <p>Le créneau d'excellence en tourisme nordique du Nord-du-Québec est maintenant reconnu et inclut deux filières : Nunavik et Eeyou-Baie-James. Un poste de directeur sera bientôt affiché pour la filière Eeyou-Baie-James.</p> <p>La Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat reste en place. Celle-ci fait consensus.</p>			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<ul style="list-style-type: none"> MAMROT : le ministère partage dorénavant le même ministre que le ministère des Transports. <p>Marc-Urbain Proulx est nommé sous-ministre associé aux Régions et relève directement du ministre. Il va notamment œuvrer sur la décentralisation. La Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires sera modifiée.</p> <p>Le ministre délégué aux Régions, Gaétan Lelièvre, aura notamment le mandat de procéder au renouvellement de la Politique nationale de la ruralité.</p> <p>Les municipalités bénéficieront d'un fonds spécial pour les infrastructures dans le cadre du Plan Nord.</p> <p>La parution du livre sur l'histoire régionale s'effectuera en novembre. Des lancements auront lieu entre le 6 et le 14 novembre dans les différentes municipalités jamésiennes.</p> <ul style="list-style-type: none"> CRSSSBJ : le volet des aînés est maintenant sous la responsabilité du ministre de la Santé et des Services sociaux. Une nouvelle sous-ministre associée aux aînés a été désignée. <p>Il n'est pas question d'abolir les agences de santé pour le moment. Un plan régional dans le cadre du Plan Nord sera déposé et il est question de poursuivre la démarche.</p> <ul style="list-style-type: none"> Hydro-Québec : le directeur régional, Claude Major, a décidé de faire une petite décentralisation, il y a maintenant 4 employés à Chibougamau qui relève de la Direction régionale de la Grande Rivière. <p>Plusieurs consultations débiteront en novembre dans les communautés crie pour évaluer si Hydro-Québec a bien fait son travail et constater la satisfaction des populations impactées par les projets de la Sarcelle et d'Eastmain 1-A.</p>			
5. DISCUSSION Avenir du Plan Nord	<ul style="list-style-type: none"> Richard Leclerc souligne que selon ses informations, le Plan Nord aurait des objectifs plus larges et intégrera l'aspect social. Élizabeth Harvey rapporte que la Société du Plan Nord sera peut-être une 			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<p>agence, et que le Plan Nord deviendra peut-être une stratégie ou une politique de développement du Nord québécois.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une question est posée au MDDEFP au sujet de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et sur le développement durable du territoire du Plan Nord. Ce projet de loi doit être revu. Dès qu'il y aura plus d'information, une présentation sera faite à la CAR. • Le ministre responsable de la région du Nord-du-Québec, Alexandre Cloutier, devrait venir rencontrer les membres de la CAR lors de la prochaine rencontre, le 6 décembre prochain, et il sera accompagné du député d'Ungava et adjoint parlementaire à la ministre des Ressources naturelles (volet affaires nordiques), Luc Ferland. On se questionne relativement au rôle d'adjoint parlementaire de celui-ci. Sa responsabilité sera de conseiller la ministre Martine Ouellet sur toute la question du Plan Nord. Les régions concernées seront consultées prochainement. 			
<p>6. INFORMATION</p> <p>État d'avancement des travaux - Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur le territoire de la Baie-James</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Richard Leclerc mentionne que l'entente finale a été signée le 24 juillet, à Québec. Elle est pratiquement identique à l'accord-cadre. • Les terres de catégorie III seront gérées conjointement par les Cris et les Jamésiens. Le gouvernement régional aura une représentation paritaire pour les dix premières années et celle-ci deviendra proportionnelle à la population par la suite. • Les terres de catégorie II seront gérées par les Cris. • Il y aura davantage de Cris qui siégeront à la SDBJ. •  • La MBJ sera abolie dès que les lois seront modifiées. • La CRÉBJ demeure, mais les volets ressources naturelles iront au nouveau gouvernement régional. • La tournée régionale d'information est reportée à une date ultérieure. 			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<ul style="list-style-type: none"> • Une question est posée concernant le statut des communautés crie, à savoir si elles seront considérées comme des municipalités, comme au Nunavik. La réponse est non. • Une question est soulevée concernant les programmes en développement économique. Les budgets pour le CLD iront éventuellement au nouveau gouvernement régional. • Tant que les lois ne sont pas adoptées, tout continue comme avant. 			
7. DIVERS	<ul style="list-style-type: none"> • Une question est soulevée concernant l'avancement des travaux du premier tronçon de la route des monts-Otish et des fournisseurs non-payés. Le MTQ est en processus de vérification à ce sujet. Pour ce qui est de la progression du projet, le retard devrait être rattrapé à la mi-novembre. 			
8. Date de la prochaine rencontre	<ul style="list-style-type: none"> • La prochaine rencontre est prévue le 6 décembre en présence du ministre régional, probablement en personne, à Chibougamau. 			
9. Levée de la rencontre	<ul style="list-style-type: none"> • La rencontre se termine à 15 h 5 			

Par : Patricia Hébert, conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
À l'hôtel de ville de New Richmond
Les 11 et 12 avril 2012**



- | | |
|---------|---|
| 13 h 30 | Ouverture de la rencontre (11 avril) |
| 13 h 35 | Adoption de l'ordre du jour
Adoption du compte rendu de la dernière CAR de février 2012 |
| 13 h 45 | Présentation des nouveaux tableaux statistiques de la présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs
Sylvie Bouchard |
| 13 h 55 | Présentation de l'organisme MERINOV
Laurent Girault |
| 15 h | Présentation sur la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat
Roger Cyr |
| 16 h | Présentation sur la multifonctionnalité de l'agriculture et l'occupation et la vitalité des territoires
Louis Bigaouette |
| 17 h | Ajournement |
| 9 h | Reprise de la rencontre (12 avril) |
| 9 h 5 | Présentation de l'organisme INNOVARE
Lise Harrison |
| 10 h | Présentation du plan de diversification et de développement de la MRC de Bonaventure
Jean-Guy Poirier |
| 12 h | Dîner |
| 13 h 30 | Suivi des priorités régionales et des dossiers chauds <ul style="list-style-type: none">➤ Chemin de fer➤ Réseau des partenaires pour le développement des collectivités➤ Financement du centre d'avalanche➤ Autres |
| 15 h | Pause santé |
| 15 h 15 | Préparation de la CAR / CRÉ
Michel Gionest |
| 15 h 45 | Affaires diverses |
| 16 h | Fin de la rencontre |

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Mercredi, le 11 avril 2012
À l'Hôtel de ville de New Richmond
Compte rendu**

Liste des présences

Étaient présentes :

Mesdames :

Sylvie Bouchard	CSF
Elise Deschênes	MTO
Suzanne Furguson	Services Québec
Julie Rodrigue	SAA

Étaient présents :

Messieurs :

Jacques Bélanger	MSP
Mario Bergeron	M.T.Q.
Louis Bigaouette	MAPAQ - Agriculture
Roger Cyr	MDEIE
Sébastien Daignault	MAMROT
Marc Foisy	SAA
Michel Gionest	MAMROT
Marc Groleau	Emploi - Québec
Bernard Landry	MRNF
Marcel Roussy	MAPAQ - Pêches
Walter Smith	MAMROT
Serge St-Louis	MDDEP

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Jeudi, le 12 avril 2012
À l'Hôtel de ville de New Richmond
Compte rendu**

Liste des présences

Étaient présentes :

Mesdames :

Sylvie Bouchard	CSF
Elise Deschênes	MTO
Suzanne Furguson	Services Québec
Hélène Latérière	MCCCF
Julie Rodrigue	SAA

Étaient présents :

Messieurs :

Jacques Bélanger	MSP
Mario Bergeron	M.T.Q.
Louis Bigaouette	MAPAQ - Agriculture
Roger Cyr	MDEIE
Sébastien Daignault	MAMROT
Christian Fournier	CNT
Marc Foisy	SAA
Michel Gionest	MAMROT
Marc Groleau	Emploi - Québec
Bernard Landry	MRNF
Marcel Roussy	MAPAQ – Pêches
Gilbert Scantland	CRÉ-GÎM
Walter Smith	MAMROT
Serge St-Louis	MDDEP

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Les 11 et 12 avril 2012
À l'Hôtel de ville de New Richmond
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Michel Gionest, président, ouvre la rencontre à 13 h 45 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	<p>L'ordre du jour est adopté tel que présenté avec les l'ajouts suivants.</p> <p>➤ Affaires diverses :</p> <ul style="list-style-type: none">• Loi 34 Occupation du territoire (MAMROT – Michel Gionest)• Intervention MDDEP (Serge St-Louis)• Commission des normes du travail (Séminaire) (Christian Fournier)• Charte sur les paysages (CRÉ – Gilbert Scantland)• Stratégie attraction (CRÉ – Gilbert Scantland)• FADT-FISR (MAMROT- Michel Gionest)• Municipalité de La Martre (MAMROT – Michel Gionest)	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 2 février 2012	<p>Le compte rendu est adopté tel que rédigé.</p> <p>Suivi : Financement des affaires touristiques à recevoir de la CRÉ</p>	
<p>4. Présentation des nouveaux tableaux statistiques de la présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs</p> <p>(Sylvie Bouchard)</p>	<p><i>Madame Bouchard a déposé un dépliant / tableaux statistiques</i></p> <p>Présentation de l'ensemble des statistiques</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Emploi-Québec : Représentants d'employeurs, salariés, communautaires. Nous souhaitons des candidatures à suggérer au ministre. ➤ Affaires autochtones : Qu'en est-il des statistiques concernant les autochtones ? Madame Bouchard précise et regrette que l'information demandée aux communautés n'a pas été reçue. 	
<p>5. Présentation de l'organisme « MERINOV »</p> <p>(Laurent Girault, directeur du développement)</p>	<p><i>Le directeur régional du MAPAQ - Pêches</i> <i>Monsieur Marcel Roussy présente MERINOV</i></p> <p>Monsieur Girault, directeur du développement présente son « Power Point » sur l'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 95 personnes dont 30 chercheurs ➤ Financement récurrent 3, 42 M\$ (58 %) ➤ Financement non récurrent 2,51 M\$ (42 %) ➤ + non monétaire ➤ Prêt de services du MAPAQ ➤ Personnel détaché de l'UQAR (± 10 personnes) ➤ Conseil d'administration : Patrice Élément, directeur général, Alain Desmeules, Laurent Girault, Laurent Milot 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>6. Présentation sur la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat (Roger Cyr, MDEIE)</p>	<p><i>Présentation sur la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat (Roger Cyr, MDEIE)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des infrastructures en région d'excellente qualité, mais nous vivons un problème chronique d'entrepreneurs ➤ La problématique s'accroît avec les années ➤ 20 % des entreprises ne survivent pas aux premières années ➤ Particularités aux communautés autochtones : <ul style="list-style-type: none"> • Le goût de l'entrepreneurship, mais un manque sérieux de « Mentor » « Sponsors » ou formation académique • Les fonds d'aide parviennent du gouvernement fédéral • L'aspect de la représentation féminine dans le comité est essentiel (voir dépliant "Foncez") 	
<p>7. Présentation sur la multifonctionnalité de l'agriculture et l'occupation et la vitalité des territoires (Louis Bigaouette MAPAQ-Agriculture)</p>	<p><i>Louis Bigaouette directeur régional du MAPAQ-Agriculture procède à une présentation détaillée sous forme "Power Point"</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Évolution de l'agriculture et des attentes : <ul style="list-style-type: none"> • 1951 = 60 % • 2006 = 5,7 % ➤ Nombre d'unités de fermes : <ul style="list-style-type: none"> • 3000 fermes • 300 entreprises aujourd'hui 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
8. Ajournement de la rencontre	<i>Monsieur Michel Gionest président, propose l'ajournement de la séance au jeudi 12 avril à 9 h</i>	
9. Reprise de la rencontre (2012-04-12)	<i>La rencontre se poursuit dès 9 h</i>	
10. Présentation de l'organisme " INNOVARE " (Lise Harrisson)	<p><i>Madame Harrisson présente le contenu par "Power Point"</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Objectifs de la présentation ➤ Parcours personnel – Qualification dans le domaine du bois ➤ Faire connaître " INN0VAR " ➤ Demande d'adhésion aux membres de la CAR ➤ Réflexion sur les besoins régionaux en accompagnement et en innovation ➤ On identifie les entreprises ciblées ➤ Appel aux ressources spécialisées afin d'orienter adéquatement l'entreprise ➤ Mise en place d'une communauté de pratique ➤ La priorité doit être accordée « au plan d'intervention » 	
11. Présentation du plan de diversification et de développement de la MRC de Bonaventure (Jean-Guy Poirier, préfet)	<p><i>Monsieur Poirier accompagné de son équipe MRC – CLD Étienne Bouchard, Ambroise Henry, Thomas Romagné, David Felker et François Bujold</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Monsieur Poirier se dit préoccupé par les politiques mur à mur gouvernementales et les conséquences sur le fonctionnement en région 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>11. Présentation du plan de diversification et de développement de la MRC de Bonaventure</p> <p>(Jean-Guy Poirier, préfet)</p> <p>(suite)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 6 % milieu urbanisé et 94 % forestier – agricole ➤ Plusieurs communautés d'origine : Acadien, Irlandais, Écossais, Autochtones, Métis etc. ➤ Taux de décrochage scolaire en diminution sauf au secteur anglophone ➤ Taux d'emplois en hausse ➤ Construction industrielle en hausse, les prévisions 2012 augurent très bien ➤ Une invitation est formulée de consulter les ministères sectoriels pour fins de statistiques ➤ 8 municipalités dévitalisées sur 13 – Un questionnaire quant à Hope Town que la MRC ajoute dans le traitement ➤ Démographie – Vieillissement de la population, migration des jeunes et des cerveaux ➤ Relève municipale : Maire, conseillers, employés administratifs, retraites envisagées vs relève difficile ➤ Les enjeux des municipalités dévitalisées : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque d'entrepreneurs ▪ Fermeture et renouvellement d'entreprises ▪ Diversification économique ▪ Manque de vision ▪ Mentalité conservatrice ▪ Partenariat difficile entre les municipalités ➤ Pacte rural : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Montants accordés vs investissements générés 2 436 000 M\$ 23 611 000 M\$ ➤ FSTD : 696 595 \$ 4 017 247 \$ 1 \$ pour 6 \$ ➤ Volet II : 2 637 367 11 000 hectares en milieu forestier 	

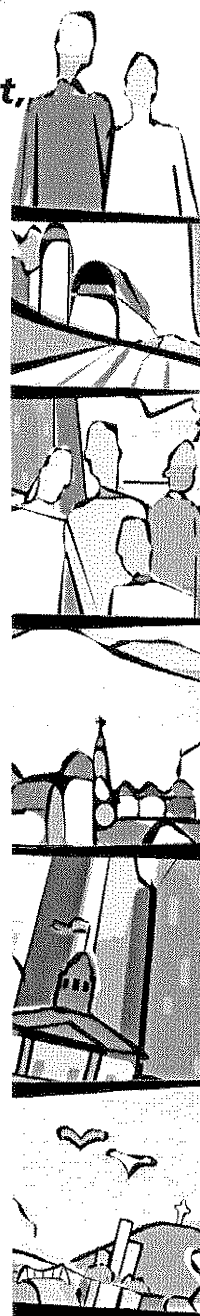
SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>12. Suivi des priorités régionales et des dossiers chauds</p>	<p>12.1 <i>Chemin de fer</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Offre non formelle; 17 M\$ ➤ Contenu du protocole d'entente en discussions ➤ 200 000 \$ voie d'évitement prévue à New Richmond refusée ➤ Le fédéral n'y est pas ➤ Utilisation des 17 M\$ (mai 2013) ➤ Contrat de territoire envisagé ➤ Mi-avril – Matapédia – New Carlisle reprise de la circulation ➤ Le chemin de fer doit être reconnu comme infrastructure stratégique en région ➤ La formation d'un sous-comité de la CAR souhaitable (5 personnes) afin d'élaborer un projet de contrat de territoire (Emploi-Québec, MAPAQ-Agriculture, MRNF MDEIE, MAMROT, CRÉ) ➤ Comité d'écriture (Marc Groleau – Sylvie Bouchard) se portent volontaires <p>12.2 <i>Réseau des partenaires pour le développement des collectivités</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Suivi de la présentation récente de Pierre Michaud lors de la CAR de Chandler le 2 février dernier ➤ Suivi en cours (lutte à la pauvreté) et l'identification des partenaires ➤ Des démarches seront effectuées auprès de la communauté Micmac, leur intérêt a déjà été démontré <p>12.3 <i>Financement du Centre d'avalanche</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Michel Gionest président donne un compte rendu de la rencontre Réseau express du 11 avril à New Richmond, suivi de la rencontre à Gaspé avec la direction de cet organisme ➤ La CRÉ y contribue à condition qu'une entente spécifique soit conclue ➤ Un projet de budget sera élaboré 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>12. Suivi des priorités régionales et des dossiers chauds</p> <p>(suite)</p>	<p>12.4 <i>Autres</i></p> <p>Démarche – Charte sur les paysages (CRÉ) (caractérisation des paysages)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Politique-cadre en tourisme durable ➤ 1^{re} action : Charte sur le paysage avec les intervenants les plus concernés ➤ Groupe de référence : MRC, ministère tourisme (1), MAPAQ (1), MTQ (1), MRNF, MDDEP, MAMROT, ATR, UPA, Conseil culture, Hydro-Québec, Charte multifacultaire 	
<p>13. Préparation de la CAR-CRÉ</p> <p>(Michel Gionest)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Commission des normes du travail (CNT). Séminaire prochainement à New Richmond (voir dépliant) (Christian Fournier)</i> ➤ Aux Îles depuis quelques années ➤ CAR-CRÉ septembre 2012 avec le ministre responsable de la région (M. Yves Bolduc) sur le continent ➤ À la CAR des Îles (MRC et CLD) seront invités à effectuer leurs représentations 	
<p>14. Affaires diverses</p>	<p>14.1 <i>FADT-FISR (MAMROT)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le ministre Bolduc a annoncé récemment la somme de 6 M\$ affectée à ces deux programmes ➤ Rencontre prochaine du comité économique de la CAR (Fin d'avril probablement) 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
14. Affaires diverses (suite)	<p>14.2 <i>La Martre (MAMROT) état de situation</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Commissaire nommé suite à la démission de cinq conseillers (conseillères) selon les dispositions de l'article 100 <p>14.3 <i>MDDEP (Serge St-Louis)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ CFI Métal problématique – sans permis du MDDEP – le bâtiment est construit <p>14.4 <i>Réseau routier provincial (Mario Bergeron)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 82 % Gaspésie – Les Îles – Bonaventure supérieur en investissement ➤ Interventions comparables – Bas St-Laurent / Gaspésie en excluant l'autoroute <p>14.5 <i>Stratégie attraction – rétention main-d'oeuvre (Gilbert Scantland – CRÉ)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ CRÉ associée MESS + Immigration ➤ Défi de rareté de main-d'œuvre (attraction et rétention) ➤ Dossier préoccupant, plein de défis <p>14.6 <i>Loi 34 Occupation du territoire (MAMROT) projet de loi adopté</i></p>	
Fin de la rencontre	Fin de la réunion sur proposition du président à 15 h	

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
À Ste-Anne-des-Monts, au Pub chez Bass, 1^{ère} Avenue Ouest,
Le 27 septembre 2012**

9h30	Ouverture de la rencontre
9h40	Adoption de l'ordre du jour Adoption du compte rendu de la dernière CAR d'avril 2012
9h45	Présentation du plan stratégique de développement et de diversification de la MRC de la Haute-Gaspésie Anny Jalbert
11h45	Occupation et vitalité des territoires Sébastien Daignault
12h	Dîner
13h30	Présentation sur l'accessibilité universelle Jean-François Houde
14h30	Présentation d'un avis du Conseil du statut de la femme Sylvie Bouchard
15h00	Pause santé
15h15	Suivi des priorités régionales et des dossiers chauds <ul style="list-style-type: none">➤ Stratégie attraction, accueil et rétention de la main d'oeuvre➤ Réseau des partenaires pour le développement social et des collectivités➤ Chemin de fer
16h	Élections 2012
16h15	Affaires diverses - Sommet stratégique CAR / CRÉ hiver ou printemps 2013
16h30	Fin de la rencontre



**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Jeudi, le 27 septembre 2012
À Sainte-Anne-des-Monts
Compte rendu**

Liste des présences

Étaient présentes :

Mesdames :

Sylvie Bouchard	CSF
Marie-Jeanne Cotton	Services Québec
Suzanne Furguson	Services Québec

Étaient présents :

Messieurs :

Louis Bigaouette	MAPAQ - Agriculture
Roger Cyr	MFE
Sébastien Daignault	MAMROT
Marc Desrosiers	Sécurité civile
Richard Dionne	MTQ
Yvon Doyle	MICC
François Fortin	MDDEFP
Christian Fournier	CNT
Jean-François Houde	OPHQ
Roger Lavoie	MELS
Marc Lauzon	MRN
Gilbert Scantland	CRÉ
Walter Smith	MAMROT
Serge St-Louis	MDDEFP

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Jeudi, le 27 septembre 2012
À Sainte-Anne-des-Monts
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Sébastien Daignault, préside et ouvre la rencontre à 9 h 40 en souhaitant la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté avec l'ajout suivant : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Affaires diverses : Mémoire Conseil du statut de la femme 	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 12 avril 2012	<p>3.1 Le compte rendu est adopté tel que rédigé sauf le point relatif au MDDEFP qui aurait dû se lire comme suit :</p> <p>Un rappel est fait concernant le respect des lois et règlements du MDDEP préalablement à l'octroi d'une subvention par un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec. En effet, il a été constaté que certaines entreprises ont reçu du financement gouvernemental sans pour autant avoir obtenu les autorisations requises du MDDEP. Dans le doute, les ministères peuvent nous contacter pour vérifier s'il a lieu que soient délivrées des autorisations ou pour connaître l'évaluation d'une demande déjà à l'étude.</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
3.	3.2 <i>Mot du nouveau directeur régional de l'agence de transport, M. Richard Dionne</i>	
4. MRC de La Haute-Gaspésie (Annie Jalbert)	<p><i>Présentation du plan stratégique de développement et de diversification de la MRC de La Haute-Gaspésie</i></p> <p>Madame Jalbert a pour fonction de coordonner les différentes interventions prévues</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Portrait socio-économique de la MRC ➤ Infrastructures ➤ Mise en contexte ➤ Les objectifs de la démarche ➤ Les principaux constats : <ul style="list-style-type: none"> • Vieillissement de la population • Baisse démographique • Main-d'œuvre peu qualifiée • Taux de décrochage élevé ➤ La vision stratégique ➤ Secteurs d'intervention priorités ➤ Des projets porteurs ➤ Mise en œuvre du plan : La stratégie ➤ Mécanismes de suivis assurés par la ressource 	<p>Élaboration par PowerPoint</p> <p>Suggestions des membres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Éoliennes sur le territoire • Entrée du parc • Développement forestier • Source Isabella • Orbite • Contrer le message négatif qui est véhiculé depuis plusieurs années

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
5. Occupation et vitalité des territoires (Sébastien Daignault)	<p>29 août 2012 entretien par conférence téléphonique des directeurs régionaux</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Élaboration des indicateurs globaux basée sur un cadre conceptuel en collaboration avec l'ISQ. ➤ En préparation : <ul style="list-style-type: none"> • Décret CAR + Boîte à outils pour les présidents de CAR • Boîte à outils pour les ministres responsables des régions 	<ul style="list-style-type: none"> • Boîte à outils pour les présidents de CAR • Allocution du nouveau ministre, M. Gaétan Lelièvre récemment • Des fils conducteurs à élaborer • Forum prévu à l'hiver 2013 • Changements récents sur les plans quinquennaux • Nouveau modèle en élaboration sur le plan quinquennal à caractère régional - Prévision juin 2013 • La CRÉ prévoit déposer un mémoire au MAMROT
6. Présentation sur l'accessibilité universelle (Jean-François Houde)	<p><i>Pour une société inclusive et développement durable. La notion de « disponibilité » vs « accessibilité »</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Projet de loi n° 47 ➤ Guide de la bonne pratique entre OPHQ et le MAMROT <p>Conférence par Jean-François Houde</p>	<ul style="list-style-type: none"> • M. Houde rencontre l'association régionale des urbanistes vendredi le 28 octobre 2012 à Sainte-Anne-des-Monts <p>Intervenants</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accessibilité documentaire • FISR (volet particulier) d'adaptabilité dans certains projets
7. Présentation d'un avis du Conseil du statut de la femme (Sylvie Bouchard)	<p><i>PowerPoint et document déposé</i></p> <p>Documents disponibles</p> <p>La prostitution, il est temps d'agir ...</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>8. Stratégie attraction, accueil et rétention des nouveaux arrivants</p> <p>(Gilbert Scantland - CRÉ)</p> <p>(Maryève Charland – l’allier - CRÉ)</p>	<p><u><i>Suivi des priorités régionales et des dossiers chauds</i></u></p> <p>PowerPoint</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Introduction par Gilbert ➤ Présentation par Maryève 	<p>Comité exécutif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Îles ? à venir • Norah Gaul (MESS) • Sébastien Daignault (MAMROT) • Deux représentants de la CRÉ • Un ministère de l’immigration • 2013-2021 – Urgent besoin de main-d’œuvre • Solde migratoire positif 25-34 ans depuis 2003-2004 • Appel d’offres à venir pour l’embauche d’un consultant sur cette stratégie <p>Accommodations nécessaires ciblées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Logement • Garderie • Rencontres
<p>9. Réseau des partenaires pour le développement social et des collectivités</p>	<p><u><i>Explication de Sébastien Daignault</i></u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ CRÉ - Fiduciaire ➤ Jean-François Tapp, ressource administrative ➤ Présentation du réseau par différentes rencontres ➤ Comité de pilotage : (CRÉ – Agence santé, MAMROT, MESS et Familles - Aînés) 	<ul style="list-style-type: none"> • Communauté de pratique, formation envisagée à court terme

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
10. Chemin de fer	<p><i>La formation d'un comité est prévue à court terme</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Résolution afin de valoriser ce service ➤ Le nouveau ministre régional sera associé à la démarche 	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontre avec la Société des chemins de fer Baie-des-Chaleurs et les autres intervenants à Québec • Le réseau ferroviaire en mauvais état • Estimation 40 M\$ (sur deux ans) pour les travaux urgents au lieu de 25 M\$ évalués initialement • Via Rail analyse le service suscitant de l'inquiétude ...
11. Élections 2012	<p><i>Constat : Notre région est bien représentée au conseil des ministres</i></p> <p>Transports</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un ministre pour deux ministères ➤ Budget et région statut quo sur le fonctionnement ➤ Transport différent du MAMROT, pas de fusion envisagée <p>Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Faune au ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) ➤ Impact sur les 11 directions régionales <p>Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ministre, M. François Gendron ➤ Délégué aux pêcheries : Député des Îles, M^{me} Jeannine Richard <p>Commission des normes du travail (CNT)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M^{me} Agnès Maltais 	<ul style="list-style-type: none"> • Séminaire de New Richmond : « Harcèlement en milieu de travail »

Sujet	Commentaires	Suivi
<p>11. Élections 2012 (suite)</p>	<p>Conseil du statut de la femme</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ministre responsable de la Condition féminine, M^{me} Agnès Maltais <p>Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ministre, M^{me} Marie Malavoy ➤ Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, M. Pierre Duchesne <p>Ministère du Développement économique de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ N'existe plus ➤ Recherche et innovation à l'enseignement supérieur ➤ Commerce extérieur : Relations internationales ➤ Les directions régionales : Ministre des Finances et l'Économie, M. Nicolas Marceau ➤ Ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec, M^{me} Elaine Zakaïb <p>Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Relève du ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec (MSSSQ) <p>Sécurité publique</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ministre, M. Stéphane Bergeron 	

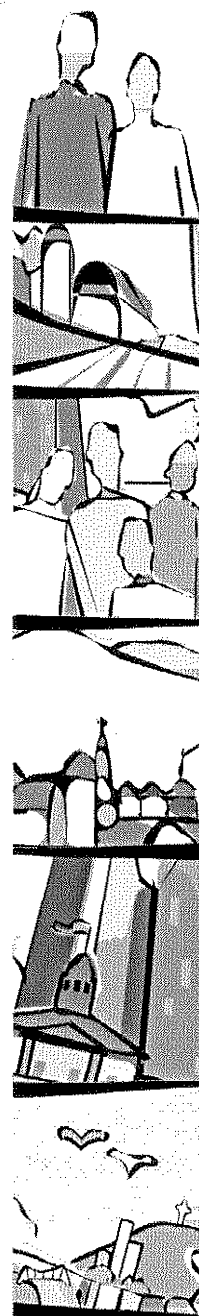
SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>11. Élections 2012 (suite)</p>	<p>Services Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Support aux autres ministères <p>Ministère de la Culture et des Communications (MCC)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ministre, M. Maka Kotto ➤ Continuité en région ➤ Niveau d'engagement financier ? <p>Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ministre, M. Sylvain Gaudreault ➤ Occupation du territoire, M. Marc-Urbain Proulx 	
<p>12. Affaires diverses</p>	<p><i>12.1 Sommet stratégique CAR / CRÉ hiver ou printemps 2013</i></p> <p>En lien avec la prochaine planification quinquennale de la GÎM.</p> <p><i>12.2 Mémoire Conseil du statut de la femme (Sylvie Bouchard)</i></p> <p>Modernisation du régime de santé - travail domestique. Projet "sur la glace" en raison du contexte politique.</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
12. Affaires diverses (suite)	<p>12.3 <i>Le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) organise des formations sur le territoire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ On déplore le manque de participation et le risque que ces programmes soient discontinués dans notre région ➤ La faible participation augmente directement les coûts d'inscription ➤ D'autre part, on souhaite une offre plus diversifiée <p>12.4 <i>Développement économique Canada (DEC)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La CRÉ déplore la fuite d'information ➤ Désengagement d'Ottawa en Gaspésie ➤ 11 dossiers = 16 M\$ ➤ 5,2 M\$ de coupure de DEC 	
13. Fin de la rencontre	Fin de la rencontre à 16 h 25. Prochaine réunion prévue à Gaspé.	

Walter Smith, conseiller aux opérations régionales – MAMROT
Secrétaire de la rencontre

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
À Gaspé, Hôtel des Commandants
Le 26 novembre 2012**

9 h 30	Ouverture de la rencontre
9 h 40	Adoption de l'ordre du jour Adoption du compte rendu de la CAR du 27 septembre 2012
9 h 45	Échange avec M. Gaétan Lelièvre, ministre délégué aux Régions, ministre responsable de la région Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine et député de Gaspé
12 h	Dîner
13 h 30	Discussion concernant les échanges avec le ministre
15 h 15	Pause santé
15 h 30	Présentation du Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes Guillaume Tita
16h30	Affaires diverses
16 h 45	Fin de la rencontre



**0Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Lundi, 26 novembre 2012
À Gaspé, Hôtel des Commandants
Compte rendu**

Liste des présences

Étaient présentes :

Mesdames :

Lucie Beaulieu	I.Q.
Sylvie Bouchard	CSF
Marie-Andrée Carbonneau	C.S.P.Q.
Marie-Jeanne Cotton	Services Québec
Suzanne Furguson	Services Québec
Yolaine Galarneau	MSSS
Hélène Latérière	MCC
Marie-Josée Noël	MESS

Étaient présents :

Messieurs :

Roland Auger	Cégep-GÎM
Gérard Bédard	M.E.L.S.
Jacques Bélanger	MSP
Louis Bigaouette	MAPAQ - Agriculture
Alain Cassivi	MAMROT
Sébastien Daignault	MAMROT
Richard Dionne	MTQ
Yvon Doyle	MICC
Marc Foisy	SAA
Christian Fournier	CNT
Michel Gionest	MAMROT
Marc Groleau	E-Q
Jean-François Houde	OPHQ
Marc Lauzon	MRN
Marcel Roussy	MAPAQ – Pêches
Dany Savoie	MFE
Gilbert Scantland	CRÉ
Walter Smith	MAMROT

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Lundi, 26 novembre 2012
À Gaspé, Hôtel des Commandants
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Michel Gionest, président, ouvre la rencontre à 9 h 35 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 27 septembre 2012 et suivi	Le compte rendu est adopté tel que rédigé.	<p>Chemin de fer</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des précisions sur la rencontre ultérieure à la Conférence administrative régionale (CAR) • Les estimations ont été révisées • Requête de M. Yvon Doyle : Il aurait apprécié que son intervention soit notée <p>Ministère des Finances et de l'Économie (MFE)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Finances et Économie remplace en partie le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) • Suivi avec M. Jean-François Houde concernant l'accessibilité universelle

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. Échanges avec M. Gaétan Lelièvre, ministre</p>	<p><i>Échanges avec M. Gaétan Lelièvre, ministre délégué aux Régions, ministre responsable de la région Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine et député de Gaspé</i></p> <p>Monsieur le ministre est accompagné de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ M. Jérôme Tardif, responsable des bureaux de comté ➤ M. Daniel Côté assistera le comité régional de coordination dans l'élaboration du « plan de développement » ➤ M. Gaétan Lelièvre explique son mandat politique - responsabilité des régions et de notre région ➤ Rôle de coordination – Ramener les problématiques aux ministres responsables (sectoriels) <p>La ruralité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Maintien des budgets sur six ans? ➤ Renouvellement de la politique nationale de la ruralité avec interventions accrues ➤ Comité des partenaires (UMQ – CLD, représentation de jeunes souhaitable) ➤ Objectifs : Avril 2014 ➤ La Politique nationale de la ruralité devrait collaborer avec la santé et l'éducation ➤ Les modalités de fonctionnement sont à établir <p>Les programmes gérés par le ministère des Affaires municipales, des régions et de l'Occupation de territoire (MAMROT) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Enveloppe financière maintenue et possiblement augmentée <p>Mesure des produits de spécialité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Questionnée sur la récurrence dans ce programme? 	<ul style="list-style-type: none"> • Le sectoriel MAPAQ – Agriculture l'identifie comme un succès de même que d'autres sectoriels

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. (suite)	<p>La politique pour le réseau de développement social</p> <p>Lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale</p> <p>La décentralisation : Relève du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ressource : M. Marc Urbain Proulx ➤ Politique-cadre sur la décentralisation à définir ➤ Plusieurs ministères seront interpellés ➤ Vœu d'évolution manifesté par le ministre <p>Occupation du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La décentralisation et la ruralité s'intègrent à cette loi ou à cet objectif mais ce dossier fonctionne au ralenti <p>Plan de développement régional</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un comité ministériel est formé présidé par Mme la première ministre, la vice-présidence assumée par M. Lelièvre ➤ MAPAQ, MAMROT, Tourisme Québec, Développement économique- <i>Ministère des Finances et de l'Économie</i> (MFE) 	<ul style="list-style-type: none"> • La Conférence régionale de élus Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (CRÉ-GÎM) intervient sur la nécessité d'une politique pour le réseau de développement social • Consultation prévue au cours de l'hiver • Il y a des ministères qui se prêtent plus à la décentralisation • Le ministère des Ressources naturelles (MRN) confirme déjà un engagement en ce sens • La décentralisation devrait appuyer sur les responsabilités ou objets et non sur les structures • MRN : Que les gens qui reçoivent des responsabilités soient en mesure de les assumer • Le Programme régional de développement agroalimentaire (PRDA) au MAPAQ – Agricole s'avère positif à ce niveau • Le ministre apprécierait des suggestions de la CAR ou des sectoriels sur cet important défi • L'immigration – Ministère de l'Immigration et Communautés culturelles (MICC) veut être considéré dans le processus • Robert Sauvé secrétaire général du comité ministériel • Le ministre insiste sur le caractère expéditif de l'opération • CAR, CRÉ partenaires

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. (suite)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réunion 27 novembre 2012 ➤ Modalités de fonctionnement (plan d'action) ➤ Dossier à étudier ➤ Enjeux majeurs en région seront prioritairement étudiés <p>L'enveloppe du 6 M\$ est maintenue afin de soutenir les programmes du Fonds d'intervention stratégique régional (FISR) et du Fonds d'aide au développement des territoires (FADT), mais il y a pas présentement d'enveloppe allouée au plan de développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • M. Daniel Côté, coordonnateur de la démarche • Date de dépôt du plan prévue pour 31 mars 2013 • Emploi-Québec se dit très intéressé à participer au plan de développement régional • La communication à la population demeure très importante • Un minimum d'information doit être transmis par l'État via le réseau régional • Comment le plan de développement peut être perçu au national? • La situation socio-économique s'est améliorée • Le ministre rappelle et précise que la première ministre a pris des engagements précis et importants pour notre région • Taux de chômage demeure une préoccupation • Vieillesse de la population • Problématiques particulières dans certains ministères en régions • L'éolien à reconduire • Le Cégep - Gaspésie – Les Îles • La forêt • « Le bouchon Rivière-du-Loup » en matière de transport d'énergie électrique

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. (suite)	<p>Les autochtones (Micmacs) sont intéressés au développement régional des éoliennes et le service du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) offre sa collaboration.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des intervenants constatent l'évolution positive du plan de relance même si de nombreux problèmes de développement sont constatés <p>Les intervenants régionaux veulent être rassurés sur la stabilité des ressources humaines et financières en région</p> <p>La santé publique doit être très sérieusement considérée comme facteur d'amélioration socio-économique</p> <p>CRÉ : Le Plan de développement Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (PD-GÎM) devrait être considéré comme un outil nous permettant de travailler à « armes égales » avec les autres régions</p> <p>Le ministre nous a rappelé l'importance des enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Vieillissement de la population ➤ Exode de main-d'œuvre qualifiée ➤ Le transport (train, aviation vs coûts) ➤ La santé ➤ L'éducation ➤ Potentiel des ressources naturelles (Hydrocarbures) 	<ul style="list-style-type: none"> • Ex : Emploi-Québec 8500 postes à combler d'ici 2015 • L'image de « misérabilisme » doit être éliminée dans la région

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
5. Discussions concernant les échanges avec le ministre	<p>Le président fait le point sur les démarches effectuées à ce jour, de l'information transmise au ministre à sa demande.</p> <p>Les futures démarches seront exécutées en collaboration entre Daniel Côté, Sébastien Daignault ainsi que les sectoriels de la CAR.</p> <p>On met l'accent sur l'efficacité et la rapidité d'exécution soulignées par le ministre.</p> <p>Dans la programmation des interventions, les sectoriels s'interrogent sur leur capacité à collaborer financièrement?</p> <p>La commande viendra « d'en haut » et particulièrement suite à la rencontre de mardi, le 27 novembre 2012.</p> <p>On précise qu'il ne s'agira pas « d'une liste d'épicerie ».</p> <p>La Gaspésie serait un grand potentiel à identifier, mais les intervenants réalisent qu'il y a des secteurs à consolider ex : Chemin de fer.</p> <p>Comité régional au MFE : La Banque de développement régional à créer et qui prévoit la formation d'un comité régional. Pas attendu avant quelques mois ou plus.</p> <p>Le plan de développement régional relève de mandat de la CAR-GÎM. Les sectoriels veulent l'aval de leurs ministères.</p> <p>Mandat à baliser. Combat à « armes égales » avec les autres régions.</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
	<p>Rencontre prévue de la CAR-économique avec la possibilité de la participation de M. Robert Sauvé (voir 6b).</p> <p>On s'interroge sur les délais, les livrables, la composition du comité.</p> <p>Il est très important d'impliquer le Pôle d'économie sociale.</p>	
<p>5. Discussions concernant les échanges avec le ministre (suite)</p>	<p>Le PD-GÎM serait un mandat de la CAR</p> <p>La direction régionale Transports Québec (MTQ) croit important pour ses interventions d'être validé ou d'avoir reçu une commande de ses autorités avant de se positionner sur le contenu du plan.</p> <p>On s'entend que le comité de coordination du PD-GÎM serait composé du comité économique de la CAR moins Développement économique Canada (DEC).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il serait important que M. Robert Sauvé soit présent au prochain comité économique de la CAR
<p>6. Présentation du Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (Guillaume Tita)</p>	<p><i>Mise en contexte</i></p> <p>➤ Présentation du Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sa mission • Son fonctionnement et l'illustration d'une expérience pratique aux Îles-de-la-Madeleine • Le traitement des matières résiduelles et les résultats très positifs sur les plans « social, économique et environnemental » 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
7. Affaires diverses		
8. Fin de la rencontre	La rencontre se termine à 15 h 15	

Walter Smith, conseiller aux opérations régionales – MAMROT
Secrétaire de la rencontre

Projet d'Ordre du jour



Certifié carboneutr

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 8 juin 2012

Conférence régionale des Élu(e)s de la Chaudière-Appalaches

6, rue Saint-Jean-Baptiste Est, bureau 101

Montmagny (Québec) G5V 1J7

Tél. : 418-248-8488

de 9 h à 15 h 40

- 9 h 1. Mot de bienvenue;
- 9 h 5 2. Adoption de l'ordre du jour;
- 9 h 10 3. Présentation des nouveaux membres;
- 9 h 20 4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 2 mars 2012;
- 9 h 25 5. Affaires découlant du dernier compte rendu :
 - 5.1 Point statutaire : Géomatique;
- 9 h 30 6. Présentation :
 - Résultat des ententes spécifiques – M. Laurent Lampron (CRÉ) :
 - Portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts pour différentes clientèles dans les HLM (2008-2011);
 - En matière d'égalité entre les femmes et les hommes (2007-2010);
- 10 h 15 Pause-santé;
- 10 h 30 7. Présentation :
 - Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat - M. Roch Delagrave (MDEIE);
- 11 h 15 8. Présentation :
 - Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif (PIEC) & l'Occupation et la vitalité des territoires (OVT) – M^{me} Danie Croteau (MAMROT);
- 12 h Dîner sur place;
- 13 h 15 9. Présentation :
 - Fonds de soutien aux territoires en difficulté de la MRC de L'Islet – M. Réal Laverdière (MRC de L'Islet);
- 14 h 10. Nouvelles régionales (tour de table – **10 minutes maximum par membre**);
- 15 h 30 11. Affaires nouvelles;
- 15 h 35 12. Date de la prochaine rencontre – Le 5 octobre 2012 – Endroit à déterminer;
- 15 h 40 13. Fin de la réunion.

**Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches
tenue le vendredi 8 juin 2012**

**Conférence régionale des élu(e)s de la Chaudière-Appalaches
6, rue Saint-Jean-Baptiste Est, bureau 101
Montmagny (Québec) G5V 1J7**

de 9 h à 15 h 40



Certifié carboneutre

**Étaient présents
M^{mes}**

**Sandra Shee – CSF
Danie Croteau – MAMROT
Isabelle Olivier – MDDEP
Nicole Champagne – MCCCCF
France-Sylvie Loisel – MSP (jusqu'à 12 h)
Cécile Tremblay – MRNF**

MM.

**Laurent Lampron – CRÉ-CA
Marc Tremblay – MESS
Pierre Drouin – MAMROT
Richard Charpentier – MTQ (jusqu'à 12 h)
Roch Delagrave – MDEIE
Stéphane Petit – CNT**

**Étaient absents
M^{mes}**

**Dyane Benoît – ASSS
Renée Caron – MAPAQ
Nicole Paquet – MFA
Sonia Lambert – IQ
Céline Dessureault – Revenu Québec
Diane Boudreault – MELS**

MM.

**Yvon Doyle – MICC
Pierre-André Dupont – RBQ
Claude Hasty – FADQ
Guy Larose – MELS
Louis-G. Chassé – MJUS
Roger Ménard – MRI
Daniel Galarneau – MTOU
Carl Bergeron – OPHQ
Pierre Grenier – Régie du Logement
Claude Lecours – Services Québec
Guy Boilard – SIQ**

Invités

MM.

**Paul Bureau – CRÉ
Réal Laverdière – Préfet de la MRC de L'Islet
Pierre Roy – CLD L'Islet
Frédéric Soucy – CLD L'Islet**

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M ^{me} Danie Croteau souhaite la bienvenue aux membres. Elle remercie M. Laurent Lampron d'accueillir la CAR dans ses locaux. M. Lampron souhaite la bienvenue à tous et présente brièvement les organisations qui occupent le bâtiment. M ^{me} Croteau précise également que la présente CAR ainsi que les prochaines seront carboneutres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté. M. Richard Charpentier et M ^{me} France-Sylvie Loisel nous informent qu'ils devront quitter la rencontre à midi.	
3. Présentation des nouveaux membres	M ^{me} Croteau souligne la présence d'un nouveau membre, soit M ^{me} Cécile Tremblay, directrice générale régionale du MRNF. Chaque membre identifie le ministère qu'il représente ainsi que sa fonction.	
4. Lecture et adoption du compte rendu du 2 mars 2012	La lecture du compte rendu du 2 mars 2012 est faite et celui-ci est adopté tel que présenté.	
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	Point 5 : Affaires découlant du compte rendu du 10 janvier 2012 : M. Lampron explique les discussions qui ont eu cours au Comité exécutif et au Conseil d'administration de la CRÉ concernant l'acceptation du budget dans le dossier SISCA.	
5.1 Point statutaire : Géomatique	En l'absence de M ^{me} Renée Caron, M. Pierre Drouin explique brièvement les démarches effectuées au cours des dernières semaines. Une première action a été posée lorsque chacun des ministères a reçu la demande d'identifier les territoires couverts par leur direction ou centre de services. Le résultat de cette première démarche devrait être présenté au cours des prochaines semaines.	
6. Présentation : - Résultat des ententes spécifiques - M. Laurent Lampron (CRÉ) • Portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts pour différentes clientèles dans les HLM (2008-2011) • En matière d'égalité entre les femmes et les hommes (2007-2010)	Une présentation PowerPoint est faite aux membres par M. Paul Bureau, directeur du Groupe développement social de la CRÉ. Deux documents sont remis aux membres présents.	Document joint en annexe.
7. Présentation : - Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat – M. Roch Delagrave (MDEIE)	Une présentation est faite aux membres par M. Roch Delagrave du MDEIE.	Document joint en annexe.

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
8. Présentations : - Programme d'investissement en entrepreneuriat collectif (PIEC) - L'Occupation et la vitalité des territoires (OVT) – M ^{me} Danie Croteau (MAMROT)	Deux présentations sont faites aux membres par M ^{me} Danie Croteau du MAMROT.	Documents joints en annexe.
9. Présentation : - Fonds de soutien aux territoires en difficulté de la MRC de L'Islet - M. Réal Laverdière (MRC de L'Islet)	Une présentation est faite aux membres par MM Réal Laverdière, préfet de la MRC de L'Islet, Pierre Roy, directeur général du CLD de la MRC de L'Islet et Frédéric Soucy, chargé de projet pour le CLD de la MRC de L'Islet.	Document joint en annexe.
10. Nouvelles régionales		
ASSS (Dyane Benoît)	Absente.	
CNT (M. Stéphane Petit)	<ul style="list-style-type: none"> - Plainte pécuniaire : en Chaudière-Appalaches, une baisse de 10 % est enregistrée. - Particularité régionale : deux secteurs se démarquent en Chaudière-Appalaches quant aux plaintes : <ul style="list-style-type: none"> - soins de santé : beauté, ongles, etc. - professionnels de la santé qui embauchent des employés. - Migrant : la ministre a demandé à la CNT de porter une attention particulière aux migrants. Pour certains, on parle de travailleurs étrangers saisonniers, temporaires, etc. 	
CSF (M ^{me} Sandra Shee)	<ul style="list-style-type: none"> - Fiches socio-économiques : 10 fiches socio-économiques en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ont été produites pour la Chaudière-Appalaches, soit pour les neuf MRC et la Ville de Lévis. Le document est remis aux membres présents. - Avis : le Conseil du statut de la femme a produit un avis intitulé « La prostitution : il est temps d'agir ». M^{me} Shee nous propose d'en faire une présentation lors d'une prochaine CAR. 	http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-29-1655.pdf À présenter lors d'une prochaine CAR.
FADQ (M. Claude Hasty)	Absent.	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
IQ (M ^{me} Sonia Lambert)	Absente.	
MCCCCF (M ^{me} Nicole Champagne)	<ul style="list-style-type: none"> - L'Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de la Chaudière-Appalaches 2011-2015 a été signée et elle est en vigueur. - La Loi sur le patrimoine culturel entrera en vigueur en octobre prochain. 	
MFA (M ^{me} Nicole Paquet)	Absente.	
MJUS (M. Louis G. Chassé)	Absent.	
MSP (M ^{me} France-Sylvie Loisel)	<ul style="list-style-type: none"> - Appellation de la direction régionale : le nouveau libellé de la DR inclura dorénavant la sécurité incendie. - Schéma de couverture de risques : il ne reste plus que la MRC de Beauce-Sartigan à finaliser son schéma. - Forum : un forum avec les municipalités sur la vision d'avenir en terme de sécurité civile aura lieu les 12 et 13 juin prochains. - Chaleur accablante : la sécurité civile travaille avec les partenaires dont l'ASSS et les municipalités pour prévenir ces journées de chaleur accablante. - Sondage : un sondage a été envoyé à l'ensemble des municipalités du Québec pour connaître divers renseignements sur quatre thèmes. Plus de 85 % des municipalités ont répondu. L'objectif était de mieux planifier les interventions dans le futur. 	
MAPAQ (M ^{me} Renée Caron)	Absente.	
MELS (M ^{me} Diane Boudreault)	Absente.	
MESS (M. Marc Tremblay)	<ul style="list-style-type: none"> - Chômage : le chômage est en baisse à 4,2 % mais cette diminution est due en partie à la population active qui est en baisse. Ce n'est donc pas nécessairement une bonne nouvelle. - Investissement compétence : une rencontre pour les entreprises a eu lieu le 9 mai dernier à Scott. Un des objectifs de cette journée était de favoriser l'établissement d'une culture de formation continue et le développement des compétences au sein des entreprises. - CRPMT : un appel de projets a été lancé. Un montant de 325 000 \$ est disponible pour travailler, entre autres, à l'adéquation Emploi/Formation. 	
MICC (M. Yvon Doyle)	Absent.	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
MAMROT (M ^{me} Danie Croteau)	<ul style="list-style-type: none"> - Colloque : le Service de coopération du Consulat général de France à Québec organise le colloque sur « La revitalisation des territoires : enjeux et gouvernance pour un développement durable du territoire. » qui aura lieu les 19 et 20 juin prochains à Saint-Georges. - Réseau québécois villes et villages en santé (RQVVS) : la journée régionale organisée par la Table régionale des saines habitudes de vie, via le projet régional « Politique municipale : appuyer pour agir » et le RQVVS se déroulera le 15 juin prochain à Montmagny. Des présentations ainsi que des échanges auront cours concernant l'amélioration de la qualité de vie et des saines habitudes de vie. - Fonds conjoncturel : le CLD de La Nouvelle-Beauce travaille actuellement à l'identification d'un nouveau pôle de croissance. Il sera présenté au cours de l'automne aux entreprises du territoire. Le pôle de croissance retenu est « Les nouveaux produits et matériaux pour la construction et l'industrie ». 	
MRI (M. Roger Ménard)	Absent.	
MRNF (M ^{me} Cécile Tremblay)	<ul style="list-style-type: none"> - Loi sur les Mines : les travaux de la Commission parlementaire sont suspendus. - Parc éolien Massif du Sud : les travaux avancent. - Régime forestier : le MRNF est en processus de consultation avec la CRÉ sur les propositions relatives à l'attribution des garanties d'approvisionnement en volume annuel de bois dans la région. 	
MTQ (M. Richard Charpentier)	<ul style="list-style-type: none"> - Route 112 : actuellement, il y a deux routes de contournement, soit par le village de Vimy Ridge et le chemin du Barrage. Le principal enjeu est de reconstruire dans des délais très serrés, deux à trois ans, ce qui devrait être réalisé sur une période de 10 ans. De plus, deux événements sont survenus ce qui élève le niveau de difficulté pour respecter les échéanciers : <ul style="list-style-type: none"> o Étude d'impact : suite à l'avis des affaires juridiques, le MDDEP oblige le MTQ à réaliser une étude d'impact. o Politique-cadre des grands chantiers : devant l'obligation de respecter cette politique, le MTQ doit donner des livrables à différents moments au conseil des ministres. Dans un esprit d'efficacité, le MTQ demande de faire seulement un livrable, soit à la fin des travaux. Le MTQ est en attente de la réponse. 	
MDEIE (M. Roch Delagrave)	<ul style="list-style-type: none"> - Financement des CLD : de nouvelles attentes ont été signifiées au CLD pour une période de trois ans. - Table entrepreneuriat : M. Jacques Blouin a été nommé président de la table. - Smucker's : la direction régionale travaille activement pour attirer une entreprise d'un autre pays pour se porter acquéreur de l'entreprise qui devrait fermer au cours de l'année 2013. 	
MDDEP (M ^{me} Isabelle Olivier)	<ul style="list-style-type: none"> - Lieu d'enfouissement d'Armagh – sortie publique de la MRC de Bellechasse : la MRC tient le MDDEP responsable des émissions d'odeur provenant du lieu d'enfouissement. Selon la MRC, les odeurs qui 	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>incommodent les citoyens proviennent des matériaux que le MDDEP a autorisés pour le recouvrement journalier du site. La MRC menace de poursuivre le MDDEP.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ville de Lévis – sortie publique de la mairesse : depuis quelques années, le MDDEP exige des compensations pour les projets occasionnant la destruction de milieux humides. Un juge a conclu en mars 2012 que cette façon de faire était illégale. Une nouvelle loi a été adoptée en mai 2012 pour corriger le tir mais cela a retardé la signature des autorisations de certains projets de développement, notamment à Lévis. Les réservoirs d'essence d'une station-service située sur la rue Wolfe ont fui, il y a plusieurs années. L'eau souterraine s'avère contaminée et cela occasionne des émanations dans certaines résidences situées à proximité. Le propriétaire ayant fait faillite, le MDDEP a exceptionnellement pris la responsabilité de procéder aux travaux de décontamination. Les délais sont dus aux modalités entourant les appels d'offres publics. - MRC de La Nouvelle-Beauce – requête en injonction : la MRC prétend que la Loi sur les compétences municipales (LCM) a préséance sur la Loi sur la qualité de l'environnement et qu'elle n'a pas à demander d'autorisation au MDDEP pour exécuter des travaux dans les cours d'eau. La requête a été entendue en mai. La décision est attendue à l'automne. 	
MTOU (M. François Côté)	Absent.	
OPHQ (M. Carl Bergeron)	Absent.	
Services Québec (M. Claude Lecours)	Absent.	
SIQ (M. Guy Boilard)	Absent.	
RBQ (M. Pierre-André Dupont)	Absent.	
CRÉ (M. Laurent Lampron)	<ul style="list-style-type: none"> - Forum immigration : le deuxième forum sur l'immigration s'est tenu à Sainte-Marie, le 25 mai dernier. Plus d'une centaine de personnes ont participé à cette journée. Des prix reconnaissance ont été remis à neuf personnes de la région par la ministre Veil. - Recherche-action sur les besoins des Familles : cette journée s'est tenue à Saint-Agapit avec la participation de plus d'une centaine de personnes. - SISCA : lors du prochain conseil d'administration de la CRÉ qui aura lieu le 14 juin prochain, les administrateurs devraient adopter les derniers documents afin de pouvoir signer l'entente avec Emploi- 	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>Québec.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Desserte gouvernementale : une présentation a été faite au conseil d'administration de la CRÉ. Cette présentation montre l'évolution de la situation au cours des 20 dernières années. M. Lampron propose de la présenter lors d'une prochaine CAR. - Étude chemin de fer Québec Central : l'étude demandée par les CRÉs de la Chaudière-Appalaches et de l'Estrie sera rendue publique le 19 juin prochain. Cette rencontre se tiendra à Thetford Mines. Au terme de cette journée, des recommandations seront adoptées et envoyées au ministre des Transports. 	À présenter lors d'une prochaine CAR.
11. Affaires nouvelles	Aucune affaire nouvelle.	
12. Date de la prochaine rencontre	<p>La prochaine rencontre aura lieu le 5 octobre 2012 à Thetford Mines.</p> <p>Plusieurs présentations sont suggérées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - FSTD Bellechasse; - MTQ; - Enquête sur la desserte gouvernementale; - Avis du CSF sur la prostitution; - Rapport final sur l'AJS Migration des jeunes; - Rapport final sur l'AJS Prévention du suicide. 	
13. Fin de la réunion	La réunion est levée à 15 h 15.	



Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 7 décembre 2012

Cosmos Café de Lévis

(salon Cosmos, 2^e étage, Passez par le restaurant et on vous conduira à la salle)

5700, J.B. Michaud

Centre des congrès

Lévis

Tél. : 418.830.8888

de 9 h à 16 h 10

- 9 h 1. Mot de bienvenue;
- 9 h 5 2. Adoption de l'ordre du jour;
- 9 h 10 3. Présentation des nouveaux membres;
- 9 h 20 4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 8 juin 2012;
- 9 h 25 5. Affaires découlant du dernier compte rendu :
 - 5.1 Point statutaire : Géomatique;
- 9 h 30 6. Présentation :
 - Exercice de planification quinquennale du MTQ (M. Richard Charpentier – MTQ);
- 10 h 15 Pause-santé;
- 10 h 30 7. Présentation :
 - FSTD MRC de Bellechasse (M. Hervé Blais, préfet de la MRC de Bellechasse);
- 11 h 15 8. MAMROT (M^{me} Danie Croteau);
- 12 h Dîner sur place;
- 13 h 30 9. Présentation :
 - AJS Migration des jeunes (M^{me} Judith Riopel, présidente du FJRCA);
- 14 h 10. Nouvelles régionales (tour de table – **10 minutes maximum par membre**);
- 16 h 11. Affaires nouvelles :
 - Calendrier des rencontres 2013-2014;
- 16 h 5 12. Date de la prochaine rencontre – Le 1^{er} mars 2013 – Endroit à déterminer;
- 16 h 10 13. Fin de la réunion.

CAR de la Chaudière-Appalaches (CAR-CA)
Liste des présences – Le 7 décembre 26

Ministère	Nom	OUI	NON
Agence de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches	Monsieur Daniel Paré Président-directeur général (Am)	✓	✓
Commission des normes du travail	Monsieur Stéphane Petit	✓	
Conférence régionale des Élu(e)s de la Chaudière-Appalaches	Monsieur Laurent Lampron Directeur général Paul Bureau	✓	
Conseil du statut de la femme	Madame Sandra Shee Responsable régionale	✓	
Financière agricole du Québec	Monsieur Claude Hasty Directeur territorial	✓	
Investissement Québec	Madame Sonia Lambert Directrice de portefeuille principale		✓
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Madame Danie Crêteau Directrice régionale	✓	
	Monsieur Pierre Drouin Conseiller en développement régional	✓	
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Madame Renée Caron Directrice régionale	✓	
Ministère de la Culture et des Communications	Madame Nicole Champagne Directrice régionale	✓	
Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs	Madame Isabelle Olivier Directrice régionale	✓	
Ministère des Finances et de l'Économie	Monsieur Roch Delagrave Directeur régional	✓	
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Monsieur Guy Larose Directeur régional am seulement.	✓	
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Monsieur Roger Paré / Diane Boudreau	✓	✓
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Monsieur Marc Tremblay Directeur régional arrivera vers 16h00	✓	
Ministère de la Famille	Monsieur Jean-François Picard Directeur régional par intérim Madame Johanne Faucher	—	
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	Monsieur Yvon Doyle Directeur régional	✓	
Ministère de la Justice	Monsieur Louis G. Chassé Directeur régional		
Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur	Monsieur Roger Ménard Directeur adjoint – Direction des analyses Directeur de la planification et des politiques		
Ministère des Ressources naturelles	Madame Cécile Tremblay Directrice générale régionale	✓	
	Monsieur Serge Lachance Directeur régional	—	
Ministère de la Sécurité publique	Madame France-Sylvie Loisel P. Directrice régionale	✓	
Ministère du Tourisme	Monsieur François Côté Directeur régional	—	
	Monsieur Daniel Galameau Conseiller en développement touristique	✓	
Ministère des Transports	Monsieur Richard Charpentier Directeur régional	✓	
Office des personnes handicapées du Québec	Madame Monique Savoie Directrice de l'intervention collective régionale de l'Est		
	Monsieur Marc Savoie Conseiller à l'intervention collective régionale	✓	
Régie du bâtiment du Québec	Monsieur Pierre-André Dupont Directeur territorial		✓
Régie du logement	Monsieur Pierre Grenier Directeur régional de l'Est		
Revenu Québec	Madame Céline Dessureault Directrice régionale		
Services Québec	Monsieur Claude Lecours Directeur régional		✓
Société Immobilière du Québec	Monsieur Guy Boillard Directeur immobilier		✓
	Monsieur Didier Chauveau		
Société d'habitation du Québec	Monsieur Jonathan Picard Service du Partenariat	✓	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

Date et heure:

Rencontre du 25 avril 2012

8 h 30 à 10 h 45

Lieu de la rencontre :

*Club de golf Montcalm
(salle Verrière)*

*1800, chemin Nadeau
Saint-Liguori*

ORDRE DU JOUR

PROJET

8 h 30 Accueil

8 h 45

1. Mot de bienvenue

2. Compte-rendu de la rencontre du 25 janvier 2012

3. Tour de table (activités et actualités dans les différents ministères)

4. Présentations :

4.1 Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

*Renforcement des pouvoirs de la Loi 89 sur la qualité de l'environnement
par M. Alain Rochon,*

*Directeur régional adjoint Centre de contrôle environnemental du Québec de
Montréal, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides*

4.1.1 Échanges et discussions

4.2 Services Québec

*Offre de services de Services Québec
par Pierre Nadeau*

Chef de service aux opérations Laval-Laurentides-Lanaudière

4.2.1 Échanges et discussions

10 h 45 Fin de la rencontre

11 h 00 Début de la rencontre de la Table économique de la CAR

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

Date et heure:
Rencontre du 25 avril 2012

8 h 30 à 10 h 45

Lieu de la rencontre :
Club de golf Montcalm
(salle Verrière)
1800, chemin Nadeau
Saint-Liguori

Compte-rendu

PROJET

Étaient présents :

Jean Ouellet	Prés. CAR	Luc Cossette	MTQ
Michel Thauvette	CNT	Jérôme Gauthier	OPHQ
François Perron	MAPAQ	Pierre Nadeau	MSG
Ghislain Laprise	MESS	Alain Rochon	MDDEP
Daniel Soulières	MRNF	Jean-Pierre Trépanier	ASSSL
Benoît Picard	MTQ	Guy Raynault	CRÉ
Éric Lescarbeault	MDEIE	Guillaume Desjardins	Attaché politique
Daniel Parent	MELS	Nathalie Breault	MDEIE
Claudette Larouche	MAMROT		

1. Mot de bienvenue

Lecture de l'ordre de jour. Il est accepté tel que présenté.

2. Compte-rendu de la rencontre du 25 janvier 2012

On explique que le dernier compte-rendu reçu inclus des corrections demandées par certains membres. Une dernière version pourrait leur être acheminée si d'autres modifications sont demandées.

3. Tour de table (activités et actualités dans les différents ministères)

MRNF

- Il y a eu signature d'une convention de gestion territoriale sur les lots municipaux avec la MRC de Matawinie.
- Création d'une fiducie
- Projet modifiant loi sur la gestion forestière. On y associe un programme qui comprend 9 millions de dollars sur 5 ans pour de nouveaux traitements et créneaux pour feuillus. L'usine de bois de sciage de St Michel des Saints pourrait être convertie à cette fin.
- Il y a actuellement des pourparlers pour un nouveau projet concernant les granules. Des développements sont attendus dans la prochaine année.

MAPAQ

- En mars dernier le MAPAQ en collaboration avec le MAMROT annonçait un programme d'aide lié au plan de développement des zones agricoles. On rappelle que le livre vert faisait mention de protection de la zone agricole par sa mise en valeur. Ce programme vient appuyer le plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD). C'est un programme pour lequel la concertation sera importante. La Stratégie de l'entrepreneuriat pourrait aussi être concernée dans la possibilité de démarrage d'entreprises. On se demande également comment considérer les cas de transfert d'entreprise par des producteurs vieillissants.

De plus, considérant la tendance à l'inflation dans les milieux périurbains, l'enjeu de dynamiser ce territoire demeure un réel défi.

MDDEP

- Changements organisationnels : pour le secteur Analyse, madame Hélène Proteau est maintenant directrice régionale Montréal Laval Laurentides, Lanaudière, tandis que M. Luc St-Martin remplace madame Proteau pour le secteur Contrôle.

MTQ

- Les chantiers et investissements prévus en 2012 ont été approuvés. Il est possible d'en voir la liste sur le site Internet du MTQ. Des contrats pour les travaux de construction et services professionnels sont évalués à 106 millions de dollars pour la région de Lanaudière

- On réserve également des argents dans le cadre d'un programme lié entre autres, aux projets de transport en commun, transport adapté et route verte.

CRE

- Il y a eu élection lors du CA de la CRÉ qui se passait jeudi dernier.
M. Gaétan Morin a été élu pour un mandat de 2 ans à titre de président et M. Normand Grenier à titre de vice-président.

MESS

- Emploi-Québec poursuit avec ses initiatives investissement compétence. On y offre un ensemble coffre à outils qui permet un meilleur accompagnement des petites entreprises dans le but de valoriser la formation.

ASSSL

- On souligne l'arrivée de Lucie Leduc à titre de nouvelle présidente directrice générale. D'autres nominations sont à venir.
- Au niveau de Santé publique : Le projet loi 60 qui vise la modernisation du régime Santé Sécurité au travail fera l'objet d'une commission parlementaire ce printemps. Advenant le déclenchement d'élection, le projet sera mis en attente. Ce projet de loi amènera tous les travailleurs à se conformer et concernera 1000 entreprises de plus que la loi actuelle.
- Un document qui dresse un portrait sur la santé des travailleurs a été produit : *Le travail : un déterminant important de la santé*. On nous fera suivre un lien électronique à ce sujet. D'autres publications sont à venir.
- Concernant le dossier Saines habitudes de vie, l'Agence a débuté sa tournée des ministères afin de valider le plan d'action 2012-2015. 5 ministères sur 6 ont été rencontrés. MFA à venir. La CRÉ sera également consultée. Le plan d'action sera présenté à la CAR à l'automne 2012.
- Du 29 au 31 août prochain, la tenue de la 12^e Conférence internationale sur l'évaluation d'impacts sur la santé. Elle se tiendra à Québec. J.P. Trépanier nous laisse quelques dépliants sur l'événement et invite les gens à y assister.

MELS

- L'étude des crédits est maintenant terminée.
- Projet de loi 56 pour contrer l'intimidation dans les écoles est en processus de validation.

OPHQ

- Arrivée de Claudine Delvoye à titre de nouvelle directrice régionale
- Le gagnant du prix « À part entière » sera connu le 8 juin prochain à l'Assemblée nationale
- 6 municipalités du Québec travaillent actuellement sur des projets pilotes afin d'étudier la dynamique de l'accessibilité universelle. Une rencontre est prévue prochainement à Gatineau où un compte-rendu de ces projets sera présenté. On nous fera connaître les résultats lors d'une prochaine rencontre de la CAR.

MDEIE

- Budget 2012-13 est maintenant connu. Ce budget a un impact positif sur notamment le budget des CLD et ORPEX qui se voient maintenus ou améliorés.
- Le MDEIE travaille sur la tournée du CAP Nord qui s'arrêtera dans Lanaudière au mois de mai.
- Plus d'informations seront données dans le cadre de la Table économique de la CAR, dès 11 h.

MAMROT

- Précisions sur les vérifications faites par le Ministère dans les municipalités. Plusieurs municipalités ont été visitées. On rappelle que les mandats de vérification du Ministère sont différents de ceux de MARTEAU. Le Ministère analyse les dossiers en fonction des obligations liées aux affaires municipales. L'Enquête policière procède à une vérification plus large.
- La Stratégie sur l'occupation et la vitalité des territoires a été présenté à la dernière CAR. Après trois semaines de commission parlementaire sur la Loi 34, quelques modifications ont été apportées au document concernant la représentation de la CRÉ aux rencontres de la CAR. Le libellé précise que la CRÉ est invitée lorsqu'un sujet la concerne. Ce qui fait que pour certaines régions, les CRÉ ne sont pas invitées d'office lorsque les sujets sont d'ordre plus administratifs. Pour Lanaudière, cette représentativité est toutefois déjà acquise.
La loi a été adoptée. Il ne manque que la sanction du lieutenant gouvernant afin de rendre la loi officielle.
- Il est indiqué dans la Stratégie que des indicateurs de mesure devront être établis. Par la suite, chaque ministère doit rendre compte des résultats obtenus en fonction des indicateurs qui auront

été établis. La liste des indicateurs doit être soumise d'ici 8 mois. On précise que les CAR seront consultées à ce sujet.

- La prochaine rencontre CAR qui aura lieu en juin ou en septembre permettra également de discuter du support qui pourrait être apporté à la ministre responsable de la région. Une convocation pourrait être envoyée dans un court laps de temps.
- On demande si l'information descend dans les différentes structures. Quelques ministères ont eu une présentation lors de rencontre de gestion dont le MAPAQ et le MESS.

CRÉ

- Le président de la CRÉ a demandé une rencontre qui aura lieu le 18 mai avec le sous-ministre afin de discuter des modifications apportées à la Loi 34. On veut entre autres, défendre le point que le directeur général de la CRÉ devrait être invité d'office à la CAR.

ASSSL

- On demande si des discussions sont prévues afin de faire des liens entre les différents programmes.

OPHQ

- Une demande a été faite par l'OPHQ afin d'être assujetti à la loi.

MTQ

- L'étude des crédits est terminée. Il y a des sommes qui sont allouées pour soutenir la planification des réseaux routiers locaux et avoir une gestion rationnelle des travaux. 4 millions de dollars sont réservés pour les MRC afin de prendre en charge la planification des réseaux locaux.

4. Présentations :

4.1 Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Renforcement des pouvoirs de la Loi 89 sur la qualité de l'environnement

par M. Alain Rochon

Directeur régional adjoint Centre de contrôle environnemental du Québec de Montréal, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides

La Loi 89 sur la qualité de l'environnement datait de 1972. La loi telle qu'elle avait été rédigée donnait peu de pouvoir pour contraindre les contrevenants à se soumettre à leurs obligations face à la qualité de l'environnement. Pour ce faire, des modifications y ont été apportées afin de renforcer le régime pénal, donner de nouveaux pouvoirs administratifs et un nouveau régime de sanctions administratives pécuniaires pour lequel les modifications ont été les plus importantes. Pour des manquements mineurs, des mesures dissuasives sont appliquées tandis que les manquements majeurs seront soumis soit à la voie pénale ou la voie d'ordonnance. D'autres moyens dissuasifs sont aussi possibles, tels des sanctions administratives pécuniaires.

On précise que les pouvoirs des inspecteurs du Ministère ne sont pas transférables aux inspecteurs municipaux.

On indique également qu'en ce qui concerne la demande de déclaration des Municipalités, ces dernières ne sont plus tenues de la déposer.

On peut obtenir plus d'informations en consultant le site Internet du MTQ. Le PowerPoint sera acheminé par courriel aux membres de la CAR.

4.1.1 Échanges et discussions

On précise que les pouvoirs des inspecteurs du Ministère ne sont pas transférables aux inspecteurs municipaux.

On indique également qu'en ce qui concerne la demande de déclaration des Municipalités, ces dernières ne sont plus tenues de la déposer.

On peut obtenir plus d'informations en consultant le site Internet du MTQ. Le PowerPoint sera acheminé par courriel au MAMROT pour transmission aux membres de la CAR.

4.2 Services Québec

Offre de services de Services Québec

par Pierre Nadeau

Chef de service aux opérations Laval-Laurentides-Lanaudière

Les services offerts s'adressent aux citoyens et aux entreprises du Québec. Le guichet unique permet un accès simplifié aux services publics. Ils sont disponibles par téléphone, Internet et par les bureaux régionaux. Il sont au nombre de 4 dans Lanaudière : ils sont situés à Joliette, L'assomption, Berthierville et Sainte-Julienne.

Les services offerts par Services Québec sont plutôt d'ordre général, si le besoin d'informations devient plus pointu, le demandeur est référé aux ministères concernés. On y offre également les services de registres fonciers.

Le service repose sur des préposés aux renseignements qualifiés pour assister la clientèle. Il y a au moins un commissaire à l'assermentation dans chacun des bureaux

Six ministères sont associés au site. Les changements apportés au site par Services Québec sont automatiquement appliqués sur les autres sites.

Le site offre également un service à l'extérieur de la province en différentes langues.

Le PowerPoint de la présentation sera transmis par courriel aux membres de la CAR

4.2.1 Échanges et discussions

On se demande pourquoi il n'y a aucune obligation de la part des ministères de s'associer à Services Québec?

L'offre de service de Services Québec se concentre sur renseignements généraux par rapport aux mesures et services gouvernementaux. On ne cherche pas à seconder les ministères dans leur offre de services. On oriente plutôt les usagers vers l'offre de services des autres ministères.

Fin de la rencontre

Conférence administrative régionale des Laurentides

Rencontre du 20-04-2012

Hôtel de région
Rez-de-chaussée, salle A
161, rue de la Gare, St-Jérôme

Proposition d'ordre du jour

- | | | |
|---------|--|----------------|
| 8 h 30 | 1. Ouverture de la réunion | Jean Ouellet |
| | 2. Adoption de l'ordre du jour | |
| | 3. Adoption du compte rendu, réunion du 27 janvier 2012 | |
| | 4. Tour de table (nouveaux programmes, affaires nouvelles, annonces...) | |
| | 5. Bref retour sur la Stratégie d'occupation et la vitalité des territoires | |
| | 6. Présentation de l'offre de services de Services Québec | Pierre Nadeau |
| | 7. Présentation du projet de loi 89 sur les modifications apportées à la loi sur la qualité de l'environnement (MDDEP) | Hélène Proteau |
| | 8. Divers | |
| 10 h 45 | Pause | |
| 11 h | Table économique de la CAR (TÉCAR) | |



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DES **Certifié carboneutre**

RÉUNION du 20 avril 2012

Hôtel de région, Saint-Jérôme

COMPTE RENDU

Étaient présents Jocelyn Bianki MDEIE
Pierre Bilodeau MRNF
Luc Cossette MTQ
Johanne Dumont MESS
Éric Goyer ASSS
Afshim Hojati OPHQ
Roger Hotte CRÉ
Sylvie Laroche MTQ

Louise Mercier MAMROT
Chantal Morin MDEIE
Pierre Nadeau Services Québec
Jean Ouellet MAMROT
Daniel Parent MELS
Hélène Proteau MDDEP
Serge Tétreault MICC

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la réunion du 27 janvier 2012
4. Tour de table
(affaires nouvelles, nouveaux programmes, annonces, occupation des territoires, etc.)

INTERVENANTS

Jean Ouellet

Jean Ouellet

Jean Ouellet

André B. Lemay

CONTENU DES INTERVENTIONS

Mot de bienvenue adressé aux participants.

L'ordre du jour est adopté tel quel.

Le compte rendu est adopté.

MRNF : il y aura un nouveau régime forestier en 2013. Le contrat d'approvisionnement sera remplacé par la garantie d'approvisionnement qui n'obligera pas le bénéficiaire à réaliser les travaux d'aménagement du territoire forestier.

ORDRE DU JOUR

4. Tour de table (suite)

(affaires nouvelles, nouveaux programmes, annonces, occupation des territoires, etc.)

INTERVENANTS

Johanne Dumont

Serge Tétreault

Jocelyn Bianki

Afshim Hojati

Luc Cossette

CONTENU DES INTERVENTIONS

Emploi-Québec : annonce d'un programme Investissement – compétences pour soutenir les entreprises et les travailleurs sur la formation continue en entreprise. Amener les entreprises à voir la formation du personnel comme un investissement et non une dépense.

MICC : réorganisation du volet Immigration Québec. Il y aura transformation des services, entre autres le service d'accueil des immigrants sera confié à des organismes communautaires. Il y aura accréditation des organismes et évaluations de leurs services aux 3 ans. Les services directs seront centralisés à Montréal.

MDEIE : le MDEIE a signé une entente avec Investissements Québec et Laurentides International dans le cadre du programme ESSOR. La durée est de 3 ans.

OPHQ : le prix À part entière a reçu un record de candidatures. Les lauréats seront connus le 8 juin à Québec. Du 1^{er} au 7 juin, c'est la Semaine québécoise des personnes handicapées.

MTQ : vu l'importance du réseau routier local, il faut optimiser les investissements effectués. Ainsi, les municipalités devront collaborer avec les MRC sur un plan d'action qui viendra hiérarchiser les besoins selon la dégradation des infrastructures.

ORDRE DU JOUR

5. Bref retour sur la Stratégie d'occupation et la vitalité des territoires

INTERVENANTS

Jean Ouellet

CONTENU DES INTERVENTIONS

À la suite de l'adoption de la Loi sur la vitalité et l'occupation du territoire, une rencontre pourrait avoir lieu en juin ou à l'automne. Lors de cette réunion, nous pourrions discuter du rôle et du fonctionnement de la CAR en lien avec la stratégie d'occupation du territoire. Lors de la prochaine TGAT, il y aura présentation de la loi aux sous-ministres adjoints. Nous pourrions par la suite discuter de la perception des différents ministères de cette loi et de son application ainsi que de notre rôle en tant que CAR.

Jean Ouellet

Le MAMROT aura la responsabilité de transmettre le bilan des différentes activités des ministères en région en lien avec la stratégie. La CAR devra donc se pencher sur la façon dont les données seront recueillies. Certains documents sont présentement en élaboration afin d'alimenter nos discussions.

6. Présentation de Services Québec

Pierre Nadeau

Présentation de l'offre de services de Services Québec.

7. Présentation du MDDEP

Hélène Proteau

Présentation du projet de loi n° 89 modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'en renforcer le respect.

8. Prochaine rencontre

Jean Ouellet

On prévoit juin ou l'automne.

Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 29 mai 2012 à 13 h 30

Édifice Montval

201, place Charles-Le Moyne, bureau 101

Salle Les Appalaches

Longueuil

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heure	N°	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
13 h 30	1	Présentation des participants (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter tous les participants	Tous les participants	
13 h 35	2	Ordre du jour (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter un ordre du jour pour la réunion	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
13 h 40	3	Présentation de Loisir et Sport Montérégie (20 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Proposition de partenariat dans le domaine du loisir sur le territoire de la CRÉ Montérégie Est	Mario Chamberland (Loisir et Sport Montérégie)	
14 h 00	4	Dernière rencontre (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter le compte rendu de la réunion du 6 décembre 2011• Discuter des suivis du tableau des requêtes et exposer les nouvelles requêtes	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
14 h 05	5	Occupation et vitalité des territoires (15 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présentation de la Loi sur l'occupation et la vitalité des territoires	Robert Sabourin (MAMROT)	
14 h 20	6	Réfection du réseau routier municipal (20 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présentation de l'aspect transport du projet d'implantation de l'usine de biométhanisation à Varennes• Discuter des problématiques de financement	Daniel Donais (MTQ)	
14 h 40		Pause			
15 h 00	7	Table économique de la CAR (60 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présentation de M. Mario Limoges, directeur général, Direction générale des affaires économiques métropolitaines• Information sur les ententes entre les MRC et les CLD• Planification stratégique en développement économique sur la réserve de Kahnawake• Présentation de projets du créneau d'excellence « Transformation des métaux » en lien avec le Plan Nord	Mario Limoges (MDEIE) Jacques La Rue et Agnès Gatignol (MDEIE) Josianne Lacelle et Nadine Gagné (MDEIE)	

Heure	N°	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
16 h 00	8	Suivi des politiques et plans d'action (15 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Engagement jeunesse • Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 • Politique nationale de la ruralité • Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées • Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 	Pascale Simard (Emploi-Québec) Marie-Eve Perreault (MAMROT) Annie Goudreault (MCCCF)	
16 h 15	9	Échange entre les participants (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Connaître les changements organisationnels des M/O en région • Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale 	Tous les participants	
16 h 25	10	Varia (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • 		

Membres présents : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Bilodeau, Pierre, MRNF ▪ Bourgault, Catherine, CSF ▪ Carignan, Sonia, MTO ▪ Cuillerier-Serre, Sarah, CSF ▪ De Nicolini, Hubert, MAMROT – DDRM ▪ Donais, Daniel, MTQ – Est ▪ Gagnon, Guy, MICC ▪ Girouard, Pierre, FADQ ▪ Goudreault, Annie, MCCCC ▪ La Rue, Jacques, MDEIE ▪ Langlois, Lise, MELS ▪ Lessard, Jean-Pierre, MAPAQ – Est ▪ Morin, Julie, MTQ – Ouest (en remplacement de Joceline Bêland) ▪ Paquin, Pierre, MDDEP ▪ Rousseau, Patricia, Services Québec ▪ Sabourin, Robert, MAMROT, président de la CAR ▪ Simard, Pascale, MESS 	Observateurs : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Bienvenu, Michel, CRÉ L ▪ Gatignol, Agnès, MDEIE ▪ Goupil, Sylvie, MAMROT ▪ Laberge, Jacques, CRÉ VHSL ▪ Ouellet, France, MAMROT ▪ Perreault, Marie-Eve, MAMROT ▪ Ward, Nathalie, CRÉ ME Personnes invitées pour les présentations : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Chamberland, Mario, directeur général Loisir et Sport Montérégie ▪ Gagné, Nadine, directrice de projet Réseau de la transformation métallique du Québec ▪ Lacelle, Josianne, conseillère en développement économique MDEIE ▪ Limoges, Mario, directeur général Affaires économiques métropolitaines du MDEIE ▪ Savoie, Patrice, conseiller en loisir Loisir et Sport Montérégie 	Membres absents : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Beaulieu, Robert, MAPAQ – Ouest ▪ Cloutier, Francine, SHQ ▪ Delvoe, Claudine, OPHQ ▪ Deschamps, Richard, ASSSM ▪ Desrochers, Yves, HQ ▪ Farhat, Élias, RBQ ▪ Grieco, Émile, MDDEP ▪ Paquet, Jacques, SAA ▪ Patry, René, MFA ▪ Savard, Christine, MSP ▪ Trudelle, Claude, MRI
--	--	---

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Présentation des participants ➤ Présenter tous les participants	Les participants se présentent à tour de rôle.	
2. Ordre du jour ➤ Adopter un ordre du jour pour la réunion	L'ordre du jour est adopté avec la modification suivante : Point 6 – Réfection du réseau routier municipal : Enlever le nom de M. Jacques La Rue (MDEIE) comme étant un des responsables de ce point. M. Robert Sabourin, du MAMROT, en profite pour présenter M. Hubert De Nicolini, nouveau directeur de la Direction du développement régional et métropolitain (DDRM) du MAMROT, qui est entré en fonction en février dernier.	
3. Présentation de Loisir et Sport Montérégie ➤ Proposition de partenariat dans le domaine du loisir sur le territoire de la CRÉ Montérégie Est	MM. Mario Chamberland, directeur général, et Patrice Savoie, conseiller en loisir de l'organisme Loisir et Sport Montérégie (LSM), présentent la démarche proposée, dans le cadre de leur proposition de partenariat dans le domaine du loisir sur le territoire de la CRÉ Montérégie Est. Celle-ci fait suite à la signature, le 3 mai dernier, d'une entente régionale de partenariat entre LSM et la CRÉ Montérégie Est.	Déposer la présentation de LSM au site Extranet de la CAR.

	<p>Cette démarche vise à ce que les acteurs, notamment les élus municipaux et les partenaires du loisir et du sport, se dotent collectivement d'un cadre commun d'orientations et d'actions de développement intégré du loisir et du sport. Le calendrier de réalisation des actions du plan d'action loisir en Montérégie Est (2012-2017) est présenté.</p> <p>Certains M/O vont être sollicités en vue de l'élaboration d'une entente spécifique en loisir et sport (nouvelle requête). Il est également mentionné que l'expertise de la CRÉ Montérégie Est est exportable aux autres CRÉ.</p>	Ajouter la requête de LSM dans le tableau de suivi.
<p>4. Dernière rencontre</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Adopter le compte rendu de la réunion du 6 décembre 2011 ➤ Discuter des suivis du tableau des requêtes et exposer les nouvelles requêtes 	<p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, mentionne que la rencontre spéciale de la CAR qui était prévue en février dernier avec le ministre Laurent Lessard, du MAMROT, a été annulée, ce qui explique le grand intervalle de temps depuis la dernière rencontre.</p> <p>Le compte rendu de la réunion du 6 décembre 2011 est adopté tel que présenté. M. Sabourin en fait le suivi. Il précise que le calendrier 2012 des rencontres a été envoyé aux membres par courriel et que d'autres rencontres sont susceptibles de s'ajouter à celles déjà planifiées (rencontre avec la ministre responsable de la région, rencontres avec les CRÉ). Comme les dates proposées ne convenaient pas à tous, un nouveau calendrier est proposé : 19 septembre 2012, 12 décembre 2012 et 27 février 2013 (toutes ces rencontres sont prévues en après-midi).</p> <p>M. Sabourin fait ensuite le suivi du tableau des requêtes. En ce qui concerne la requête visant à réduire les coûts des directions régionales (11-03-08-01), un tableau concernant l'inventaire des ressources disponibles pour une mise en commun ministérielle à l'édifice Montval est distribué et sera à compléter par les membres. Ce tableau sera envoyé par courriel et un inventaire sera fait par la suite par le MAMROT.</p>	<p>Déposer le calendrier des rencontres modifié au site Extranet de la CAR.</p> <p><u>Nouvelles dates pour ces rencontres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 19 septembre 2012 ▪ 12 décembre 2012 ▪ 27 février 2013 <p>Envoyer le tableau concernant l'inventaire des ressources disponibles pour une mise en commun ministérielle à l'édifice Montval aux membres de la CAR.</p>
<p>5. Occupation et vitalité des territoires</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présentation de la Loi sur l'occupation et la vitalité des territoires 	<p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, présente la lettre qui a été envoyée aux sous-ministres de certains M/O concernés par la sanction de la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et distribue une feuille détaillant les M/O qui l'ont reçue.</p> <p>Il explique que le tableau-synthèse qui avait été produit afin de présenter les points saillants de la Stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et le projet de loi-cadre a été légèrement modifié afin de s'arrimer avec l'adoption de la Loi sur l'occupation et la vitalité des territoires. Une nouvelle version est remise aux membres et sera déposée au site Extranet de la CAR.</p> <p>M. Sabourin distribue aussi un document intitulé <i>Conférence administrative régionale : mandat, composition, responsabilités – document de travail – Mai 2012</i> et fait le suivi des éléments en caractères gras. En ce qui concerne le point qui concerne la tenue de rencontres CAR-CRÉ, les CRÉ s'entendent pour dire que cela serait intéressant, pertinent et formateur afin de bien connaître le rôle de chacun des M/O.</p>	<p>Déposer la liste des M/O qui ont reçu la lettre au site Extranet de la CAR.</p> <p>Déposer le tableau-synthèse modifié au site Extranet de la CAR.</p> <p>Déposer le document de travail au site Extranet de la CAR.</p>

<p>6. Réfection du réseau routier municipal</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présentation de l'aspect transport du projet d'implantation de l'usine de biométhanisation de Varennes ➤ Discuter des problématiques de financement 	<p>MM. Daniel Donais, directeur, et François Julien, du MTQ, présentent l'aspect transport du projet d'implantation de l'usine de biométhanisation à Varennes. Ce projet vise à utiliser une voie de contournement (montée de la Baronnie) pour le transport des matières résiduelles, étant donné que le chemin qui serait normalement utilisé pour le transport de ces matières (montée de Picardie), risque de ne pas être accepté socialement par les résidents du secteur qui longe ce chemin, puisque cela occasionnerait le passage d'un nombre élevé de camions tous les jours. Le coût du projet, afin de mettre aux normes la montée de la Baronnie, est évalué à 8,5 M\$, pour un montant global de 10 M\$ pour l'ensemble du projet. Les promoteurs investissent 4 M\$ dans le projet, il y a donc un manque à gagner de 6 M\$.</p> <p>Après discussion, il est suggéré que ce dossier fasse l'objet d'une requête qui sera ajoutée au tableau de suivi (création d'un comité qui pourrait être composé de la Direction des infrastructures du MAMROT, du MDDEP, du MDEIE et du MTQ).</p>	<p>Déposer la présentation du MTQ au site Extranet de la CAR.</p> <p>Ajouter la requête du MTQ dans le tableau de suivi.</p>
<p>7. Table économique de la CAR</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présentation de M. Mario Limoges, directeur général de la Direction générale des affaires économiques métropolitaines ➤ Information sur les ententes entre les MRC et les CLD ➤ Planification stratégique en développement économique sur la réserve de Kahnawake ➤ Présentation de projets du créneau d'excellence « Transformation des métaux » en lien avec le Plan Nord 	<p>M. Jacques La Rue, du MDEIE, présente M. Mario Limoges, directeur général de la Direction générale des affaires économiques métropolitaines du MDEIE, qui a son tour, fait un bref survol du rôle de cette nouvelle direction générale, formée de cinq directions régionales (Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie). Cette direction permettra de répondre aux besoins des diverses instances régionales du grand ensemble métropolitain. Un document est remis aux membres et sera déposé au site Extranet de la CAR.</p> <p>M. La Rue mentionne qu'une tournée des CLD est en cours pour présenter la nouvelle entente de gestion, qui est en lien avec le troisième axe de la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat (relève et transfert d'entreprises). Cette entente est de trois ans (2012-2015) et des notions de performance et d'appariement seront définies à partir de 2013. Chaque CLD a ses propres cibles et indicateurs déterminés en fonction de son milieu.</p> <p>Une proposition est faite afin que soit invité le représentant d'Investissement Québec à la Table économique de la CAR.</p> <p>Il est ensuite question de la planification stratégique en développement économique sur la réserve de Kahnawake. Une rencontre a eu lieu en mars dernier avec différents partenaires du territoire de Roussillon, afin de partager des informations concernant les projets potentiels de Kahnawake. Un rapport devrait être déposé au conseil de bande d'ici la fin du mois de mai.</p> <p>Une demande est faite afin que l'on invite le Secrétariat aux affaires autochtones à une prochaine rencontre de la CAR, afin que son représentant puisse nous expliquer l'attitude à adopter lors de nos relations avec Kahnawake.</p> <p>Une demande est faite par M^{me} Annie Goudreault, du MCCCCF, afin d'ajouter une nouvelle requête dans le tableau de suivi concernant la signature d'une entente en développement culturel avec Kahnawake.</p>	<p>Déposer le document concernant la nouvelle direction générale du MDEIE au site Extranet de la CAR.</p> <p>Inviter le représentant d'Investissement Québec à la prochaine rencontre de la CAR.</p> <p>Inviter le représentant du SAA à la prochaine rencontre et mettre ce point à l'ordre du jour de la prochaine CAR.</p> <p>Ajouter la requête du MCCCCF dans le tableau de suivi.</p>

	M ^{mes} Josianne Lacelle, du MDEIE, et Nadine Gagné, du RTMQ, font une présentation des projets du créneau d'excellence « Transformation des métaux », créneau performant en Montérégie et actif avec le Plan Nord.	Déposer les présentations du MDEIE et du RTMQ au site Extranet de la CAR.
8. Suivi des politiques et plans d'action <ul style="list-style-type: none"> ➤ Engagement jeunesse ➤ Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 ➤ Politique nationale de la ruralité ➤ Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées ➤ Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 	<p>M^{me} Pascale Simard, du MESS, mentionne que trois personnes travaillent sur le dossier de l'engagement jeunesse. Une somme de 25 000 \$ par CRÉ est attribuée pour les projets. De beaux projets dynamiques sont en cours et une présentation détaillée pourra être faite à l'automne. À titre d'information, l'engagement jeunesse relève du MESS et les M/O se sont engagés à tout mettre en œuvre en vue d'améliorer la continuité, la complémentarité et la cohérence offertes aux jeunes de 16 à 24 ans.</p> <p>Elle indique que dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale, une rencontre est prévue le 30 mai. De plus amples détails pourront être donnés lors de la prochaine rencontre.</p> <p>M^{me} Marie-Eve Perreault, du MAMROT, indique qu'au cours des derniers mois, le premier ministre et le ministre ont annoncé le renouvellement de la Politique nationale de la ruralité (PNR) (la troisième). La deuxième PNR se terminera le 31 mars 2014. Elle mentionne que la Journée de la ruralité est prévue en novembre, sous le thème de la ruralité dans le cadre de l'occupation et la vitalité des territoires, et que les consultations tenues par Solidarité rurale du Québec dans le cadre de sa tournée concernant le renouvellement de la PNR ont réuni plus de 2 000 personnes. En Montérégie, ces rencontres ont eu lieu les 1^{er} et 2 février dernier.</p> <p>Concernant le Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées, madame Perreault indique qu'une nouvelle ressource dédiée a été embauchée relativement au mandat de soutien au Technocentre (pour les municipalités dévitalisées de Massueville et de Saint-Joseph-de-Sorel).</p> <p>Pour ce qui est de la Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes, M^{me} Annie Goudreault, du MCCCCF, précise que les ententes ont été signées pour quatre ans avec les CRÉ. M^{me} Catherine Bourgault, du CSF, mentionne que l'avis sur la prostitution sera disponible le 30 mai prochain.</p>	
9. Échange entre les participants <ul style="list-style-type: none"> ➤ Connaître les changements organisationnels des M/O en région ➤ Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale 	<p>M. Hubert De Nicolini, du MAMROT (DDRM), mentionne que les projets présentés dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (économie sociale) seront annoncés en juin prochain. Certains projets seront sur le territoire de la Montérégie.</p> <p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, indique qu'une tournée des MRC a été entamée afin de présenter l'Orientation 10 de l'Addenda modifiant les orientations gouvernementales en matière d'aménagement pour le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) en vue de l'élaboration d'un plan métropolitain d'aménagement et de développement. Cette orientation vise à privilégier le développement des pôles principaux et à rentabiliser les infrastructures existantes (aqueduc, égout et transport en commun). Elle vise également à combler les</p>	

	<p>espaces disponibles avant d'empiéter dans la zone agricole. Cette orientation est très mal acceptée par les MRC et municipalités limitrophes à la CMM.</p> <p>M^{me} Sonia Carignan, du MTO, mentionne que le Plan de développement de l'industrie touristique du Québec 2012-2020 a été rendu public la veille, soit le 28 mai, lors des Assises du tourisme 2012. Une présentation de ce plan, qui interpellera différents M/O, pourrait être faite à la prochaine rencontre de la CAR. Lors du lancement de ce plan, la ministre du Tourisme, M^{me} Nicole Ménard, en a profité pour dévoiler la nouvelle image de marque pour présenter le Québec à l'extérieur du pays : QuébecOriginal. Une vidéo est d'ailleurs en ligne sur le site Internet du MTO.</p> <p>M^{me} Sylvie Goupil, du MAMROT, précise qu'à la suite de la publication du Plan d'action canado-américain sur la sécurité du périmètre et la compétitivité économique, en décembre 2011, les deux gouvernements ont convenu de plusieurs mesures d'intérêt, notamment des investissements dans l'infrastructure frontalière pour un certain nombre de postes au Canada. Au Québec, le poste de Lacolle a été choisi en priorité pour faire partie de la liste d'approbation pour ces investissements.</p>	
10. Varia	Aucun point dans Varia.	

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 15 juin 2012, 9 h 00 à 12 h 00

Société du parc industriel et
portuaire de Bécancour

1000, boul. Arthur-Sicard, Bécancour

Tél. : 819 294-6656

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption des comptes rendus des rencontres du 9 décembre 2011 et du 8 mars 2012
4. Affaires découlant du compte rendu
 - 4.1. Loi-cadre pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires
 - 4.2. Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale (E-Q)
5. Période d'information et d'échanges
 - 5.1. Rapport sur les inégalités sociales de santé (ASSS)
 - 5.2. Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat et Export Québec (MDEIE)
 - 5.3. Planification stratégique 2011-2015 du MCCCCF et Plan d'intervention 2011-2014 de la Direction régionale Mauricie et Centre-du-Québec (MCCCCF)
 - 5.4. Projet « Culturallia » (MCCCCF)
6. Affaires nouvelles
 - 6.1. Statistiques sur la place des jeunes et des femmes dans les instances décisionnelles (CSF)
 - 6.2. Décisions du CA de la CRÉCQ du 14 juin 2012 (CRÉCQ)
 - 6.3. Ententes spécifiques en région – Dépôt d'un état de situation
7. Divers
8. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
9. Prochaine rencontre
10. Fin de la rencontre



Certifié carboneutre

**Liste des présences
CAR-17 du 15 juin 2012**

- Madame Marielle Langlois (MSP) *en remplacement de Sébastien Doire*
- Monsieur Vincent Bourassa (MDEIE)
- Madame Valérie Boudreault (SAA)
- Madame Sonia Carignan (MTO)
- Monsieur Jean Carpentier (E-Q) *en remplacement de Denise Picard*
- Monsieur Luc Couture (MAPAQ) *en remplacement de Luc Couture*
- Monsieur Gilles W. Grenier (ASSS)
- Monsieur Yves Guay (SQ)
- Monsieur Yves Landry (MTQ) *en remplacement de Richard Dionne*
- Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)
- Madame Hélène McGEE (MCCCF)
- Monsieur Maurice Richard (SPIPB)
- Madame Sandra Shee (CSF)

MAMROT

- Monsieur Gaétan Désilets, président de la CAR-17
- Madame Céline Girard, secrétaire de la CAR-17

Compte rendu de la CAR Centre-du-Québec

DATE : Vendredi le 15 juin 2012 de 9 h à 12 h

ENDROIT : Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
1000, boulevard Arthur-Sicard à Bécancour

PERSONNES PRÉSENTES :

Messieurs :

Vincent Bourassa (MDEIE)
Jean Carpentier (E-Q)
(en remplacement de Mme Denise Picard)
Luc Couture (MAPAQ)
Yves Guay (SQ)
Yves Landry (MTQ)
(en remplacement de M. Richard Dionne)
Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)
Maurice Richard (SPIPB)

Mesdames :

Valérie Boudreault (SAA)
Sonia Carignan (MTO)
Marielle Langlois (MSP)
(en remplacement de M. Sébastien Doire)
Hélène McGEE (MCCCF)
Sandra Shee (CSF)

PERSONNE INVITÉE :

Gilles W. Grenier (ASSS)

MAMROT

Gaétan Désilets, président
Céline Girard, secrétaire

PERSONNES EXCUSÉES :

Messieurs :

Serge Arpin (MJQ)
Serge Beauchamp (ASSS)
Martin Bellerive (IQ)
Pierre Boucher (MDDEP)
Yvan Bourgeois (CSST)
Alain Comeau (MRQ)
Luc Gaboriault (CNT)
Denis Marceau (SIQ)
René Patry (MFA)
Anacleto Santucci (RLQ)
Alain Simard (MRNF)
Christiane Thibeault (MSP)
Claude Trudelle (MRI)

Mesdames :

Francine Cloutier (SHQ)
Isabelle Fillion (OQLF)
Carole Gaudet (MELS)
Annie Lafrance (FADQ)
Marie-Ève Landry (CSPQ)
Chantal Lussier (MICC)
Patricia Rousseau (Services Québec)
Monique Savoie (OPHQ)

1. Mot de bienvenue

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 52^e rencontre de la CAR-17. Il souhaite une bienvenue particulière aux deux nouveaux membres, monsieur Maurice Richard, président-directeur général de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (SPIPB) et madame Sonia Carignan, responsable de la région du Centre-du-Québec au ministère du Tourisme. Il mentionne également les départs et arrivées des membres suivants :

- Départ de monsieur Luc St-Martin (MDDEP) dans la région de Montréal. Il est remplacé de façon intérimaire par monsieur Pierre Boucher;
- Départ prochain de monsieur Richard Dionne (MTQ) dans la région du Bas-St-Laurent;
- Départ à la retraite de monsieur Jean-Denis Allaire (ASSS) à compter du 26 juin 2012;
- Absence planifiée de madame Hélène McGEE (MCCCF) jusqu'en février 2013. Elle sera remplacée de façon intérimaire par madame Hélène Comtois.

Une mise à jour de la liste des membres de la CAR-17 sera transmise par courriel.

Madame Céline Girard (MAMROT) fait part rapidement aux membres que dorénavant, les rencontres de la CAR-17 seront « carboneutres ». On fait donc circuler une feuille de calcul aux membres afin de déterminer le nombre de kilomètres effectués par les participants pour assister à la rencontre. La quantité de GES engendrée par les déplacements des participants sera donc compensée par l'entremise de Carbone boréal (plantations d'arbres).

Comme la rencontre se déroule à la SPIPB, monsieur Maurice Richard nous présente rapidement l'organisation, ses mandats et les grands projets industriels en cours et à venir à la SPIPB.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est accepté tel que déposé.

3. Adoption des comptes rendus des rencontres du 9 décembre 2011 et du 8 mars 2012

Les comptes rendus sont adoptés sans modifications.

4. Affaires découlant des comptes rendus

4.1 Loi-cadre pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires (MAMROT)

Le président fait part aux membres de la sanction, le 3 mai dernier, de la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*. La Loi s'appuie sur la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. Elle propose des mesures visant à renforcer l'efficacité et la cohérence des actions gouvernementales et à assurer l'imputabilité de l'Administration en cette matière par des moyens de planification, de suivi et de reddition de comptes dont notamment l'adoption d'indicateurs et la publication de bilans et de rapports de mise en œuvre de la Stratégie.

La Loi reconnaît officiellement certains mécanismes de coordination propres à l'occupation et à la vitalité des territoires dont la Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT) et les conférences administratives régionales (CAR). Pour ces dernières, la Loi prévoit une révision de leur mandat, composition et responsabilités.

On transmettra aux membres, le texte de cette Loi, de même qu'une première réflexion sur les futurs indicateurs de l'occupation et de la vitalité des territoires et sur le rôle des CAR.

4.2 Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale (E-Q)

Monsieur Jean Carpentier (E-Q) relate aux membres que dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015*, les CRÉ ont été chargées de réunir les partenaires de leur territoire pour assurer une concertation élargie en vue d'élaborer un plan d'action régional pour la solidarité et l'inclusion sociale et ainsi signer une Alliance régionale en cette matière. Afin d'élaborer son plan d'action, la région a procédé à la tenue de consultations territoriales et régionales auxquelles près de 200 personnes ont participé. Le plan d'action a été soumis et approuvé par la ministre du MESS. La région du Centre-du-Québec dispose d'une enveloppe de 2,34 millions de dollars pour soutenir la réalisation de ce plan.

Un premier appel de projets dans le cadre du Fonds régional de l'Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale du Centre-du-Québec (FRACQ) a été lancé au début de juin 2012 afin de soutenir la réalisation de projets dans les territoires de MRC, en lien avec leurs problématiques prioritaires inscrites au plan d'action régional. Les promoteurs admissibles peuvent soumettre leur demande en continu à la CRÉCQ selon certaines périodes préétablies. Chaque projet devra recevoir préalablement un avis de pertinence émis par le comité de pertinence de la MRC concernée. Un comité d'analyse régional évaluera par la suite le dossier et soumettra sa recommandation au conseil d'administration (CA) de la CRÉCQ. Suite au CA de la CRÉCQ de septembre, un premier état de situation des projets acceptés sera possiblement disponible.

5. Période d'information et d'échanges

5.1 Rapport sur les inégalités sociales de santé (ASSS)

Monsieur Gilles W. Grenier, directeur de santé publique à l'ASSS, est invité à présenter aux membres le *Rapport du directeur de santé publique sur les inégalités sociales de santé en Mauricie et Centre-du-Québec*.

Le rapport intitulé *Les inégalités sociales de santé ne sont pas une fatalité : voyons-y!* porte sur les écarts de santé systématiques et évitables, entre des groupes de population, selon leur statut social. Il vise notamment à faire prendre conscience de l'ampleur du phénomène des inégalités dans la région, de son impact sur la santé des populations et aussi sur l'ensemble des aspects de notre vie civile.

La lutte contre les inégalités peut produire des effets considérables sur la santé au sens propre, mais aussi sur la santé des municipalités, sur la santé économique et sur la santé globale de la société.

Dans notre région, les personnes qui vivent dans les communautés les plus défavorisées meurent beaucoup plus jeunes et sont aux prises avec plus de problèmes de santé que les personnes les plus favorisées. Ces inégalités sont également plus prononcées en milieu urbain qu'en milieu rural. Elles ne sont toutefois pas une fatalité, il est possible de les réduire.

Pour ce faire, trois grands chantiers seront mis en place, soit :

1. Réaffirmer l'importance des politiques et des programmes publics, les influencer et les adapter aux réalités du milieu;
2. Travailler avec les partenaires selon une approche intégrée et globale;
3. Travailler avec les citoyens et miser sur le potentiel des personnes.

De ces chantiers découlent différentes actions qu'il est possible de consulter à même le Rapport, disponible sur le site Internet de l'ASSS.

5.2 Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat et Export Québec (MDEIE)

Monsieur Vincent Bourassa est invité à présenter la nouvelle Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat 2011-2014 intitulée *Foncez! Tout le Québec vous admire*, de même que la création récente d'Export Québec.

Basée sur certains constats qui inquiètent, dont le recul du taux entrepreneurial, le retrait possible de 30 % des propriétaires d'entreprises, d'ici 2018, et le manque de dynamisme entrepreneurial des 30 à 44 ans, la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat 2011-2014 articule son action autour de 5 grands axes, soit :

- Valoriser l'entrepreneur et ses réalisations;
- Développer un système d'éducation promoteur des qualités entrepreneuriales;
- Soutenir la création d'entreprises, la croissance et le transfert d'entreprises, notamment au sein de nos communautés culturelles;
- Optimiser l'efficacité des interventions en entrepreneuriat par une simplification et une réduction des démarches administratives;
- Dynamiser la concertation et l'action collective des acteurs sur le terrain.

Trois cibles importantes à atteindre d'ici 2020 :

1. L'éclosion de 50 000 nouveaux entrepreneurs;
2. L'augmentation de 80 % à 90 % du taux de survie après un an des entreprises de cinq employés et plus;
3. L'atteinte d'un taux de transferts d'entreprises réussis de 75 %, après trois ans.

La Stratégie comporte de nombreuses mesures qui auront un impact direct en région dont celle de la mise en place d'une table d'action régionale en entrepreneuriat dans chaque région du Québec.

Cette table d'action régionale en entrepreneuriat aura pour objectifs et mandats de :

- Favoriser la concertation et la mobilisation des acteurs locaux et régionaux en matière d'entrepreneuriat;
- Répondre plus rapidement et efficacement aux demandes des entrepreneurs;
- Procéder à la conception d'un portrait régional de l'entrepreneuriat;
- Établir et mettre en œuvre un plan d'action régional en entrepreneuriat de même que les projets structurants qui en découleront;
- Diffuser l'offre de service régionale en entrepreneuriat;
- Faire le suivi de la Stratégie dans la région.

Actuellement en voie de constitution au Centre-du-Québec, cette Table sera composée essentiellement d'entrepreneurs et d'organisations proches du secteur, en ayant une préoccupation pour une représentativité territoriale. Cette table est présidée par un entrepreneur nommé par le ministre et le secrétariat sera assumé par le MDEIE. Elle disposera d'un budget de 525 000 \$ sur trois ans pour son fonctionnement et pour le soutien à des projets et initiatives issus de son plan d'action régional.

Monsieur Bourassa nous fait part brièvement de la création récente d'Export Québec, nouvelle entité au sein du MDEIE regroupant les ressources dédiées à l'exportation et aidant les entreprises d'ici à développer, consolider et diversifier leurs marchés hors Québec. Les principaux services offerts par cette unité seront :

- Accompagnement-conseil adapté à l'entreprise;
- Aide financière aux entreprises et partenaires;
- Missions commerciales et ministérielles;
- Soutien à l'implantation des entreprises à l'étranger;
- Accueil d'acheteurs et de délégations étrangères;
- Production et diffusion d'informations stratégiques;
- Promotion à l'étranger des secteurs d'excellence du Québec;
- Coopération économique utile au Québec.

La présentation de monsieur Bourassa sur ce sujet sera transmise aux membres pour en connaître davantage sur cette nouvelle entité.

5.3 Planification stratégique 2011-2015 du MCCCCF et Plan d'intervention 2011-2014 de la Direction régionale Mauricie et Centre-du-Québec (MCCCCF)

Madame Hélène McGEE (MCCCCF) dépose aux membres le Plan Stratégique 2011-2015 du MCCCCF et en présente le contenu. Les deux éléments de base de la mission et de la vision du MCCCCF sont :

- La culture en tant que composante essentielle du développement de la société québécoise;
- L'égalité entre les femmes et les hommes en tant que valeur fondamentale de la société québécoise.

Le MCCCCF est porteur des orientations gouvernementales et ministérielles en matière de culture, de communications et de condition féminine (politique culturelle, politique en matière d'égalité, politiques sectorielles diverses et lois et règlements de domaines particuliers). Il s'appuie sur un réseau de 13 organismes et sociétés d'État et est actif sur le territoire québécois et à l'échelle internationale sous diverses formes.

La Planification stratégique 2011-2015 du MCCCCF se base sur six grands enjeux, soit :

- Enjeu 1 : La culture et les communications comme leviers de développement sur le territoire québécois.
- Enjeu 2 : Le rayonnement de la culture québécoise et la promotion de la diversité des expressions culturelles au Canada et sur la scène internationale.
- Enjeu 3 : Le développement et l'accessibilité des contenus culturels québécois, particulièrement de langue française, sur les plateformes numériques.
- Enjeu 4 : La consolidation de l'intervention en culture et en communications au sein de l'administration publique québécoise.
- Enjeu 5 : L'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes.
- Enjeu 6 : L'actualisation de notre organisation en fonction de la vision et des orientations stratégiques.

Cette planification stratégique reconnaît l'importance des régions sur le plan du développement culturel. Pour y parvenir, l'équipe régionale du MCCCCF, au nombre de 10 personnes, se doit d'entretenir des liens étroits et essentiels avec un nombre important de partenaires et de clientèles diversifiés, leur offrant un service de première ligne et d'accompagnement. Les partenariats sont donc au cœur des actions du MCCCCF et de cette planification stratégique.

Madame McGEE termine en mentionnant qu'un récent portrait culturel du Centre-du-Québec vient d'être publié. Ce dernier pourra servir d'intrant majeur à l'élaboration d'un nouveau diagnostic culturel régional.

5.4 Projet Culturallia (MCCCCF)

Madame Hélène McGEE (MCCCCF) nous fait part de l'avancement du projet Culturallia (alliance Culture-Affaires). Le lancement officiel de ce projet-pilote en Mauricie et au Centre-du-Québec a été effectué par la ministre Christine St-Pierre (MCCCCF), le 12 juin 2012. Culturallia a pour objectif premier de favoriser le rapprochement entre les milieux de la culture et des affaires afin que ces derniers créent des alliances à long terme. Les moyens utilisés dans le cadre du projet sont les suivants :

- La tenue de rencontres de réseautage régionales (26 novembre à Drummondville);
- La mise en ligne d'un site Web permettant aux organismes culturels et aux entreprises d'y exposer leurs offres et leurs besoins et ainsi recevoir des propositions ciblées de partenaires potentiels (www.culturallia.gouv.qc.ca).

L'horizon du projet-pilote est d'environ un an. Il est souhaité la création d'une dizaine d'alliances au cours de cette période. L'expérience pilote pourrait, par la suite, se poursuivre dans d'autres régions, celles de la Capitale-Nationale et du Saguenay – Lac St-Jean étant ciblées.

6. Affaires nouvelles

6.1. Statistiques sur la place des jeunes et des femmes dans les instances décisionnelles (CSF)

Madame Sandra Shee (CSF) dépose aux membres deux documents statistiques en matière de condition féminine. Le premier fait état de données récentes sur la présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs au Centre-du-Québec. Le deuxième est une fiche socioéconomique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec. Ce dernier fait ressortir les caractéristiques régionales de même que les actions structurantes du milieu et les enjeux régionaux. Ces deux documents sont disponibles sur le site Internet du CSF. De plus, madame Shee nous informe que des fiches socioéconomiques ont été développées pour chacune des MRC de la région. Ces fiches sont disponibles sur demande auprès de madame Shee.

6.2. Décisions du CA de la CRÉCQ du 14 juin 2012 (CRÉCQ)

Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ) nous communique les décisions prises lors du conseil d'administration de la CRÉCQ du 14 juin 2012. Voici brièvement ces décisions :

- La CRÉCQ a accepté de renouveler ou de contribuer aux ententes suivantes, soit l'Entente de régionalisation de l'immigration (prolongation jusqu'à la fin décembre 2012), l'Entente spécifique en économie sociale (renouvellement an 3), l'Entente de partenariat régional en tourisme (nouvelle entente 2012-2015) et l'Entente sur la réussite éducative (renouvellement an 2).
- La CRÉCQ a également accepté de contribuer aux projets suivants dans le cadre du Fonds de développement régional (FDR), soit un projet de rehaussement et de la consolidation du réseau de vélo de montagne au Mont Arthabaska et le projet Savoir Affaires Centre-du-Québec porté par l'UQTR et visant à favoriser la diversification d'entreprises.

Lors de cette rencontre, la CRÉCQ a adopté son rapport d'activité et ses états financiers 2011-2012. La CRÉCQ a également procédé à l'élection de nouveaux administrateurs au sein de son comité de direction :

- Suite au départ de monsieur Maurice Richard, madame Francine Ruest Jutras (maire de Drummondville) a été confirmée à la présidence de la CRÉCQ;
- Monsieur Lionel Fréchette (préfet d'Arthabaska) occupera le poste de vice-président aux affaires municipales et monsieur Vincent Guay (directeur du CÉGEP de Victoriaville) celui de vice-président à la société civile;
- Les administrateurs suivants compléteront le comité de direction : messieurs Alain Drouin (préfet de Nicolet-Yamaska), Mario Lyonnais (préfet de Bécancour), Gilles Fortier (maire de Princeville) de même que madame Marie-Pier Vincent (présidente du Forum jeunesse).

6.3. Ententes spécifiques en région – Dépôt d'un état de situation

On dépose aux membres l'état de situation des ententes spécifiques en région en date de juin 2012. On mentionne notamment qu'un projet de nouvelle entente de partenariat régional en tourisme au Centre-du-Québec 2012-2015 débutera sous peu son processus de signature.

7. Divers

Aucun élément n'a été traité au point Divers.

8. Présentations lors de la prochaine rencontre

Les présentations suivantes pourraient être prévues lors d'une prochaine rencontre de la CAR-17 :

- Madame Sonia Carignan (MTO)
Sujet : Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020
- Monsieur Luc Couture (MAPAQ)
Sujet : Portrait de l'impact économique de l'industrie de la canneberge
- Monsieur Gaétan Désilets (MAMROT)
Sujet : Occupation et vitalité des territoires – Les suites
- Madame Hélène McGEE (MCCCF)
Sujet : La Loi sur le patrimoine culturel et ses outils

9. Prochaines rencontres

Les prochaines rencontres auront lieu les :

- Vendredi 5 octobre 2012 en avant-midi (endroit à déterminer);
- Vendredi 14 décembre 2012 en avant-midi (endroit à déterminer).

10. Fin de la rencontre

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

RÉDIGÉ PAR :



Céline Girard
Conseillère en développement régional

APPROUVÉ PAR :



Gaétan Désilets
Directeur régional

COPIES : Madame Linda Morin, sous-ministre adjointe aux territoires et Membres de la CAR-17

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser le signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

CG/jb
2012-09-28

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 14 décembre 2012, 9 h 00 à 12 h 00

Hôtel Montfort
Salle Grande Chapelle A
1141, rue Saint-Jean-Baptiste, Nicolet
Tél. : 819 293-6262

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Session de sensibilisation aux environnements favorables aux saines habitudes de vie
(M. Normand W. Bernier, formateur)
3. Lecture et adoption de l'ordre du jour
4. Adoption du compte rendu de la rencontre du 15 juin 2012
5. Affaires découlant du compte rendu
 - 5.1. Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale
 - 5.2. Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat – Table d'action en entrepreneuriat
6. Période d'échanges
 - 6.1. Échanges informels sur le Budget 2013-2014 et les changements au sein des ministères et organismes suite à l'élection du gouvernement Marois
 - 6.2. Points d'information en matière de développement régional (MAMROT)
7. Affaires nouvelles
 - 7.1. Décisions du CA de la CRÉCQ du 13 décembre 2012 (CRÉCQ)
 - 7.2. Ententes spécifiques en région – État de situation
8. Divers
9. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
10. Prochaine rencontre
11. Fin de la rencontre



Certifié carboneutre

**Liste des présences
CAR-17 du 14 décembre 2012**

Membres

- Monsieur Karl Anctil (MFE) *en remplacement de Vincent Bourassa*
- Monsieur Serge Beauchamp (ASSS)
- Monsieur Luc Couture (MAPAQ)
- Monsieur Jean Douville (MTQ)
- Monsieur Denis Hould (Revenu Québec)
- Monsieur Yves Guay (SQ)
- Monsieur Gilles Labrie (CCQ)
- Madame Marielle Langlois (MSP) *en remplacement de Sébastien Doire*
- Monsieur Mario LeBlanc (CNT)
- Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)
- Madame Denise Picard (E-Q)
- Madame Marilaine Pinard-Dostie (OPHQ) *en remplacement de Monique Savoie*
- Madame Mélanie Poisson (MCC) *en remplacement de Jean Bissonnette*
- Madame Sandra Shee (CSF)
- Madame Céline Tremblay (MDDEFP)

Invité

- Monsieur Normand W. Bernier, formateur

MAMROT

- Monsieur Gaétan Désilets, président de la CAR-17
- Madame Céline Girard, secrétaire de la CAR-17
- Madame Chantal Duford, conseillère
- Monsieur Dominic Duval, conseiller
- Monsieur Jasmin Laferrière, conseiller